5'164
45'8

HOMMES ET CHOSES D'OUTRE-MER

39

PAUL HAMELLE

HOMMES ET CHOSES
D'OUTRE-MER

W. E. GLADSTONE

LA QUESTION D'IRLANDE.
UNE FRONDE ANGLAISE. — UN DÉMOCRATE-TORY.
TROIS ALERTES. — LE PREMIER DU CANADA.
UN ANGLAIS D'AUJOURD'HUI.

Avec autographes de W. Laurier. — W. E. Macartney
Cécil Rhodes.

PARIS
LIBRAIRIE FISCHBACHER
Société anonyme
33, rue de Seine, 33

1899
Tous droits réservés

AVANT-PROPOS

Ceci, un livre? En vérité, plutôt un recueil d'études écrites au jour le jour, sous la dictée et l'impression des faits, un exposé de quelques-uns des problèmes politiques et sociaux que notre temps a connus et qu'il n'est pas encore parvenu à résoudre; plutôt encore une galerie de portraits et de tableaux, esquissés au fur et à mesure qu'ils passaient, sous nos yeux, emportés par le tourbillon de l'histoire contemporaine, — tourbillon de plus en plus rapide, suivant la loi d'un siècle qui délaissera demain la vapeur pour l'électricité.

Spectateur, je me suis efforcé de saisir les faits au passage et de les noter dans l'ordre où ils me sont apparus. Pas tout à fait cependant. Sur un point, j'ai cru devoir sacrifier l'ordre chronologique à l'ordre logique, présenter le *personnage* qui, d'après la date de publication, devrait occuper la dernière place, à la première.

Car vraiment, il n'en saurait occuper d'autre. Par la nature de son génie, l'importance diverse de son rôle, par sa longévité même, M. Gladstone ne peut

tenir que le premier rang. Plus que tout autre homme d'Etat non seulement de son pays mais de notre époque, le Grand Old Man a personnifié, en politique, le progrès, dans le sens le plus élevé du mot, celui qui vise l'univers moral. Même absent de quelques-unes de ces pages et, semble-t-il, des évènements qu'elles racontent, son action s'y fait sentir et s'y révèle. C'est le grand acteur dont la *personnalité* visible ou invisible influence la marche du drame, quand elle ne le conduit pas, le « mens infusa per artus » du poète, un de ses poètes favoris.

En face de Gladstone, vivante antithèse, se campe Cecil Rhodes. Homme de progrès, lui aussi, à sa façon, mais d'un progrès qui n'est pas celui de Gladstone, moins humain, plus Anglais, il poursuit, à travers tous les obstacles, un idéal formidablement matériel, un rêve énorme et brutal en voie d'être accompli : l'inflexible développement de la puissance britannique.

Entre ces deux protagonistes, notre sympathie, à nous Français, inclinera naturellement vers le premier. Comme on le verra, dans l'étude placée en tête de ce volume, qui lui est particulièrement consacrée, nous l'avons laissé parler lui-même le plus souvent que nous avons pu. Qu'on nous pardonne donc de le citer une dernière fois ; aussi bien ferons-nous ainsi mieux comprendre la façon dont nous avons envisagé notre tâche, — soit que nous

eussions à reproduire la pure figure d'un W. Laurier, ou celle de l'attique Morley, ou celle de Roseberry, l'impérialiste libéral, ou d'un Churchill, d'un Chamberlain, de tant d'autres, longue chaîne qui fait le tour du globe et du siècle.

« Pour l'écrivain, comme pour le peintre, a dit « quelque part M. Gladstone, pour celui qui veut « reproduire pour les yeux d'autrui le monde exté- « rieur tel qu'en ses divers aspects, il se révèle à sa « propre vision, une qualité maîtresse est néces- « saire. A celui qui la possède, elle fera pardonner « bien des défaillances, voire bien des erreurs. Par « contre, celui à qui elle est refusée ne pourra se « flatter d'avoir réussi, si exacte et correcte que son « œuvre puisse être d'ailleurs. Cette qualité primor- « diale, c'est la vie, c'est-à-dire le don de rendre ce « je ne sais quoi qui fait la personnalité de l'indi- « vidu, la physionomie d'un peuple ou d'une époque ; « c'est la faculté de donner aux êtres et aux objets « représentés le relief, la couleur, le mouvement « de la réalité. Ainsi, d'après la fiction antique, « voyait-on, sur le bouclier d'Achille, le froid métal « s'animer : ici, un laboureur traçait son sillon, et, « à mesure que passait le soc de la charrue, la terre « retournée prenait une teinte plus sombre ; plus « loin, dans la fureur d'une bataille, des combat- « tants brandissaient leurs glaives, d'autres paraient « les coups, d'autres encore emportaient hors de la « mêlée les blessés et les morts. »

Oui, c'est bien cela; ne pas nous contenter d'évoquer le fantôme du passé, mais autant qu'il est en nous, l'animer, le ressusciter, le faire revivre, tel est l'idéal que nous avons eu constamment sous les yeux.

Au lecteur de dire, après avoir parcouru ces pages si, en une faible mesure du moins, il nous a été donné de le réaliser.

WILLIAM EWART GLADSTONE [1]

Plus vraie parfois que l'histoire, la légende qui s'empare de certaines figures vivantes encore, nous a montré déjà celle de Gladstone comme l'image que j'ai sous les yeux, photographie sans art, et belle à la manière d'un symbole. C'est la fin d'un long jour et celle d'une longue vie. Un fond de parc anglais s'ouvrant sur un château à tourelles décore une scène familiale, encadre un groupe d'enfants, de jeunes hommes, de femmes que domine la silhouette d'un vieillard, la cognée sur l'épaule, au repos « après la tâche faite », la tâche qui lui était un délassement de l'autre plus rude, celle où nous le voyons, bûcheron des idées, taillant dans l'épaisse futaie des préjugés humains, sa route à l'avenir, ouvrier du futur aux dépens du passé.

Non de tout le passé.

D'aucuns, spectateurs superficiels ont dit : « Voilà bien tout Gladstone ! abattre ce qu'il ne saurait faire repousser. » Ils l'ont mal vu, de trop loin, si

(1) Les éléments de cette biographie ont été empruntés au livre instructif et attrayant de J. Mac-Carthy, à l'ouvrage très documenté de H. Lucy, et enfin aux œuvres mêmes de M. Gladstone.

ce n'est de trop près. Gladstone savait aussi respecter les arbres séculaires, dont les cîmes sont aux générations en route, de l'ombre et de la beauté. L'homme qui excellait à frapper ces grands coups de hache par qui tombent les vieux chênes, en passant, marquait aussi d'un signe tutélaire, ceux qui devaient survivre parce qu'ils sont utiles, ou seulement parce qu'ils ont duré. Car la vie peut être un titre à la vie, aux yeux de l'homme d'Etat comme à ceux de l'artiste.

Ainsi, premier sujet d'étonnement, contradiction apparente : Gladstone le destructeur est un conservateur.

Oui, sous le grand combattant qui ébranla les trônes, l'adversaire du Pape, du Sultan, des Lords, sous le quasi-révolutionnaire Gladstone, nous découvrons un autre Gladstone, champion de la couronne et de l'Eglise, plus encore par les mœurs que par le verbe, qui, l'armure de guerre dépouillée, n'est plus qu'un citoyen quelconque, loyal sujet de la reine, fidèle aux traditions de sa race, attaché aux coutumes de ces petites îles où il est né, un digne gentleman rural dans un paisible comté de la vieille Angleterre.

Gladstone aimait les citations. Ses écrits, ses discours en sont tout émaillés : richesse de souvenirs, et, si l'on veut, léger travers. Il sera notre excuse d'en faire une. Aussi bien, pourrait-il être inscrit en épitaphe sur sa tombe comme au frontispice de

son histoire, ce vers du vieux Térence qui fut la devise de sa vie :

Homo sum et nihil humani a me alienum puto.

Il explique l'ouvrier et l'œuvre, les passions amies ou hostiles pendant sa vie, le deuil après, universel, sincère et le spectacle de ces funérailles où nous avons vu les représentants des nations civilisées, mûs par un sentiment qui n'était pas seulement de haute courtoisie, marcher à la suite de ce cercueil, — mêlant ainsi au regret national, l'expression d'un regret humain, communiant avec l'affliction de tout un peuple, dans un suprême hommage à la mémoire de Gladstone, grand Anglais ; — mais, à nos yeux, comme aux leurs sans doute, plus grand homme !

Enclore en l'étroit espace de quelques pages une destinée qui a rempli et dominé plus d'un demi-siècle, la tâche est singulièrement hasardeuse, mais par cela même, bien fascinante. Plus encore que les proportions du modèle, sa nature fait la difficulté de l'entreprise et son attrait. M. Disraëli définissait ironiquement son rival : « Un Italien, placé sous la garde d'un Ecossais. » Aux deux bouts de l'Europe, l'Italie et l'Ecosse sont bien les deux bornes et comme les deux pôles de ce vaste esprit qui connaît d'ailleurs les régions intermédiaires. S'il est le compatriote de Knox par la rigidité de sa morale, et

celui du Tasse par la fougue de son tempérament, il est encore bien autre chose. Il est français par le goût des idées générales, par l'amour de la clarté, par la générosité des vues. Il est germain par la conscience réfléchie. Avant tout, il est lui-même, M. Gladstone, c'est-à-dire le personnage ondoyant et divers, tentant et déconcertant comme une énigme. Le moyen de garder son sang-froid, de rester impartial devant celui qui fut tout flamme et passion ? de voir clair parmi le long orage que fut sa destinée ? le moyen d'être véridique ? Il a vécu si intensément tant de vies et qui semblent si contraires ! Auquel s'arrêter de ses différents aspects ? Homme d'Etat, historien, critique, orateur, théologien, il a été tout cela, tour à tour, et souvent à la fois. Ce don d'ubiquité morale déroute. Il est insaisissable : il échappe à l'étreinte de la définition.

Cette impression, c'est la surprise du premier coup d'œil. Un second regard plus attentif nous le révélera un, sous son apparente diversité. Sa complexité n'est que de surface ; la simplicité est au fond. Ses attitudes distinctes jusqu'à la contradiction ne sont que les manifestations multiples d'une même vertu interne. M. Gladstone est un homme d'action, l'homme d'action par excellence. A l'opposé du dilettante avide de comprendre pour la seule joie de comprendre, et dont l'intelligence n'est qu'un instrument de haute volupté, sa curiosité universelle se propose toujours un but moral, pra-

tique. Il est le « vir natus rebus agendis » qui veut savoir pour faire. Ses discours, ses recherches, ses livres sont des actes, de formes variées, de fin unique : le bien ou le mieux.

Est-ce à dire que Gladstone ne se modifie pas ? Nullement. Il se modifie sans cesse pour progresser dans le sens de sa nature. Il change pour s'augmenter. Son histoire ne présente ni heurts ni scissions. On n'y trouve pas la seconde où placer l'Eureka du néophyte, sans doute parce qu'elle-même est un incessant Eureka, le développement continu des puissances qu'il porte en lui et qui s'accroissent de s'exercer. Son génie s'élargit en avançant, comme le fleuve ; comme lui, son histoire fait des coudes, mais la direction générale du courant reste la même. Il ne rebrousse jamais chemin ; ses détours qui semblent parfois des reculs, lui sont commandés par la nature du terrain et se réalisent en fin de compte, en un progrès.

Libre énergie qui ne souffre pas d'être incarcérée en une rigide formule, sans la faire éclater, s'il quitte un parti, s'il abandonne un système, c'est par fidélité au principe et parce que le parti exclusif, le système despotique contrarient le besoin supérieur qui le pousse en avant. S'il lui arrive de se trouver seul, ce n'est pas qu'il ait déserté son armée, c'est que l'armée plus lente n'a pu le suivre dans ses bonds, est demeurée en arrière. Il avance et il monte. A mesure qu'il s'élève, son horizon

s'étend. Et des régions où il atteint, les contrastes qui choquaient, s'atténuent, se fondent en une harmonie souveraine.

Un tel modèle impose son plan au biographe. C'est le plus simple : le récit. L'ordre chronologique est aussi le seul logique, le seul vrai qui nous montre dans leur enchaînement la cause et les effets, qui nous laisse assister au jeu des forces naturelles, dans leur action et réaction réciproques, nous montre la vie se créant elle-même sous l'aiguillon des circonstances extérieures, qui commente la parole par l'acte et l'acte par l'écrit, met à nu le mécanisme intime par lequel est mû l'homme et nous fait côtoyer au jour le jour sa marche. Il s'y raconte lui-même. Son geste quotidien l'explique. Le conteur n'est plus qu'un spectateur qui note la succession des phénomènes dont il ne lui restera qu'à dégager le sens.

Dans le portrait comme dans la réalité, cette personnalité doit demeurer indivisible. Elle forme un bloc. L'infinie divergence des rayons jaillit ici d'un seul foyer. Fragmenter l'homme en ses diverses facultés, sous couleur d'analyse, c'est briser le prisme pour en saisir les rayons, c'est le détruire dans son essence qui est une. Pour le connaître il faut en faire le tour.

Quelques fanatiques Gladstoniens veulent faire descendre leur héros de Robert Bruce, roi d'Ecosse

et d'Henri III d'Angleterre. Ce qui est certain c'est que le grand parlementaire naquit à Liverpool, d'une famille de marchands récemment émigrée de la protestante Ecosse. L'étymologie pittoresque du nom : Gled stane, épervier du roc, sonne assez clair son origine. Lui-même la proclame avec fierté : « Il ne coule pas dans mes veines une goutte de sang qui ne soit de source écossaise. » Peut-être quelqu'un de ses ancêtres, distant cousin d'Œil-de-Faucon, a-t-il chassé l'aurochs sur les Moors des Grampians ! Rien que nous sachions de sa prime enfance à lui, ne le signale à l'admiration du biographe à l'affût de l'anecdote rare, messagère d'avenir. Elle est toute pareille à celle de ses jeunes contemporains et compatriotes, appartenant à la classe de la gentry qui est la sienne. A l'âge ordinaire il passe de l'atmosphère familiale à l'air plus rude et plus tonifiant de l'école : il y fera son premier apprentissage de la vie publique.

Eton est mieux qu'une étape sur ce long ruban de route qui doit nous mener d'un bout du siècle à l'autre. Elle en est le point de départ, nous sommes à la minute capitale parfois et toujours significative, de qui peut dépendre toute la course. C'est qu'à Eton, non plus que dans les institutions similaires d'Outre-Manche, on ne vient pas chercher seulement des leçons de latin et de grec, mais des leçons de vie. A l'enfant, par la liberté relative et la responsabilité, on enseigne l'art de devenir un

homme. La plante humaine, que nos collèges, — ceux d'autrefois du moins — semblent sous couleur de protection, s'être donné la mission trop parfaitement accomplie d'atrophier, s'y développe en pleine terre et au grand soleil.

Une vaste demeure, spacieuse et claire, aménagée pour l'existence en commun de quelques centaines d'adolescents, tout autour la campagne, des bois, des prairies d'un jeune vert, qu'un cours d'eau traverse peut-être ; l'étude alternant avec le jeu, non point le jeu réglementé par la prudence timorée d'un maître appliquant un système et oppressif s'il n'est dédaigneux, mais le jeu spontané, fils du sol, varié, glorifié par l'imagination d'un peuple qui en sait les vertus — cricket, foot-ball, canot — le sport éducateur des énergies naissantes.

Voilà, le cadre toujours à peu près identique à soi-même de ces grands établissements où, de dix à dix-huit ans, l'Anglais vient recevoir l'entraînement préalable à la lutte qui l'attend et voilà la méthode qui ne change guère. Voilà l'Eton d'aujourd'hui, et l'Eton d'hier, où William Ewart Gladstone, troisième fils de John Gladstone, négociant à Liverpool, faisait son entrée aux environs de 1820, où il se plut, où il grandit et que son souvenir reconnaissant proclama « la reine des écoles. »

« L'enfant, a-t-il écrit lui-même, un jour, dans un de ses nombreux essais biographiques, est le père de l'homme. » Quel était donc l'enfant dont cet

homme est sorti ? Cherchons si, dans l'image inachevée, mais expressive que nous offre l'écolier de quinze ans, nous ne pressentons pas quelques-uns des traits qui feront la figure virile.

Pour lors, elle est charmante cette figure d'adolescent, telle que nous la montre un portrait d'une date un peu antérieure, et que nous la décrivent les témoignages contemporains : ouverte, et grave, contemplative et pourtant si vivante, avec ses yeux qui songent, regardent au-delà.

La réalité s'accorde aux apparences. Ecolier intéressant, Gladstone n'est pas l'enfant prodige. L'étude et le jeu se partagent inégalement ses heures. A l'une et à l'autre, il s'adonne passionnément. Il est déjà celui qui mène toutes les occupations de front, et apporte de la conscience jusque dans le plaisir. C'est un don de savoir se donner pleinement à toutes les tâches, sévères ou gaies. Il le possède. Il lui doit un peu, à cet âge où l'être se forme, le bel équilibre de son développement. Le cerveau précoce ne fait pas verser la balance tout d'un côté ; la bête n'est pas chez lui, sacrifiée à l'ange : l'une et l'autre s'en trouveront bien. Il lui doit encore, à ce don, que les menus défauts de l'enfance qui peuvent devenir les tares de l'homme, la dissimulation, le mensonge, sous toutes ses formes n'ont trouvé sur lui, nulle prise. La belle ordonnance de son temps d'où l'oisiveté dangereuse est bannie ne leur laisserait guère de chance de s'enraciner dans cette âme, si elle

n'était d'ailleurs, rebelle, par essence, aux bassesses. Car ses défauts propres lui sont une cuirasse contre ceux du dehors ; s'il pèche, c'est déjà par exubérance, par excès de vigueur, et le mensonge est surtout de la faiblesse, l'arme, à l'école de qui n'en a pas d'autres : lui, il a ses poings. Pas plus querelleur qu'égoïste, d'ailleurs, il est hardi avec une pointe de chevalerie. Reconnaissons le démocrate en herbe : capable d'attaquer le grand, il protègera le petit. Sa générosité s'étend aux inférieurs. Un jour à quelque foire de village, il s'érigera en défenseur d'un troupeau de cochons, race sans honneur, martyrisés par ses camarades. De là, les faciles quolibets, que coupe court la menace d'une riposte « écrite en lettres rouges sur la face des moqueurs. »

Petite aventure où, dans le gamin, se décèle si l'on veut, le champion futur de l'opprimé. Ce jour-là, il accomplissait, en outre à son insu, l'acte de courage par excellence. Il avait bravé le monstre qui épouvante les forts, le ridicule.

A quinze ans, la structure morale se dessine, l'échafaudage sur lequel le temps édifiera son œuvre d'intelligence et de beauté : il s'appelle loyauté, vaillance, besoin de connaître, et de se donner corps et âme à tout ce qu'il entreprenait, et d'entreprendre beaucoup ; l'homme est là en puissance « franc comme l'acier et transparent comme le cristal. » (1)

(1) Essai sur Macaulay par Gladstone.

Après Eton, Oxford.

Oxford et Eton, deux noms étroitement associés, qui jettent une clarté d'aube sur la longue journée tumultueuse, paysage pacifique où il est doux de s'arrêter, bon d'amasser des forces et du souffle, avant la grande bataille ininterrompue de soixante ans qui commence.

Oxford, que d'images aimables et graves flottent autour de ce nom, l'auréolent de poésie ! Elle est loin du monde, un monde en soi. Hors la fièvre moderne en face du présent, elle est au bord de la Tamise inchangée la cité médiévale et romanesque, gardienne des traditions, la patrie du passé. Elle ne compte pas, on veut croire, avec le temps. Les eaux de la rivière y réfléchissent les mêmes sites et les mêmes songes. Elle est le lieu d'élection de la pensée pure — qui ne s'y montre pourtant pas dédaigneuse d'un autre mode d'activité : celui du muscle. Trait national : on y sait rêver et ramer — où trouver ailleurs telle alliance ? Platon, revenu sur la terre, y écrirait ses dialogues. Pindare y composerait ses odes aux athlètes vainqueurs sous ses yeux. Elle est antique et anglaise.

De là, son pouvoir de fascination que l'éloignement n'amoindrit pas. Les étrangers qui la traversèrent, ont subi et raconté son charme. Les jeunes hommes qui sont venus lui demander l'achèvement d'une éducation choisie, lui gardent un culte pieux.

Quand, un jour, Gladstone s'écriera « J'ai aimé

Oxford d'un amour profond et passionné » il ne fera que traduire l'impression de l'ancien under-graduate. A cette tendresse sentimentale, se mêle ici quelque gratitude.

Gladstone, entre autres, doit beaucoup à la vieille université. Il en a pris et retenu tout ce qu'elle peut donner, une certaine manière d'être, une certaine discipline morale qui ne s'acquiert pas ailleurs et qui ne se perd plus. Il a épuisé toute la vie d'Oxford.

L'antiquité et la théologie sont les deux bases de l'enseignement Oxonien. Gladstone y a reçu la forte alimentation classique et religieuse que réclamait sa nature. Il y a étudié les chefs-d'œuvre des vieux maîtres, grecs et latins, s'est nourri de leur substance, comme Achille, de la moëlle des lions ; et dans une familiarité de chaque jour, il s'est approché de leur âme.

Pourtant, son activité est éclectique. Le changement de labeur est déjà pour lui la forme normale du repos et comme il l'a dit un jour « la plus saine des récréations ». Il alterne la lecture d'un chant d'Homère, avec l'étude des textes sacrés. Car au-dessus de ses affections secondaires, sa passion l'entraîne vers les deux grands poèmes héroïques qui sont aussi les deux pôles de l'esprit humain : la Bible et l'Iliade ; Homère et l'Evangile. Ce sont là, dès lors et à jamais, ses deux maîtres préférés. Il restera leur élève et leur fidèle.

Ce double culte ne l'accapare pas, au détriment de son instruction générale. Il se garde d'être spécialiste avant l'heure. Se spécialiser, c'est se restreindre s'appauvrir donc, par un sacrifice volontaire qui est la condition du progrès, dès qu'on avance un peu dans la connaissance (1); mais s'appauvrir sans nécessité justificative, et dangereusement, quand on part. La pente de son esprit l'incline plutôt vers les études spéculatives, il ne s'y cantonne pas. La curiosité lui est un correctif de ses tendances ; avec ce qu'elles lui laissent d'énergie mentale disponible, il ne néglige pas de s'enquérir des éléments de la science, de ses méthodes, de ses conquêtes. Sa puissance de travail, comme sa mémoire, étonnent. Levé tôt, il prolonge souvent, bien avant dans la nuit, ses veillées dans la chambre solitaire. Il arriva sans doute plus d'une fois que

L'aurore se jeta sur la lampe angélique

de l'étudiant attardé sur une page obscure. N'importe, il savait le remède, et qu'une course en plein air chasserait la fatigue nocturne. Il se reposait du livre par le sport. L'aviron délassait sa main engourdie d'avoir tenu la plume et le glissement rythmique du canot matinal dans la fraîcheur émanée de la

(1) « Inclinons nos têtes devant l'inévitable. Le jour de la science encyclopédique est passé. Ce soleil s'est couché avec Leibnitz. » (Nineteenth Century 1890, Gladstone).

terre, de l'onde et de l'heure, faisait circuler le sang plus vite dans les veines et dans le cerveau.

La cohue savante du foot-ball ou plus souvent le vagabondage solitaire dans la campagne, autres moyens dont il use de réparer la fatigue des longues stations devant la table de travail. L'esprit ainsi vivifié, il se remet à l'œuvre. Et les jours passent. Et son trésor s'accroît de richesses morales et physiques. Il met en œuvre le précepte qu'il donnera un jour : « Soyez forts et l'exercice de votre force aujourd'hui vous fera plus forts demain (1) ». Il a emmagasiné en ces fécondes années, de précieuses réserves d'énergie pour l'avenir. Il y a conquis les plus hauts honneurs, il y fut un athlète ; il a réalisé dans sa plénitude la devise du sage antique : « le mens sana » — et même quelque chose de mieux, — « in corpore sano. »

Si loin qu'Oxford soit du monde, on y entend les rumeurs de la vie, même celles du Parlement. On n'y est pas étranger à la politique. Dans les pays libres, les Universités sont d'ordinaire de fermes soutiens de l'ordre de choses établi. Oxford a vu le dernier soulèvement jacobite ; c'est dire qu'on y est, ou du moins qu'on y était par essence Tory, d'un torysme mystique que ne rappelle que de fort loin la doctrine utilitaire des conservateurs présents.

William Gladstone fut donc Tory et même ardent Tory. La vigueur de ses convictions, la chaleur de

(1) Address to Glasgow University, 1879.

sa parole lui valurent la présidence de l'association des étudiants. C'est en cette qualité qu'il infligeait un blâme universitaire au Cabinet « dont la politique menaçait les bases mêmes de l'ordre social » et si, par hasard il plaide, un jour, l'émancipation catholique, — unique lueur dans cette nuit qui nous fasse pressentir le futur libéral, — il rachète cette inconséquence par l'absolutisme de ses autres opinions. C'est ainsi que nous le voyons combattre la suppression des incapacités juives, défendre sinon le principe, du moins la pratique de l'esclavage, « que l'Ecriture n'aurait pas expressément condamné puisqu'elle le réglemente. »

C'est là le résultat de l'éducation d'Oxford et qui la synthétise. Les opinions n'importent guère, de ce garçon de vingt ans qui ne sait de la vie que ce qu'il a vu des murs de son collège, c'est-à-dire de bien loin et de bien haut. Elles fondront comme neige d'avril au soleil. Il n'en faut retenir qu'une date morale, qu'un point : l'étude du passé sous toutes ses formes a sinon créé, du moins singulièrement développé dans cet adolescent, le germe conservateur ; passe maintenant le souffle de la liberté, il fera lever et s'épanouir en riches floraisons toutes les vertus cachées de ce noble esprit, qui n'attendent que l'occasion d'éclore. Il n'en saurait modifier le fond qui fut avant elles, et peut-être avant lui produit de l'atavisme, accru et solidifié par le temps, l'éducation et le régime de ces premières années.

L'empreinte reçue à cet âge et par un tel sujet n'est pas de celles qui s'effacent. Elle durera, autant que lui : qui a respiré l'air d'Oxford, s'il a d'ailleurs l'âme d'un Gladstone, ne saurait plus oublier certaines choses. Sous le fougueux libéral, nous retrouvons toujours, à tels traits indélébiles, l'ancien élève de Christ-Church qui s'est promené à l'ombre des vieux ormes. Cette ombre se prolonge en douceur, sur l'étendue totale de sa longue route.

A Oxford, nous avons vu naître et se former le conservateur. C'est la première partie et comme la préface de notre récit. Il reste à voir comment, le libéral à son tour, naquit du conservateur, se développa, grandit, sans pourtant le détruire. C'est la seconde partie de notre tâche la plus vaste, la plus mouvementée, c'est l'histoire même de Gladstone.

A vingt ans, William Ewart Gladstone était armé pour la lutte. Il était une force, mais sans emploi. L'église l'avait sollicité comme plus tard le barreau. N'est-ce pas parce qu'elle promettait à son prosélytisme une tribune d'où convaincre et convertir ? L'avenir le réservait à une autre, ouverte sur un amphithéâtre plus large, plus sonore, et qui lui permît de mieux parler au siècle.

Il quitte l'Angleterre presqu'en même temps qu'Oxford. Comme tous les jeunes Anglais de sa classe, il parfait son éducation par le voyage. Déjà l'Italie l'attirait. C'est là que la politique vint le

chercher, que le hasard, il eût dit la providence, lui offrit la première chance.

La circonscription de Newark, dépendance de la seigneurie de Newcastle, était vacante. Le duc était en quête d'un candidat pour représenter à cette heure trouble les droits principes au parlement. La grande réforme électorale de 1832 qui appelait les classes moyennes à la vie politique, effrayait cette âme féodale.

Un ancien condisciple de Gladstone, ami du noble lord, se souvint du président de l'association des étudiants, si éloquent à la défense de l'Evangile Tory. C'était l'homme de la situation. Il en parla au duc, le duc agréa la proposition. La candidature fut offerte à Gladstone qui l'accepta.

Or, la candidature, c'était le siège conquis d'avance dans ce bon temps patriarcal, où la souveraineté territoriale emportait la souveraineté politique et morale, et la propriété du sol, celle des votes. L'homme lige du duc sur son domaine, le champion de l'esprit ancien contre l'esprit nouveau, parti en guerre, dans sa campagne contre ce désir de changement qui menaçait de « produire avec un peu de bien une mélancolique prépondérance du mal, » l'adversaire du progrès devait être élu — et le fut.

*
* *

Gladstone, le futur grand athlète parlementaire, est entré dans l'arène. Il y est entré sans tapage. Il

a vingt-deux ans. L'inconnu s'ouvre à lui, la politique et le parlement, une réalité nouvelle dans un monde nouveau. Ses opinions qu'il imagine immuables, ne sont que des tendances.

Que dis-je ? Ce ne sont que des préjugés en contradiction avec les tendances vraies de sa nature même ; pour défendre la politique Tory, il sait seulement qu'il est Tory, ou du moins, il le croit. Mais voici, pour nous mettre en garde : ses affinités avouées démentent ses attitudes. Ce Tory fanatique professe deux admirations, deux cultes, qui étonneraient sans doute un peu le duc de Newcastle, l'un pour Canning, l'homme que, tout enfant il entendit un jour haranguer la foule du balcon de la maison paternelle à Liverpool, et dont il dira : J'ai été élevé à l'ombre de ce grand nom, l'autre pour Washington, « la plus pure figure de l'histoire ».

Au demeurant, intransigeant Tory qui affiche les sentiments congruents à ce titre, et qui a pris rang tout de suite à côté des hommes de son parti, dans une assemblée sage. Il apparaît, dit Mac-Carthy « quand le vieil ordre de choses va faire place au nouveau. » Une sorte d'accalmie régnait. L'heure n'était plus, ou pas encore, des grandes agitations. De la foule parlementaire contemporaine, quelques noms surgissent : dans la maison des Lords, le duc de Fer, Wellington, une survivance du passé, d'ailleurs actif encore et robuste, Lord John Russell, Lord Brougham, l'orateur. Aux Communes, M. Stan-

ley, le futur Lord Derby, l'historien Grote et le grand tribun catholique O'Connell, vers qui une sympathie révélatrice, pousse l'anti-réformiste, qui dès Oxford, prêchait l'émancipation catholique ; enfin Sir Robert Peel, le libéral conservateur, le grand parlementaire, qu'on a défini sans le flatter : Un Gladstone moins l'imagination.

Au dessous, l'ordinaire troupeau où le débutant a pris place, et qu'il ne révolutionne pas tout d'abord. Vraiment non, l'élu de Newark, contre toutes les règles et toutes les convenances qui veulent que les débuts soient extraordinaires d'un homme qui le sera, n'emporta pas à la « Pitt » le Parlement d'assaut. Il est dit qu'en toutes choses il sera progressif. Son coup d'essai, mieux qu'honorable ne fut pas coup de maître. Il ne fut pas insignifiant non plus. Gladstone avait déjà pris la parole sur des questions locales, quand un débat d'ordre général lui offrit l'occasion nécessaire, mais attendue sans impatience, de se manifester. On discutait l'abolition de l'esclavage aux colonies anglaises. Vieux thème pour lui qui n'avait qu'à se souvenir, et commode tremplin d'où se lancer dans la mêlée Il développa ses idées. Sans plus défendre qu'autrefois le principe même de l'esclavage, il discuta l'opportunité d'une suppression immédiate et totale, plaida en se fondant sur la raison et l'Ecriture, cette cause que l'aptitude à la liberté en devait être la condition, que l'émancipation devait être graduelle, dosée sur

le progrès de l'aspirant homme libre. — Oublions. où nous sommes et les quelques années qui viennent de s'écouler. C'est la même thèse, soutenue des mêmes arguments avec les mêmes accents et par le même homme qu'autrefois. Rien de changé que le décor. Et ce discours n'est pas un phénomène isolé. Il se rattache, il est conforme à l'attitude, à l'étiquette de l'orateur, qui s'opposera, un autre jour, à l'admission des non-conformistes aux Universités.

L'Université, Oxford, vraiment nous n'avons pas fait grand chemin depuis que nous l'avons quitté ; les murs du vieux collège dominent toujours notre horizon.

Rien de sensationnel en somme, non plus que d'imprévu dans ces commencements. Rien qui put faire prévoir la suite. Gladstone s'est fait écouter. Sa voix de ténor, bien timbrée a plu : voilà tout. Il a parlé selon ses convictions d'alors, justifié la confiance de son mandat et jusqu'à un certain point, l'opinion de son grand rival dans les batailles prochaines, Disraeli prédisant : Ce jeune homme n'a pas d'avenir.

En vérité, c'est parce qu'il a l'avenir à lui, qu'il ne violente pas le présent. La victoire qui sera la sienne ne doit pas ressembler à une surprise. Son attitude en l'attendant est celle qui sied à son âge, à son obscurité, au caractère du familier et futur traducteur d'Horace, qui se souvient de l'éloge du

poète latin au chantre de l'Odyssée, créateur de merveilles qu'il n'a pas annoncées.

Plus perspicace que celui qui sera Lord Beaconsfield, le chef d'après demain du parti conservateur, son chef de demain, Robert Peel, a deviné la valeur cachée sous la modestie du débutant. La figure du jeune homme, belle et pâle, sous la masse sombre des cheveux, les yeux noirs, dont l'âge plus tard n'éteignit pas la flamme, le profil sculptural, un air de noblesse calme rendu plus sensible par le large nœud de la cravate roulée autour du col, selon la mode du temps, qui exhausse la tête, la détache du buste, tout cela — qui revit dans la toile d'Hayter, et, devant ce portrait de Gladstone à vingt-cinq ans nous fait songer à Lamartine, son parent spirituel, — tout cela, sans doute, avait attiré l'attention du ministre recruteur de forces pour l'avenir. Il alla chercher dans la foule pour l'appeler à lui le jeune Tory. Le pressentiment de Peel ne l'avait pas trompé. Les différences d'âge et de situation qui séparaient le novice du maître, ne pouvaient empêcher que ces deux natures, semblables par tant de traits, ne se comprennent en ne se rencontrant et ne se joignent.

Le chiffre fut leur trait d'union. L'économiste qu'était Peel n'eut pas de peine à démêler dans le fils du grand marchand de la grande ville marchande, une merveilleuse aptitude aux mathématiques. Il l'enleva à l'obscur et fécond labeur des

Commissions pour faire de lui dans le ministère de Wellington, le lord Junior de la Trésorerie. Il fut ainsi son véritable introducteur à la vie politique. Il fut mieux que cela, un initiateur, une influence, et, comme l'a proclamé Gladstone lui-même, dans le juste hommage qu'il lui rendit un jour : « Un modèle moins admirable encore par ses immenses dons intellectuels que par son sens des vertus publiques, la splendeur et la pureté des siennes ; à lui je dois l'orientation de mon esprit vers les questions économiques et commerciales. »

De là, bien vite, sans échapper à Peel, il passe au sous-secrétariat des Colonies. Il prouve déjà qu'il n'est pas l'homme d'une seule chose. Il le prouve autrement : par un livre. L'ouvrage composé au milieu du tracas des affaires, est dédié à Oxford « fontaine de toute bénédiction spirituelle, sociale et intellectuelle. » Et c'est bien ce pur esprit d'Oxford qui l'anime. Gladstone y traite des rapports de l'Eglise et de l'Etat. L'Etat doit avoir une conscience, et dès lors, professer une religion, et la propagation de la vérité religieuse est la fin dernière du gouvernement.

Le livre fut remarqué, même il étonna, par l'étrangeté des idées qu'il présentait et le nom qu'il portait. Les hommes graves, et Robert Peel entre autres, ne cachèrent pas leur surprise qu'un jeune homme d'un tel avenir gaspillât son temps à écrire. Il avait mieux à faire.

Ici, l'élève dépassait le maître. L'homme d'action expérimenté n'avait pas saisi cette vérité, évidente au premier regard du débutant que l'idée est le germe de l'acte, et le livre, de l'action en puissance.

Macaulay lui-même prit la plume pour réfuter la thèse et louer l'auteur : « Ce jeune homme au caractère sans tache, espoir naissant des fermes et inflexibles Tories. »

Gladstone méritait l'éloge. Nulle concession encore au cours de cette période. Il a lutté pour la bonne cause, combattu le bill qui supprime les incapacités civiles des juifs, bataillé sous la bannière Tory avec autant d'impétuosité qu'il en mettra plus tard à l'abattre.

En 1837, l'homme qui avait refusé la candidature de Manchester reste fidèle à ses origines, digne de Newark et de son seigneur.

Déjà pourtant il commençait à lui échapper. L'ennemi, « l'erreur » pour appeler la liberté du nom que lui donnait Metternich, approchait de son esprit. Par la brèche qu'elle allait y faire, elle ne s'y précipita pas tout d'un coup. Elle s'y glissa sans bruit, presque à l'insu de l'homme, insensiblement envahi. Il ne l'entendit pas venir. Quand il reconnut en lui sa présence, il n'était plus temps de l'expulser : il était sien.

C'est qu'aussi pareille conversion ne comporte guère le coup de foudre. Le libéralisme et le to-

rysme ne sont pas à vrai dire deux entités, deux croyances ennemies par leur objet. Ils n'en sont que plus séparés. Le fossé profond creusé entre deux dogmes, n'est pas nécessairement très large; il peut parfois se franchir d'un bond. Et la foi ne procède guère autrement! elle croit, elle voit, elle sait.

Mais les yeux brusquement ouverts à la liberté, ne feraient pas encore le libéral. Il y faut quelque chose de plus. Ces deux vocables, libéral, conservateur, qui répondent sans doute à des différences de doctrines, expriment surtout autre chose : deux manières d'être, deux tempéraments, quand ce n'est pas deux attitudes héritées de famille qui, plus fortes que les inclinations personnelles, deviennent les habitudes, ces invisibles liens plus solides que l'idée pour attacher les hommes au système. Cela, d'ailleurs met entre eux de grands espaces. Difficilement ils les enjamberaient d'un saut. Il leur faut du temps pour les parcourir, et qu'un bon vent les pousse. Ainsi s'explique-t-il que Peel reste conservateur, que Palmerston s'intitule whig, et que Gladstone mette trente ans à passer d'un parti à l'autre.

De là l'intérêt de cette biographie, où, tandis qu'une moitié de l'être stationne immobile comme figée dans un dogme, l'autre, celle qu'il nous faut suivre à présent, se transforme, se développe en un perpétuel devenir.

Nous l'avons dit : il n'y a guère de bornes sur cette route changeante où chemine l'homme, dans son exode des hauteurs du torysme jusqu'aux bords du radicalisme. Pas de haltes non plus ou si brèves ! Le voyageur se presse, lentement, puis plus vite vers un but qui recule. Mais parfois l'accident supplée à la borne absente.

L'accident manque encore, sans doute parce qu'il n'a pas eu le temps de surgir.

Tout commence. Nous sommes à l'heure indécise dite par le poète où la lumière s'annonce :

> Plus à l'âme qu'aux yeux encore
> Quand il ne fait ni nuit ni jour.

Dans cette période de préparation si féconde où nous entrons, nous ne relèverons pas encore un acte précis qui démente les principes du jeune Tory qui nous permette d'affirmer : ici meurt l'homme ancien, ici naît l'homme nouveau. Non, mais des symptômes, parfois seulement, au passage, un signe, un geste, une intonation venue d'au-delà des lèvres, comme un son monté de loin, révèle l'obscur travail qui s'accomplit hors de notre vue, la révolution intérieure qui s'opère et c'est tout.

Au-dessus de cette vie profonde qu'il nous cache, le flot de la vie apparente coule. Il se hâte, se presse et bouillonne !

*
* *

Qu'elles sont pleines, ces années de la demi-obscurité !

En 1839, Gladstone épouse miss Catherine Glynne qu'il a rencontrée, retrouvée plutôt dans un de ses voyages d'Italie, celle qui lui apportera ce château d'Hawarden si intimement associé à cette vie dont elle-même sera la compagne admirable. Union harmonieuse. « Ensemble ce couple fut jeune, ensemble « il atteignit la maturité, puis la vieillesse. »

Lui nous la cache. Elle est de la famille de celles que l'histoire ignore, bien qu'elle y ait collaboré, en étant « la moitié » au plus haut sens du mot, de ceux qui la font. Quelle part revient de l'œuvre de lumière accomplie à la femme qui marche dans l'ombre de l'homme illustre, son inspiratrice — dans quelle mesure? Sa consolatrice certes et son bon génie — qui apporte à l'élève d'Homère comme Andromaque à Hector, avant ou après la rude mêlée, le secours de sa beauté et de sa bonté.

D'abord elle est à ses côtés à l'heure des seconds débuts.

Newark a réélu Gladstone. Il s'avance dans le sillage de Robert Peel. Il est nommé directeur de la Monnaie et vice-président du bureau du Commerce. Une dame de ses amies écrit ironiquement : « On dit que Gladstone a reçu deux offices afin de le contraindre à se tenir tranquille, et de l'empêcher, en

lui donnant trop à faire, de s'occuper des affaires de l'Eglise. Moi, je sais que ce sera peine perdue. » Et miss Wynne disait vrai. La digue d'un double office ne suffit pas à contenir cette activité qui déborde.

En 1842, Robert Peel présentait une nouvelle échelle mobile de droits sur les blés. Chargé de la révision des tarifs, Gladstone justifie le choix de son maître. Il étonnait les Communes par sa précoce compétence, la largeur de ses vues d'ensemble, jointes à la connaissance du détail. Il se révélait maître financier et fascinant orateur.

Ce qui ne l'empêchait pas de se passionner dans le même temps pour la philosophie du moyen âge, l'art de la Renaissance, les poteries anciennes et modernes. Il s'aventure dans tous les domaines, et revient plus riche de chaque expédition. « Son esprit passait dans la vie comme le chalut au fond de la mer, entraînant tout ce qu'il rencontrait (1). »

Il se délasse en changeant d'étude. Lui-même expose sa méthode dans une boutade. « Il y avait, dit-il, une route à la sortie de Londres, où plus de chevaux mouraient que sur aucune autre. Une enquête révéla que la route était parfaitement plate ; conséquemment les animaux habitués à la parcourir n'usaient qu'un seul système de muscles. » Ils périssaient de déséquilibre.

Gladstone tirait de l'observation la règle d'une

(1) Lord Macaulay par Gladstone.

gymnastique et d'une hygiène morales. C'est celle même dont il s'est si bien trouvé à Oxford. Il maintient l'harmonie de ses facultés par la diversité de l'effort. Il se distrait d'une étude par une autre et de l'exercice intellectuel par le physique.

Il n'abattait pas encore de chênes, mais il montait à cheval. Il entretenait sur le pied de guerre, il accroissait les forces dont il aurait bientôt besoin pour vaincre les difficultés, faire face aux adversaires qui allaient se multiplier, car il montait.

En 1843, il entrait dans le cabinet. Brève apparition. L'entrée était prévue, la sortie l'était moins. Aussi bien, la cause en était-elle très insolite. Ce jeune homme d'Etat se retirait pour obéir à un scrupule de conscience excessif et significatif. Il n'avait pas voulu prendre sur lui de défendre, comme membre du ministère, un bill qui lui était imparfaitement connu. Rentré dans la foule parlementaire, il le votait en seconde lecture : il avait eu le temps de l'étudier dans l'intervalle. L'incident était singulier.

Il n'y eut qu'un cri de surprise : « Comment Gladstone avait-il pu déserter de la sorte un ministère ami, compromettre de gaieté de cœur une carrière qui s'annonçait belle ? On se permet telle incartade lorsqu'on est ce que Palmerston appellera « l'homme inévitable », non lorsqu'on est « l'homme qui vient » (the Coming man), et qui peut rester en route. Quel chef de parti désormais s'attachera un auxiliaire d'humeur si capricieuse, et qui entend

ainsi la solidarité ministérielle?... La fortune lui souriait : il se dérobe ».

C'est que Gladstone déjà, au-dessus du succès plaçait le devoir. Et puis, il n'était pas qu'un seul chemin, pour avancer. A cet âge, l'indépendance à l'ombre et cette demi-solitude morale, où l'âme emmagasine des forces, étaient plus favorables à son plein développement qu'un poste en évidence, avec ses périls et ses charges. D'autant qu'une première métamorphose s'accomplissait en lui.

Avant d'être au Parlement et au Gouvernement l'homme d'Etat universel, Gladstone y fut l'homme d'affaires. Les finances l'avaient lancé, elles l'avaient fait connaître au Parlement et au pays. Ce sont les affaires encore qui lui révélèrent à lui-même son génie et le mirent sur sa pente. C'est sous l'aspect commercial, sous la forme du libre-échange que la liberté pénétra d'abord son esprit. Il s'était rapproché des Bright, des Cobden, il était entré dans cette petite phalange d'apôtres qui allaient prêchant la bonne parole économique, combattant les prohibitions et les protections, et réclamant d'abord l'abolition des droits sur les blés. « Rude époque, où la famine contre laquelle ils guerroyaient, disait Bright, devenait leur alliée ». Rappelé en dépit des augures au sous-secrétariat des colonies par Lord Derby, puis rentré dans le rang de son libre vouloir, il travaillait au triomphe de l'idée.

C'est lui maintenant qui stimule son chef, qui voudrait l'Océan, « cette grande route des nations aussi libre aux vaisseaux qu'aux vents qui le balaient ».

Mais il reste Tory d'imagination et de programme. Autrement, il ne se serait pas présenté, aux élections de 1847, devant Oxford qui ne l'aurait pas élu.

Cependant, depuis qu'il a quitté les bancs de la vieille Université, même depuis ses débuts dans la vie politique, sa pensée a fait plus d'une conquête, laissé plus d'une erreur en route, des opinions se sont modifiées. Il a voté l'admission des Juifs au Parlement. Il commence à mettre en doute les titres de l'Eglise d'Etat en Irlande et il a tout à fait abandonné sa théorie sur les rapports des deux pouvoirs civil et religieux, il préconise l'établissement de relations diplomatiques avec Rome.

Incohérence, dira-t-on! C'est l'incohérence de l'homme qui a déjà compris le sens et la portée du mot liberté, avant d'en avoir pris l'étiquette, qui sait qu'on ne la peut réclamer pour soi contre les autres. « Il n'y a que le fanatique qui n'apprenne rien de l'expérience et que le sot ».

Il changeait lentement.

Il faut une occasion pour mettre à jour ces progrès latents dans la formation du caractère. Elle manque rarement à qui la mérite. Elle s'appelle ici la question Pacifico.

Misérable affaire par ses origines, qui faillit met-

tre le feu à l'Europe, et qui lui révéla un homme supérieur déjà aux partis, même aux patries, capable aux heures de crise d'être à défaut d'un guide, un interprète.

Un certain Pacifico, Portugais israélite, né par hasard à Gibraltar, vague sujet de la Reine, résident à Athènes, où il avait été victime, plus ou moins, d'une émeute, réclamait de ce chef une indemnité colossale au gouvernement grec et sur son refus en appelait à la mère-patrie. L'Angleterre avait répondu à l'appel, sommé la petite Grèce de payer. Celle-ci résistait. On la menaçait... Et c'était le premier ministre lui-même, Palmerston, qui se faisait l'avocat de Don Pacifico, au Parlement britannique. Il s'était adressé aux passions nationales, toujours teintées d'égoïsme ; il avait, à propos de cet incident dérisoire, fait résonner l'antique *Civis romanus sum*, électrisé les Communes.

Contre ce whig, officiel représentant de l'idée libérale, un Tory se leva, Gladstone. Dans un langage moins remarquable encore par son élévation que par sa nouveauté, il prêcha la paix, par le droit. Il tenta « de réconcilier la politique avec la justice et le christianisme ». Il fit appel à la conscience. « Reconnaissons et reconnaissons avec franchise, dit-il, l'égalité des forts et des faibles, le principe de la fraternité parmi les nations et de leur indépendance sacrée. Faisons ce qui est juste. Nous goûterons la paix de notre conscience, et nous recevrons, un peu

plus tôt, ou un peu plus tard, l'approbation de la voix publique, pour avoir solennellement protesté contre un système, dont nous savons qu'en dépit des apparences le résultat final doit être défavorable à la sécurité des sujets britanniques au dehors qu'il prétend protéger; défavorable à la dignité du pays que la motion de l'honorable membre affirme défendre; et défavorable également à cette autre cause grande et sacrée, « le maintien de la paix avec les nations du monde ».

Il est capital, ce discours. C'est tout un credo et c'est tout un programme. Pour la première fois, clairement l'appel à l'humanité s'y formule; cette note humaine y résonne qui reviendra si souvent au cours de ce long drame, tel son leit-motiv.

Ce jour-là même, le parti conservateur perdait son chef. Peel était mort. Mais un chef était né au parti libéral : Gladstone.

Lui ne vit pas que cette mort laissait une place à prendre. Il ne ressentit que la perte. Mais le suprême hommage rendu à la mémoire du maître et de l'ami, il reprenait sa course. Il n'était pas de ceux qui s'attardent aux regrets stériles quand la vie les réclame.

*
* *

Vue de haut, la carrière de M. Gladstone n'est qu'une longue croisade, où, de la même ardeur qui enflammait les guerriers en route vers la Terre-

Sainte, et sous la même bannière, il combat son bon combat. Elle porte des noms divers, comme ses objets, un jour bulgare, demain irlandaise, aujourd'hui napolitaine.

Le 7 avril 1851, Gladstone, dans une lettre écrite à Carlton, racontait à son « cher Lord Aberdeen » ce qu'il venait de voir à Naples. Tragique tableau et fait pour stupéfier : Naples, « le siège de la plus ancienne civilisation européenne » devenu le théâtre de tous les crimes sous ce régime des Bourbons : « la négation de Dieu érigée en système de gouvernement » ; la plus monstrueuse réaction sévissant sur un peuple terrorisé ; quinze ou vingt mille prisonniers politiques, « des citoyens les plus purs et les plus nobles » entassés dans des geôles fétides ; jetés aux fers sur un soupçon, sur une dénonciation, « par un acte non de la loi, mais de la force, en défi de la loi », — et toutes les turpitudes morales, suite de la tyrannie.

Tous les principes élémentaires, méconnus, violés, la culpabilité présumée, jusqu'à la preuve de l'innocence, rendue elle-même impossible par la vigilance inventive des délateurs ; le juge aux ordres de la police, et la police aux mains de la canaille ; et ce qui est pire que l'injustice toute nue, une parodie de justice ; des magistrats, courtisans du pouvoir, inventant le crime pour avoir le prétexte de le punir « mijotant une charge (concocting a charge) de conspiration » contre tout citoyen sus-

pect d'attachement au Statut juré par le Roi ; un agent du pouvoir exécutif « présent dans la Chambre des juges qui délibèrent », une presse servile ; et par une fatalité logique, en vertu de l'axiome : « nemo repente fuit turpissimus » la nécessité « d'amonceler de nouveaux méfaits pour couvrir les anciens. »

Et l'indignation s'épand en larges phrases corrosives, brûlantes comme la lave de ce Vésuve témoin « de ces gigantesques horreurs. »

La lettre adressée à Lord Aberdeen, va plus loin que le destinataire, d'autant plus loin que son auteur, « ancien représentant d'un gouvernement constitutionnel dans la famille des grandes nations européennes » y proteste de son respect « aux gouvernements représentants sur terre de l'autorité divine ». Il affirme bien que l'homme public est étranger à ce cri jailli du cœur de l'homme même : le cri n'en retentit que plus haut, avertisseur. Il rend un son funèbre — et nouveau. Il y a, pour qui l'entend à distance, après les événements, du glas en lui, le glas d'une monarchie, et peut-être, le tocsin de la révolution.

Que le ministre d'un Etat fort fasse des remontrances à un Etat faible, qu'il intervienne dans ses affaires intérieures, cela s'est vu et se reverra. Rien de pareil ici. Un simple particulier, spectateur du crime et qui se proclame tel, passant de hasard, s'érige en accusateur d'un gouvernement, le défère

à la barre de l'opinion publique « de cette opinion qui circule à travers le monde avec une force accrue d'année en année, toute imprégnée de l'esprit de l'Evangile », un individu, sans mandat, de par son titre d'homme, demande des comptes à l'Etat, et à un Etat étranger. L'appel monte tout droit sans intermédiaire, de la conscience individuelle à la conscience universelle.

Mais de ce que ce particulier au lieu d'être un philosophe, un pamphlétaire, réduit au livre, est Gladstone, ex-ministre, en passe de le redevenir, qui, pouvant recourir officieusement à tous les pouvoirs organisés, préfère n'invoquer que sa qualité d'homme, il résulte qu'il existe au-dessus des chancelleries, des diplomaties et des gouvernements, une puissance supérieure, le sentiment public qui sera son grand moyen d'action. Nous le surprenons là en train de fabriquer son arme. En faisant appel aujourd'hui, dans ces circonstances solennelles, à l'opinion du monde, il lui donne une consécration officielle, et partiellement, il la crée. Oui sans doute, le spectacle est nouveau ; et l'Europe de Metternich avait raison d'être surprise et remuée.

La victime ne s'y est pas trompée. Elle a senti « la flèche » et tenté de l'arracher et ses efforts l'ont enfoncée davantage.

En essayant de réfuter l'accusation, le gouvernement de Naples fournit « au bourreau chargé de pendre au gibet l'infamie » (c'est ainsi que Gladstone

se qualifie lui-même) l'occasion d'une seconde et foudroyante exécution.

Il avait attaqué au nom de l'humanité ; cette fois, il parle au nom des trônes. On l'accuse de les ébranler. L'ennemi du trône c'est celui surtout qui l'occupe, quand il l'occupe mal, celui non « qui dévoile le méfait, mais celui qui le couvre ». La compression appelle l'explosion. Le gouvernement de Naples travaille pour la révolution qu'il prétend étouffer. Il justifie ceux qui crient « que les rois et les gouvernements sont les ennemis naturels de l'homme les tyrans de son corps, et les contaminateurs de son âme. »

En parlant ainsi, Gladstone se pose en interprète non des intérêts de l'Angleterre, mais du droit, qui n'a pas de patrie. Il faut remettre la question sur son terrain, d'où la polémique l'a fait dévier, et qui est celui de la chrétienté et de l'humanité (deux termes, synonymes dans sa pensée).

Que le gouvernement de Naples, mieux inspiré, au lieu de disputer s'amende, « qu'il substitue la tendresse à la violence », qu'il entende l'appel adressé « au cœur commun de l'humanité ». Gladstone s'élève au-dessus du présent débat. Il nous convie à un autre spectacle ; il signale aux nations un autre idéal que celui des agrandissements territoriaux sans fin, des possessions ajoutées aux possessions, qui ne sont le secret ni de la richesse ni de la puissance. Et le néophyte, élève de l'école de Manchester, nous

découvre un monde transformé par la baguette de ce magicien, le libre échange « où les gains de l'un ne sont plus les pertes de l'autre, où tout concurrent peut être un conquérant, où la liberté ne veut pour ses apôtres qu'évangélistes sans armes » et il conclut par le vœu que l'Angleterre « élue par la providence soit le porte-étendard des nations sur les chemins fertiles de la paix, de l'industrie et du commerce. »

C'est le monde de demain, vu par un libre-échangiste d'hier : un rêve sans doute et dérisoire déjà en regard de la réalité contemporaine, plus dérisoire en face du rêve présent. A Gladstone, il vaudra l'épithète flétrissante d'utopiste ou de visionnaire, et le sourire des Palmerston et des Chamberlain, grands et petits, de tous les temps et de tous les lieux.

Mais il n'était pas inutile de le dévoiler ici, dans son ampleur généreuse et vague, parce qu'il éclaire une vie et une politique, qu'il en marque le but, qu'il en caractérise l'esprit, qu'il en fait la grandeur et la faiblesse.

*
* *

L'homme des lettres de Naples pourtant est un Tory. Il le sera de nom, au moins quinze ans encore jusqu'à la fin de ce que Russell appelle la seconde période de sa vie.

Ouverte en 47, elle est singulièrement mouvementée. La lutte un peu confuse des partis, s'y précise, devient le duel émouvant des deux hommes qui vont être leurs chefs. A cette époque ils appartiennent au même camp, si l'ont peut dire qu'ils en aient un. Ils sont à peine adversaires, que déjà ils sont antagonistes (1). Antagonisme d'idées? Non ou du moins pas encore, Gladstone n'a pas reconnu, Disraeli n'a pas choisi les siennes. Mais bien plutôt antagonisme de tempéraments, irréductible, et qui éclate au premier jour. Leur génie les oppose et leur destinée les rapproche. Un nom évoque l'autre. Ils s'appellent et se repoussent.

Etrange chassé-croisé que leur double carrière. L'ancien protégé du duc de Newcastle l'espoir des fermes et inflexibles Tories rencontre à mi-chemin de l'arène, dans les terrains vagues qui servent de frontière aux partis, l'ex-radical ami de O. Connell.

(1) Il ne s'agit, bien entendu que d'un antagonisme politique qui n'implique aucune antipathie personnelle. Gladstone lui-même a rendu hommage à son illustre adversaire, à la grandeur du rôle qu'il joua, à son extraordinaire pouvoir intellectuel, à son courage parlementaire. « On se trompe « singulièrement sur la nature des sentiments des hommes « qui sont divisés en politique; parce que leurs mots sont « vifs parfois, on s'imagine qu'ils sont animés d'une haine « intense. Ma ferme conviction est que Disraeli n'a jamais « éprouvé d'antipathie personnelle à mon endroit.... et c'est « une joie pour moi de le proclamer. »

(*Discours à la Ch. des Communes, 9 Mai 1881*)

Celui-là aussi placera haut le but, moins haut que son rival. Ce sera la grandeur matérielle du Royaume-Uni. Mais il ne se soucie guère des chemins qui y mènent. Aventurier de race, que les principes ne guident ni n'accablent, sarcastique, grand metteur en scène, à l'imagination théâtrale, Disraëli est le virtuose de l'empirisme politique qui prise d'abord le résultat, et le veut non seulement profitable mais brillant. Son démon intérieur le précipitait en avant. Dans le camp libéral, les grands rôles étaient occupés ou retenus. Son instinct comme ses intérêts le poussaient dans l'autre sens. Ses dons et ses défauts en contradiction avec ses antécédents, le prédestinaient au torisme, mais à un torisme qu'il ferait à sa mesure. Sentant qu'il y aurait bientôt une place à prendre à la tête des conservateurs, il y marchait quand il rencontra Gladstone, venant en sens inverse. Se rencontrer, pour ces deux hommes, c'était se heurter. Il se heurtèrent.

Sans dommage pour l'un ni pour l'autre : au contraire. La rivalité des deux grands champions parlementaires leur fut à tous deux un stimulant durable. Elle dramatise la lutte pour les idées, en leur donnant une figure humaine. Elle active la conversion déjà très avancée de Gladstone, tout au moins, l'extérieure, et lui permet, en lui proposant l'image la plus contraire à la sienne, de se reconnaître plus tôt.

Le duel dure plus de trente ans—aussi longtemps

que les deux hommes restent en présence, — dans l'arène et hors de l'arène. Impossible d'en noter toutes les péripéties : il faut se borner à marquer les coups décisifs au passage.

Le premier choc tourne à l'avantage de Gladstone. L'élève et l'ami de Peel n'avaient pu pardonner à Disraëli d'avoir un jour maltraité la mémoire pour lui sacrée du maître. Il avait deviné l'ennemi, dans le critique mordant dont l'éloignait déjà une antipathie spontanée et partagée. La guerre entre eux devait être âpre et sans merci.

En 52, Disraëli, chancelier de l'échiquier, dans le ministère Derby, présentait aux Communes son premier budget. L'exposé avait occupé cinq heures et quart. « C'est avec une sorte de joie farouche que M. Gladstone bondit sur lui, le secouant si rudement qu'il ne resta rien de lui, de son budget et du Cabinet dont il était le pilier. »

Lord Aberdeen prit la place de Lord Derby, et le vainqueur celle du vaincu, à l'échiquier.

Jusqu'ici, le grand financier n'avait été qu'un merveilleux second, un admirable sous-ordre. Pour la première fois, il va pouvoir produire ses talents dans leur plénitude. Il fut égal à l'attente.

Ses budgets sont restés les chefs-d'œuvre du genre, des modèles de force déductive, et de claire éloquence. Ils ravissaient les initiés et plaisaient aux profanes. Ces longs exposés, bourrés de chiffres étaient des morceaux d'art. L'artiste pendant des

heures, presque sans notes, parlait. Il dévoilait les mystères du nombre devant un auditoire étonné de comprendre et de voir. Il rendait l'arithmétique facile et « donnait de la grâce aux statistiques. » Avec lui, d'après un admirateur, elles charmaient « comme un poème ou un roman. »

Et le fond valait la forme. Son ingéniosité créatrice avait su remanier l'income-tax, tirer de l'élasticité du revenu, un parti inespéré. C'est dire le plus grand mérite de ses budgets : ils étaient des réformes, tout un programme démocratique en soi, « qui tendait, disait-il, à faire la vie plus facile et moins chère aux classes les plus nombreuses. »

D'ailleurs, tout à son œuvre. La politique extérieure du jour n'avait pas son approbation. Il suivait en observateur hostile les progrès de cette campagne d'Orient dont s'enthousiasmait l'imagination populaire, d'abord parce qu'il était l'ennemi de la guerre par principe ; ensuite parce que celle-là le froissait dans sa conscience de chrétien et d'Anglais. Il ne se demandait pas si les hauts faits de ses compatriotes enrichissaient les annales militaires de la nation, et ajoutaient au prestige de la petite île ; il ne voyait que son pays champion du grand Turc, et le drapeau britannique flottant au-dessus du croissant. Cette image l'affligeait ; d'autant qu'il ne percevait pas les avantages compensateurs du sacrifice ; il ne donnait pas sa démission, comme il avait fait jadis en pareille occurence. L'œuvre entreprise le

passionnait ; il avait conscience de servir son pays en restant aux affaires ; et, persuadé que son devoir est à l'échiquier, il s'y cantonne.

En 1855, le ministère Aberdeen tombe et un ministère Whig lui succède avec Palmerston, mais le chancelier reste à son poste, parce qu'il est l'homme inévitable et que tout autre « y serait tôt mis en pièces et par lui ».

C'est un pas en avant vers le libéralisme. Pour la première fois, Gladstone figure dans une combinaison qui ne porte pas l'étiquette conservatrice. Sans doute il entre au moins autant de liberté dans l'âme du Tory Peel que dans celle du Whig Palmerston. Il n'empêche qu'ils appartiennent à deux camps et que, les mots étant la puissance dont il est peut-être le plus difficile de secouer le joug, Gladstone par le fait seul qu'il s'allie au second, notifie les progrès accomplis depuis le jour où il entrait au ministère à la suite du premier.

La collaboration de ces deux esprits si dissemblables fut de courte durée ; le vote d'une enquête sur la conduite de l'administration précédente le décidait à quitter le cabinet.

Du coup, il reprit sa liberté. Il n'était pas l'homme qui vivait aux communes et pour elle, comme Palmerston on Disraeli. A ses yeux, les parlements, non plus que le gouvernement ne valaient par eux-mêmes, ils étaient non des fins mais des moyens

dont l'efficacité faisait le prix et l'attrait. Ils perdaient l'un et l'autre dès qu'ils ne pouvaient plus servir à la propagation ou à la défense d'une idée chère.

Une telle conception de la puissance publique nous fournit la clef de cette destinée et de cette évolution singulière de Gladstone. Elle nous explique l'anomalie de cette marche constante et de plus en plus précipitée en avant, à un âge et dans une position où d'autres stationnent, s'ils ne reculent. Le pouvoir qui, d'ordinaire, exerce sur les volontés un effet modérateur, — sans doute parce qu'il en est l'objet, et qu'on remet d'autant moins volontiers sur le tapis le gain, qu'il est plus gros et qu'il fut plus disputé, — n'éteignit pas son ardeur belliqueuse. Bien au contraire, et naturellement, il l'enflammait, il allumait en lui des inspirations nouvelles, des ambitions généreuses plus vastes qui augmentaient sa popularité et par là sa puissance, — et d'être plus puissant, il voulait davantage !

*
* *

En tout temps, l'enceinte du parlement n'était pas la limite de son univers. Aujourd'hui, ministre démissionnaire, il n'y fait plus que d'irrégulières apparitions, de loin en loin, en visiteur « avec sa canne, ses gants, son chapeau (1) ». Il n'y séjourne guère, à moins qu'une cause importante n'y réclame

(1) W. E. Gladstone, par H. Lucy.

sa présence et son secours ; alors, ses instincts de lutteur se réveillent. Dans la discussion du divorce-bill, l'apôtre du mariage « unique et perpétuel » rentre en lice. Le grand démocrate ne veut pas du divorce démocratique. Il entend que le mal — c'en est un selon lui, dont on menace le peuple, ne fasse pas la tache d'huile, que le divorce reste ce qu'il est : l'article de luxe, privilège de la naissance et de l'argent... Au parlement, dans la presse, il mène une campagne furieuse, contre le projet, il rompt des lances contre tout venant : en vain. Les communes passent le bill, qui va faire du divorce l'article à bon marché, à la portée du pauvre.

Gladstone retourne à ses études. Ce n'est pas ici, une simple façon de parler. Vraiment même, il ne les abandonne jamais tout à fait. Cette fois, il n'avait fallu rien moins que l'ardeur de ses convictions menacées, pour l'en distraire un jour. Il était redevenu l'élève d'Homère, tout à son premier maître. Bien plus que dans le sien, il vivait dans l'âge héroïque.

Si loin en apparence de tout ce qui fait la vie contemporaine, il s'en rapprochait pourtant. Ses essais sur Homère le désignèrent à l'honneur d'une mission politique en Grèce — et les îles Ioniennes furent le chemin des écoliers, détourné, mais amène qui le reconduisit au parlement.

Les îles Ioniennes placées en 1815 sous la protection de l'Angleterre qui y tenait garnison, souhai-

taient leur union à la Grèce. Quelle était la force de ce désir ? Pouvait-on le satisfaire sans péril ? On ne savait. Une enquête était nécessaire. On en chargea Gladstone. L'envoi en Grèce de l'helléniste, avéré champion des libertés nationales, du plus pittoresque des hommes d'Etat d'Angeterre en disponibilité était déjà une demi-promesse.

C'est un charmant épisode de cette grave carrière, que ce voyage aux îles Ioniennes. Il rafraîchit et distrait.

Le voyageur, en cours de route, vit, revit en quelque sorte ces paysages familiers à son rêve, le sol divin de cette Grèce, sa première institutrice, le profil pur de l'Attique, l'Acropole et le Parthénon, il vit le « rire innombrable de la mer » chantée d'Eschyle, et sur laquelle l'Europe avait vaincu l'Asie, et le rocher fabuleux de Sapho et l'Ithaque, et la demeure d'Ulysse. Il fut accueilli en libérateur presqu'en compatriote, en ancêtre, par les habitants de ces îles. Il leur parlait non pas leur langue, mais celle qu'on parlait, il y a deux mille ans, sur le Pnyx.

Il les charma, il ne promit rien, fit espérer beaucoup, prépara tout.

L'annexion n'eut lieu que plus tard. Elle date de là cependant, du jour où l'homme d'Etat que Gladstone était, surtout lorsqu'il n'était pas au pouvoir, eut introduit dans l'épaisse cervelle du paysan d'Yorkshire, lecteur quotidien des gazettes, l'idée

qu'il existait là-bas au fond de la Méditerranée un petit peuple d'hommes libres qui se réclamait du même principe que lui, et dont la cause humaine, était solidaire de la sienne — du jour où Gladstone eut converti à l'union, l'opinion de l'Angleterre.

*
* *

Son voyage avait remis Gladstone en évidence. Il était redevenu l'homme du jour, l'espoir maintenant du parti libéral, et plus que jamais le nécessaire chancelier.

Il reprit donc tout naturellement l'échiquier, quand Palmerston revint au pouvoir.

Ici commence la longue administration, on pourrait presque dire le règne du vieil homme d'Etat, accepté de tous les partis, maître du parlement, qu'il sait si bien manier, cher à la nation dont il flatte les instincts.

L'Angleterre un instant entraînée hors de sa voie et de ses traditions par l'aventure orientale, a retrouvé l'équilibre, par la paix. Dans ces îles heureuses, à l'agitation succède une ère de calme et de prospérité, que rend plus saisissante le contraste avec l'universel tumulte. Partout la guerre ou sa menace. Les chancelleries fourbissent leurs arguments, et les peuples, par leurs journaux, s'invectivent. Du haut de ses falaises, Albion, comme le sage de Lucrèce, regarde la tempête qui secoue le

vieux monde et le nouveau, et la règle au mieux de ses intérêts.

Un partage s'est fait entre les deux hommes qui dirigent sa politique, conforme à leur génie. A Palmerston l'extérieur, à Gladstone l'intérieur. Certes, celui-ci, ne se désintéresse pas des grands événements qui bouleversent l'Europe; il suit avec sympathie, les progrès de la révolution Transalpine, qui va faire de l'Italie, simple expression géographique, une nation. Il observera curieusement la révolution américaine. Même, il se trompera sur son compte. Par une aberration singulière, chez ce généreux esprit et, qui, tout d'un coup, nous reporte aux jours où l'élu de Newark plaidait la cause de l'esclavage, il se prononcera pour le Sud contre le Nord: « Davis, a-t-il prophétisé, a fait une armée, une marine, et mieux que cela une nation. » Soyons aussi franc que lui. Reconnaissons son erreur qui est surtout celle de l'ignorance : « Je comprenais mal, écrira-t-il plus tard, le fonctionnement de la machine américaine, je croyais que les vingt ou vingt-cinq millions d'hommes du Nord feraient une nation plus vigoureuse et plus heureuse sans le Sud qu'avec lui. » Il s'est trompé.

Aussi le problème relevait-il de la politique extérieure. Le Chancelier de l'échiquier n'avait guère eu les loisirs ni l'occasion de l'étudier. Mieux inspiré, et surtout mieux informé sur le terrain économique, il avait fait œuvre de libéral et de progres-

siste, au cours des négociations avec la France qui aboutirent au fameux traité de 1860, où son nom figure à côté de celui de Cobden.

C'est qu'aussi, un traité de commerce n'appartient déjà plus guère à la politique extérieure ; qu'il relève au moins autant du domaine de la politique intérieure qui est le sien ; que si Gladstone fut toujours en communion de vive sympathie avec toute cause étrangère où la liberté est en jeu, tout de même, au fond il est Anglais et intéressé et passionné d'abord au bien-être et au bonheur des habitants de « ses îles ».

Elles offrent un champ assez vaste à son activité. Il y va reprendre et continuer l'œuvre interrompue par la guerre de Crimée, œuvre immense de réforme intérieure et de progrès démocratique ! C'est à quoi pendant sept années, il se voue, d'une énergie que rien ne rebute, d'une ardeur de conquérant qui refuse de connaître l'obstacle, en lutte avec l'hostilité des uns, l'insulte ou la lâcheté des autres, avec toutes les paresses liguées à tous les égoïsmes, entraînant plutôt qu'il ne conduisait son parti.

Et l'entreprise poursuivie sans défaillance, à travers mille vicissitudes, se solde en victoires : allègement des impôts qui pèsent sur les classes laborieuses, suppression des droits sur le papier qui permettra d'éclore à une presse nouvelle, au journal d'un penny, populaire éducateur des masses qu'il va préparer insensiblement, initier à la vie

politique. Toutes ces réformes, filles d'une même pensée, n'en font qu'une, n'ont qu'un but, améliorer les conditions de la vie matérielle et morale du peuple qu'il aime de l'amour d'un Michelet — du peuple qui est — dira-t-il un jour, « notre sang et notre chair. »

A l'allure dont il marche, Gladstone a dû laisser derrière lui, nombre de ses anciens compagnons de route. Ils le lui firent bien voir. Le parlement dissous en 65, Gladstone se représentait à Oxford. Plus encore que la hardiesse de ses réformes, ses desseins sacrilèges sur l'église d'Irlande qu'il méditait de désétablir, avaient scandalisé la religieuse vieille cité. La prudence et l'intérêt conservateur eussent voulu qu'Oxford fermât les yeux sur les incartades de son représentant, qu'elle écoutât l'avis que lui soufflait le malin Palmerston : « Il est dangereux, gardez-le à Oxford, il y est muselé, ailleurs vous ne pourrez plus le tenir (he will run wild) ». — Oxford n'écouta pas le vieil homme d'état, mais ses rancunes et ses craintes. Elle rejeta Gladstone.

Le coup fut rude. Nous savons de quel amour il aimait sa première patrie morale : « Il y a eu écrivait-il au lendemain de son échec, à son ami l'évêque Wilberforce d'Oxford, deux grandes morts ou transmigrations d'esprit dans mon existence politique, l'une très lente, la rupture du lien politique qui m'unissait à mon parti originel (à cette date ce lien n'était pas encore officiellement brisé) ;

l'autre, courte et brusque, la rupture de mon lien avec Oxford. Il y en aura sans doute, ajoutait-il dans un mouvement prophétique, une troisième, et plus d'autre. »

Mais le coup fut salutaire. Il hâta la crise d'où devait sortir enfin l'homme nouveau.

D'abord, il advint ce que Palmerston avait prévu. Gladstone repoussé d'Oxford, commença cette carrière de chevalier errant à travers le royaume, candidat démuselé, en quête, comme il disait, d'électeurs, « marchant du mouvement de son esprit ». Et c'est au Lanscahire d'abord, qu'échut l'honneur de l'élire.

Nous touchons au dénouement.

En 67, Palmerston meurt, étrange figure révolutionnaire au dehors et pour autrui, anti-réformiste modéré au-dedans. « Grand-papa du monde politique dont on respectait l'âge. » Lui parti, la vanne est levée « et le flot de la vie libérale anglaise se précipite en bas comme une cataracte », Gladstone y fut emporté.

Alors, écrit un historien, il sortait des brumes du torysme pour entrer dans l'aube libérale. Gladstone était entré dans cette aube, presqu'au lendemain de sa sortie d'Oxford. Mais il y était entré avec un masque, chaque jour plus transparent. Et voici qu'il l'enlève, et nous montre son vrai visage.

Ainsi il aura manifesté les divers aspects de l'idée

libérale, avant d'en arborer *le nom.* Il aura été sous l'appellation de Tory, libre-échangiste, presque révolutionnaire, philanthrope et démocrate. Le progrès n'a pu le prendre d'assaut, en bloc. Il a dû le conquérir en détail, jour à jour, pas à pas. Et si maintenant Gladstone va proclamer sa qualité à la face du monde, c'est que les circonstances l'acculent à être enfin lui-même.

Un à un, tous les liens qui l'unissaient à son ancien passé se sont ou brisés ou usés : Peel et Palmerston morts, Oxford le reniant, que reste-t-il pour le retenir ? Ce n'est pas lui seulement qui abandonne le torysme, c'est le torysme qui s'éloigne de lui, c'est le torysme — nouveau jeu — dont Disraeli est devenu le grand prêtre, le torysme utilitaire, agissant, inquiet, agressif, aussi dissemblable de la doctrine sentimentale et mystique qui fleurissait à Oxford et à Newark, qu'un duc de Newcastle peut l'être d'un Beasconsfield.

Il ne restait qu'une formalité à remplir : la déclaration au monde de la conversion accomplie.

On discutait alors la loi électorale. Gladstone voulait élargir la base du suffrage. Le bill de 1832 avait donné le vote aux classes moyennes. Le pays avait eu le temps de digérer ce commencement de réforme. Maintenant il s'agissait de le compléter, d'aller au devant de ses revendications, en accordant les mêmes droits aux masses, en appelant graduellement à la vie politique les classes laborieuses.

Un tel débat devait fournir au démocrate un excellent terrain de passage du parti conservateur au libéral, une occasion admirable de manifester toute sa pensée. Gladstone parla : « Je suis venu à vous, dit-il à ses nouveaux amis, en proscrit volontaire, expulsé du camp adverse, non par un acte arbitraire, mais par la lente et irrésistible force de la conviction » et se tournant vers ses anciennes troupes : « Vous ne pouvez combattre l'avenir ; le temps est avec nous, les grandes forces sociales qui se meuvent en avant, dans leur puissance et leur majesté, et que le tumulte de nos querelles ne saurait retarder d'une seule minute, ni troubler, ces grandes forces sociales sont contre vous. Elles sont enrôlées dans notre camp — et la bannière que nous conduisons au combat, alors même qu'elle pencherait aujourd'hui sur nos fronts inclinés, bientôt flottera aux yeux du ciel, et dans les mains vaillantes du peuple uni de ces trois royaumes, nous ménera à la difficile peut-être, mais proche victoire. »

Les positions sont prises. Le parti libéral peut saluer ouvertement le chef deviné depuis si longtemps et si longtemps attendu.

Aujourd'hui Disraéli est vainqueur ; le projet qui effaroucha le parlement, et sur lequel bute Gladstone, repris, amplifié, soutenu par l'homme même qui en fut le principal adversaire reçoit l'approbation de ce même parlement. Sic vos non vobis...

l'Anglais sportif remarque : « Ce n'est plus un conflit, c'est une course. » Gladstone a joué le rôle d'entraîneur, rôle sacrifié — et l'Anglais sportif de crier « Bien couru ; Gladstone mord la poussière. — Dizzy a pris la tête de la démocratie ! Bravo ! au bon jockey (1).

Qu'importe, si Gladstone maintenant combat sous ses couleurs, si l'idée a trouvé sa voix et le parti un chef.

*
* *

Six mois plus tard. — Les élections ont eu lieu. Gladstone triomphe ; candidat heureux de Greenwich qui vient de lui rendre le même service qu'hier le Lancashire, il est, à la tête d'une formidable majorité, le Premier, tout puissant d'un cabinet libéral.

C'est une reprise. Le ministère Disraeli n'avait été qu'un intermède. Le programme gladstonien dans ses grandes lignes reste le même : la paix au dehors — au dedans des réformes, Gladstone tient l'Angleterre à l'écart du conflit franco-allemand qui déchire le continent, et, pour le circonscrire, il prend l'initiative d'une ligue des Neutres. (2)

(1) « Dizzy has jockeyed him out of the leadership of the democrats ».

(2) Ici, pour apprécier son attitude et la comprendre, il faut se placer dans le sens de son caractère : essentiellement pacifique, Gladstone devait s'efforcer de limiter la guerre. Allons plus loin ; reconnaissons qu'il a pu se tromper de

Il est tout à son île — à ses îles. A l'Irlande d'abord.

Elle souffre de trois maux « qui sont les trois branches de l'arbre d'upas : son Eglise, sa ténure, son système d'éducation ». Déjà Gladstone n'est pas loin de penser après Fox « que plus l'Irlande gouvernera l'Irlande, plus elle sera attachée à l'Angleterre. »

Gladstone va lui permettre d'abord de se gouverner religieusement. L'Eglise d'Etat l'opprime et l'épuise ; les cinq sixièmes de la population sont hostiles à cette étrangère. Depuis longtemps il apparaissait avec une évidence croissante à l'intelligence de l'homme d'Etat que la raison même, la volonté du peuple, qui justifiait l'Eglise d'Etat en Angleterre, militait contre l'Eglise d'Etat en Irlande. Nationale d'un côté du détroit, elle est anti-nationale de l'autre ; légitime ici, là-bas illégitime. L'opinion est préparée à la grande mesure qu'on va prendre : l'église d'Irlande est désétablie — première et capitale réforme.

bonne foi, être trompé, voir l'agresseur là où il n'était pas, être dupe de la diplomatie prussienne. On lui montra la note de Benedetti ; il ignora la dépêche d'Ems.

Néanmoins, il est permis de penser que ce fut une politique à courte vue, celle qui ne comprit pas que l'écrasement de la France entraînerait à bref délai l'amoindrissement de l'Angleterre. Le Grand Old Man put se rendre compte de son erreur dès le jour où la Russie profitant du désastre de l'alliée loyale, dénonça les traités de 1856, œuvre commune des deux puissances occidentales. (Janvier 1871).

Le grand bucheron a tranché une des trois branches de l'upas. Mais l'arbre même avec ses deux autres branches est toujours là. Il faudrait plus d'un coup de hache pour en venir à bout.

L'Irlande souffre, mais ses souffrances qui ont leur source dans un passé de malheur, et dans sa constitution même, réclament un traitement progressif. Gladstone applique ses soins à atténuer un mal qu'il ne saurait guérir d'un coup. Il fait des lois agraires (1) destinées à adoucir le sort du tenancier ; des lois scolaires qui doivent jeter un peu de clarté dans toute cette ombre.

La partie d'ailleurs ne l'accapare pas au détriment du tout. L'Irlande ne lui fait pas oublier le Royaume-Uni. Il multiplie les réformes d'ordre général, sur l'éducation, la procédure, le fisc, abolit l'achat des grades, substitue au scrutin ouvert le scrutin secret, augmente les ressources et les forces du pays.

Et c'est pourquoi le pays qui n'a plus de service immédiat à lui demander, le pays qui trouve qu'on l'emmène bien vite, et voudrait souffler un peu, se

(1) La condition du fermier jusque-là à la complète merci du Landlord est rendue moins instable. Les plus values, résultat de son travail ne servaient qu'à faire élever le prix de la rente qu'on lui imposait. Il n'avait d'autre alternative que de céder ou d'abandonner la terre ; — désormais le contrat sera synallagmatique. Le fermier gardera la ferme en payant le prix convenu et participera aux plus values dont il est l'auteur.

détache insensiblement de lui. La vie publique anglaise est faite d'action et de réaction, — flux et reflux. — Gladstone avait été porté au pouvoir « sur la crête de la troisième vague, » comme disent les marins. Maintenant le flot se retirait.

L'affaire de l'Alabama achevait d'indisposer l'opinion déjà lasse. Un homme d'Etat anglais avait accepté un arbitrage qui se retournait contre l'Angleterre, qui l'appauvrissait et qui l'humiliait. On avait accordé aux Etats-Unis une réparation d'une offense matérielle et morale. L'équité, plus que la politique, avait été la conseillère de Gladstone. Philanthrope et démocrate-ethnagogue (1) dirons-nous pour parler comme lui, il n'était pas démagogue. Malgré qu'il soit son chef, il ne suit pas le peuple aveuglément; s'il sait l'entraîner, il sait lui tenir tête, et quand il faut, succomber avec le droit contre l'opinion. Elle est terrible dans ses revirements brusques. Aujourd'hui elle lui reproche d'être de cette école des Bright « qui font bon marché de l'honneur britannique.» N'a-t-il pas baissé pavillon devant le Yankee ? Voilà ce que ne lui pardonne pas « l'homme de la rue » qui est déjà une puissance.

L'homme de la rue se multiplia si bien, parla si haut qu'aux élections de 74, Gladstone et son parti subissaient une effroyable déroute.

(1) O'Connell était un chef de nation, non celui de la plèbe ou de l'aristocratie mais du peuple, un ethnagogue (Nineteenth Century, 1889).

L'homme éprouva une seconde de découragement. Fort et droit comme aux jours de sa première jeunesse, il songea à la retraite. Dans une lettre à lord Granville, il mit en avant son besoin de repos, pour rentrer dans le rang. D'autres grands parlementaires avaient connu pareille lassitude. Burke avant Gladstone avait cru « qu'il avait eu son jour, et qu'il devait fermer le livre. »

De fait, il eut l'air de se désintéresser du Parlement et de son parti consterné et débandé. Il ne parut plus guère aux Communes qu'en visiteur de passage.

Libéré du pouvoir, à soixante-cinq ans, l'homme d'Etat désenchanté était redevenu un étudiant.

*
* *

Il y a trois tables-secrétaires dans la bibliothèque de M. Gladstone. La première sert aux travaux du politique ; la seconde, à ceux de l'humaniste ; la troisième est réservée à Mme Gladstone.

Une partie trop considérable de cette existence s'est accomplie dans cet espace de quelques pieds carrés, pour qu'il soit permis au biographe d'y jeter seulement le coup d'œil du passant furtif. N'est-ce même pas toute la vie qui tient là ? la politique, les livres, la famille, en voilà bien les principaux éléments, les facteurs essentiels, et qu'on trouve ici réunis comme ils le sont dans la réalité. Car, à Gladstone on peut appliquer le jugement qu'il porte

sur Macaulay où il nous semble se regarder lui-même, dans un miroir : « Son intelligence virile et son culte ardent de la littérature tiraient sans doute un secours puissant de la profondeur et de la chaleur de ses affections domestiques, qui étaient si proches du centre de son être. »

Il nous faut donc franchir le seuil « du Temple de la paix », y faire halte un peu.

Aussi bien, dans cette retraite intime, Gladstone appartient encore à l'histoire, reste acteur du grand drame politique et social.

C'est de ce lieu calme que partent, comme des flèches, ces pamphlets — aigus « qui entrent si profondément dans la marque » — et aussi ces lettres, ces discours, véritables encycliques adressées au monde. Le mot, ici, n'est pas une métaphore. Gladstone est un théologien, il l'est constamment, passionnément. La théologie et la religion imprègnent son œuvre, inspirent ses actes, donnent à ses discours parfois le ton de l'homélie, et comme une couleur même à son esprit. Qui n'aurait montré l'ardent controversiste, bataillant la plume à la main, aurait laissé dans l'ombre, un des plus originaux aspects de cette changeante figure.

C'est donc ici que nous ferons connaissance avec l'élève de Saint-Augustin qui jadis dévorait les vingt-quatre volumes du docte évêque, pendant la préparation d'un budget. C'est ici que nous referons connaissance avec le Gladstone royaliste

ainsi qu'aux plus beaux jours d'Oxford et que nous retrouvons aujourd'hui, à peine sorti du parlement, en train de composer cette sorte d'églogue en prose, mi-romanesque, mi-politique à la mémoire du Prince-Consort.

Gladstone que ses adversaires proclament iconoclaste, s'y révèle dans toute la ferveur d'un loyalisme très anglais, au principe monarchique, et à la personne des princes. Il fait l'apologie de cette constitution, fille du temps et de l'expérience, produit du sol et des mœurs « qui, mettant le monarque au-dessus des partis, assure la permanence et la solidité de l'action ». Il apporte à la souveraine — en qui notre scepticisme irrévérencieux ne verrait peut-être qu'une assez quelconque bourgeoise, — l'hommage « d'un immense respect et d'une tendre affection » et son imagination entrant en jeu, elle est le « symbole de la loi »... « Elle demeure, quand parlements et ministres passent », elle leur est « ce que le chêne de la forêt est à l'annuelle moisson du champ ».

Et à côté d'elle, au dessous d'elle, il nous montre le prince un peu effacé par son rôle même, sachant garder dans cette position constitutionnelle que nous appellerions fausse — de « l'adjectif » qu'il est, lui l'époux, par rapport « au substantif » qu'est son épouse, — une rare dignité, même s'y créer, sans sortir de la légalité, un pouvoir. Le

peintre évoque ces heureuses années « d'une union, où la dualité touche à l'identité » et cette cour qui vivant sous les yeux de l'aristocratie et de la nation, était un spectacle majestueux et imposant, un exemple attrayant et instructif » et ici, l'historien reparu sous le panégyriste, note le résultat permanent acquis par ce règne à la monarchie anglaise : « la silencieuse et subtile transformation qui a substitué au pouvoir, l'influence » plus puissante...

*
* *

Ces pages pacifiques sont une récréation, par laquelle Gladstone se distrait de la lutte, lutte ardente qu'il soutient depuis qu'il a quitté le parlement. Il n'a fait que changer de champ de bataille. Le grand athlète s'est éloigné des Communes par besoin moins de repos que de liberté. Il voulait pouvoir combattre avec toutes ses forces devenues disponibles, le combat qui lui tient au cœur, duel nouveau, où la plume a remplacé la parole, avec un adversaire distant, invisible, impersonnel.

Rome vient de lancer au monde moderne une déclaration de guerre : le Syllabus. Gladstone relève le gant. Tout l'homme, l'homme des lettres de Naples, s'est insurgé, l'Anglais, le citoyen, l'homme d'Etat, le chrétien, et au nom de la pensée humaine, du droit des nations, de la liberté, de tout ce que Rome, selon lui, méconnaît et attaque, le libéral qui a travaillé et travaillera encore « à main-

tenir et à étendre les droits civils de ses compatriotes catholiques », le chef du parti « qui a souffert pour cette cause » se dresse là contre.

Il y prend la doctrine corps à corps, dans son principe, dans ses effets ; c'est une seconde croisade qui commence. Les pamphlets succèdent aux pamphlets, ardents, enflammés : « les Décrets du Vatican, le Vaticanisme, l'Italie et le pape » où la phrase toujours ample de Gladstone, mais un peu flottante parfois et lâche dans la louange, se ramasse et s'élance, enveloppe l'adversaire, flagelle, marque, superbement virulente.

L'ennemi à vaincre n'est pas seulement théorique et lointain. Il est réel, aux portes ; et c'est le bruit de son approche qui a réveillé le champion du droit.

L'ultramontanisme, — puisqu'il faut l'appeler par son nom, — tente un débarquement dans la petite île. Le peuple a tenu bon. Il est anti-papiste comme aux jours de Cromwell : mais « la société » a fléchi, elle s'est laissée entamer. « Rome ne gouverne pas plus d'âmes, mais plus d'acres. »

Elle a fait aussi de rares conquêtes spirituelles. Deux des anciens amis, deux des anciens condisciples de Gladstone ont passé à l'adversaire, Manning et Newman ; « Newman, intelligence assez aiguisée pour tailler le diamant, et brillante comme le diamant qu'elle taille. »

Il est temps de faire face à l'envahisseur.

Et comme l'offensive est la meilleure tactique de défense, pour le mieux écarter, Gladstone va porter la guerre chez lui, l'attaquer dans son essence. Il va mettre à nu les ambitions de Rome, montrer ce qu'elle est à ses yeux, ce qu'elle veut, ce qu'elle fait.

Elle est ce qu'elle a toujours été, elle veut ce qu'elle a toujours voulu, elle fait ce qu'elle a toujours fait depuis des siècles. Elle représente parmi la lumière et la vie, l'immobilité dans les ténèbres.

Rome n'a pas varié; elle est restée la Rome du Moyen âge qui revendiquait la suprématie universelle; et « comme elle possède en perfection un art, l'art d'attendre », elle attend, en préparant sa domination.

Elle menace les trônes, les peuples et les hommes. Elle veut l'asservissement de l'individu et de l'Etat, et de l'un par l'autre. L'homme doit être asservi par l'Etat, lui-même soumis à l'Eglise. « L'absolutisme de l'Eglise (disons mieux, de la Curie) et dans l'Eglise : voilà l'objet et le moyen de la conquête, et sa formule.

La lumière, dont nul rayon « n'a jamais violé les Chambres obscures de l'administration cléricale, voilà l'ennemi et aussi la liberté bannie de chez elle mais qu'elle réclame « à grands cris là où elle ne règne pas, la liberté sous toutes ses formes, au mépris de l'Evangile qui, le premier, en fit une réalité. »

L'audacieuse déclaration d'infaillibilité, devant quoi avait reculé le passé, ne signifie pas autre chose. Le Pape, parlant ex-Cathedra « sur toute question de foi et de morale », est infaillible ; par là, sont précipités « dans le filet papal une multitude de faits et tous les systèmes de gouvernement ». Le Pape jouet aux mains de la faction du curialisme, juge tous les actes, toutes les puissances de la terre. Il dépose les princes. « Il est le représentant de Dieu »... Il est Dieu qui condamne. » Lui même l'a dit. Que reste-t-il après cela de l'allégeance civile, des droits de la collectivité et de l'individu ?

Telle la doctrine.

Ce qu'elle a fait dans l'ordre politique, nous le voyons ; de l'autre côté des Alpes, le conflit permanent de la papauté avec la royauté et la nation. C'est la question du pouvoir temporel. Quand le royaume d'Italie s'est constitué il a trouvé en face de lui cette puissance formidable. Rome capitale était sa condition d'existence. La nation a repris ce qui était sien, respectant le bien d'autrui, tout le domaine spirituel. Pour conserver cette souveraineté territoriale, le gouvernement clérical n'avait pas craint de recourir « aux baïonnettes et aux baïonnettes étrangères ». Pour la reprendre, il ne reculerait pas « devant l'outrage d'une nouvelle intervention étrangère contre le peuple de Rome » devant la « rupture du royaume italien ». Il y a « incompatibilité entre le pape-roi et le roi national.»

Que le roi disparaisse ! Et son expulsion est œuvre pie, cette tâche intéressant tous les chrétiens. La restauration du pouvoir temporel devient ainsi une question de devoir religieux. Elle est la fin suprême qui justifie tous les moyens, voire « le fer et le sang ». Ainsi parle le pasteur chrétien (1).

M. Gladstone est un homme d'Etat. Il sait reconnaître les faits. « Rome dit-il, est, et peut rester longtemps la capitale du monde chrétien, le centre qui repousse autant qu'il attire, et qui, soit qu'il attire, soit qu'il repousse, influence ».

Elle est une force, il faut donc compter avec elle.

C'est ce que le gouvernement italien n'a peut-être pas compris. Cavour a cru s'en tirer avec cette formule : « l'Eglise libre dans l'Etat libre » louable certes, mais qui n'est qu'une formule tout de même. Il s'est trouvé qu'en croyant libérer la foi, il a simplement libéré une tyrannie.

En traitant l'insulte par une élégante indifférence, il s'est mépris. Il n'a réussi qu'à livrer désarmée à la curie romaine, la religion nationale. Nationale, — elle a cessé de l'être, sous ce régime du despotisme sacerdotal qui, défendant au chrétien d'être patriote, ne permet pas au patriote d'être chrétien. Le résultat de cette politique : « Une nation de cléricaux et de voltairiens ».

Gladstone qui n'est ni l'un ni l'autre s'en afflige. Il est théologien, comme M. Bergeret, mais il est

(1) Discours du Pape Pie IX.

religieux. Il blâme le gouvernement italien de n'avoir pas encouragé la formation d'une Eglise nationale en ménageant certaines libertés et certains droits aux collectivités des fidèles, simple troupeau aujourd'hui entre les mains de son pasteur, instrument de l'évêque, instrument du pape.

Il le blâme d'avoir, par son abstention, favorisé le développement du mal dont il souffre, et travaillé à réaliser la première partie du programme papal, l'absolutisme dans l'Eglise.

C'est que, « s'il s'est permis de séparer celle-ci de l'Etat, il peut être dangereux de séparer la religion de l'éducation et de la vie » ; que la question de foi n'est pas, comme on l'a cru au Quirinal, une quantité négligeable, une « curiosité de musée » mais un élément de puissance ; que les hommes clairvoyants reconnaissent le pouvoir de la religion « qui trempe le cœur, consolide la société » remplace partout la force par l'amour. Et c'est pourquoi Gladstone, au nom du christianisme, comme au nom de la patrie et de la liberté, combat l'action « antichrétienne du Vatican, invite le pasteur à ne plus méconnaître sa mission envers le troupeau dont il a charge, qu'il doit conduire en de verts pâturages, et désaltérer aux sources, jaillissant jusqu'en la vie éternelle. »

*
* *

Le cri de douleur monté des Balkans l'arrache à sa controverse avec Rome. La question orientale s'est rouverte.

En face de ce grand problème toujours ajourné jamais résolu quelles sont les idées motrices du vieil homme d'Etat ? Celles que lui commande son caractère et que nous pouvons pressentir. Lui-même les a maintes fois exposées.

Elles contredisent les préjugés et les traditions de ses compatriotes. Gladstone est turcophobe, et il estime que l'histoire des relations de l'Europe chrétienne avec l'empire Ottoman est l'une des plus ignominieuses pages de ses annales. Elle fait passer sous nos yeux, cette page, toutes les hontes d'une politique de mensonges, et, avec le spectacle de divisions nées le plus souvent de mesquines jalousies, nous donne celui de ses déboires. Elle nous montre la croix pactisant avec le croissant, le chef de la chrétienté, Pie II, offrant à Mahomet l'investiture de toutes ses conquêtes pour prix d'une conversion dérisoire, comme si d'ailleurs le Turc ne pratiquait pas entre toutes les confessions rivales, catholique, grecque ou autres, la plus souveraine impartialité de mépris. Il blâme cette Europe qui, par calcul en 1827, s'arrête à mi-chemin, laisse son œuvre incomplète, une Grèce inachevée (1) prête

(1) Le facteur grec dans le problème oriental. (Gladstone, 1876).

à croire sans doute « que les portes de la justice peuvent être brisées, mais ouvertes jamais. »

Il ne partage pas non plus le préjugé anglais à l'endroit de la Russie ; c'est une puissance chrétienne, son Tsar affranchissant quarante millions d'esclaves a pris rang parmi les grands bienfaiteurs de l'humanité.

Elle a une mission civilisatrice en Orient. Il suit avec intérêt ses progrès dans l'Asie centrale, berceau inflammable de l'Islam, dans le Turkestan où elle s'avance portant la torche de la civilisation parmi les barils de poudre. L'expérience qu'elle tente là, de l'ordre le plus élevé, « intéresse la solution d'un grand problème politique et moral, celui de la règle qui doit gouverner les rapports des races dites supérieures avec les inférieures lorsqu'elles viennent en contact » (1).

L'Europe, en particulier l'Angleterre a erré par ambition. Désir de s'agrandir et de prévenir l'agrandissement d'autrui, voilà les deux mobiles de cette politique à courtes vues. Ceux qui s'imaginent encore qu'une addition de surface territoriale constitue nécessairement pour un pays « une addition de pouvoir » ceux-là se trompent lourdement. Nul aphorisme plus creux et plus dangereux. La multiplication indéfinie des possessions lointaines pour un empire déjà si vaste, « est une déduction de notre force disponible ».

(1) La politique russe au Turkestan. (Gladstone).

Mais il est vain de récriminer sur les fautes du passé. Elles sont communes à tous. « Il n'est pas de nation qui ait les mains entièrement nettes ». Mieux vaut regarder l'avenir, changer de système, essayer de la générosité.

Et s'il faut absolument voir dans la Russie une rivale plutôt qu'une collaboratrice, qu'on la combatte, du moins, autrement, en allant plus loin qu'elle dans la voie du bien ; que l'Angleterre ne lui laisse plus le monopole de l'humanité, du progrès en Orient, qu'elle y devienne « le champion de la liberté » serait-ce donc si nouveau ? Mais non ! il suffit pour cela de revenir en arrière de reprendre la tradition du grand Canning, qui avait donné à l'Angleterre la bonne orientation. Il suffit de se souvenir.

En ces temps-là, Byron mourait pour la Grèce.

Politique de poète, elle n'était pas si folle !

*
* *

Nous avons dit les idées générales. Mais ce n'est pas avec des idées toutes nues qu'on mène les hommes ; surtout qu'on les retourne, qu'on triomphe de leurs préjugés, de la paresse, des habitudes, qu'on leur fait changer de route : il faut pour cela quelque chose de plus : le sentiment.

Mais le sentiment, le don d'être ému qui suscite l'émotion et entraîne les volontés, la passion au

service de l'idée, n'est-ce pas la grande force de Gladstone ?

Au choc venu d'Orient, sa sensibilité, son imagination entrent en branle. Ici commence l'inoubliable campagne qui, prenant l'homme d'étude dans son cabinet, va, par quels chemins ! le ramener au pouvoir. Désespérant des gouvernements, c'est aux peuples qu'ils s'adresse. Mais les peuples ont l'oreille dure, quand il leur déplaît d'entendre. Et leur masse en tous cas, est lourde à remuer. Ils ont la grande puissance de l'inertie. L'opinion anglaise sommeille, l'opinion européenne sommeille. Il faut les réveiller, secouer leur torpeur. Gladstone s'y efforce de toute la fougue de son tempérament combatif, accrue plutôt que diminuée par l'âge, avec l'autorité de son nom et de son œuvre. Il n'a pas trop de toutes ses ressources pour venir à bout, non du mal qui s'accomplit cependant qu'on le dénonce, mais de ceux qui l'ont toléré.

Un changement de ministère et d'orientation : mince résultat, en face de l'effort colossal : d'accord, mais c'est la qualité de cet effort plus que sa suite immédiate qui nous importe, s'il nous révèle d'ailleurs l'homme que nous cherchons. Il y est tout entier opposant, libre d'attaches, en dehors et au-dessus des partis, en possession de tous ses moyens, parlant au nom de l'humanité, avec sa passion, son indignation, ses espoirs, ses rêves, qui ont la réalité de sa puissance. Regardons-le.

John Bull, un beau matin, a lu dans son journal ce fait divers : un peuple assassiné. Il n'a pas voulu croire « mais le rideau épais et dense qui commençait à se soulever s'est levé de plus en plus chaque jour » et sur quelles scènes : les horreurs Bulgares !

C'es le titre mélodramatique et justifié qui restera celui de cette nouvelle croisade. Elle nous entraîne parmi des paysages de deuil et de sang. Nous marchons « dans l'illumination qui suit l'armée turque partout où elle va, et cette illumination est la flamme qui monte de chaque village incendié ».

Cet incendie, qu'a-t-on fait pour l'éteindre, ou le restreindre? Pour commencer, rien. On a simplement fermé les yeux. Aucun des innombrables agents de l'Angleterre en Orient, n'a rien vu, rien entendu. Il a fallu qu'un particulier, le correspondant du *Daily News*, passant par là, donnât l'alerte, instruisit le monde du forfait. Ensuite, on ergota. La diplomatie qui n'avait pas prévu, n'a pas avoué. Elle a tenté de donner le change, de réduire l'affaire aux proportions modestes d'un accident, rencontre de bandes irrégulières des deux camps, comme l'a prétendu Lord Derby ; de partager les torts entre la victime et l'assassin, la nation Bulgare et les Bachi-Bouzoucks, euphémisme ingénieux par lequel on désigne, ou déguise, le gouvernement Ottoman, le véritable auteur du crime. Puis, la diplomatie s'est fâchée, s'en est prise à l'indiscret, coupable de

se mêler de ce qui ne le regardait pas, pour lui causer des embarras.

On a fait pis... On a envoyé la flotte anglaise à Besika-Bay, soi-disant pour protéger les intérêts anglais que nul ne menaçait, en vérité pour intimider le Russe. Par là, on détruisait l'effet des remontrances adressées à La Porte. Elle y a vu un encouragement tacite, et ce, « quand nous savions ses mains si rouges de sang Bulgare ! » On s'est fait du coup son complice.

L'excuse, les intérêts anglais, elle est aussi inexcusable que l'acte. C'est un appel à l'égoïsme, qui ferait croire aux peuples que l'Angleterre est incapable d'un mouvement généreux.

Rien en tout cela que de logique. Des principes vicieux, sortent des effets vicieux. « Ne touchons pas au Turc » est le mot d'ordre de la diplomatie anglaise, à qui la tradition donne l'autorité d'un intangible axiome, qui a pour corollaire cette autre règle : « Méfions-nous du Russe »; axiome et corollaire se valent et ne valent rien.

Par eux, tout s'explique : le crime de la Turquie, le schisme Européen qui lui a permis de le commettre; le progrès de l'influence russe et le recul correspondant de l'influence anglaise en Orient.

Et la cause du mal connue, suggère, commande le remède. Que faire ? Changer d'esprit d'abord et changer de système. On a trop ménagé le Turc, par méfiance du Russe. Ils ne méritent, l'un pas tant

de soupçon, l'autre pas tant d'égards. Est-il généreux, est-il seulement politique de prêter sans cesse au cabinet de Saint-Pétersbourg des desseins agressifs? Le passé de l'Angleterre lui en donne-t-il le droit? Et le Grand Anglais qui ne craignait jamais de dire à ses concitoyens leurs vérités, répond : « Nous admettons trop volontiers qu'il y a une règle pour nous, une règle pour les autres. » Oui sans doute, de la Russie comme de l'Angleterre, il dépend de maintenir le mal. « Si nous sommes assez pervers, ajoute le croyant pour faire obstacle au bien, nul n'est en état de nous punir. Le Tout Puissant qui a dit : « La justice est mienne » prendra son temps. Si la Russie nourrit des pensées diaboliques ou seulement égoïstes, certes elle en est maîtresse, je ne suis pas assez rêveur pour la supposer exempte de toute ambition, mais en elle bat aussi le pouls de l'humanité ». Trêve de haines traditionnelles. Qu'en reste-t-il? Où est-il le temps où Fox appelait la France, notre grande voisine l'ennemie naturelle?... »

« Vraiment notre [illegible]bileté est trop habile, trop prévoyante, notre prévoyance. »

Que l'Angleterre serait mieux inspirée de joindre ses efforts à ceux de la Russie, devenant ainsi la collaboratrice loyale à l'œuvre de civilisation, qui n'est ni russe ni anglaise mais chrétienne, humaine, de tendre la main en lui disant : « Allez et prospérez ».

A l'heure présente, elle fait fausse route. Sa diplomatie retorse est, au fond, bien naïve, qui ne voit pas que le jour où le chrétien de Turquie sera persuadé que l'Angleterre est l'ennemie et la Russie l'amie, ce jour-là même, « la Russie prendra le commandement de l'Europe orientale. » L'envoi de la flotte à Besika-Bay » a rapproché le Czar de Constantinople » et on ne cesse de faire son jeu, alors qu'on semble protéger l'assassin et qu'on traite avec lui. Avant toutes choses, qu'il évacue (1) « les provinces souillées » par lui. Qu'il y garde si l'on y tient, par respect du principe de son intégrité une souveraineté nominale. Mais qu'on lui dise : « Partez... Jamais plus, les mains de violence ne pourront être levées par vous; jamais plus, par vous, ne seront ouvertes les écluses de la luxure ».

La Turquie, elle, proteste de ses bonnes intentions. Elle est prête à s'amender. Des mots, des mots. Elle ne le peut. Son principe le lui interdit. Incarnation terrible de la puissance militaire, elle reposait sur la force, « elle a perdu la force » elle n'a gardé que la puissance du crime. « Fatalement elle recommencera, » vaticine Gladstone, vingt ans avant les massacres arméniens.

Mais encore, elle promet — on négocie — elle gagne du temps. « Les émissions de promesses

(1) Il ne s'agit pas là, bien entendu, d'expulser la population mahométane d'Europe, mais de mettre un terme à la domination turque.

turques se multiplient (comme les assignats de la grande révolution), d'autant plus que leur valeur se rapproche davantage du chiffre zéro.

Et ce pendant « qu'elle décore, avec ce qu'elle appelle ses honneurs, les pires mécréants ! »

Trève de comédie !

On s'est tu, quand il eut fallu parler haut — oubliant qu'il est « des silences qui ont une voix de trompette ! » On parle maintenant qu'il faut agir. — Assez de vains discours — assez de remontrances. « En fait-on à l'incendie ? » « Protestons contre les protestations..... qui feraient dégénérer l'imposture en système de gouvernement parmi les nations de l'Europe. » L'indignation est « une farce » quand elle ne mène pas à l'action. Cette farce a trop duré.

Ce n'est plus au gouvernement que M. Gladstone s'adresse. C'est sans distinction de parti, à la nation, source de tout pouvoir, au peuple « à l'ouvrier », car le mouvement qui nous a réunis, comme il est national, est populaire. Que l'ouvrier qui s'est levé à son appel, et qui croit « que le système politique le plus favorable à l'intérêt anglais est dans la règle qui commande de faire ce qui est juste et bien » que l'ouvrier parle ! « Que la voix de ce pays résonne haut et clair dans l'oreille du gouvernement, et qu'elle lui intime des ordres. » Qu'elle dise « que l'Angleterre entend mettre sa conduite en harmonie avec les sentiments du

monde civilisé, au lieu d'être son mauvais génie ! »

La nation a manifesté son désir. Il lui reste à prouver que « son désir est sa volonté. »

Et, sans cesse, dominant le tumulte du débat, parmi le fracas des arguments qui se pressent et se choquent, revient le leit-motiv de cette symphonie, l'appel au droit, à la justice qui nous est familier, pour l'avoir si souvent entendu : « Tous sentent, que cette question a une amplitude, une hauteur, une portée dépassant les régions de la politique courante, qui la place sur le terrain, non des grands partis politiques, non pas de même de la nationalité anglaise, non de la foi chrétienne, mais sur le plus large de tous, celui de notre humanité commune. »

*
* *

« J'ai eu mon jour. J'ai besoin de repos » disait l'adieu de Gladstone à son parti. Nous voyons comment il entendait le repos.

Ce discours multiforme dure quatre ans, de 76 à 80, chaque jour renouvelé par une intarissable verve, au fond toujours le même dans son crescendo de passion qui se répand par les journaux, par les brochures, par les motions aux Communes, par les grands meetings en plein air. Il était aux champs, à Hawarden. Sur un signe du devoir, il revêt son armure, rentre en lice. Il y rentre plus fort « en géant rafraîchi » par cette halte brève. Et, tout de suite, l'entier fardeau de la lutte va retomber sur

lui. Du fait de son retour, il redevient le chef du parti libéral, au parlement et dans le pays. Dès qu'il reparaît, après l'éclipse « au firmament politique » toutes les personnalités intérimaires s'effacent ; « tout le sytème recommence à graviter » autour de lui. C'est, pour le Grand Old Man, comme une seconde jeunesse, plus vivante, plus vigoureuse, plus jeune que la première, qui suppose autant de force physique que de vaillance, chez ce quasi septuagénaire. Il en faut pour mener pareille campagne ! Car s'il groupe instantanément les sympathies, il fait aussi la centralisation immédiate des haines. Il devient leur cible. Elles s'élancent, se précipitent sur lui, violentes, sifflantes. Un ministre, Disraeli, si ce n'est déjà lord Beaconsfield, déclare « sa conduite pire que toutes les atrocités bulgares » ce, pendant que le Sultan met pour ainsi parler sa tête à prix, que la presse jingoïste dénonce son esprit satanique, que l'homme de la rue brise ses vitres. Mais c'est la grande vertu du champion anglo-saxon que de savoir recevoir, aussi bien que de donner les coups. Gladstone est de cette race des pugilistes et de la tête aux pieds.

Et ce lutteur, dans le feu de la bataille, à l'heure même où il soulève les peuples, ébranle les gouvernements sur leur base, trouve le temps de s'adresser, dans quelque obscure cérémonie privée, aux petits, d'apporter une parole d'encouragement aux humbles, à ceux qui acceptent « avec vaillance les

« conditions modestes où ils doivent passer ces « quelques années fugitives, maintenant presque « révolues pour lui, comme pour eux (1), et qui se « contentent de regarder en avant, vers l'espoir qui « est au-delà de la tombe, vers la lumière qui éclaire « l'autre bord du sombre rivage. »

Etrange et touchant dédoublement, dira-t-on, entre l'homme public et l'homme privé. Mais non, ce n'est pas un dédoublement. Gladstone, conversant, avec des pauvres dans la paix de quelque paroisse ignorée, ou haranguant les foules orageuses, reste un avec lui-même. Langage de prophète, ou langage de pasteur, l'un commente l'autre, comme la glose, le texte. Nous y saisissons sur le vif le secret de son magique pouvoir. La sympathie, une sympathie qui va de préférence, et spontanément aux souffrants et aux humbles. C'est là son procédé de séduction, l'arme du conquérant. A tel accent, ils ne se peuvent tromper. Et c'est la masse des humbles, c'est le peuple, d'où émane le pouvoir qui, maintenant l'y ramène.

Parti seul en guerre d'Hawarden, il arrive, mû par le courant torrentiel qu'il a déterminé, ayant terrassé le plus puissant ministère conservateur des temps modernes, — et qui a Chypre à son actif — avec une nation derrière lui, à la tête d'une majorité de cent vingt voix.

(1) Il s'agit de l'inauguration d'un asile de vieillards. Adress to the Inmates of St Pancras Workhouse, 1879.

*
* *

Le livre est rouvert, qu'il avait cru à jamais fermé. Gladstone est de nouveau Premier.

L'histoire de son ministère est intéressante à la façon d'une expérience. Elle nous offre d'un bout à l'autre, l'image de ce que peut être le gouvernement d'un philosophe, qui a dit, dans l'opposition « que le mensonge même qui se réclame d'une fin bienfaisante est mauvais et bas » et qui prétend, au pouvoir, agir comme il parle, « faire ce qui est bien. » Comment le sage se trouvera-t-il du principe dans la pratique ?

Gladstone a mis une grande force de son côté : la vérité. Quels miracles il accomplit avec elle et par elle, nous l'avons vu. Mais en se faisant son homme lige, de quelles ressources, aussi, ne s'est-il pas privé, voilà ce que nous ne savons pas encore, et ce que nous allons connaître. Le mensonge dédaigné de l'homme d'Etat, se vengera de l'affront insolite, tendra des pièges au principe. Pour peu que les circonstances le servent, la fonction de Premier deviendra bien ardue. C'est toute l'histoire de ce ministère venu au monde avec les plus brillantes espérances; il sera celui des déceptions et des déboires.

Il semble aussi que les événements se soient donné le mot contre lui, des événements qui ne sont parfois que des incidents dérisoires, mais pour

cela plus redoutables. Le géant eut abattu le mur et serait passé. Il s'empêtre dans les toiles d'araignée, et bronche.

Au dedans, au dehors, il en rencontre à chaque pas, de ces obstacles. Le hasard les complique ; son caractère les aggrave. L'incident s'achève en accident, quelquefois en désastre. Qu'y peut-il d'ailleurs? il hérite d'une situation faite par d'autres. Ses embarras du dehors, ce sont les legs du ministère antérieur et les fruits d'arrière saison de la grande politique. Le successeur, étranger à la faute, n'en porte que la responsabilité.

La question Bradlaugh au premier pas, l'arrête, qui se posera périodiquement, obsédante, ridicule et grave.

Un athée avéré, qui ne prête pas le serment requis par la loi, de tout représentant du peuple, en Angleterre, peut-il siéger au Parlement? La majorité des Communes, à plusieurs reprises consultée, a répondu non. Un chrétien s'est trouvé pour répondre oui. Gladstone, le croyant que nous savons, s'est rangé du côté de l'athée qui avait pour lui le droit. Il dut lui en coûter. Le spectacle n'en est que plus rare, et plus haute la leçon : la croyance tolérante à l'incroyance, la foi la plus vivante, et sous certains rapports la plus étroite, jointe au respect de la liberté, Calvin parlant le langage de Voltaire, et le parlant à des Têtes-Rondes. Telle est la vertu de l'acte : le grand rhéteur à la langue d'argent, ne

fut jamais si persuasif, que ce jour-là par le fait seul de son attitude ; jamais il ne plaida plus éloquemment la cause de la liberté, ni même celle du christianisme. Il lui a paru que les deux causes ici sont solidaires, qu'en combattant pour l'une, il défend l'autre, et que les soi-disant amis de l'Evangile, contre lui, sont ses pires ennemis. « En associant la religion à une injustice, ne font-ils pas douter de la religion même ?... l'incrédulité gagne à l'intolérance. Cette foi est ébranlée dont la perte est la plus inexprimable calamité qui puisse affliger soit un homme, soit une nation. »

Le principe est sorti victorieux de la tentation. Il lui est ménagé d'autres épreuves.

Partout, presqu'à la même heure, le système de Beaconsfield porte ses fruits amers à Gladstone, en Afghanistan, au Cap, en Egypte.

En Afghanistan « où l'on a renoncé au régime de paix et d'amitié, avec les braves montagnards, par une entreprise qui a uni le crime à la folie, à un degré sans précédent, brisé l'unité du royaume Afghan, inondé de sang ses vallées... » De là des surprises et des soucis. Histoire obscure, massacre de mission, guet-à-pens, désastre de Maivand, marche victorieuse de Roberts, plus profitable à l'Angleterre qu'à son gouvernement, puis une trêve. Et la question entre dans une nouvelle phase. « L'intrigue Russe » s'est mise de la partie, on apprend, un beau jour, à Londres qu'un corps d'ar-

mée russe marche sur Pendjeh : le choc de l'éléphant et de la baleine, semble inévitable. Gladstone lui-même se résignerait à la guerre « après qu'on aura mis le droit de son côté ». La chaleur de sa noble éloquence a soudé tous les partis en une seule masse anglaise.

Le nuage passe, sans éclater. Mais le souvenir en reste défavorable à l'homme, qui n'eut d'autre tort à l'heure du péril que d'être Premier.

En Afrique Australe. Le précédent ministère, en pleine fièvre jingoïste par la main d'un sir Theophilus a hissé le drapeau de l'Union-Jack sur le territoire des Boers. Gladstone, dans l'opposition, avait protesté : « Des hommes qui estiment que la liberté est la condition essentielle de la vie civile ont soumis des hommes libres au despotisme ». Quelques années ont passé. Gladstone est au pouvoir — lié par la règle de la continuité qui gouverne la politique extérieure du Royaume-Uni — rivé à l'ancien méfait qui s'intitule « le fait accompli ». Mais il n'y a pas de fait accompli. Ce n'est là qu'un commode axiome, à l'usage des bonneteurs de la politique, désireux de garder leur gain, de mettre le succès, sous le couvert d'une formule de soi-disant droit, à l'abri des reprises du sort et du droit. Qu'il leur plaise ou non la partie continue – et sans eux, peut tourner contre eux.

Le fait, toute formule adverse nonobstant, s'accom-

plit sans cesse. Les Boers proclamés soumis, même reconnaissants à l'Angleterre de les avoir délivrés du fardeau de la liberté, pour les initier à une civilisation supérieure, les Boers ingrats, se soulèvent, chassent leurs bienfaiteurs, et demandent la paix. Les Jingoïstes, et avec eux l'immense majorité de l'opinion, réclament préalable vengeance. L'honneur du drapeau l'exige. L'issue n'est pas douteuse, quelques milliers d'hommes écraseront le petit Transwaal. Que fera Gladstone placé entre ses convictions et le vœu du pays ? Sa décision nous sera la pierre de touche de son caractère. Il n'hésite pas. Il ne crut pas « qu'il fût nécessaire de massacrer quelques Boers pour satisfaire un sens exalté de l'honneur, ni qu'il y eut gloire, crédit ou christianisme dans une telle performance ». Battu, il signa la paix, aux conditions de l'indépendance.

C'était s'exposer au choc en retour de la colère anglaise qui détournée de son objet, retombe sur l'auteur de la honte, sur l'homme coupable « d'avoir trahi et déshonoré l'Angleterre ». Gladstone passe dans la glorieuse phalange, des « Ennemis du peuple. »

Il n'est pas plus heureux au nord de l'Afrique qu'au sud, en Egypte qu'au Cap. Sa fortune y faillit sombrer dans le fleuve antique qu'illustrèrent tant de catastrophes ! Le Fatum, dirait-on, mène encore l'aventure, l'a conduite depuis ses obscurs débuts ; ce double contrôle, — une autre des grandes pensées

du ministère antérieur, — d'incident en accident, le long de la vallée du Nil, d'Alexandrie au Caire et du Caire à Khartoum, vers le dénouement tragique. Un aventurier de l'espèce héroïque « un héros entre les héros (1) » a joué sa vie au Soudan. Il la perd. Tant pis pour le ministre qui n'a su le sauver, dont le secours arriva trop tard. Le Jingoiste, et l'homme de la rue, ne pardonnent pas au malheur. Les trois initiales G. O. M., par lesquelles l'affection familière du peuple désigne le Grand Old Man, deviendront celles qui vont clouer au pilori infâme, l'odieux, l'unique meurtrier de Gordon (Gordon's Only Murderer).

Il est passé presque en proverbe, que nul ministère anglais ne peut survivre à trois mauvaises récoltes. L'Egypte, l'Afghanistan, le Cap, ce sont les trois moissons fâcheuses du ministère, des moissons dont il n'avait pas été le semeur. Il tient bon. Sa force diminuée reste grande. Et nous n'avons pas dit le pire.

Nous savons les mésaventures distantes, passagères. Mais il est là, tout près, un adversaire, constant, irréductible dont l'obstination use, vaincu chaque jour, et toujours identique à lui-même, le rocher de sisyphe que, vingt fois, le colosse croit hisser au sommet de la montagne, et qui, vingt fois, du sommet retombe sur lui, de toute sa masse : l'Irlande.

(1) Discours de Gladstone aux communes, fév. 23 1885.

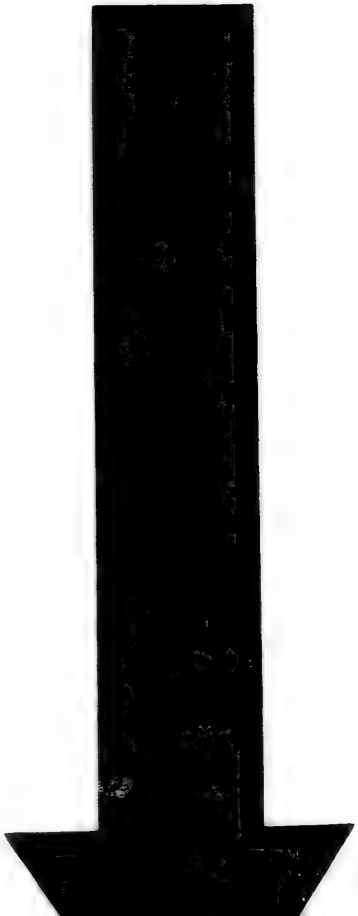
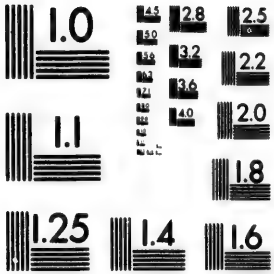


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



Les réformes n'ont produit qu'un mieux transitoire. Elles n'ont rien changé. L'île malheureuse se venge par son malheur. Elle « bloque la route » à l'Angleterre qui l'opprime et qu'elle obsède de son cri monotone, pour la justice et la réparation. Gladstone résiste. Lui dont l'âme vibre à tous les appels de la souffrance, venus de Naples, de Grèce, de Bulgarie, n'a pas entendu, ni compris celui-là sans doute trop proche. Il s'étonne et il s'irrite qu'on ait si mal reconnu ses avances, et qu'on résiste à la loi. Il ne s'est pas dit encore que la grande coupable, peut-être c'était elle. Il se butte et il se trompe.

Mais l'Irlande a trouvé un chef, Parnell, et des défenseurs sur son sol, qui sont parfois des assassins. C'est la conséquence et la condamnation de l'injustice et de la violence, qu'elles fassent la misère qui fait le crime, et c'est la philosophie de la crise irlandaise.

Ligues secrètes, Fenianisme, complots au clair de lune, coercion, obstruction, boycottage, prison, éviction, assassinats, voilà les têtes de chapitres de ce roman divers où le mal provoque le remède qui aggrave le mal, où le poignard de Phœnix-Park est la suprême riposte à la rigueur qu'il juge, et, condamné, condamne. Au fond, de l'impuissance. L'effort herculéen aboutit au néant.

Gladstone, désorienté d'abord, a pris le mauvais chemin, a marché devant lui, et s'est égaré. De

bonne foi, il a été infidèle à son principe et à son génie. Le grand libéral a songé à tout, sauf à la liberté. Il n'en a peut-être pas eu le temps, ni la chance. Il s'est trouvé captif de l'erreur initiale. Pris dans l'engrenage, il n'a pas su se dégager à temps, tout le reste a suivi. Mais l'expérience cruelle n'a pas été vaine tout à fait. Stupéfait du désastre « et ne sachant que croire », l'homme de conscience a fait un retour sur lui-même. Il s'est interrogé, s'est insensiblement repris. La main de geôlier, malgré lui, qu'il a mise sur l'Irlande, peu à peu se desserre. L'étreinte se relâche. Quelques jours encore, et le geste achevé sera celui du libérateur.

On travaille pourtant dans ce parlement tumultueux, même on travaille beaucoup. « Le record de la besogne y a été battu ». Jamais on n'avait autant siégé. Au fort de l'obstruction, les communes étaient rarement silencieuses. Telle séance durait, sans interruption, d'un lever de soleil à l'autre. « L'heure suivait l'heure, la nuit le jour, et le jour la nuit (1). De loin le plus infatigable, toujours un des premiers, souvent un des derniers sur la brêche, c'est ce vieillard ferme et droit, image de la vigueur, qui semble doué « d'une immuable jeunesse. »

Négligeons le réformateur, le démocrate et cette nouvelle loi électorale — qui complète la loi de

(1) M. Gladstone, by Lucy.

franchise antérieure, fond la plupart des bourgs dans les comtés, élargit la base du suffrage — l'œuvre maîtresse de ce ministère, « par quoi toutes les clas-« ses de la communauté feront une masse compacte « autour du trône que nous aimons tant et autour « d'une Constitution qui en deviendra plus forte et « plus libre ; » négligeons l'œuvre pour le spectacle de l'homme, de l'athlète, du lutteur.

C'est l'époque mémorable des grandes joûtes parlementaires. Le monde politique traverse une crise de rénovation, il y a dans son agitation de la genèse. Le bruit de ses disputes est la rumeur même de la vie, essayant des formes nouvelles. Les moules vétustes craquent sous la pression de jeunes énergies. Les partis historiques se scindent ; à côté d'eux, hors d'eux, des partis naissent ou s'organisent. Le Travail aura bientôt sa voix indépendante. Les démocrates-tories, dernier rameau issu du vieux tronc tory en détournent le plus pur de la sève. Leur chef, de filiation nettement disraélite, l'exubérant Churchill, fort en avant des masses conservatrices, hésitantes et scandalisées, tient l'arène en émoi. Plus que jamais, en effet, le Parlement en est une, les discussions y prennent des airs de tournois, où tous, à tour de rôle, adversaires coutumiers ou nouveaux venus, désireux d'essayer leurs forces provoquent le vieux champion. Lui harcelé par tous, il leur fait tête. Son énergie, ses ressources se multiplient avec les assaillants. L'âge ne lui a rien enlevé

de sa valeur physique. Il n'a pas éteint la flamme du regard, alourdi le geste, voilé la voix. Sa puissance oratoire est dans sa plénitude.

Regardons-le dans l'attitude du combat. On l'attaque. Il écoute. Mais toute sa figure parle, sa mimique passionnée trahit l'agitation interne. Il ne peut maîtriser son impatience, qui s'affirme en exclamations brèves, en gestes saccadés. « Il tremble de tous ses membres sous l'intensité de la conviction et la fureur de la bataille (1). » L'Italien qui est en lui, a échappé à la surveillance de l'Ecossais. A ce spectacle, ses adversaires se moquent ; ses amis s'émeuvent et souffrent.

Mais le voici debout, droit, robuste, la fleur à la boutonnière – la fleur qu'il arborait dans les grands jours ; à portée de sa main, « le fameux Pomatum-pot (2) ». Instantanément, il a ressaisi son empire sur lui-même. Sa fureur tombe dès qu'elle peut s'exprimer, et ne lui laisse que la chaleur qui animera l'idée. En quelques mots, il règle l'adversaire, « le traite avec la bienveillance souveraine de Gulli-

(1) Gladstone, by H. Lucy.

(2) Mélange d'œuf et de vin destiné à rafraîchir et à fortifier l'orateur, le fameux pomatum-pot qui joue un grand rôle dans ces occasions, passa un très mauvais quart-d'heure : l'œil de Gladstone tombant sur lui, le pot est saisi d'un geste brusque, rapidement porté aux lèvres, et avidement englouti comme si, au lieu d'un innocent composé d'œuf et de vin, c'eût été de l'essence concentrée de lord Randolph Churchill. (Gladstone par H. Lucy.)

ver qui ignore la piqûre de la lance du champion de Lilliput (1). » Et il entre dans le débat ; il se fraie un chemin à travers l'argumentation adverse « comme l'éléphant à travers la jungle. »

L'image exprime heureusement la force de cette éloquence, mais elle ne rend pas compte de son essence. Le dialecticien s'y double d'un poète... il est lumineux, persuasif, pathétique. Sa pensée, amie des cîmes, va chercher la multitude des faits particuliers, les enveloppe, les distribue en masses profondes, les enrégimente au profit de la cause, les emporte avec soi sur les hauteurs, d'où fondre sur l'ennemi.

Et pour véhicule à cette pensée, une phrase somptueuse qui se déploie en larges périodes musicales « roule, irrésistible comme les vagues de l'Atlantique (2), accable, charme.... et ne change pas les hommes.

Le troupeau des petites passions, un instant débandé se retrouve uni au scrutin, et se venge dans le secret des urnes. Il en va d'ordinaire ainsi dans les assemblées politiques. Les voix y sont plus difficiles à conquérir que les âmes.Le pouvoir de l'orateur y cesse avec sa parole. Il se trouve, quand elle se tait, qu'elle n'a conquis que ce qui restait à prendre des volontés : peu de chose. La souveraineté du parti sur ses membres prévaut et, en fin de

(1) Gladstone, par H. Lucy.

(2) Jugement de Grattan sur Fox.

compte, l'étiquette règle le vote. Quelle ironie! Gladstone, le magicien du verbe, l'Orphée moderne, qui entraînait les peuples, va succomber, faute d'avoir pu, dans un Parlement, déplacer douze voix!

*
* *

Douze voix qu'il n'a pu gagner ou garder, il n'en fallut pas davantage pour renverser le colosse et modifier de fond en comble la situation politique. Défaite sensationnelle qui ne fut qu'une demi surprise.

Depuis longtemps, le grand ministère était ébranlé. La crise permanente en Irlande, le désastre du Soudan qu'on venait d'apprendre, l'avaient singulièrement affaibli. Le chef même traversait une de ses périodes d'abattement. De même qu'en 1874, il parlait de retraite. La voix qui sonnait comme « un clairon dans la campagne du Midlothian » était momentanément brisée. Enfin, il était au pouvoir depuis cinq ans — longue carrière — après laquelle la force qu'il tenait de la nation était épuisée. La loi d'alternance politique qui l'avait élevé, allait l'abaisser. Le flux devait être suivi du reflux.

Pourtant, avec son prestige amoindri, il restait debout encore. Il survivait à la tragédie de Khartoum, âprement exploitée contre lui. La passe difficile était franchie, on pouvait le croire sauvé.

Le grand financier tomba sur une misérable question de finance. « Le choc avait été très rude »...

Il y avait de l'électricité dans l'air, le 9 juin 1885 (1). Les Communes étaient fiévreuses. Dans l'incertitude de l'issue, qui règna jusqu'à la dernière seconde, « la tension des esprits atteignait au point de souffrance. » Des deux côtés, on sentait, sous la banalité du débat, l'importance de l'enjeu. Les Whips, au milieu d'un grand va et vient, étaient allés raccoler les hommes dans les couloirs, avaient battu le grand rappel. Et l'on votait.

Enfin quand on annonça le résultat, l'amendement de sir Michael Hicks Beach (2) soutenu par deux cent soixante-quatre voix contre deux cent cinquante-deux, une majorité de douze voix contre le gouvernement, ce fut, dans le camp hostile une explosion d'enthousiasme telle qu'on n'en avait peut être jamais vu. Lord Randolph Churchill, le tory démocrate, un des vainqueurs « menace de devenir fou de joie..... Il secoue la main de l'impassible Rowland Hill, qui le contemple avec un bon curieux sourire, comme on ferait d'un animal sauvage. Il bondit sur son banc — et bondir sur un banc est une manifestation qui, aux Communes, sort un peu de l'habitude — et là, il danse, il agite follement son chapeau autour de sa tête, il vocifère, sur un ton d'exultation Stentorienne,

(1) Les éléments de toute cette scène sont tirés de « l'Histoire de notre Temps » par J. Mac Carthy et de « M. Gladstone par Lucy. »

(2) Il condamnait l'augmentation des droits sur la bière et les alcools, sans alléger les taxes locales.

résiste à ses amis qui tentent de le calmer ; pour l'heure, son enthousiasme était irrépressible. »

A ce délire des vainqueurs, mesurez le vaincu : lui-même, absolument calme, il propose à la Chambre de s'ajourner. A ces mots, le silence succède au tumulte, tous ont compris que sous cette forme si simple, c'était sa démission qu'il annonçait. (1).

***

« Il y a eu deux grandes transmigrations d'esprit dans ma carrière, écrivait Gladstone au lendemain de son échec d'Oxford.... Il y en aura une troisième, sans doute. »

Nous y voici.

Plus que l'Egypte, que l'Afghanistan, que le Transwaal, c'est l'Irlande qui l'a défait. Son insuccès y avait été pour lui, nous l'avons vu, un enseignement. Il lui avait démontré que la coërtion n'était pas une solution, que l'idée se laisse malaisément incarcérer, et qu'il y avait peut-être mieux à faire que de mettre un peuple en geôle. Mais quoi ? S'il ne le distinguait pas encore clairement, du moins chaque jour l'entrevoyait-il un peu mieux. « Percevoir le bien, pour lui c'était le vouloir. » Dès que le bien prit la figure et le nom du Home-rule, il voulut le Home-rule ; sans plus tâtonner : il marcha vers le but. Rien ne le put détourner d'une entreprise qui se réclamait à sa conscience, d'un devoir,

(1) Histoire de mon temps, par J. Mac-Carthy.

d'un grand devoir de réparation nationale, et quasi personnelle.

De là sa fougue, et son obstination au cours de cette suprême croisade, la plus longue, la plus ingrate de toutes, où l'ennemi à vaincre n'est plus l'étranger lointain, mais le compatriote, l'ami d'hier, le frère d'armes des luttes passées.

On a suspecté les mobiles de sa conversion. On a dit qu'il était devenu Home-Ruliste du jour où il avait reconnu que l'appoint du parti national Irlandais était nécessaire à son existence ministérielle. On l'a accusé de traîtrise à son principe, au moment même où il lui donne le plus haut gage de dévouement, où, en possession « de tout ce qu'un mortel peut désirer, » il va, par un sacrifice rare, « risquer position et renommée, l'amour, l'estime même de son pays et de son souverain, tout ce qui donne du prix à la vie, tout cela afin de réaliser ce qu'il croit profondément être juste (what he is profoundly convinced to be right) » tout cela en faveur d'une nation « si pauvre qu'elle ne savait en échange lui offrir que de la reconnaissance »... « Et il est honni... « Retenez mes paroles, a dit sir Andrew Clark : Nul ne sera plus regretté et plus exalté quand il ne sera plus là. » (1).

La vérité, c'est que sa conviction, celle-ci comme

(1) Dans « les reminiscences d'un artiste, » M. Rudolf Lehman rapporte dans ces termes, l'hommage rendu par sir Andrew Clark à son illustre client.

les autres, fut de lente croissance (1) et s'annonça de loin. La période d'initiation fut longue et mouvementée... Mais jamais il n'a condamné le principe. Il ignorait le sens exact, et la portée de la grande réforme. Mais son ignorance n'était pas hostile. Dès 74, il affrontait sans effroi l'idée d'un parlement national Irlandais. En 82, il songeait au gouvernement local, comme à un remède possible. Son intelligence insensiblement s'apprivoisait à la nouveauté de la conception home-ruliste qui va s'y préciser en deux questions : l'Irlande veut-elle le Home-Rule ?(2) L'Angleterre peut-elle le lui accorder, sans dommage ? Ces deux questions posent les deux conditions de son adhésion au projet. Il faut d'abord que la volonté irlandaise s'affirme en sa faveur. Il restera ensuite à mettre cette volonté d'accord avec l'intérêt britannique.

L'Irlande s'est chargée de répondre à la première

(1) Un homme ne peut vraisemblablement bouleverser la structure de toute sa vie, et violemment troubler la société, si ce n'est sur une conviction complète et longuement mûrie. Et celle-ci est l'œuvre du temps. (Gladstone, Past Years, vol. II).

(2) Dans la période d'incubation, Gladstone qui cherchait à s'instruire, s'étonnait — dans une conversation privée avec J. Mac-Carthy, — qu'une poignée de députés Irlandais, s'intitulent nationalistes, à l'exclusion des autres représentants bien plus nombreux de l'Irlande, élus de la même façon. — Donnez-nous le suffrage populaire, riposta son interlocuteur, et vous verrez de quel côté est le peuple d'Irlande.

question, de remplir la première condition. Elle parla avec la voix que Gladstone venait de lui donner, en nommant quatre-vingt-trois homerulistes sur cent trois représentants. Et le problème par là simplifié se formule ainsi · Concilier le home-rule avec le maintien de la suprématie britannique.

Il n'était pas pour embarrasser le cerveau fertile d'un Gladstone, qui déclarait dès 74, que le jour où les deux parties seraient d'accord sur le principe même « il ne ferait pas grand cas du ministre incapable de tailler une loi à sa mesure. » ·

D'autant qu'auprès de Gladstone, il y a John Morley. Morley, l'homme de lettres, qui, des méditations du cabinet, a passé aux luttes de la presse, et de là, aux responsabilités du pouvoir (1). Est-ce lui, comme d'aucuns l'ont prétendu, qui convertit Gadstone à la doctrine de l'autonomie irlandaise ? Ou bien est-ce le prestige du grand libéral qui entraîna le spéculatif dans les régions de la politique active? Toujours est-il que, dès le début de la crise, nous trouvons John Morley aux côtés de celui qu'il ne quittera plus, le suivant quand il ne lui fraye pas la route, payant de sa personne avec une souple bravoure, soutenant de ses paroles et de ses actes, l'effort du chef qu'il inspira peut-être.

Dès 1885, un pas décisif est accompli. Gladstone est convaincu que le vœu de l'Irlande est légitime, juste

(1) Aug. Filon, Profils anglais.

et réalisable. Il n'aura donc plus qu'une pensée : le satisfaire.

Aux premières rumeurs d'une conversion, dès que le résultat de cette lente opération mentale commença d'apparaître, et qu'on put croire que Gladstone méditait de porter atteinte à l'acte d'union, il y eut dans tout le royaume, de la stupeur d'abord, puis des grincements de dents. Le vieux parti libéral se lézarde, la lutte commence, émouvante, acharnée, pour ne s'achever qu'avec la carrière politique du Grand Old Man. Abandonné d'une partie des siens, comme Solness, il construit d'une main ferme la tour de l'avenir, « la libre tour qui, sur les flots domine » (1) et parmi les clameurs, les rires, les insultes et les effrois, il y monte — il en atteint le faîte d'où il tombe, grandi par sa chute même.

Le ministère bouche-trou (stop-gap) de lord Salisbury venait de disparaître. Les élections de décembre 85, avaient donné à Gladstone une faible et très hétérogène majorité. Il était redevenu Premier. Un apaisement s'était fait soudain, dans le monde politique. « C'est le calme, dit John Morley, des eaux sur le bord du Niagara. »

Gladstone préparait son Home-Rule.

Le 8 avril, il le présentait aux Communes. Le bill conciliait le vœu de l'Irlande avec l'intérêt de l'Angleterre en distinguant les affaires domestiques,

(1) Laurent Tailhade.

abandonnées au parlement local de Dublin des affaires impériales, réservées au parlement de Westminster qu'on diminuait de la représentation irlandaise. Le 9 juin, en seconde lecture, le bill était rejeté par trente voix sur 652 votants : étrange majorité où les éléments les plus disparates s'unissaient dans un pittoresque pêle-mêle ; des conservateurs qui, dans l'opposition, faisaient miroiter l'autonomie aux regards de l'Irlande, qui pouvaient, durant leur bref passage au gouvernement, et mieux que les libéraux mêmes, puisque les libéraux se seraient joints à eux, mener à bien la grande œuvre dont la perspective aujourd'hui effarouchait leur patriotisme ; de vieux tories y coudoyaient les dissidents, tous ceux qui vont s'intituler les libéraux-unionistes les anciens compagnons d'arme du vaincu, des radicaux homerulistes avant le home-rule, l'énigmatique Chamberlain, et sir Charles Dilke et Bright lui-même, l'ancien champion de la nationalité irlandaise qui avait dit aux Coercionnistes : « La force n'est pas un remède. »

Des communes, Gladstone en appelle au pays. Le pays confirma le verdict des communes, et l'aggrava.

Le nouveau parlement élu, sur la question du Home-Rule, comprend 318 conservateurs et 72 libéraux-unionnistes contre 278 home-rulers, dont 85 Parnellistes, soit en faveur de la coalition, une majorité de 113 voix. C'est un désastre pour les libéraux restés fidèles au chef et pour le chef surtout, et pour

sa politique personnelle. Un désastre pire que celui de 74. Et Gladstone a soixante dix-sept ans. Il n'a cependant pas « fermé le livre. »

De ses plus totales défaites, Gladstone a tiré ses plus beaux triomphes. Cela est naturel. Elevé au pinacle par la foule, debout sur la plateforme mouvante qu'elle lui fait, il ressemble nécessairement un peu au colosse qui a des pieds d'argile. Tombé, c'est Antée qui se redresse plus fort en même temps qu'il touche le sol. Sa chute le remet en contact direct avec le peuple de qui le pouvoir émane, et de qui ce pouvoir l'éloigne.

Et puis, Gladstone est un combattif qui trouve un mâle plaisir à jouer les parties perdues (the losing game) si tant est qu'il les croie jamais perdues. Reconnaissons encore une fois à ce trait la vertu de l'éducation anglo-saxonne. L'homme d'Etat ici est un sportsman, de race et d'habitudes ; à vingt ans, nous l'avons vu ramer sur la Tamise. Plus tard, chancelier de l'échiquier, c'était sa joie, durant les brefs répits que lui laissaient la fonction, de faire quotidiennement à cheval son tour de Hyde-Park. Cavalier émé rite, il ne redoutait pas l'animal fougueux qu'il faut dompter, raconte le témoin d'un de ses duels heureux. Que le sien se révolte, il avise une haie ; sa monture sous l'éperon franchit l'obstacle. Il recommence l'exercice, deux fois, dix fois, jusqu'à la soumission totale de l'insurgé.

Ce tour de force, à 77 ans, il va le renouveler avec l'Angleterre. A la nation rétive, cabrée, il fait aussi franchir la haie devant quoi elle s'est dérobée en 86. Une fois, une seule ; après, elle le désarçonne, et lui échappe.

A remporter cette victoire éphémère, il mit six ans, six ans de lutte sans trève, sans autre défaillance qu'une note de fatigue échappée parfois à ses lèvres et que dément sa volonté.

Il est seul, ou peu s'en faut, contre tous ; contre la masse du parti conservateur, qui s'est grossie des déserteurs du libéralisme, devenus ses plus irréductibles adversaires ; seul, contre le préjugé national ; contre l'indiscipline même des siens. Au moment où la cause, sous son énergique impulsion, visiblement progresse, son collaborateur Parnell la compromet. Le malencontreux incident O'Shea disloque l'association, œuvre de la patience et de l'ingéniosité Gladstonnienne. C'est toujours l'histoire du verre d'eau de la reine Anne, des petites causes produisant les grands effets. Qu'en faut-il retenir ? Que l'inopportune faiblesse de Mrs O'Shea fut la calamité de l'Irlande ! pas tout à fait sans doute, mais qu'elle porta un grave préjudice à la pauvre Erin ; qu'elle va encore l'appauvrir des services de l'un des deux hommes qui peuvent le plus pour elle.

Le scandale d'ordre intime risque, en effet, de mettre en fâcheuse posture, devant la puritaine

Écosse avec la personne du leader Irlandais son œuvre, le Home-Rule, d'aliéner à l'un en l'aliénant à l'autre la conscience non-conformiste, rebelle à distinguer entre la morale publique et la privée, et qui ne saurait collaborer avec un si dangereux pécheur. Il faut faire la part du feu, c'est-à-dire ici de la vertu non-conformiste, puisqu'on en a besoin.

L'Ecossais même qui est en Gladstone et qui connaît les scrupules de ses alliés, réclame de Parnell disqualifié, un sacrifice, une retraite au moins brève, en manière de pénitence, au nom de la cause.

Le chef irlandais refuse.

Une longue lutte épistolaire s'engage, d'homme à homme, d'homme à comité, de comité à comité. Négociations sans fin, marchandages sans résultats. Vingt fois on s'imagine que tant de vils soucis dans une si grande affaire vont avoir raison de la patience et de l'enthousiasme d'un vieillard octogénaire. C'est mal le connaître : il tient bon. Même, il trouve au milieu de tous ses tracas, le temps et la force de combattre aux Communes pour l'abrogation de la clause, dernier vestige d'intolérance religieuse, qui écarte les catholiques de la Lord-Lieutenance d'Irlande. Sa passion Home-Ruliste ne l'accapare pas. La liberté dans son esprit, est une et ne peut faire tort à la liberté. Qu'elle réclame son secours ici ou là, il est toujours présent.

La lutte avec Parnell a pris fin. Le chef irlan-

dais désavoué, abandonné par les trois quarts des siens doit céder à l'Irlande. Il s'efface.

La disparition qui devait être momentanée et que la mort fit définitive, enlève à Gladstone son principal auxiliaire. Sur ses épaules, retombe tout le fardeau de l'entreprise. Il n'y apportera que plus d'ardeur. Il refait campagne, ainsi qu'aux jours de sa jeunesse. Il parcourt l'Angleterre. Il revoit l'Ecosse de ses ancêtres. Et le peuple écossais qui reconnaît dans ce vieillard un des siens, sien deux fois par le sang et par l'adoption, l'homme des classes hautes venu aux masses, ce peuple qui l'aime d'un amour respectueux et familial, se lève à sa voix, et l'acclame. Sa marche n'est qu'une suite d'ovations, toutes spontanées. Le sentiment de la foule se traduit en manifestations d'une naïveté touchante. Il n'est Ecossais si pauvre qui ne trouve de quoi décorer sa maison au jour où « mesert Gladstone » lui fera l'honneur de passer par là » et la décoration n'est souvent qu'un mouchoir de laine rouge, un bout de ruban « aux couleurs de Gladstone. »

*
* *

Il est vainqueur, et Premier une fois encore. Le 14 février 93, de nouveau, il présente aux Communes son bill pour le meilleur gouvernement de l'Irlande. C'est le projet de 86, revu et corrigé (1). Il conjure le

(1) Le bill, à la différence du précédent, maintenait à Westminster la représentation irlandaise réduite à 80 membres, en limitant son droit de vote aux affaires impériales.

parlement de mettre un terme à cette trop longue querelle : « Si cette controverse séculaire doit être close, faites que ce soit bientôt... Ne léguez pas à vos successeurs un héritage de discordes transmis à travers sept siècles, de générations en générations sans presque une minute de trève. » Et le parlement à une majorité de 43 voix, 347 contre 304, se prononce en faveur du Home-Rule, moins par enthousiasme pour la mesure que par attachement pour l'homme, 347 voix qui sont celles de Gladstoniens plutôt que de Home-rulers.

A l'appel familier, la nation ramassée en un suprême effort, vient de franchir l'obstacle. Elle n'ira pas plus loin.

Derrière les Communes, se dresse une autre barrière, la Chambre des Lords, épaisse et haute. Elle arrête net l'élan de Gladstone. La noble assemblée échappe à son ascendant ; son Home-Rule, n'a pas trouvé grâce devant elle.

Nous touchons au dénouement. L'ex-Tory, le Grand Libéral, est parvenu au terme normal de sa course. Le conflit va engendrer le conflit. L'homme entré au parlement, il y a soixante ans, pour y défendre les institutions existantes rompt avec elles dans la seconde même où il en sort. Il est à la limite du radicalisme. Au-delà, c'est la révolution, sans violences matérielles sans doute, mais avec ses luttes encore, de nouvelles campagnes, au-dessus

des forces d'un vieillard, même d'un Gladstone, et l'inconnu au bout ; ou bien alors c'est le recul, le silence, l'abdication. La nature et la logique lui donnent le même conseil : il se retire.

Mais l'œuvre qu'il n'a pu mener lui-même à son achèvement, il ne l'abandonne pas. Le testament politique du chef à son parti, de par le fait seul de l'attitude qu'il a prise ou va prendre, ce testament renferme deux articles révolutionnaires : « l'un vise l'Irlande, l'autre la Chambre des Lords ».

Ils s'enchaînent. La Chambre des Lords s'est opposée à ce qu'elle appelle le démembrement du royaume. La Chambre des Lords barre la route au progrès. Elle a mis en pièces après le bill Irlandais, « ce home-rule chéri », le bill sur la responsabilité patronale, le bill sur les paroisses. De celui-ci, Gladstone recueille les débris « pour sauver quelque épave au naufrage de toute une session ».

Mais, en cédant, en partant, son geste d'adieu désigne la Chambre des Lords à l'assaut libéral : « Cette situation ne peut se prolonger, conclut-il, au milieu des applaudissements de tout son ancien parti, un instant reformé. — Un mot encore, et j'aurai terminé ma tâche : « Nous sommes ici en face d'une affaire, elle-même, partie essentielle et inséparable d'une question immensément grande, d'une question qui atteint l'état profondément aigu, d'une question qui réclame une solution et qui doit recevoir cette solution prochaine, de la plus haute autorité ».

A travers la riche draperie de la phrase, sonne la note belliqueuse, l'appel voilé, mais passionné aux armes, qui se traduirait par le cri : « Sus aux Lords ».

M. Balfour ne s'y trompe pas : « Vous venez d'entendre, dit-il, une déclaration de guerre à l'antique constitution de ce royaume ».

Mais ce qu'il ignore, ce que tous ignorent à cette heure, c'est qu'ils viennent d'assister « à une scène historique » ; que la voix si connue va se taire désormais, que jamais plus ces voûtes ne vibreront aux accents du grand orateur. Et comment le saurait-on? Tous pressentent sans doute la résolution prise, nul ne connaît la date exacte de l'exécution. Il n'a rien dit. Rien dans son allure, si vivante, dans la stature droite toujours, dans le regard où luit la flamme ancienne, rien dans le geste ou le ton qui annonce, qui ne repousse l'idée même d'une retraite. Qu'un mot seulement, qu'une inflexion de voix eut trahi le dessein secret, et « la maison croûlait » au bruit de l'ovation unanime qui saluait ce départ.

Il ne le voulait pas. Heureuse inspiration du génie conscient. Une note triomphale eut été une fausse note au bout de cette vie de probe labeur et de droite simplicité. Le grand citoyen qui eut rougi de tirer de ses longs services publics pour lui-même ou les siens un quelconque avantage, ce ministre tout puissant qui a fait tant d'évêques, père de huit

enfants (1), dont un fils recteur d'une paroisse de famille, une fille « maîtresse d'école » et qui le restèrent, cet aristocrate par l'esprit, peuple par le cœur, préféra s'en aller comme il était venu, sans bruit. Seulement le grand acteur du drame de soixante ans, sur le point de franchir le seuil familier, se retourne, s'arrête, adressant un adieu muet au théâtre de toute sa vie. Et il s'en va.

Le parfait comédien avait éludé l'apothéose.

C'est le 1er mars 94.

Le soir de ce même jour, il mettait la dernière touche à sa traduction des odes d'Horace.

***

Le livre, cette fois, est fermé.

M. Gladstone se connaît. Il sait que cette im-

(1) De ces huit enfants, l'un, la seconde fille est morte en 1850. Sa fille aînée a épousé le principal du collège de Wellington, une plus jeune a épousé le Rev. Mr Dren, une troisième non mariée est elle-même directrice de Newham Collège, Cambridge.

Un de ses quatre fils, William Henry, fut quelque temps membre des Communes pour Whitby, le second est recteur à Hawarden, son troisième fils, Henry, entra dans le commerce, le quatrième seul, Herbert, fut un homme politique, candidat en Middlesex en avril 1880, élu deux mois après à Leeds, quelque temps secrétaire non rétribué de son père, et Lord de la Trésorie, puis secrétaire financier à la guerre, et secrétaire au Home Office. A la retraite de Gladstone seulement, Herbert Gladstone fut promu à la position de premier commissaire des Travaux. Voilà pour le népotisme du vieil homme d'Etat.

mortelle jeunesse touche à sa fin. Il préfère la retraite librement acceptée aujourd'hui, à celle que la nécessité lui imposerait demain. Le vieux gladiateur nous a épargné le spectacle affligeant d'une déchéance partielle. Devançant l'inéluctable loi, il a quitté l'arène, il est rentré dans la vie privée — tout entier — et tout d'un coup.

La dernière période s'ouvre ici, longue et pleine encore. C'est, contrastant avec l'agitation de celle qui s'achève, après le mouvement du large et les bourrasques et les écueils, un grand apaisement, le calme du port atteint, plus calme d'être si proche de la tempête. M. Gladstone s'y reposera enfin, dans une haute sérénité morale close aux passions de la veille, aux colères, aux rancunes. Mais son repos n'est ni l'immobilité, ni l'indifférence du sage à la tour d'ivoire. Retiré de la mêlée humaine, il en reste le témoin attentif, le spectateur ému.

Son histoire qui n'est qu'un long progrès, n'est aussi jusqu'à la fin qu'un perpétuel recommencement. La théologie, sa première et fidèle passion, à qui la politique le disputait naguère, l'a reconquis. Il n'est plus obligé de lui partager ses heures. Dans le silence de sa bibliothèque, à sa place, rendu à ses travaux d'autrefois, il est redevenu le controversiste que nous avons connu. Un controversiste moins âpre. Il a repris son vieil entretien avec Rome, mais sur un autre ton. Il rêve maintenant non d'une fusion mais d'une réconciliation des deux

Eglises anglicane et romaine, et il y travaille. Est-ce un recul, un abandon de ses convictions passées ? Non, pas tant qu'un retour. Ce n'est pas lui qui a le plus changé, ce sont les circonstances, les hommes aussi.

En face de lui, au lieu du sectaire et belliqueux Pie IX, il a Léon XIII, un diplomate habile aux discussions courtoises, qui excelle à voiler les raideurs d'une doctrine immuable sous les fleurs d'une rhétorique captieuse, à faire parler aux idées anciennes, un langage moderne même lorsqu'il est latin — et qui vient précisément d'adresser à la dissidente Angleterre, à l'enfant prodigue, une onctueuse encyclique, une invitation à rentrer dans le sein de l'unique Eglise.

A ce gâteau de miel pontifical, beaucoup ne sont pas restés insensibles. L'homme d'Etat et le croyant unis en Gladstone ont voulu répondre aux avances du pape politique qui a osé aborder dans un esprit de concorde « la masse énorme des souvenirs brûlants ». C'est entre ces deux hauts vieillards si dissemblables, mais que leur longévité, semble-t-il, rapproche, une manière de dialogue, comme un assaut de prévenances où le gentleman d'Hawarden met de la coquetterie à ne pas demeurer en reste de politesse avec l'hôte Italien du Vatican.

Aussi bien, à ses yeux, le combat de la foi contre l'incrédulité prime tous autres objets, commande des sacrifices. Il est tenté de négocier une alliance

avec la Rome nouvelle. Nouvelle, il le croit, il veut le croire. Il se leurre sans doute. Son rêve est chimérique, d'accorder la liberté, dont il fut et dont il est le champion avec ce qu'il appela lui-même « le despotisme sacerdotal ». Mais l'illusion nous intéresse parce qu'elle nous fait mieux connaître l'homme dans sa continuité ininterrompue, parce que brusquement, sous l'octogénaire, devenu l'apôtre de la tolérance, elle nous découvre le juvénile auteur du livre, « sur la Religion et l'Etat » ; parce qu'elle nous révèle dans son besoin de certitude métaphysique resté intact à travers et après tant de variations, l'âme invariable du chrétien en guerre avec l'irréligion, avec l'ennemi de cet Evangile à qui sa foi tenace s'attache comme à la seule réalité qui ne passe point parmi l'universel écoulement des choses.

A ceux, d'ailleurs qui se méprendraient, qui verraient dans cette vague tentative de pacification religieuse, une abdication de sa libre énergie, il s'est chargé de répondre. Si loin qu'il semble à cette époque du monde, le pouls de l'humanité continue de battre en lui. Il a battu plus vite le jour où elle a été blessée en Arménie. A ses lèvres est monté spontanément comme aux jours de sa force le cri de colère vengeresse par lequel, ne pouvant faire plus, et puisque les jeunes se taisent, du moins l'ancien défenseur des Bulgares flétrira l'assassin, le sultan rouge et ses témoins complices, l'égoïsme de l'Angleterre et l'impuissance bavarde de l'Europe.

Celui qui a poussé ce cri, dont notre mémoire, comme un écho s'émeut, a les cheveux plus blancs la main moins ferme qu'il y a vingt ans, mais le regard aussi clair et le cœur aussi chaud.

Et pour que sa fin soit en toutes choses un recommencement, résumant toute la vie, le 26 juin 1896, au vieil homme d'Etat qui, fidèle jusqu'au bout au souvenir et à l'exemple de son maître, sir Robert Peel, a refusé la pairie pour rester M. Gladstone, à l'ancien élève d'Eton et de Christ-Church, au fils d'Oxford et au loyal sujet gravement recueilli, le prince de Galles confère le titre d'écolier honoraire de l'université Galloise d'Aberyswith qu'il inaugure. Touchante cérémonie où s'évoquent les premières années de la jeunesse, et qui mêle, dirait-on, par quelque heureux sortilège, au lumineux couchant de cette longue et pleine journée, comme un rayon de son matin. Elle éclaire toute cette existence sur le point de finir, et nous la découvre une fois encore dans sa haute unité : cycle vertigineux, autour d'un centre fixe, où le point d'arrivée se confond avec le point de départ ; course haletante à travers tous les événements du siècle, où l'homme atteint le but, sans avoir abandonné une seule de ses conquêtes de route. Sans cesse il les augmente. Jusqu'à la veille de la mort, il voyage, il écrit, il regarde, il vit de la vie universelle.

Le temps peut achever son œuvre. L'homme a fait la sienne. Doucement il s'éteint dans la pléni-

tude de son intelligence pacifiée. Il s'éteint en réclamant « de la bonté et encore de la bonté ». Et disparu, ce n'est pas de la douleur qu'il laisse derrière lui, ni l'irritation que cause l'accident brisant la carrière inaccomplie ; ce n'est pas le regret cuisant, de « ce qui aurait pu être » dont le cœur est étreint devant la tombe précocement ouverte. Sa destinée changeante manifeste la beauté de l'ordre. Son printemps fait espérer beaucoup ; son été et son automne ont tenu davantage « et les fruits ont passé les promesses des fleurs ». Il a eu la rare fortune de se réaliser intégralement. Il part, ayant selon la forte expression du XVIIe siècle, rempli tout son mérite.

Nulle amertume ici, la raison s'incline, accepte sans révolte, l'inévitable fin qui n'est qu'un achèvement. Non, mais une tristesse grande, le sentiment d'un vide laissé par ce départ, l'intuition pénible que quelque chose de grand et de beau vient pour nous de s'anéantir. Quelque chose qu'on pouvait tout ensemble admirer et aimer.

Gladstone, jusqu'au bout, est un heureux. Il s'en va chargé de gloire et d'ans, entouré des siens. parmi le deuil unanime et spontané d'un peuple réconcilié par sa mort, parmi la sympathie affligée du monde, dans un rayonnement très pur.

Quelle fin plus souhaitable ! Et n'aurait-il pas pu mieux que quiconque, lui le chrétien mourant, répéter en se les appropriant, les vers du poète :

« Et, convive énivré des vins de ta bonté,
Je passerai la coupe aux mains de la jeunesse
Et je m'endormirai dans ma félicité. »

Un pas encore, suivons-le par le rêve à Westminster, dans le sanctuaire du passé, où le messager d'avenir désormais reposera mêlé à la foule des fondateurs de cet empire, qu'il a si profondément ébranlé et renouvelé. A côté de ces grands acteurs de l'épée ou de la plume, princes et poètes, pasteurs d'hommes divers, par lui continués alors même qu'il les contredit.

Il y est à sa place. Son entrée triomphale sous les voûtes de la vieille abbaye, réservée à ceux qui ont bien mérité de la patrie anglaise n'est que l'illustration posthume du rôle national qui fut le sien : un hommage à la vérité historique.

Ce temple n'abritait guère que le monde ancien. Le monde nouveau y manquait : ils s'y rencontreront à merveille en lui qui les personnifiait si bien.

Le grand démocrate théologien y sera le trait d'union entre hier et demain, comme il le fut ailleurs entre les classes et les masses, mieux encore, entre la pensée et le nombre.

C'est de ce point de vue idéal qu'il nous le faut considérer maintenant. Nous avons observé à l'œuvre l'ouvrier. Il reste à dégager les lois dont sa vie a été la manifestation splendide, à mettre à nu les ressorts du prestigieux mécanisme humain. Et

comme chez lui le principe et l'action s'unissent intimement, signaler l'un, c'est rappeler l'autre. C'est faire sous couleur de psychologie, de l'histoire encore, c'est, parvenu au terme, se retourner pour une dernière fois, mentalement, contempler la grande figure évanouie.

*
* *

Gladstone n'appartient pas à la pléïade des génies créateurs, philosophes ou poètes, de ces hauts solitaires qui passent, jetant l'idée d'où germera la vie, à laquelle eux-mêmes restent comme étrangers. A son nom ne demeurera pas attaché le souvenir d'une doctrine rénovatrice, le mot d'ordre révolutionnaire d'une société ou d'une mentalité. Nous ne lui devons ni une Méthode, ni un Contrat social, ni même une Épopée. Pour avoir écrit des pages intéressantes sur l'histoire, l'art, la sociologie, la critique, il n'est ni historien, ni critique, ni sociologue. C'est seulement un esprit de large envergure et de culture vaste. La masse énorme et diverse des volumes qu'il entassa au cours de sa longue vie (1) ne suffit pas tout à fait à lui assurer une place à côté de ses grands contemporains, des Macaulay, des Stuart-Mill, des Adam Smith, des Tennyson, des Spencer, des Carlyle, ni même, malgré qu'il fut théologien passionné et fervent philologue,

(1) La simple nomenclature de ses livres ou pamphlets remplit 22 pages du catalogue du British Museum.

à côté des Manning, des Newmann, et des Max-Muller. Strictement, il n'est pas de leur famille, mais il est plus ou moins de leur intimité.

Gladstone caractérise par une image heureuse le rôle de l'orateur « qui reçoit de son auditoire sous forme pour ainsi dire de vapeur, l'influence qu'il reverse sur lui en ondée torrentielle » (1).

Telle est bien en partie sa fonction. Mais il fait davantage que de rendre au milieu de ce qu'il lui emprunte. Il va chercher ailleurs encore que dans les buées ambiantes, l'eau nécessaire à cette averse. Il va plus haut, sur les sommets, capter les sources vives qui la feront torrent.

Il est en rapport constant avec les ouvriers de pensée pure. Ceux-là sont les éclaireurs, les hommes détachés du gros des forces en marche. Leur mission, déterminée par leur génie même, est de représenter l'avenir dans le présent, d'être nos pourvoyeurs d'idéal. Elle est grande mais non pas sans limite. Entre eux et la foule, peu ou point de communication directe. La distance qui les en sépare est trop large. Ils sont trop loin, en avant. Tout à la recherche de la vérité ou de la beauté, en soi, ils n'agissent que médiatement sur la masse du troupeau. Des uns à l'autre, il faut un intermédiaire.

Cet intermédiaire, infiniment rare, il sera l'homme d'Etat : être mixte qui participe de la nature des

(1) Etudes sur Homère, vol. III.

deux puissances à rapprocher, qui, au don de comprendre, joindra le don de faire. L'idée pure, en passant par son cerveau et par son cœur, se transforme; elle y acquiert ce qui lui manquait pour être un aliment assimilable à l'organisme rudimentaire du peuple. Leur âme est comme le point de jonction de deux mondes séparés, où le nombre communie avec l'esprit.

L'âme d'un Gladstone est de cette sorte. Sans vertu créatrice propre, mais d'une réceptivité merveilleuse, elle excelle à vivifier, à recréer l'œuvre d'autrui.

Les hommes à énergie directe s'étonnent. Ils voient dans ce vagabondage intellectuel un gaspillage, de la force mal employée. Erreur et courte vue !

Par le travail qui leur semble vain, le grand curieux se constitue un trésor, chaque jour plus riche de connaissances utiles. Il y puisera demain tout ce qui peut servir la cause de l'humanité, ce qui peut améliorer les conditions de la vie et l'embellir ; il y puisera en abondance les éléments profanes et religieux, anciens et modernes, toute la substance spirituelle dont sera faite son œuvre à lui, son œuvre parlée, vécue, où profondément la poésie, l'érudition, la foi, Homère et Dante, les prophètes, tous ses maîtres, qui l'ont formé à leur image, collaborent avec l'écrivain de chaque jour, le législateur, le moraliste, le démocrate, l'homme public,

qui offrait à des étudiants la devise : « En avant et en haut. »

En Gladstone, pasteur d'hommes, s'allient à un degré supérieur ces dons qui paraissent s'exclure ; la faculté de s'élever aux plus hautes régions de la pensée, et celle de redescendre aux réalités voisines, une intuition claire de tout le possible, et l'émotion — et par-dessus tout cela le sens de la vie, et par-dessous tout cela, la solide base morale qui supporte tout le poids de l'édifice intellectuel : le caractère.

« Le principe conservateur, a dit Gladstone, et le principe de progrès sont bons tous deux en eux-mêmes ; ils ont toujours existé et doivent toujours exister dans la société européenne (1) ».

L'aphorisme nous éclaire et sa politique, et sa vie.

En vérité, il n'est pas très original. Bien des hommes de gouvernement ont exprimé la même idée et n'y ont pas plus songé. Mais ce qui est original ici, c'est, à défaut de l'idée, l'attachement tenace que lui voua le grand inconstant : elle est son idée fixe ; elle revient sans cesse sous sa plume ; et dans les formes les plus variées ; elle commande tout un système logique de maximes et de règles qu'il fera sien, dans son programme et dans sa conduite. — Insistons-y.

(1) Lettres napolitaines, 1851.

« Un pays, selon lui, se porte bien quand il montre un esprit de progrès, et quand, avec cet esprit, il combine un esprit d'attachement rétrospectif pour les temps et les générations qui ne sont plus (1)... il ne peut arriver pire calamité à un peuple que de rompre radicalement avec son passé (2) ».

Autour de cette pensée maîtresse, se groupent les pensées complémentaires sur la liberté, l'autorité, le rôle social et politique des classes fortunées, et du gouvernement.

On oppose volontiers la liberté et l'autorité. Il les rapproche. « La liberté et l'autorité, non seulement coexistent en Grande-Bretagne, mais elles se fortifient et se soutiennent mutuellement (3) ». Si le gouvernement y est puissant c'est qu'il est celui d'un pays libre, où l'on sait qu'il n'emploiera cette puissance qu'au profit de la liberté individuelle et de la souveraineté nationale.

Sur cette souveraineté d'ailleurs, il faut s'entendre. La nature des choses même, lui impose des limites. Gladstone remarque, après Jean-Jacques que « nul peuple assez grand pour s'intituler une nation (4), ne s'est jamais, à prendre les mots au

(1) Discours à Eisteddfod. Wrexham, septembre 1888.

(2) « La proposition, dans toute sa force vise plutôt l'ensemble du passé, que l'immédiat passé.» (Nineteenth century. Janvier 1887).

(3) Lettre à l'évêque d'Aberdeen, 1851.

(4) Gleanings of past years, vol. IV.

pied de la lettre, gouverné lui-même... qu'il ne fait guère que choisir ses gouvernants, et agir sur eux par pression... » Il est écrit « avec une plume de fer sur le roc du destin que dans le domaine de la politique pratique, le peuple doit au bout du compte être passif. » La fonction gouvernementale, de par la nécessité encore qui astreint au labeur les classes les plus nombreuses « revient aux classes qui ont des loisirs (1) ».

Et n'objectez pas que cet ordre de choses qui sépare l'humanité en deux classes, les hommes de labeur et les hommes de loisir, n'est peut-être pas le meilleur du monde. Il répondrait par quelques versets de l'Évangile, sur la distinction des riches et des pauvres, frères d'ailleurs, sur les devoirs de soumission aux puissances établies. Il ajouterait que le travail ennoblit. Si on le poussait davantage, il conclurait sans doute — et toute son histoire le proclame pour lui — que c'est au temps d'accomplir l'œuvre de nivellement relatif, qu'il y veut bien aider, pour sa part et de toutes ses forces, mais sans secousses, que le XIXe siècle ne peut tout faire, ni usurper sur la tâche de ses successeurs; qu'il est lui-même un simple ouvrier politique régi par les conditions du milieu où il opère; qu'enfin il est anglo-saxon, c'est-à-dire qu'il est citoyen d'un pays qui avance par évolutions sans révolutions.

(1) Aspects spéciaux de la question irlandaise. (Gladstone).

Le libéral fait donc la part belle au principe conservateur. Plus belle encore qu'il n'y paraît au premier abord, puisqu'alors même qu'il préconise la liberté, son arrière-pensée est conservatrice. « C'est la résistance aux réformes nationales qui, faisant barrage au courant, y accumule les eaux de telle sorte, que le jour où on lève la vanne, elles sont absolument ingouvernables. » (1)

Plus sage est le progressiste qui reste en contact avec la masse, comprend ses besoins, les prévoit, les devance.

C'est, sans parler des autres raisons, parce que Gladstone comprend davantage, voit plus loin et plus juste que ses contemporains, qu'il est le grand Libéral de l'époque. — Et ainsi sa carrière trouve son explication dans le phénomène même qui en paraissait inexplicable. Il identifie les contraires : son audace est, si l'on veut de la prudence bien entendue, ses réformes les plus hardies sont des sacrifices offerts à l'avenir pour sauver la plus forte part possible du passé : un sceptique dirait qu'il n'a été si bon Whig qu'afin d'être meilleur Tory.

*
* *

Mais laissons la politique pour juger ces jugements dont elle est le prétexte. Ils enveloppent toute une philosophie. Nous y reconnaissons la formule magique, la double formule de vie : maintenir et

(1) Gleanings of past years vol. IV.

changer. C'est pour l'avoir faite sienne toute entière, pour l'avoir adoptée dans son intégrité sans se croire obligé de sacrifier l'un des deux termes à l'autre, que Gladstone fut si fort et qu'il put être si hardi. C'est pour s'être senti l'âme ancrée à quelques robustes convictions, patrimoine de sa race accru par l'éducation, qu'il ne craint pas d'allonger incessamment le câble, de se hasarder au large, de donner du champ à sa curiosité. Et voyez comme la fin justifie sa confiance, comme le voyage fait, ses voiles pliées, il rentre aisément au port d'abri, appauvri de quelques erreurs, enrichi de tant de vérités nouvelles !

Le désordre Gladstonien, à le bien voir, est donc un ordre supérieur. Son histoire oscille, d'un mouvement rythmique entre deux forces qui la sollicitent également et diversement. Il arrive qu'une des deux puissances paraisse prévaloir et rompre l'équilibre. Simple apparence. L'équilibre persiste. Il est tout l'homme.

Imaginons, en effet, qu'une de ces deux tendances l'emporte définitivement. Que reste-t-il ? Ou bien un de ces fermes et inflexibles Tories, une de ces personnalités massives sur lesquelles l'idée vient se briser, un duc de Newcastle ; ou bien un esprit brillant et brouillon, un Labouchère, deux forces sans doute et nécessaires, l'une d'arrière-garde, l'autre d'avant-garde, mais qui ne se suffisent pas à elles-mêmes, deux moitiés d'homme d'Etat.

L'hypothèse est négative de Gladstone, maître du double procédé vital qui maintient et qui change.

Or, changer et maintenir, opposer à l'agression du dehors qui veut modifier, le bloc des énergies internes, produits de l'hérédité et de l'éducation, c'est-à-dire, tout en persévérant, céder tout de même un peu, adopter graduellement le fond ancien aux conditions nouvelles, c'est la loi même de tout progrès et de toute vie, la loi d'évolution qui gouverne l'univers moral aussi bien que le physique, le dessein profond de la nature dans son double jeu de destruction et de création.

Et c'est l'art de Gladstone, parlons mieux : son instinct.

Il a compris, ou senti plutôt, que contre la nature ou hors d'elle, rien ne vaut. Il ne s'en éloigne pas. Il opère à son imitation. Il emploie sa double méthode.

Lui-même n'est-il pas le produit admirable de cette méthode, lui en qui le passé et l'avenir, les deux puissances aux prises, se confondent si harmonieusement, lui, la belle plante humaine, selon le vœu de Taine, sur lequel le milieu a si bien marqué son empreinte ; lui que figure superbement le chêne, un de ces rois d'Hawarden dont les racines plongées au plus profond du sol national, vont recueillir là-bas, parmi l'humus fait des végétations anciennes, la sève nourricière du tronc et de

cette cîme aussi, ouverte et palpitante aux brises voyageuses, où se mêle, on veut croire, au refrain de la vieille chanson, les voix du futur, incertaines?... La personnalité poétique de ce grand rêveur suggère impérieusement le rêve, et le goût de ces images qui fleurissent son style, par une irrésistible contagion, gagne son biographe. Il nous faut maintenant redescendre des hauteurs où il nous entraîne, vers les réalités solides ; nous l'y retrouverons.

Au-dessous de ces deux tendances élémentaires ; l'aptitude à varier, à recevoir des formes nouvelles du milieu, et la faculté de résister, de préserver contre les empiètements externes, les caractères acquis, il est un facteur moral qui en règle le jeu. La conscience, voilà le nom de ce facteur moral, de ce foyer unique aux rayons divergents dont nous parlions au début de cette étude pour caractériser l'activité gladstonnienne. C'est à lui qu'elle emprunte toute lumière et toute chaleur.

La conscience peut être un obstacle. Il est des hommes qui s'intitulent d'Etat, dont le premier soin est de la réduire à la portion congrue. Sa voix ne doit pas parler trop haut. Parfois donc, quand ils sont de lignée féodale, ils l'assassinent d'un coup, et sont tranquilles ; jusqu'au jour peut-être des redoutables tête-à-tête avec la victime dans la solitude des fins tragiques, sur un rocher perdu de l'Océan, ou dans le fond d'un parc germanique. C'est le secret de Sainte-Hélène ou de Friedrichsruhe.

Aussi, ceux-là sont-ils les grands acteurs qui n'avaient pas reculé devant les moyens rudes. Le commun des figurants y mettent plus de manière. Ils préfèrent les moyens doux ; ils se bornent à endormir la gêneuse ; quelques sophismes berceurs, l'habitude, les traditions, l'atmosphère ambiante y suffisent.

Encore est-il qu'ils recourent pour se faciliter l'opération à une distinction préalable, tacite et commode entre la conscience privée, qu'ils ménagent, et l'autre. Ces honnêtes gens font des concessions à l'ennemi.

L'homme d'Hawarden ignora même ces talents. Il ne sut pas l'art des dédoublements utiles et subtils, ni l'expédient par qui le mal peut devenir le bien, et réciproquement. Tout en lui, le gouvernant, l'écrivain, le citoyen, l'homme de famille se tient, fait bloc, et ne connaît qu'une règle. L'acte particulier ne contredit jamais la doctrine générale : il la corroborre, à la façon d'une preuve, il lui fournit l'exemple ; elle, en retour emprunte son autorité au caractère de celui qui la professe, et qui a pris pour unique directeur de conscience, sa conscience.

Nous avons trouvé le trait d'union de tous les Gladstone qui ont défilé sous nos yeux, le petit rouage caché qui met en mouvement le merveilleux mécanisme. D'aucuns l'ont cherché et ont cru le trouver ailleurs. Leur excuse, c'est la richesse de cette nature, la variété de ses dons, bien grande

puisqu'elle put donner le change à Gladstone même. Car l'orateur qui fut aussi un très souple rhéteur, a pu se laisser prendre de bonne foi, aux pièges de ses belles raisons, au point d'être à lui-même sa dupe. Sa sensibilité put l'entraîner, son imagination l'éblouir, son intelligence le leurrer, ses préjugés l'enchaîner, un jour, un an, trente ans.

Dès qu'à travers tous les obstacles, la conscience parle, toutes autres voix se taisent. Avec elle, ni discussion, ni transaction. Elle est l'impératif catégorique. On ne lui fait pas sa part : « Ce sera un mauvais jour que celui où beaucoup seront tentés, même par la vision d'un objet saint, d'abaisser, dans quelque région, et, de si peu que ce soit, l'autorité de la conscience..... le titre suprême et la suprême efficacité de la vérité résident dans son intégrité (1). »

Là-dessus, l'homme des variations ne varie pas. Non seulement il n'élude pas les arrêts du juge intérieur, mais il les provoque.

Dans les circonstances ordinaires, aussi bien qu'aux heures décisives où l'honneur et la fortune sont en jeu, il n'a jamais failli à l'interroger, ni quand elle avait parlé, à obéir. Elle prononce en premier et dernier ressort. Elle est le tribunal souverain et universel, qui ne connaît pas les exceptions pour incompétence et les fins de non recevoir. Le

(1) Le Roc imprenable de la sainte Écriture (Gladstone).

Premier du Royaume-Uni, non moins soumis devant elle que le Gentleman d'Hawarden, ne souffre pas que le mal lui tienne tête, prît-il le nom de Raison d'Etat.

Ne cherchons pas ailleurs le secret de cette destinée, de ces extraordinaires revirements, de ces hauts et de ces bas, de ces chutes en pleine victoire, et de ces triomphes issus de désastres, que ne sauront jamais les habiles, les courtisans du succès. M. Gladstone, esclave de sa conscience, gouverna l'Angleterre et occasionnellement, le monde par elle. Il fut la conscience vivante de son pays et de son temps, une puissance tyrannique qu'on acclamait et qu'on exécrait, contre laquelle on s'insurgeait d'autant plus qu'en fin de compte, il fallait lui céder parfois et l'entendre toujours.

Il lui dût, à ce bon tyran, les enthousiasmes sans pareils, et par une juste rançon, les haines vigoureuses qui effraient les faibles, et stimulent les forts. Il lui dut d'être pendant quarante ans l'homme le plus aimé et le plus haï du royaume !

Au lendemain même de sa mort, sous l'impression dominatrice de cette fin, on était exposé à juger inexactement l'ensemble de cette carrière. Le spectacle qui la clôturait, nécessairement, la dénaturait aussi. Il créait, en mettant autour d'elle comme un faux jour, un danger au biographe trop pressé, trop rapproché de son modèle. Il l'incitait à une illusion d'optique qui, en perpétuant le tableau

final dans l'esprit, eut déformé la vraie figure, qu'il faut voir dans un recul.

Un peu distante aujourd'hui, l'apothéose des funérailles où toutes notes dissidentes s'éteignaient dans un grand murmure de deuil, ne risque plus de faire éclipse à la vérité, de nous donner le change sur le caractère de cette vie, que Bright a définie : « Une lutte constante vers la lumière ».

Une lutte, oui d'abord et essentiellement. A l'image terminale qui nous montre un peuple uni devant une tombe, il faut donc qu'un effort de logique substitue la vision antérieure, contraire, plus significative, d'une de ces batailles chaotiques où l'outrage se mêle à l'ovation. Et, puisqu'en somme, le sifflet d'une seule lèvre déchire le bruit fait par cent mains qui applaudissent, par cent voix qui acclament, ce sont les sifflets qui, mieux que les bravos peut-être, glorifient l'homme en l'expliquant, ce sont les sifflets du blâme et de la haine qu'il nous plaît, avant de quitter ce grand combatif, d'entendre, une fois encore.

D'où partent-ils, contre qui, pour quoi ?

*
* *

Ils montent de bien des points, du parlement et de la foule vers l'homme de la ligne droite, — sa route, — qu'il poursuit sans émoi, faisant, parmi l'insulte,

Sonner les vérités comme des éperons.

Ils montent des partis qu'il traverse et délaisse, ainsi que des formes vides, ils montent de tous les camps, le tory, le conservateur, le whig, le libéral, depuis l'heure où il s'enrôlait sous la bannière d'un duc de Newcastle, jusqu'à celle où sa hardiesse décourageait et dérangeait le radicalisme d'un Chamberlain.

Ils montent du camp des rétrogrades, qui confondent leurs intérêts de classe ou de caste, avec la cause de la communauté, vers celui qui représente, le mouvement et la vie ; du camp des timides vers l'intrépide qui n'attendit jamais « que la bataille fût décidée pour voler au secours de la victoire (1) », mais qui « goûte une volupté bien anglaise, dans un combat loyal face à face ; (2) du camp des progressistes vers l'homme qui va trop vite.

Ils montent du camp des politiciens, peu de chose s'agitant autour de rien, a dit Victor Hugo, vers l'homme dont la droiture les humiliait, et qui n'hésitait pas, au besoin à les restituer par une dissolution utile, à leur originel néant.

Ils montent du camp des jingoïstes, des mégalomanes, des patriotes, vers l'homme de Pacifico, de l'Alabama, de Majuba-Hill, coupable de n'avoir

(1) *Clémenceau.*

(2) Palmerston goûtait un plaisir bien anglais, dans un combat d'homme à homme (his old english delight in a fair stand up fight...) (discours de Gladstone aux Communes), 1866.

pas cru que l'honneur national eût rien à gagner par le crime et le vol ; ni qu'un agrandissement territorial augmente nécessairement la patrie ; qui, se déclarant ennemi de la guerre, la fit « aux vains fantômes de la gloire », et médit du prestige.

Ils montent de tous les camps de l'intolérance, papiste, anglicane, non-conformiste, vers le champion de la tolérance, qui ne veut pour l'athée Bradlaugh et le catholique Manning qu'un poids et qu'une mesure, et réclame la liberté pour tous, même pour les ennemis de la liberté.

Ils montent du temple des chancelleries vers le sacrilège qui ose dire à une puissance, au nom du droit : « A bas les mains. » (Hands off !) (1).

Ils montent du fond de l'Angleterre même, vers l'apôtre des races opprimées dont le cynisme ose proclamer à l'encontre de l'Angleterre même, les titres à la vie d'une nation sœur.

De tous les points, de tous les camps, de tous les pays, ils montent vers l'idéologue, qui, par la plus révolutionnaire des entreprises, tenta de réaliser l'unité supérieure de l'acte et de l'idée.

Et c'est un immense concert monotone d'outrages, où mêlent leur note pour la louange, toutes les passions liguées, toutes les vanités, toutes les habiletés, toutes les lâchetés, tous les intérêts, tous les égoïsmes.

N'admirons pas ! Les âmes bornées ne pouvaient comprendre cet esprit, sans frontières, quand il fallait.

(1) Discours politiques en Ecosse, 1879.

L'homme d'une seule morale était l'homme des deux patries, l'Angleterre et l'autre.

A la sienne, il tient par toutes les attaches que nous savons. Il est de sa petite île, autant qu'on peut en être. Certes, il a dénoncé ses défauts, son orgueil, son entêtement, son ambition, ses hypocrisies, son égoïsme. Nul plus que lui, ne l'a rudoyée, sans doute, parce que nul plus, et mieux que lui, ne l'a aimée, n'a exalté ses mérites, son culte de la liberté, son énergie, son esprit d'entreprise, ses institutions, son gouvernement local, la personne de ses princes, son passé, son avenir. Même plus anglais que d'autres, il ferma les yeux à certaines visions trop éblouissantes. Alors que l'imagination des plus clairvoyants peut-être de ses concitoyens prenait un large essor vers les possibilités du futur, lui reste plus ou moins de l'école de Manchester, qui faisait tenir les destinées de sa patrie « dans le compas de ses petites îles » se refusait à suivre dans son rêve, un Rosebery, à voir dans cet empire britannique chaque jour plus vaste et florissant, une Angleterre multipliée par le nombre des grandes colonies (1).

Il restait insulaire selon la vieille formule des

(1) « La racine, la moëlle, la substance de notre grandeur « matérielle, est dans le compas de ces îles ; elle est, sauf en « quelques détails, indépendante de toute domination politi- « que au-delà des mers » (Nineteenth Century 1877). La force « de la Grande-Bretagne et de l'Irlande est dans les limites « du Royaume-Uni. » (Discours politiques en Ecosse, 1879).

aïeux, qui bornaient aux trois mers l'horizon familial.

Mais, par delà l'Angleterre, cet Anglais a une patrie encore : l'humanité, appelons-la de son vrai nom : l'idéal.

Son rêve, sa passion, son histoire fut de subordonner la première à la seconde, la petite à la grande ; d'activer sans trève et de tout son pouvoir l'œuvre de la civilisation, qu'il définit « la substitution des forces morales, aux forces matérielles dans le gouvernement du monde. »

Tâche immense ; but bien impossible à atteindre, même pour lui. De là ses échecs plus glorieux que certaines victoires, et qui lui ont donné le droit de dire, comme Macaulay, en fermant le livre : « J'ai visé haut. »

P. HAMELLE.

Nouvelle Revue, Septembre 1898.

LA QUESTION D'IRLANDE [1]

I

Les nations, comme les hommes, naissent sous de bonnes ou de mauvaises étoiles. Quelques-unes semblent sacrifiées d'avance. On est saisi par cette impression, quand on songe à la Pologne, quand on regarde l'Irlande, ces deux touchantes victimes de la raison d'Etat : la première qui fut partagée parce qu'elle était à la convenance de chacun, à la merci

(1) Au nombre des ouvrages qui nous ont fourni les plus précieux documents, figure celui de M. Dicey ; *England's case against home rule,* livre doctrinal non moins remarquable par la hauteur des vues que par la science de l'écrivain ; — la *Contemporary Review* (February 92), l'article intitulé : *Colonial opinion on home rule*, E. J.-C. Morton ; — *the Parnelliste split or the disruption of the Irish parliamentary from party the Times, with an introduction* : — *Distressed Ireland: Illustrated letters from the* Daily Graphic *commissioners*, T. W. Russei and C. J. Staniland ; enfin plusieurs renseignements pris sur le vif et qui nous ont été communiqués par notre ami et collaborateur M. G. Boucher.

de tous ; la seconde qui ne fut pas démembrée (elle n'avait qu'une seule voisine !) mais opprimée pendant des siècles, parce que, si elle n'avait pas été la sujette de l'Angleterre, elle pouvait devenir son ennemie ou, ce qui est pire, l'amie de ses ennemies.

Postée comme une menace sur le flanc de la Grande-Bretagne, l'infortunée Erin a-t-elle donc été vouée par la géographie à la domination étrangère perpétuelle ? Jusqu'à l'aube de ce siècle, on aurait pu répondre affirmativement. L'Irlande résignée acceptait son destin. Par-ci, par-là, une révolte attestait bien qu'elle gardait une étincelle de vie. Mais l'Europe, elle aussi, n'était-elle pas travaillée d'un malaise universel, coupé de crises aussitôt réprimées ? Soudain, voici que tout change : Quatre-vingt-neuf qui résonna sur le continent comme un coup de clairon, avait trouvé l'Irlande réveillée et en armes. Il l'empêcha de se rendormir. Il jetait comme une bonne semence, sur ce terrain merveilleusement préparé pour la recevoir, la parole de liberté. La Révolution, en révélant les nations à elles-mêmes, donne un corps à l'âme irlandaise et une voix aux aspirations de cette âme. Pour l'étouffer, c'est en vain que le gouvernement anglais soustrait frauduleusement son Parlement à l'Irlande ; l'Irlande ne s'est pas tue pour cela ; elle a parlé et agi. Depuis un siècle, elle marche d'une allure inégale, rapide ou lente, selon la route, vers ce phare qui, par moments, semble s'éloigner et qui se rap-

proche pourtant : l'indépendance. Marche pénible, cruelle, mais continue, où chaque jour marque un pas en avant, un progrès sur la veille. Le torrent, arrêté ici, fait un détour et débouche là ; il rompt toutes les barrières, non pas toutes, d'un coup, mais successivement et par morceaux ; ou, lorsque la digue est trop forte pour être emportée par le flot qui la presse insensiblement, il la désagrège. En deux fois, l'Irlandais a conquis la liberté de conscience, puis, il s'est attaqué au droit de propriété du seigneur anglais et il l'a entamé. Reste l'autonomie politique ; « l'île-sœur », selon l'euphémisme de ceux qui sont de l'autre côté du canal, parviendra-t-elle à briser ce lien de parenté odieux ? parviendra-t-elle, sinon à dénouer la chaîne, du moins à la relâcher d'un anneau ? Quelle sera l'issue de ce duel obscur et terrible qui se poursuit depuis cent ans, entre la patience celtique et la ténacité saxonne ?

« Il y a quelque chose de pourri dans le royaume de Danemark », dit un personnage de la tragédie d'*Hamlet*. Les Anglais eux-mêmes reconnaissent que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des Royaumes-Unis possibles. Ils admettent que l'intérêt même de la Grande-Bretagne exige qu'on fasse quelque chose en faveur de l'Irlande, mais quoi ? C'est ici que les avis se partagent. Où est le salut pour ce pays si tourmenté ? Est-ce dans l'Union ? Est-ce dans le *home rule ?* Est-ce dans la séparation ? Avant de se prononcer, avant de risquer un diag-

nostic et de choisir parmi les remèdes et les médecins, il est nécessaire de reconnaître le mal et d'en discerner les causes.

II

« Heureux les peuples qui n'ont pas d'histoire » dit un proverbe qui ment quelquefois. L'Irlande n'a point d'histoire ; elle n'en est pas moins l'une des plus malheureuses contrées du monde ! Le mal dont elle souffre est immense ; il est multiple, il est matériel, il est moral. Il est partout aussi, mais principalement dans son ouest humide, ce *wet west* qui est au reste de l'île ce que l'île est à la Grande-Bretagne : la blessure toujours ouverte et saignante. Le voyageur qui, pour la première fois, pénètre dans cette région triste, se sent tout d'un coup transporté dans le royaume du spleen,

> Où la pluie, étalant ses immenses traînées,
> D'une vaste prison, imite les barreaux.

La pluie qui tombe en déluge pendant des jours, des semaines, des mois, qui transforme les prairies en fondrières, qui verse le découragement dans les cerveaux humains. Dans toute cette zone désolée, nulle industrie, nul commerce. Sur la côte, autour de l'île d'Achille, par exemple, le poisson, homard ou saumon, abonde, mais les barques manquent. Et à quoi bon, d'ailleurs, se livrer à la pêche ? Il n'y a

point de marché à proximité où le pêcheur puisse vendre sa capture, point de voie de communication non plus, point de chemin de fer qui relie ces hameaux perdus aux grandes villes du centre et de l'est. A Baltimore, la philanthropie intelligente d'un prêtre, le père Davis, secourue par la générosité privée, a bien pu doter les habitants de quelques lignes ferrées, de quelques bateaux, grâce auxquels ils ont tiré parti des richesses de la mer. Mais l'exception est presque unique. Toute la population est agricole ; comme il faut vivre, n'importe comment, elle s'est rabattue sur la terre, si l'on peut appeler de ce nom cette éponge toujours imprégnée d'eau, rebelle à l'effort, avare de ses maigres dons. En vérité, l'agriculture se réduit à une seule culture, celle de la pomme de terre. Qu'elle fasse défaut, et c'est, écrivait un témoin du désastre de 90, comme « si on retirait les béquilles à un estropié ». Une récolte mauvaise, cela signifie la famine pour tout le pays. On pressent dès lors, l'âpreté de cette lutte du laboureur avec la terre, l'acharnement qu'il déploie dans cette bataille quotidienne contre l'hostilité du sol. Esclave de la glèbe qu'il remue du matin au soir, par tous les temps, avec toute sa famille, femmes et enfants déguenillés autour de lui, il ressemble au paysan de La Bruyère, moitié homme et moitié animal, être très simple et superstitieusement résigné, qui accepte son sort et répond lorsqu'on le plaint : « qu'il y a de la méchanceté dans le Comté et que Dieu fait

bien d'être fâché ». Et la ressemblance ne s'arrête pas là. Suivons ce travailleur dans son gîte : un amas de pierres que la boue a cimentées. — Là, dans une pièce unique, s'abrite, pêle-mêle, dans une promiscuité familière, tout ce qui vit : bêtes ou gens. C'est un cottage modèle que celui où le « cochon est averti par une barrière qu'il n'est pas admis à l'intérieur ». Et si le toit est commun, ce n'est pas par un simple effet de la misère ou de la paresse ; c'est encore le résultat d'un calcul. Que le paysan bâtisse une ferme extérieure pour le bétail, et le prix de « la rente » en sera augmenté. La rente : voilà le grand mot prononcé, le mot odieux qui contient comme la synthèse vivante de toutes les haines accumulées pendant les générations dans le cœur du tenancier irlandais contre le landlord anglais. Car ce champ stérile, ce gîte lamentable, ne sont pas la chose du laboureur : toute cette pauvreté n'est pas sienne. Un propriétaire qui, le plus souvent même, n'est pas un compatriote, prélève sur la terre un prix de fermage variant de dix à quinze shellings l'acre. Quant au loyer des maisons, il est proportionnel à leur valeur ; bien peu de chose en soi, énorme relativement à la bourse des locataires. L'un d'eux, un vieillard de quatre-vingts ans, nommé Collins, racontait au correspondant du *Graphic*, que son unique ambition depuis longtemps était de faire réduire, de vingt à quinze shellings, la somme qu'il donnait annuellement au propriétaire de sa

hutte, pour ne pas coucher dehors. Par l'humilité de ce rêve, ne mesurez-vous pas tout d'un coup l'horreur de cette réalité ? Pendant de longs mois, le paysan vit dans la terreur du terme approchant. Le terme arrive, il ne peut ou ne veut pas l'acquitter. Alors, c'est l'expulsion brutale, et les longues caravanes des proscrits errants sous la pluie, à l'aventure ; c'est l'incertitude du lendemain qui le verra peut-être s'embarquer pour l'Amérique : c'est l'éviction.

Le paysan, au contraire, a-t-il payé ? ce n'est pas encore le repos pour lui. Il a obéi à la loi étrangère ; il a désobéi à la loi nationale, qui, pour n'être pas codifiée, n'en comporte pas moins une sanction. Il sera boycotté, son bétail sera mutilé ; lui-même sera peut-être assassiné. Entre le pouvoir officiel et le pouvoir occulte, dont l'un défend parfois ce que l'autre ordonne, l'individu, pris comme dans un étau, est broyé. Derrière les hommes de la ligue agraire qui réprouvent la violence, il y a les exaltés de l'idée patriotique qui ne reculent pas devant le meurtre, les membres de sociétés secrètes, les Fenians, les *Moonlighters*, les carbonari de l'Irlande.

Plutôt que de s'exposer aux vengeances de ceux-là qui ont d'ailleurs pour complice la conscience nationale, le tenancier refusera souvent la rente, même réduite des trois quarts, comme ce fermier du comté de l'Ouest à qui le maître offrait, moyennant quarante et une livres, la remise d'une dette de cent

soixante-dix livres et qui préférait s'exiler. Fleur de l'extrême misère, le crime a trouvé sur cette lande, un terrain merveilleusement propice à son épanouissement ; mêlés aux fanatiques, il y a là les criminels de droit commun, ceux qui volent, pillent et tuent sous couleur de patriotisme. Au milieu de cet effroyable désordre matériel et moral, l'homme de bonne volonté qui n'a que l'alternative entre l'uniforme du soldat anglais « évicteur » et la balle de l'assassin masqué, perd vite la notion du juste et de l'injuste, il cesse de combattre un combat trop inégal, il s'abandonne et demande à l'ivresse un songe meilleur que la vie. Pour oublier, il boit, et c'est ainsi que s'est développé l'alcoolisme, la dernière et non la moindre des innombrables plaies de l'Irlande.

Elles ne sont pas restées l'apanage exclusif de leur pays d'origine ; le mal multiforme que nous avons tenté de peindre a passé le détroit, il a exercé son contre-coup en Angleterre, il a déterminé un trouble économique, social, politique.

Le non-paiement de la rente est une cause de ruine pour un grand nombre de propriétaires dont toute la fortune consiste en terres, et la noblesse terrienne n'a pas été seule atteinte. Indirectement, la bourgeoisie l'est aussi (1). Beaucoup de grands domaines étant inaliénables, leurs maîtres cèdent leurs droits

(1) Edouard Hervé, *la Crise irlandaise.*

sur les revenus à leurs créanciers. Les terres, grevées d'hypothèques, constituées en gage au profit des tiers, entrent de cette façon détournée dans le commerce général. Que les fermiers refusent la rente, et c'est, en vérité, la classe moyenne qui est lésée, cette classe intéressante des petits industriels, voire des boutiquiers, des artisans, et, par cette blessure faite à ses intérêts matériels, s'est généralisée et popularisée la haine de l'Anglais contre l'Irlandais.

Dans l'ordre politique, le trouble n'est pas moindre que dans l'ordre économique et social. Pour vaincre la résistance irlandaise, il a fallu recourir aux lois d'exception, multiplier les *bills* de coërcition, suspendre pour l'une des trois parties du royaume le principe fondamental de l'*habeas corpus*. C'est ainsi qu'on a profondément altéré le caractère de cette législation justement fière autrefois de son libéralisme. Au milieu de ce conflit, la liberté n'a pas souffert seule ; la stabilité même des institutions s'est trouvée ébranlée. Les Irlandais, à qui l'on refusait le droit de se gouverner, ont pris une revanche inattendue ; ils ont empêché l'Angleterre de se gouverner elle-même ; sous la conduite d'un chef habile, le de Moltke des tacticiens parlementaires, la phalange irlandaise a inauguré à Westminster un jeu savant de bascule, grâce auquel, en se portant tantot à droite, tantot à gauche, tantôt vers les libéraux, tantôt vers les conservateurs, en mettant aux enchères sa voix pour l'accorder au plus offrant, elle faisait

et défaisait la majorité à sa guise. Insignifiant par le nombre, mais puissant par sa cohésion, son esprit de suite, son obstination sur un seul objet, ce groupe dispose d'une grande force négative ; ne pouvant rien par lui-même, il peut beaucoup contre les autres. Aiguillonné par les nécessités de la lutte, il a inventé ou plutôt perfectionné une ingénieuse machine de guerre : l'obstruction ; et longtemps il s'en est servi comme d'un brise-lames pour repousser l'assaut des ennemis de l'Irlande. Certes, les Anglais sont venus à bout de cette résistance légale, mais à quel prix ? En rompant avec des traditions séculaires, en faussant le mécanisme gouvernemental, en portant au régime parlementaire un coup dont il aura quelque peine à se relever.

III

Le mal nous est connu ; quelles en sont les causes? Elles ne sont pas toutes imputables à la domination anglaise ; la nature a sa part de responsabilité dans la souffrance irlandaise : *cuique suum*. Le bilan de l'Angleterre reste assez lourd sans cela. Elle-même par la bouche d'un de ses plus illustres enfants, a fait son *mea culpa*. Elle a confessé qu'elle était coupable d'une grande injustice envers l'Irlande et qu'elle devait à sa victime une réparation.

L'injustice est visible au premier coup d'œil. Voici deux pays, l'Irlande et l'Angleterre, qui vivent sous

la même loi, qui sont dotés d'institutions communes et qui appartiennent à deux âges historiques très différents.

L'Angleterre est dans une période de transformation. Sans secousse, par une évolution si régulière et si pacifique qu'on la remarque à peine, d'Etat féodal qu'elle était, elle est en train de devenir un Etat industriel. Ce cap, de l'autre côté duquel commence l'ère moderne et où tant de nations ont rencontré des tempêtes, un génie pratique lui a permis de le doubler sans encombre. Mais l'Irlande n'est pas mûre pour cette métamorphose, elle n'est pas prête pour ce voyage. Par ses mœurs, par son organisation sociale comme par autant de racines, elle plonge encore dans le moyen âge. Comprimée par la domination étrangère, contrariée dans son essor normal par l'imposition d'une tutelle haïe, elle s'est trouvée comme atrophiée. Son enfance, ou plutôt son adolescence, s'est prolongée bien au-delà des limites habituelles. Quand, maintenant, la puissance souveraine veut l'entraîner du même pas qu'elle, et par les mêmes chemins, la soumettre au même régime, elle commet une faute après un crime. Le crime, il est de ceux que toutes les eaux de l'Océan ne pourraient laver, non plus que la goutte de sang sur la main de lady Macbeth. C'est la spoliation en masse d'une race par une autre race. La spoliation, œuvre de la force et maintenue par la force, telle est la cause originelle et vivante toujours, bien

que lointaine, de cette haine qui a séparé les deux îles et qui est telle qu'aujourd'hui encore, l'Anglais est l'étranger, l'ennemi, en Irlande. Le rapprochement ne s'est pas fait entre le vainqueur et le vaincu qui campent l'un en face de l'autre. Le premier ne s'est pas assimilé le second, il ne l'a pas absorbé non plus. Le mélange entre deux races, la conquérante et la conquise, suite ordinaire des invasions, ne s'est pas produit. Ici, chacune d'elles a gardé à peu près intacte son individualité avec sa physionomie. Il y a eu juxtaposition ; il n'y a pas eu fusion. L'Angleterre a conservé par l'épée la position qu'elle avait acquise par l'épée ; l'Irlande placée sous le régime de l'Etat de siège, ramenée plus durement à l'obéissance après chaque nouveau soulèvement, a versé peu à peu dans la résignation fataliste de l'Oriental qui courbe la tête sous les coups du sort, en disant ; « C'était écrit ! » Du moins son maître se vante-t-il de lui avoir procuré la paix. Cela est vrai ; mais quelle paix ? Celle de Tacite, parlant au nom des vaincus de sa patrie, a stigmatisée d'un mot vengeur « la paix de la solitude ». Il y avait huit millions d'habitants autrefois en Irlande, il n'y en a plus que cinq. L'émigration en masse a comme vidé le pays. Mais, à défaut de la paix morale, l'Angleterre a donné à sa sujette l'ordre matériel. Elle lui a épargné les guerres civiles, les révolutions sanglantes. Cela même est-ce un bienfait sans mélange ? Du temps de la domination autrichienne en Lombardie,

l'émeute aussi était muselée, assurée, la tranquillité publique ; cela signifiait-il que cette province fût tenue de reconnaissance envers la Cour de Vienne ? Et puis, est-il bien sûr qu'un 89, même suivi d'un 93, ne soit pas une crise salutaire en soi ? Et ne peut-on pas soutenir que la révolution, ainsi que la guerre, est parfois, pour employer la belle image de Hegel, nécessaire à la santé des peuples « comme l'agitation des vents qui préserve les mers de la corruption qu'engendrerait l'immobilité ». Oui, l'union a empêché la révolution, mais cette suppression de la révolution intérieure par la force intérieure a été plutôt un mal qu'un bien.

Quand l'Angleterre, gardienne de l'ordre, paraît le mieux mériter de l'Irlande, il se trouve qu'en vérité elle contribue à son malheur. Pour lui éviter une crise aiguë, mais courte, elle a laissé s'introduire et se développer dans son organisme, les germes de cette maladie qui la mine : le découragement avant l'effort, la paresse, l'atrophie de la volonté. A la différence de l'Anglais, né pour l'action, l'Irlandais est plutôt un contemplatif, en quoi il ressemble à ses frères les Celtes de Bretagne et aussi à tous ceux que la munificence ou la dureté de la nature environnante accable : l'Indou et le Slave.

Le gouvernement de soi par soi, le *self government*, avec ses périls mais ses noblesses, aurait été la rude mais saine école de caractère où il aurait appris les mâles vertus qui peut-être lui manquaient.

Au lieu de cela, il s'est habitué, par le fait de sa dépendance, à ne compter que sur les autres ; il ignore la foi en lui-même, ce ressort moteur des peuples ; il ne connaît pas la responsabilité qui est la dignité des nations libres : sans doute la nature le prédisposait à ces défauts, mais la domination étrangère l'y a précipité. Elle a exercé, elle continue d'exercer sur lui une influence néfaste.

IV

Voilà, sommairement indiquées, les causes principales du mal irlandais. Nous avons vu que l'Angleterre, (elle même l'avoue), en est dans une large mesure responsable, que là où elle ne l'a pas créé de toutes pièces, elle l'a entretenu ou aggravé ; que nulle part, elle ne l'a allégé.

Cela n'empêche pas qu'aujourd'hui, repoussant et le *home rule* et la séparation, le gouvernement britannique prétende que l'union seule est capable de guérir le mal que l'union a produit : c'est dans toute sa simplicité la formule homéopathique. Le premier des trois systèmes qui se proposent le salut de l'Irlande n'en est que le développement logique.

Ses partisans tiennent ce raisonnement des plus spécieux :

« L'Angleterre est obligée d'honneur envers sa compagne d'abord, envers elle-même ensuite, de maintenir l'union du royaume. C'est son droit et c'est surtout son devoir. Plus ardue est la tâche, et moins

il lui est permis de la déserter. Elle a contracté une dette sacrée qu'elle est tenue d'acquitter, sous peine de faire faillite à ses engagements. »

« L'Irlande, est, dit-elle, incapable actuellement de se gouverner elle-même. Si le Parlement de Westminster, cédant à ses prières, lui accordait aujourd'hui la liberté, soit sous la forme de l'indépendance, soit sous la forme mitigée du *home rule*, ce serait demain l'anarchie dans l'île ; la guerre civile déchaînée entre protestants et catholiques, entre propriétaires et fermiers, entre fermiers et journaliers et après-demain l'oppression d'un parti par l'autre, la tyrannie. D'ailleurs, l'expérience a été tentée en 1782 ; on en connaît le résultat désastreux. Bien loin d'affaiblir le principe d'autorité, il faut travailler à le renforcer. Il faut doter l'Irlande d'une administration centrale, puissante, à la française, qui planera au-dessus de toutes les factions et qui sera impartiale, justement parce qu'elle ne sera pas irlandaise.

« L'Angleterre en abandonnant son poste, livrerait les Orangistes d'Ulster aux représailles des nationalistes. Elle doit d'abord sa protection aux sujets fidèles de la reine, et lorsqu'on la prie de sacrifier le droit des individus au droit supérieur de la nation, on lui conseille une trahison par un sophisme. Elle restera à Dublin pour accomplir l'œuvre de réparation, pour résoudre la question agraire, avec lenteur, avec modération, elle s'appliquera à

transformer le tenancier en propriétaire : ce qui veut dire le révolutionnaire jacobin d'Irlande en conservateur. »

« En même temps une autre réforme s'imposera encore à elle, mais ce n'est pas celle d'une constitution à qui l'on ne peut guère reprocher que d'avoir été mal appliquée : c'est celle de l'esprit anglais lui-même. Lorsque l'habitant de Birmingham se sera habitué à traiter le paysan de Doneghal en frère, ainsi qu'il fait de l'Ecossais ou du Gallois, un progrés immense aura été accompli ; la concorde sera très proche. »

Et pour conclure les unionistes ajoutent : « Alors même que l'union serait contre les désirs et les intérêts de l'Irlande, cependant on ne pourrait la rompre, parce qu'elle est conforme à la volonté du peuple britannique dans son ensemble, et que, sous un régime démocratique, le vœu de la majorité doit, en cas de conflit, l'emporter sur celui de la minorité. Mais pourquoi désespérer d'un accord ? L'exemple de loyalisme que donnent les provinces du nord de l'Irlande n'est-il pas là pour montrer qu'entre les deux îles l'entente est possible et facile autant que désirable ? »

La thèse au premier aspect est séduisante ; l'égoïsme en paraît exclu ; elle est exacte dans le détail mais, dans sa totalité, elle pèche par un optimisme suspect de colorer la vérité pour les besoins de la cause. Ce système ne présente en somme qu'une col-

lection de palliatifs qui peuvent bien endormir, voire amoindrir le mal, mais non l'extirper radicalement. Les unionistes traitent la question comme s'il n'y avait que des intérêts à régler, et non des sentiments à satisfaire, des passions à apaiser, le sentiment de la nationalité, la passion de l'indépendance qui vivent au cœur des peuples comme des individus. Dans leur réalisme un peu grossier, ils ignorent, ou font semblant d'ignorer tout ce qu'il y a d'élevé dans les revendications de l'île sujette. Ils ressemblent à ces médecins de Molière qui prétendaient guérir, à l'aide de drogues, les peines de l'âme.

D'ailleurs, parmi leurs arguments il en est qu'on peut écarter de prime abord. Que signifie, par exemple celui qu'on fonde sur la volonté du peuple anglais et écossais en faveur de l'Union ? Il ne s'agit point ici d'une question de majorité. Les Allemands seraient tout aussi bien venus à opposer, à l'antipathie des Slewigois contre l'annexion, la volonté de l'Allemagne. Et les Prussiens partent évidemment de la même idée lorsqu'ils appellent « affranchissement de la Prusse polonaise », la réunion du grand duché de Posen à la couronne des Hohenzollern. Mais, du moins, la Prusse et l'Allemagne ne sont-elles pas des monarchies constitutionnelles au sens vrai du mot. Acceptez le raisonnement de l'Angleterre, et voilà singulièrement simplifiés les problèmes internationaux. Chaque fois que deux races ne s'entendront pas, on n'aura

qu'à se compter, le droit sera du côté de la plus nombreuse (1) : autant nier tout de suite le principe même des nationalités.

C'est encore un trompe-l'œil que l'argument qui invoque, pour défendre l'Union, l'exemple des provinces septentrionales. Le contraste qu'on établit entre les deux Irlandes, celle de l'ordre et de la loi, et celle du désordre et du crime, n'est qu'une figure de réthorique. La première n'est pas l'Irlande, c'est une colonie saxonne sur la terre celtique, implantée là par Cromwell comme les Marches carlovingiennes sur les frontières de son Empire, par Charlemagne, pour rallier au puritanisme ou, au besoin pour refouler, la masse de la population catholique. Anglaise elle est par son origine ; anglaise elle est restée, encore que les réfugiés huguenots du XVIIe siècle y aient mêlé quelques gouttes de sang français. Dès lors, quoi d'étonnant à ce que les protestants du Nord acceptent de bonne grâce la suprématie de leurs compatriotes et coreligionnaires d'outre-mer ?

Restent deux objections plus sérieuses : « Le

(1) Si nous ne craignions d'évoquer des souvenirs trop proches et trop douloureux, nous citerions le cas de l'Alsace-Lorraine, française de cœur, allemande de force. Dès 1848 au Parlement francfortois, la réunion des « frères d'Alsace » figurait comme un article de foi au programme des pangermanistes. Les frères d'Alsace, l'île-sœur, le rapprochement n'éclate-t-il pas jusque dans les mots ?

départ des Anglais serait, dit-on, le signal de la guerre religieuse ; donc, ils doivent rester ». Mais, la passion religieuse qu'on rencontre chez tous les peuples primitifs tient à l'état arriéré de l'Irlande qui n'est lui-même que la conséquence de la domination étrangère. En perpétuant l'une, on perpétue l'autre. D'ailleurs, le fanatisme des catholiques de l'île n'est qu'une des formes de leur patriotisme. Les Irlandais détestent le protestantisme qui se confond pour eux avec la tyrannie anglaise. Que celle-ci disparaisse ou s'adoucisse et ils auront vite fait de se mettre au niveau de leur époque, et d'acquérir cette esprit de tolérance qui distingue les temps modernes des temps passés.

La seconde objection est fondue sur la prétendue inaptitude de l'Irlande à se diriger elle-même. Elle est d'autant plus difficile à écarter qu'elle repose sur une pétition de principes. Pour refuser toute concession à ses adversaires, elle s'appuie sur une incapacité qui ne peut être démontrée que par l'expérience, et cette expérience, l'Angleterre ne veut justement pas la tenter. Car l'essai du siècle dernier ne compte pas. D'abord, il était trop court pour être concluant et, de plus, les conditions du pacte de 82 étaient telles qu'elles devaient enlever au résultat toute valeur probante.

Ce qui, par contre, semble prouvé par une longue histoire, c'est l'impuissance de l'Angleterre à gouverner l'Irlande, et que l'Union même améliorée

est hors d'état d'apporter autre chose que des embarras à l'une et des souffrances à l'autre.

Et puisqu'on aura beau changer la forme de l'Union, le principe même de l'Union restera vicieux, il faut songer à la remplacer. Mais par quoi ? Est-ce par le *home rule ?*

Serait-il vrai qu'il y ait dans ce remède la puissance de guérison que certains se plaisent à lui attribuer ? C'est ce que nous allons examiner.

V

Le *home rule :* cette expression a fait une fortune brillante. Elle est devenue un cri de guerre et d'espérance, et aussi un terme de ralliement autour duquel se sont groupés des hommes partis de régions politiques les plus opposées.

On entend assez bien ce qu'elle signifie (1). C'est le gouvernement de l'Irlande par l'Irlande, avec le maintien de la suzeraineté anglaise. D'une manière générale, elle combine l'autonomie et la vassalité, l'autonomie de l'Irlande pour les affaires d'ordre intérieur, sa vassalité pour les affaires extérieures.

Ainsi défini, le *home rule* est donc tenu de remplir deux conditions : l'une négative, l'autre positive. Il ne doit pas porter atteinte à la suprématie anglaise ; il doit régler, une fois pour toutes, la question irlandaise ; autrement dit, il doit satisfaire

(1) Dicey. England's Case against home Rule.

l'Irlande sans nuire à l'Angleterre. C'est à ces deux conditions qu'il faudra rapporter comme à deux pierres de touche, pour décider de leurs qualités, chacun des quatre projets home-rulistes qui se disputent la préférence.

Le premier que nous rencontrons, c'est celui qui se propose de ressusciter la constitution de Grattan. Il ne figure ici que pour mémoire. Impraticable en 1782, cette constitution le serait davantage en 1892. Elle consacrait la tyrannie de la minorité protestante sur la majorité catholique. Elle ne reconnaissait pas la souveraineté du Parlement britannique sur l'Irlande qui n'était rattachée à l'Angleterre que par le « lien doré de la Couronne.» A première vue, elle ne remplit donc aucune des deux conditions exigées.

Le second projet est celui du fédéralisme : l'Irlande l'Ecosse et l'Angleterre formeraient, à elles trois, une confédération comme les cantons suisses ou les Etats américains. Celui-ci offre, au premier abord, quelques avantages. Il sauvegarde l'unité officielle de l'empire, il semble satisfaire le vœu de l'Irlande, il maintient sa contribution aux dépenses générales, il assure, grâce à l'insertion dans le pacte, d'un article de garantie, le respect du droit des minorités. Mais, à l'examiner d'un peu plus près, on découvre, en somme, dans ce système, une déception pour l'Irlande, un péril pour l'Angleterre.

Le *home rule*, sous la forme fédérale, pourrait

bien, un jour, procurer à l'Irlande l'illusion de l'affranchissement, mais il ne la tromperait pas bien longtemps. Elle s'apercevrait vite qu'elle a confondu l'ombre et la réalité, que l'indépendance n'est pas divisible et que les limites dans lesquelles il lui est permis de se mouvoir sans entrave, après tout, sont étroites. Toutes les questions, et elles sont nombreuses et elles sont les plus importantes, qui se rattachent à la politique impériale et étrangère, lui échapperaient. Cette fenêtre entr'ouverte sur la liberté ne réussirait qu'à lui rendre plus haïssable sa prison.

Le système fédéral, qui n'apporterait à l'Irlande qu'une très éphémère et très relative satisfaction morale, lui causerait en revanche un tort matériel grave. L'île est pauvre ; or, sans augmenter ses ressources, il diminuerait son crédit et provoquerait un désastre financier dont, il est vrai, le monde ne la regarderait pas comme responsable. C'est, au bout du compte, sur l'ex-suzeraine que rejaillirait la faillite de l'ex-vassale, et c'est l'Angleterre qui serait tenue de solder la note d'une expérience instituée contre et malgré elle.

A celle-ci la fédération réserverait d'autres ennuis plus sérieux. Et d'abord, elle n'équivaudrait à rien moins qu'à une révolution pacifique. Cette constitution séculaire pour laquelle nos voisins professent un culte religieux, serait bouleversée de fond en comble. C'en serait fait de la souveraineté du Parlement britannique : car ses attributions seraient

limitées par les clauses du pacte. Il faudrait, comme en Amérique, créer un tribunal fédéral suprême. De tous ces changements, un seul des pouvoirs sortirait fortifié : la monarchie ; car la personne du monarque serait le lien naturel entre les différentes parties du royaume.

La fédération diminuerait le pouvoir de l'Angleterre sans réduire proportionnellement sa responsabilité. Le cabinet de Saint-James ne disposerait plus de toutes les forces de l'empire, car, à côté et au-dessous de l'armée de l'Union, il y aurait l'armée des Etats. En temps de guerre, la Grande-Bretagne serait placée sous la menace d'une alliance de l'ennemi et de l'Irlande. Le débarquement, cette crainte obsédante et aujourd'hui chimérique de tout insulaire, sortirait du domaine des rêves pour entrer dans celui des possibilités. Avec ce système enfin, la notion du devoir perdrait de sa clarté ; il se mêlerait à l'idée de la Patrie une troublante incertitude. Le citoyen soumis à une double allégeance, allégeance envers l'Union, allégeance envers l'Etat, ne saurait plus à laquelle des deux autorités obéir, lorsqu'elles ne sont pas d'accord. On risquerait de mettre aux prises l'amour de la grande patrie et l'amour de la petite. Et, n'est-il pas probable que, dans le doute, c'est le second qui l'emporterait ? Lors de la guerre de sécession, Lee et Jackson ne furent déloyaux à l'Union que parce qu'ils étaient loyaux à la Virginie.

Une confédération, en effet, n'est pas une création arbitraire qui s'improvise indifféremment partout. Elle suppose des éléments qu'on ne rencontre pas dans notre hypothèse : une communauté de peuples qui, s'ils ne sont pas nécessairement de la même race, et ne parlent pas la même langue, sont fiers de se rattacher à la même tradition, une sympathie entre hommes que rapproche le désir « non d'unité mais d'union » ; or, cet esprit, qui doit présider à la formation de l'Etat fédéral, manque dans le cas présent ; l'Irlande ne voit dans ce mode de *home rule* qu'un moyen commode de s'éloigner de l'Angleterre.

La fédération suppose, en outre, l'égalité des membres qui la composent, faute de quoi, elle aboutit fatalement à l'oppression des plus faibles par le plus fort. Le fédéralisme germanique est un voile qui dissimule à l'Allemagne l'hégémonie de la Prusse. Quant au dualisme austro-hongrois, il sacrifie ouvertement les races secondaires à l'intérêt des deux plus puissantes. La Suisse seule et les Etats-Unis sont des Etats fédéraux au sens vrai du mot. Or, nous voyons qu'ils n'ont subsisté que par le triomphe du pouvoir central sur le particularisme. Une confédération de l'Angleterre, de l'Ecosse et de l'Irlande ne serait pas viable. Toutes les constitutions du monde auraient beau proclamer l'égalité officielle des trois contractants, qu'elles ne prévaudraient pas contre la supériorité de fait de l'une des

trois, et les deux autres n'auraient d'alternative qu'entre la conquête de la pleine indépendance et le retour à la sujétion.

La troisième forme du *home rule* est celle de l'indépendance coloniale. L'Irlande, comme les colonies anglaises, s'administrerait elle-même ; théoriquement, ce système présente moins de dangers et plus d'avantages que le précédent.

D'abord il ne révolutionne pas la constitution britannique, il augmente l'homogénéité du Parlement de Westminster, débarrassé d'un élément perturbateur. Il maintient au-dessus du droit qu'aurait la colonie de se gouverner, le droit de la métropole de légiférer pour elle. Il répond, non seulement aux souhaits de celle-ci, mais encore au vœu généreux des principaux membres de l'empire, Victoria, le Canada, le Cap, qui, par de chaleureuses adresses, ont intercédé à Westminster en faveur de leur sœur lointaine, l'Irlande : « Elle est déloyale, disent-ils, parce qu'elle est opprimée. Faites-la libre, comme nous et, comme nous elle deviendra loyaliste. » Cela serait péremptoire si l'analogie qu'ils établissent n'était fictive. Mais, quand on compare ces pays à celui qui nous intéresse, on se prend à douter beaucoup que le système qui leur a réussi, lui conviendrait. Ils sont éloignés de la mère-patrie et la seule distance matérielle fait moins gênante la chaîne de la tutelle ; l'Irlande est la voisine de l'Angleterre. Ils sont riches et capables de se suffire

à eux-mêmes ; elle est pauvre. Par-dessus tout, Victoria, le Cap, le Canada, ces colonies restées anglaises de cœur, se glorifient de leur union avec un peuple que l'Irlande déteste.

Et puis, dans la pratique, comment prévenir un conflit d'autorité entre les deux Parlements de Dublin et de Londres, le premier qui, cédant à une tentation de vengeance et à la pression populaire, priverait de leurs droits landlords et protestants, et le second, moralement tenu de les protéger.

Enfin, l'indépendance coloniale, comme la fédération ne ferait de l'Irlande que l'apparence d'une nation, et lui préparerait un mécompte d'autant plus amer qu'elle aurait exalté ses espérances.

Ces trois projets de *home rule* viennent d'être rejetés dans l'ombre par un quatrième système célèbre sous le nom de constitution gladstonienne et dont voici les grands traits : il organise trois parlements, un anglais, un irlandais, un impérial, le premier légiférant pour l'Angleterre, le second pour l'Irlande, sauf exception ; le troisième, qui ne serait pas autre chose que le Parlement de la Grande-Bretagne, grossi d'un certain nombre de délégués irlandais, se réunirait extraordinairement, chaque fois qu'il s'agirait de modifier la constitution. Pour sauvegarder les intérêts de l'Angleterre contre les empiétements possibles du nouveau gouvernement, on crée deux garde-fous, un lord lieutenant, repré-

sentant de la reine et armé du droit de *veto*, qui peut arrêter au passage toute mesure anti-légale, prise par les autorités de l'île ; un « comité judiciaire du conseil anglais », sorte de Conseil d'Etat, qui possède des attributions administratives et judiciaires. Comme pouvoir administratif, il prononce la nullité des lois irlandaises qui violeraient la constitution ; comme pouvoir judiciaire, il joue le rôle d'une cour d'appel statuant sur les recours des particuliers contre les actes du parlement de Dublin.

Tel est ce projet qui, tombant dans le monde politique anglais il y a quelques années, l'a jeté dans le désarroi. Par lui, les moules des anciens partis ont été brisés, et, sur leur débris, se sont élevés des partis nouveaux. Par lui a été rompue la chaîne d'une antique tradition. Il a divisé des hommes qu'unissait un long passé de luttes soutenues côte à côte ; entre d'autres, que tout semblait séparer, il a jeté comme un pont. Il a suscité des trahisons inattendues, et provoqué ces alliances qui ont scandalisé bien des gens, qui en ont enthousiasmé beaucoup d'autres, qui ont surpris tout le monde. Son histoire se confond avec celle de l'Angleterre elle-même, depuis la chute du ministère Gladstone. Nous n'en détachons qu'un épisode qui jette sur le caractère et les mœurs de nos voisins une bien étrange lumière.

C'est celui de la scission ou mieux du schisme parnelliste.

Au deux extrémités de cette ère qui, allant de

1825 environ jusqu'à nos jours, embrasse les principaux événements dont l'Irlande fut la victime ou l'héroïne en ce siècle, on trouve deux noms : O'Connell et Parnell. La nature, par un de ces caprices dont elle est coutumière, s'est plu à associer dans la même œuvre ces deux ouvriers de génie si différent, le bouillant tribun catholique et le froid dialectricien protestant. Pendant une période de dix années, Parnell, simple député d'un comté irlandais, s'est trouvé, par la seule puissance du sentiment national qui s'incarnait en lui, le roi « sans couronne » mais absolu de sa patrie. Doué comme cet autre grand aventurier du XVIIe siècle, le stathouder de Hollande, Guillaume d'Orange, de toutes les qualités qui font les pilotes des peuples aux heures d'orage, la lucidité de l'intelligence, l'entêtement dans la résolution, n'excluant pas la souplesse, il avait groupé en faisceau et discipliné tous les mécontentements de ses compatriotes et toutes leurs espérances, pour marcher à l'assaut de l'éternelle ennemie : l'Angleterre.

Sans doute, les Fenians et les Invincibles, francs-tireurs de l'armée, mais désavoués d'elle, continuaient la guerre du crime. Tous les autres, tous ceux qui, de près ou de loin, combattaient le bon combat, Irlandais d'Irlande, d'Ecosse, d'Angleterre et d'Amérique, nationalistes et agrairiens, catholiques ou protestants, se serraient autour du chef. Le *home rule*, présent gladstonien, avait été ac-

cepté comme pierre d'attente et imposé par lui à ses troupes. Sur les champs de bataille électoraux ou parlementaires, il avait remporté mainte victoire partielle, jeté la division parmi ses adversaires. Il était devenu très vite une puissance avec laquelle il fallait compter.

Cette brillante carrière, un accident ridicule et bien anglais l'interrompit tout à coup.

Parnell figura comme principal accusé dans le procès en divorce O'Shea qui fit scandale en ce pays où le scandale fait le crime. Depuis longtemps, sous l'union apparente se développaient les éléments d'une révolte qui n'attendait qu'une occasion d'éclater. Depuis longtemps, le parti des prêtres ne subissait qu'à contre-cœur la suprématie d'un protestant. Les nationalistes lui reprochaient sa circonspection, trouvaient qu'il n'allait ni assez vite ni assez loin ; le reste hésitait, déconcerté. Mais on obéissait encore. Le procès fut le signal de la débandade. Pourtant, tel était le prestige du chef sur ses hommes, qu'elle ne se produisit pas instantanément. Il fallut à l'opinion effarée plusieurs semaines pour se retrouver et se fixer. Parnell fut d'abord réélu unanimement à la présidence du parti parlementaire d'Irlande. Dans un message à sensation, les délégués américains affirmèrent « qu'ils se rattachaient à lui dans la conviction profonde que ses incomparables qualités d'homme d'Etat étaient essentielles au triomphe de la cause », et Healy, renchérissant

sur eux, concluait par cette note enthousiaste « qu'il était moins un homme qu'une institution », que le choix des moyens qui devaient les mener au but ne regardait que l'Irlande et non l'Angleterre, et qu'il ne fallait « pas parler à l'homme à la barre ».

C'est à ce moment précis que Gladstone, qui s'était jusqu'alors occupé à sonder, à deviner l'opinion publique de son côté du détroit, venait de transmettre à Dublin le résultat de son investigation. « Le procès, disait-il, allait détruire entièrement l'autorité morale et la force morale de Parnell »; sa présence à la tête du mouvement « aurait un effet glacial sur l'enthousiasme de bien des amis ». Et les Irlandais, piqués au jeu, faisaient mine de se révolter contre ce qui avait l'air d'une injonction étrangère. Sexton, Maccarthy, le colonel Nolan, engageaient Parnell à ne se pas laisser dicter d'ordres par M. Gladstone.

Donc, il semblait sauvé. En vérité, il touchait à l'abîme. Alors, sur la scène politique un changement à vue se produit. Davitt, un converti de la seconde heure, lève le masque, et se sépare bruyamment de son associé. C'est le premier glaçon qui se détache de la banquise, le commencement de la debâcle. Parnell a entendu le craquement sinistre, il a compris l'avertissement. A cette seconde critique, sa présence d'esprit ne l'abandonne point. Pressentant l'attaque imminente, il prend les devants, et se défend en se faisant lui-même agresseur. Par cette

manœuvre à double fin, il servira la cause irlandaise et la sienne. Brusquement, il accuse Gladstone d'avoir manqué de franchise. Le leader du parti home-ruliste anglais aurait, dans une conversation privée, révélé au leader du parti irlandais que son intention était de réduire de 103 à 32 la représentation de l'île dans le Parlement impérial ; de soustraire à la législature de Dublin le contrôle de la force armée et le règlement de la question agraire. « Puisqu'il est dans vos intentions, disait en substance Parnell, dans son manifeste du 28 novembre à ses adversaires, de me vendre, moi votre chef, au moins ne me vendez pas pour rien. Trahissez, mais touchez le prix de votre trahison. Exigez, en échange de ma retraite, la promesse formelle de Gladstone qu'il reconnaîtra au Parlement d'Irlande le droit de disposer des troupes et de déterminer la condition nouvelle de la propriété foncière. C'est un marché à débattre entre vous et lui d'une part, entre vous et moi de l'autre. Acceptez-en les termes, et je suis prêt à me démettre. Je consens à être jeté en pâture aux loups anglais. »

La parade était habile et de nature à déconcerter ses ennemis. Cette démission éventuelle, présentée comme un sacrifice spontané à la patrie, sauvait sa popularité. Parnell prenait, en quelque sorte, hypothèque sur la gratitude de ses concitoyens. Il ne s'agissait, pour l'instant, que de courber la tête, de plier comme le roseau pour laisser l'orage passer,

afin de se redresser après, grandi aux yeux de l'Irlande reconnaissante. Dans cette partie difficile, Parnell avait joué serré ; il semblait avoir mis toutes les chances de son côté. Mais il comptait sans Sa Majesté le Hasard, qui traverse les plans les mieux calculés ; il comptait sans « la subtilité intellectuelle du vieux gentleman » M. Gladstone, « ce sophiste sans rival » qui, pressé de questions par les délégués d'Irlande, se renferma dans un silence de sphinx, ne refusant rien, ne promettant rien. Il méconnaissait la force de la lâcheté et de l'envie qui incitaient à la désertion du général vaincu ses lieutenants de la veille et héritiers présomptifs, les Sexton, les Dillon, les Healy ; surtout il ignorait la puissance d'un facteur nouveau dont l'entrée en lice, à la dernière heure, allait décider contre lui le sort de la journée : la bigoterie catholique liguée pour la circonstance avec le puritanisme « de la conscience non-conformiste ». L'intervention des prêtres et des pasteurs transforma la scission en schisme. Protestants et catholiques unis, Tartufes et Orgons de toutes les sectes et de tous les temps, se posant en interprètes de la passion publique qu'ils avaient attisée dans l'ombre, parlèrent enfin : ce fut une excommunication qui tomba de leurs lèvres saintes : « Parnell était totalement indigne de la confiance chrétienne. Avec un si dangereux pécheur, Leurs Seigneuries ne pouvaient plus prudemment coopérer, et elles exhortaient les fidèles à le jeter par-

dessus bord ». Ne se croirait-on pas revenu aux jours où Cromwell rêvait de faire de l'Angleterre le royaume visible de Dieu sur la terre et, de son peuple, une armée de Saints ?

Le plus triste c'est que Leurs Seigneuries disaient vrai. Le courant hostile qui avait pris sa source en Ecosse, traversait maintenant l'Irlande et, de là, gagnait l'Amérique. Les mêmes hommes qui, en novembre, acclamaient Parnell à la présidence, exigeaient sa démission en décembre. L'intérêt sacré de la patrie commandait, selon eux, sa disparition, au moins momentanée. Quels que fussent leurs mobiles secrets, Parnell était atteint à la tête. Il était encore le chef officiel d'une armée, mais qui ne lui obéissait plus. Bientôt, il n'allait plus être que l'ombre d'un grand nom. L'heure du dénouement avait sonné. Le 5 décembre, à la suite d'une orageuse séance, le dissentiment éclata, le parti se scinda en deux factions, parnelliste et anti-parnelliste. Parnell ébranlé par tant de secousses, ne survécut guère à ce dernier coup. Le grand révolutionnaire s'éteignit quelques mois plus tard, victime de cette révolution qu'il avait nourrie, et qui, selon la loi fatale, pour finir, le dévora.

Et puis, comme épilogue à cette tragi-comédie, le peuple, revenu de son égarement trop tard, fit au martyr national de splendides funérailles, lui dressa des arcs de triomphe où se lisaient, parmi le vert symbolique des feuillages, ces mots, les derniers

tombés des lèvres du mourant : « Dites à mes amis que j'aime l'Irlande ».

Le principal acteur disparu, le drame continue, emporté par la force irrésistible de l'élan acquis. Comme toutes les grandes idées, la sienne, une fois jetée dans le monde, s'y développa toute seule.

Vainement, pour l'éteindre, le ministère conservateur vient d'offrir aux Irlandais une nouvelle loi sur la terre, favorable aux tenanciers. Le projet de *home rule* est plus que jamais à l'ordre du jour ; on le découvre à tous les tournants de la politique ; il sera le pivot des très prochaines élections législatives. — Voici l'instant de se demander quelle est sa valeur relative et absolue (1).

VI

Le projet de *home rule*, tel que nous venons de le formuler, présente au moins deux très grands avantages sur ses rivaux : c'est son origine anglaise, et c'est surtout la personnalité de son inventeur.

L'Angleterre, pas toute l'Angleterre, mais sa meilleure partie, reconnaissant le crime de lèse-nation, commis envers l'Irlande, est enfin entrée dans la

(1) Ces lignes étaient écrites à la fin de Mai 1892. Deux mois plus tard les élections avaient lieu, elles donnaient la majorité au parti libéral et son chef inscrivait le Home-Rule en première ligne parmi les réformes de son programme.

voie de la réparation, et du repentir efficace. Son bon mouvement lui a été inspiré par la vibrante parole de son plus glorieux homme d'Etat, M. Gladstone.

Bien captivante figure que celle de ce *grand old man*, (G. O. M.), resté jeune de corps, d'esprit et de cœur, à plus de quatre-vingts ans, et qui se délasse de ses fatigues parlementaires en fendant les chênes de son domaine de Hawarden, ou en commentant Homère. Il y a en lui du Fox et du Cavour, avec quelque chose d'antique à la Plutarque. Comme celle du sympathique défenseur de 89, sa large intelligence s'ouvre à toutes les idées généreuses d'où qu'elles soufflent, même si c'est de France. Comme Fox, il joint le don de l'émotion à celui plus rare de la communiquer et par ce don s'enthousiasmer et de s'indigner il est plus grand homme encore que grand Anglais. Ce n'est pas lui qui bannit, à l'instar de ses plus illustres compatriotes, le sentiment de la politique : le sentiment est le principal ressort de la sienne, il en fait quelquefois la faiblesse, plus souvent la force, l'excuse toujours. L'orateur, qui fut pour toute l'Europe l'écho sonore de la souffrance bulgare, et presque, dans le ministère, l'avocat des Boers contre l'injustice de sa patrie, il y a longtemps que le malheur de l'Irlande l'avait touché, bien longtemps avant qu'il devînt le champion de l'île déshéritée. Tout d'abord, ce malheur l'avait sollicité comme un problème à résoudre, comme une irritante énigme,

posée par la nature et l'histoire à sa curiosité de chercheur. Et puis, par une pente insensible, il s'est attaché à l'objet de sa recherche, et il l'a pris en affection. Génie ondoyant et divers au point de paraître versatile, il ignore les entêtements sublimes, contre l'évidence des faits, où l'inintelligence entre pour moitié avec l'orgueil ; il sait se modifier avec les choses, il comprend. Au même degré que le créateur de l'unité italienne, il possède cette faculté si précieuse de se renouveler soi-même incessamment et de varier des moyens qui tendent toujours à une même fin. C'est merveille de le voir, depuis trente ans qu'il a entrepris la question d'Irlande, essayer de tous les remèdes, sans en excepter la rigueur, multiplier les expériences, frapper à toutes les portes, et progressivement se rapprocher de la vérité jusqu'à ce projet de *home rule* qui est, pour ainsi dire, la dernière relâche avant l'arrivée dans le port.

Autour de ce projet s'est livrée la dernière grande bataille électorale (1). Phare pour les uns, épouvantail pour les autres, sur lui convergeaient tous les regards des quatre points cardinaux du Royaume encore uni. Dans le camp libéral victorieux sans doute il faut ranger les partisans de la journée de huit heures, ceux du *desestablishment* de l'Eglise épiscopale en pays gallois. Mais ils n'ont figuré dans la mêlée qu'en qualité d'auxiliaires et comme

(1) Juillet, 1892.

des forces d'appoint. Au-dessus de la forêt des questions secondaires « tel, parmi les joncs, un cyprès » tout le temps s'est dressée la question du *home rule*. Après comme avant et pendant le combat, elle a conservé sa position prédominante. Le bataillon irlandais qui, en inclinant à droite ou à gauche, peut déplacer l'axe de la majorité, tient la clef de cette position. C'est donc le moment de se demander ce que serait pour l'Irlande la constitution gladstonienne (celle du moins de 86) et dans quelle situation elle établirait la vassale vis-à-vis de la suzeraine.

La constitution gladstonienne dont nous avons tracé l'esquisse est, avant tout, un compromis entre les aspirations de l'Irlande et les répugnances de l'Angleterre. C'est un essai à la fois hardi et ingénieux, de combiner dans un système unique le *home rule* colonial et le *home rule* fédéral.

Il ressemble au premier par deux traits : le pouvoir exécutif en Irlande est, dans une certaine mesure, réservé à un gouverneur, représentant de la métropole ; celle-ci conserve le droit (strictement délimité d'ailleurs) de légiférer pour celle-là. Il rappelle le second par la taxe contributive que l'Irlande est tenue de verser annuellement dans le trésor anglais, et par la création d'un tribunal suprême.

On aperçoit tout de suite les avantages de cette

quatrième forme du *home rule*. Elle satisfait le désir immédiat de millions d'Irlandais ; la législature britannique est débarrassée de l'obstruction. L'Angleterre est garantie contre toute tentative révolutionnaire du Parlement de Dublin. Voilà l'endroit de la médaille ; voici maintenant son revers, car il y a malheureusement un revers.

La suprématie de la Grande-Bretagne, qui semble respectée, est, en réalité menacée. Le Parlement de Westminster pourrait-il, de par sa seule volonté, modifier la constitution ? Oui, s'il est souverain, et sa souveraineté subsiste en principe. Mais alors, à quoi sert le Parlement impérial qui doit comprendre les représentants des Trois-Royaumes, si celui de Londres, à lui tout seul, a des pouvoirs égaux aux siens ? Il n'est plus qu'un rouage inutile, un mensonge qu'il faut supprimer, pour qu'un jour, s'il prend à l'Angleterre la fantaisie d'user de son droit on ne puisse pas l'accuser de mauvaise foi. Certes, cela serait loyal, mais cela serait impolitique. La clause que nous critiquons, n'est pas une contradiction échappée à l'inadvertance de Gladstone. Il n'a pas fait ce qu'il a voulu, mais ce qu'il a pu. C'est à dessein que l'habile homme d'Etat, obligé de louvoyer entre des prétentions rivales, s'est réfugié dans l'équivoque.

Le projet, qui pèche un peu par défaut de franchise, blesse aussi la justice. Est-il équitable que l'Irlande contribue aux dépenses d'empire, et cela

au moment même où elle perd sa voix à la politique impériale ? Cette contribution, qui aura tout l'air d'un tribut imposé et subi, l'appauvrira, l'humiliera, et, par là, ira directement à l'encontre du but que poursuit le *home rule* qui est de la satisfaire. M. Gladstone a si bien compris l'objection qu'aujourd'hui, il semble disposé à satisfaire le vœu de l'Irlande et à lui accorder une représentation au Parlement de Westminster.

D'autre part, les individus seront-ils efficacement protégés contre une éventuelle oppression ? La minorité protestante ne sera-t-elle pas exposée au despotisme populaire de la majorité catholique ? Sans doute, par les clauses du pacte, l'Irlande s'engage à la tolérance. Mais, si, emportée par la passion, elle franchit ses limites, comment l'obligera-t-on à y rentrer ? J'entends bien qu'on a deux armes contre elle. Le *veto* du lord-lieutenant, et le recours au comité du conseil judiciaire. Mais le *veto* est un droit théorique dénué de sanction pratique. Qu'arrivera-t-il si le Parlement irlandais s'entête ? On en appellera au Comité, le tribunal fédéral de la constitution gladstonienne. Mais on se heurtera à la même difficulté que tout à l'heure : comment assurera-t-il l'exécution de sa sentence ? Même en Amérique, où ce tribunal, pour lui la tradition et le sentiment public, il n'y a pas toujours réussi, et l'on peut citer l'exemple du président Jackson lui-même qui, s'insurgeant contre un arrêt du juge suprême, a

osé dire : « John Marshall a prononcé son verdict (1), qu'il le fasse exécuter, s'il peut. »

Et puis la composition anglaise de cette cour, siégeant à Londres, n'enlèvera-t-elle pas, d'avance, à ses décisions toute autorité morale ?

Les garanties dont nous parle le projet sont donc illusoires, si elles ne sont pas confirmées par la sagesse du peuple irlandais.

A mesure qu'on s'enfonce davantage dans cette analyse, les objections se multiplient. Un juge irlandais appliquera-t-il dans l'île une loi anglaise, contraire à la constitution gladstonienne qu'il a jurée ? Les soldats ne pourront-ils se trouver placés entre deux devoirs contradictoires ? Supposons qu'au cours d'une émeute, un insurgé soit tué par eux ; qu'arrivera-t-il s'ils sont poursuivis comme criminels devant un tribunal d'Irlande ? L'Angleterre souffrira-t-elle qu'ils soient condamnés ?

La constitution nouvelle gênerait le fonctionnement des institutions anglaises. Il n'est pas sûr que le Parlement britannique pourrait supprimer la Chambre des lords, augmenter ou diminuer le nombre des députés aux Communes, car ces réformes modifieraient indirectement l'importance relative

(1) A la Chambre des Communes, discutant avec M. Gladstone, M. W. E. Macartney nous a fait l'honneur de citer ces lignes.

(Voir aux pièces justificatives, l'extrait du *Times* du 7 avril 1893 et la lettre de M. W. E. Macartney).

de la représentation irlandaise dans le Parlement impérial. Sur tous ces points, le projet est muet, intentionnellement.

Cette ambiguïté et cette obscurité sont voulues. Mais fermer les yeux au péril, n'est pas le supprimer. La constitution américaine ne disait rien non plus de l'esclavage, rien du droit d'un Etat de se retirer de l'Union, et nous ne voyons pas que son silence ait prévenu la guerre de sécession.

Ainsi ce projet, très courageuse et très habile tentative de conciliation, présente des lacunes et des défauts qui tiennent non à l'homme mais aux choses, et sur lesquels il fallait faire la lumière. Et pourtant il devait être et a été accepté par l'Irlande comme l'offre d'un bienfait.

Les peuples ont le devoir d'être égoïstes et l'Angleterre, qui n'y a jamais manqué, ne saurait, dans l'état actuel et tout d'un coup, consentir à l'affranchissement complet de sa sujette. Or, le *home rule* gladstonien, plus riche peut-être en lointaines conséquences que ne l'a rêvé son auteur, est la transition nécessaire entre l'union d'aujourd'hui et la séparation d'après-demain.

L'indépendance : telle est la solution définitive qui donnerait à l'Angleterre la paix, à l'Irlande la prospérité.

Certes, le divorce serait suivi d'une période un peu confuse où, des deux côtés, on tâtonnerait. Un

si radical changement de régime et d'habitudes ne s'accomplirait pas sans un trouble passager dans l'existence des deux ex-conjoints. Il manquerait quelque chose à l'Angleterre débarrassée du fardeau de la domination, et l'Irlande s'ennuierait peut-être un peu (on s'attache même au malheur !) de ne plus souffrir. C'est pourquoi le *home rule*, qui n'est que la séparation de corps préliminaire, serait une excellente école préparatoire à la liberté réciproque. Mais, au bout du compte, après un stage plus ou moins court dans cet état intermédiaire, rendue à elle-même, chacune des deux victimes de ce long mariage forcé n'aurait qu'à se féliciter de la rupture d'un lien si incommode à l'un, si douloureux à l'autre.

La première partie au moins de cette assertion semble paradoxale. Et, de fait, il serait puéril de nier que la séparation expose l'Angleterre à quelques risques et à quelques inconvénients. Ce désavœu solennel qu'elle s'infligerait à elle-même et à tout son passé, l'atteindrait momentanément dans son prestige, sa force vive, non pas aux yeux des philosophes et des moralistes, mais du monde qui ne juge ni d'après la morale ni d'après la philosophie. Il est admis par bien des gens, dont l'ensemble fait l'opinion, qu'il est moins dangereux à un peuple de se tromper que de confesser son erreur, et que le plus sûr moyen de la réparer est encore d'y persévérer. On ajoute que l'indépendance de l'Ir-

lande signifierait bientôt son hostilité, qu'elle placerait l'Angleterre sous la menace perpétuelle d'une coalition entre le gouvernement de Dublin et l'étranger ; qu'outre le tort moral et le danger éventuel, il résulterait de la séparation pour la Grande-Bretagne plus d'un préjudice matériel : une diminution très sensible dans ses ressources d'hommes et d'argent, en même temps qu'une aggravation des charges du Trésor tenu d'indemniser les landlords dépossédés. Et enfin comme dernier trait, l'éternel argument : l'Angleterre engagée d'honneur à ne pas trahir les hommes qui ont mis leur confiance en elle, à défendre les orangistes d'Ulster contre la rancune irlandaise.

L'événement a prouvé que l'Ulster était bien le principal obstacle à la réalisation du plan gladstonien et à tout projet séparatiste. En juin, dans la période d'effervescence qui a précédé les élections, une assemblée monstre s'est réunie à Belfast, meeting « sans parallèle dans l'histoire de l'Irlande » qui englobait des représentants de toutes les classes et de tous les cultes de la province de Belfast : « de vigoureux libéraux côte à côte avec d'obstinés conservateurs, des épiscopaliens, des presbytériens, des méthodistes, des congrégationnalistes et de loyaux catholiques romains ». Encouragés par les prophéties du marquis de Salisbury, claires encore qu'hypocrites excitations à la guerre civile, les orateurs ont tenu un langage révolutionnaire. Ils ont

affirmé leur volonté de rester Anglais, envers et contre tous, même contre l'Angleterre : « Au trône et à la couronne de l'Empire-Uni nous voulons rester attachés, a déclaré l'un d'eux, et devant le parlement de la Grande-Bretagne, seul, nous inclinerons notre hommage. » Et dans un autre discours « Laissez-nous en paix dans la jouissance absolue de notre nationalité ou bien employez une armée anglaise, pour nous en expulser. Rien que la force et la violence ne pourra terrasser le peuple d'Ulster et cette violence elle sera appliquée par des Anglais à des Irlandais leurs frères par la chair et le sang. Quiconque votera pour le *home rule* votera pour l'éternelle coercition appliquée à quelques-uns des meilleurs et des plus loyaux citoyens du royaume. » Et pour conclure enfin, cette exclamation de défi : « Nous ne voulons pas du *home rule*. »

L'importance de cette convention n'est pas contestable ; il ne faudrait pourtant pas se l'exagérer, en méconnaître le caractère théâtral. C'était dans l'esprit des manifestants un moyen d'intimidation avant la lutte, et jusqu'à un certain point, disons le mot, une gigantesque manœuvre électorale destinée à impressionner le vote. Au lendemain de l'action, les esprits seront plus calmes. D'ailleurs, il serait inique d'opposer les répugnances de la minorité de Belfast au vœu séculaire de tout un peuple. Par la crainte d'une injustice, ce serait verser dans une injustice plus grande. Mais il n'est nécessaire de sacrifier

personne. Il n'est pas impossible de trouver un moyen de conciliation. Si les populations du Nord s'obstinent dans leur attitude, ne pourrait-on, par exemple, les détacher de la législature de Dublin, rattacher par quelque lien ces Anglais d'Irlande (eux-mêmes proclament leur origine exotique) à leurs compatriotes d'Angleterre ?

Voilà, toutefois, un tableau bien effrayant des difficultés que présente l'établissement de l'indépendance irlandaise. Mais la couleur en est singulièrement poussée au noir, et puisque nous sommes dans le domaine des hypothèses, il est facile de lui en opposer un autre.

Oui, l'indépendance irlandaise a ses périls, ses ennuis, mais très largement compensés.

Par elle, d'abord, est effacée la tache séculaire qui ternit le blason anglais. La justice est satisfaite. C'est peu de chose, je le veux ; mais enfin, c'est quelque chose et ce n'est pas tout.

La séparation n'est pas moins un affranchissement pour l'Angleterre que pour l'Irlande. Toutes les gênes que la domination entraîne à sa suite et que nous avons signalées, l'obstruction, la législation faussée, la machine gouvernementale détraquée, toutes ces misères s'évanouiront du coup, et la Grande-Bretagne sera débarrassée à jamais du boulet qui alourdit son essor. Le mot pittoresque et si vrai : « l'Irlande bloque la route » aura vécu !

Quant au péril dont on veut l'effaroucher, il est

bien plus imaginaire que réel. Ainsi qu'il arrive souvent, les mots sont ici plus terribles que la chose. On nous représente l'Irlandais indépendant comme assoiffé de vengeance, prêt à entrer dans toutes les combinaisons dirigées contre son ancien tyran. Remarquons d'abord que, si tel est son désir, ce n'est pas l'Union qui le retiendrait dans l'obéissance, je ne dis pas la fidélité. L'indépendance pas plus que le *home rule*, ne crée un danger, il ne fait que déchirer le rideau qui le cachait. Mais tout cela n'est que vagues suppositions suggérées par la crainte de l'inconnu. La vérité est que, l'Irlande, même libre, n'en continuerait pas moins, demain comme aujourd'hui, de n'être que la pauvre et faible voisine de la riche et puissante Angleterre. Et en vertu de cette loi de gravitation qui régit les relations des Etats entre eux, la petite île serait condamnée à n'être que le satellite de la grande. Si la reconnaissance toute seule ne produisait pas l'attraction, il resterait l'intimidation. De toute façon les hommes de Dublin, chercheraient leur point d'appui de l'autre côté du canal. Mais, mieux encore, le cabinet de Saint-James aurait bien autrement de prise sur une Irlande indépendante que sur une Irlande sujette, envers laquelle, bon gré mal gré, il est obligé à de certains devoirs, tenu de certains ménagements ! Ne voilà-t-il pas bien là une raison machiavélique de nature à émouvoir l'impassible raison d'Etat ?

Mais ce qui nous paraît infiniment plus vraisem-

blable, c'est qu'à Londres on n'aurait à recourir ni à la crainte ni à la force. En supprimant la cause on supprimerait l'effet : supprimée la domination, supprimée la haine. Entre peuples, les blessures, lorsqu'elles ne constituent pas une lésion permanente, sont oubliées aussi vite que cicatrisées, ils ne se laissent guider ni par la rancune ni par la gratitude. N'a-t-on pas vu la Hollande, à peine libre, se liguer avec l'Espagne, abhorrée la veille, contre la France qui avait concouru à sa délivrance, et de nos jours, n'a-t-on pas assisté à cette piquante comédie : Alexandre de Battemberg, presque au sortir des conférences de Berlin, et à la face de l'Europe, se tournant vers Constantinople et concluant avec le sultan un bel et bon traité défensif, apparemment dirigé contre le czar son libérateur ? Et enfin, plus près de nous, le fils de Victor-Emmanuel, infidèle à la révolution et au génie latin, n'a-t-il pas mis sa main dans celle du chef de la maison de Habsbourg? Aujourd'hui, c'est l'union de l'Angleterre et de l'Irlande qui les divise : séparez-les et vous les réconcilierez. — Tout se ramène en somme à un calcul de probabilités. Il ne s'agit que d'établir une balance entre les pertes et les profits éventuels, de l'union comparée à l'indépendance. Dans cette balance, c'est la seconde qui, visiblement, l'emporte.

Et d'ailleurs, l'Angleterre est acculée à ce dilemme : gouvernement d'opinion, elle appliquera en 1892 le régime de l'autocrate François II, qui mettait des

Italiens en Hongrie et des Hongrois en Italie ; et cela sans Metternich ; elle devra mettre des Anglais en Irlande et des Irlandais aux Antipodes, pratiquer la compression à outrance, multiplier les lois de coercition, régner par le fer et le sang : ou bien elle acceptera franchement le principe démocratique qui est le sien avec toutes ses conséquences ; elle prendra son parti de relever sa victime et de la réintégrer dans sa dignité de nation.

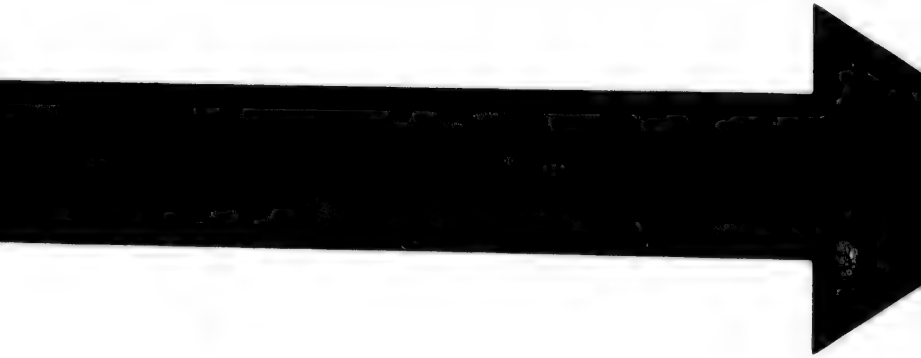
Car l'Irlande en est toujours une, en dépit de plusieurs siècles de servitude.

Elle souffre de la même souffrance que l'Italie aux temps proches encore où celle-ci n'était qu'une « expression géographique », et elle ne pourra être sauvée que par le même remède.

L'indépendance, avant d'être le vœu de l'Irlande, a été le vœu de la nature elle-même et qui s'est affirmé dans le langage le plus clair, par le ciel, par le sol, par la race. Raison de sentiment que tout cela ! objecteront dédaigneusement les esprits positifs de qui dépendent les destinées de l'île sœur ; oui, mais qui se traduisent en faits, puisqu'elles agissent sur l'âme des peuples et dont les chefs d'un gouvernement populaire, s'ils sont logiques avec eux-mêmes, n'ont pas le droit de faire fi. Et si ces considérations leur semblent vagues, qu'ils interrogent sincèrement l'histoire. L'histoire comme la géographie, répond qu'à la racine du mécontentement irlandais (*irish discontent*) il y a le sentiment national froissé. Pour

en venir à bout, on a dit, au commencement du siècle : « Si vous voulez que l'Irlande se taise, donnez-lui la liberté de conscience, supprimez l'Eglise épiscopale ; » et on a accordé la liberté de conscience, et on a supprimé l'église épiscopale ; mais le mécontentement a persisté. Et alors, ceux qui aiment à expliquer les grands effets par les causes, sinon petites, du moins plus petites qu'eux, réduisant la question d'Irlande à la question de la terre (quand ils n'allaient pas jusqu'à réduire la question de la terre à celle de la pomme de terre), se sont écriés et s'écrient en chœur : « Faites des tenanciers une classe de paysans propriétaires », et l'Irlande se calmera. Et le législateur, s'inspirant à plusieurs reprises de ces conseils, sans aller pourtant jusqu'à leur extrême conclusion, a tenté d'adoucir la condition du fermier. Et le mécontentement a persisté. On parle de racheter en masse toutes les terres qui appartiennent à des étrangers et d'en faciliter l'acquisition aux indigènes : ce sera, sans doute, une nouvelle déception ajoutée à tant d'autres. De guerre lasse, la série de remèdes empiriques étant usée, d'aucuns ont accusé « la perversité du naturel irlandais » ; pareils à ces savants du moyen âge qui, ne pouvant se rendre compte rationnellement de je ne sais quel phénomène physique, l'expliquaient par l'horreur de la nature pour le vide.

Il serait trop désagréable d'ouvrir les yeux et de voir tout simplement ce qui est, d'admettre que ce



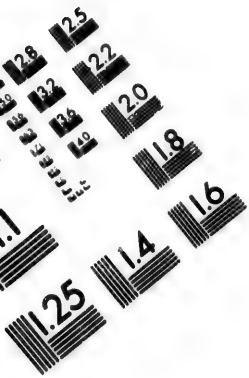
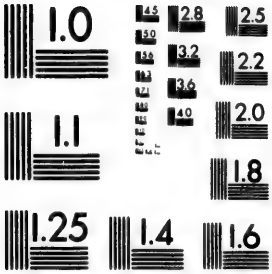
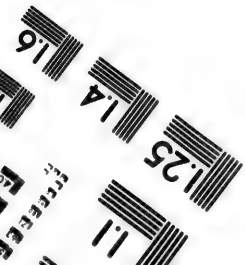


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)





mécontement irlandais a sa source nullement mystérieuse dans la violence faite au sentiment d'une nation qui a conscience de son individualité et aspire à la plénitude de l'être ; que, derrière la question religieuse, derrière la question agraire, il y a l'éternelle question politique ; car c'est là, et non ailleurs, que gît la raison dernière de ce spectacle que nous avons sous les yeux : la loi en conflit avec le droit, la loi violant le droit éternel, non pas celui à l'abri duquel tel diplomate autrichien plaçait ses convenances, mais celui qui est gravé au cœur des peuples ; des Fenians, Boycotters, Moonlighters représentant, à leur manière sauvage, le droit contre le policeman et le soldat qui ne représentent que la loi ; le désordre arrivé à ce point que le seul moyen de triompher des infracteurs de cette loi est d'en faire des législateurs.

Alors, tout rentrera dans l'ordre. L'indépendance est un pouvoir vivifiant. Donnez-la aux Irlandais. Sans doute, elle ne fera pas qu'une terre pauvre offre demain toute seule la nourriture qu'il faut lui arracher aujourd'hui ; elle ne transformera pas, en un jour, la lande aride en terre fertile, mais attendez un peu. Bientôt elle provoquera des activités nouvelles, éveillera des aptitudes qui s'ignorent, suscitera des énergies latentes. Elle produira un peuple de marins qui, par delà les mers, iront chercher la richesse pour en doter la patrie pauvre. Et qu'on ne parle pas de rêve et d'utopie ; le senti-

ment national, ce grand magicien, n'en serait pas à son premier miracle. N'est-ce pas lui qui, des marécageux Pays-Bas, a fait les riants pâturages de la Hollande, qui a régénéré l'Amérique du Sud, qui a créé la Grèce et qui est en train de métamorphoser les Principautés Danubiennes ?

Qu'enfin, si vous doutez encore de la nature du mal irlandais et du traitement où est le salut, écoutez plutôt cette plainte qui monte de la terre de souffrance :

« O cher Paddy, avez-vous appris
« La nouvelle qui circule ?
« La loi défend au Tréfle
« De croître sur le sol irlandais.
« On tue les hommes et les femmes qui arborent le vert de l'Irlande.

. . . . . .

« Si la couleur que nous devons porter
« Est le cruel rouge de l'Angleterre,
« Qu'il soit fait, ce rouge, de tout le sang que « la « pauvre vieille Irlande » a répandu. »

Cri de désespoir ! après la chanson vague, venue on ne sait d'où et adoptée par la douleur anonyme de tout un peuple. Que nous voilà transportés loin, par lui, des raisonnements des froids docteurs !

A une pareille misère, quel autre remède que la liberté ? La liberté, fée bienfaisante, dont la baguette fera jaillir hors des haillons de « la pauvre vieille Irlande » une jeune et joyeuse Erin !

Nouvelle Revue, Septembre 1892.

UNE FRONDE ANGLAISE

Le *Spectator* du 3 mars raconte qu'un jour de séance, à Westminster, pendant la session dernière, M. Gladstone ressentit tout à coup une impression étrange. Il lui semblait voir un grand brouillard se répandre sur l'Assemblée. Comme il demandait quel était « ce grand brouillard » qui faisait irruption dans la Chambre des Communes, un de ses collègues lui répondit qu'il voyait mal et que jamais la Chambre n'avait été mieux éclairée.

L'anecdote vaut un symbole. M. Gladstone ne s'est qu'à moitié trompé. Sans doute, le brouillard était dans sa vue qui, dès lors, commençait à se voiler. Mais il était aussi dans l'Assemblée. Le brouillard, depuis, n'a fait que s'épaissir sur les yeux du grand orateur et sur tout le Parlement britannique dont il était la clarté. Le 1er mars, date où elle s'éteint, c'est à pleines voiles qu'on entre dans la brume et dans l'aventure. Pendant toute une quinzaine, on s'y débat. On n'en est pas encore

sorti (1). L'instant est unique dans les annales si mouvementées de cette fin de siècle.

On croirait qu'on assiste, sous les voûtes sévères de Westminster, spectateur étonné, voire même un peu scandalisé, au déroulement de quelqu'une de ces prodigieuses bouffonneries italiennes où l'imbroglio se noue, se dénoue, se renoue sans cause, sans trève.

Le spectacle, en même temps, évoque la sensation du déjà vu, d'une comédie jouée ailleurs. Et, en effet, la comédie a été jouée déjà, sur un théâtre bien différent. Elle porte un nom dans l'histoire, et un mauvais nom : la Fronde.

Certes. la première en date, fronde de salon, de boudoir et de sacristie, fronde aristocratique, française, est d'une autre allure et d'une autre physionomie que la seconde, fronde parlementaire, protestante, anglo-saxonne. Certes, l'omnipotence d'un Gladstone ne rappelle que de très loin l'absolutisme d'un Mazarin ; l'enfant terrible qu'est Labouchère n'est qu'une assez imparfaite réédition de cet autre enfant terrible, le génial cardinal de Retz, et la noble dame (*the old lady*) de Windsor qui, dans le confort de son *home* bourgeois, prête sa main au baiser ministériel, offre une analogie plutôt vague avec la reine-mère du Louvre. Pourtant les deux époques, les deux crises se ressemblent par ce trait

(1) Du moins, on en était pas sorti au printemps de 1894, quand ces pages ont été écrites.

capital qu'elles sont toutes deux une révolte de l'instinct de liberté, une revanche de la nature contre des habitudes d'obéissance et de discipline; comme deux secondes pareilles de récréation entre le pouvoir qui s'en va et le pouvoir qui vient.

Maintenant, ainsi qu'autrefois, et pendant quelques jours, le dieu Hasard mène la pièce dont l'Imprévu est la grand acteur. L'intrigue se croise et s'entre-croise. Les personnages se heurtent; les scènes à surprises, à coups de théâtre, se suivent, se poursuivent, s'échevellent comme emportées au tourbillon d'un vivant kaléidoscope. Du tourbillon où sons, images, gestes se mêlent, parfois au passage, une figure se détache qui accroche le regard, un nom qui frappe l'oreille, un acte qui fixe l'esprit : autant de signes indicateurs au carrefour politique où nous errons, de fils conducteurs dans le labyrinthe, de têtes de chapitre à l'une des pages les plus curieuses, les plus divertissantes, les plus déconcertantes aussi de l'histoire du parlementarisme anglais. L'ordre chronologique, dans ce désordre, est le seul guide.

C'est d'abord le discours de M. Gladstone qui clôt une carrière et ouvre une période, carrière de gloire, période de troubles. C'est la question constitutionnelle posée que complique une crise ministérielle, et quelle crise! Il s'agit de trouver un successeur « au vieux chef ». C'est la confusion à son comble, la réaction qui exulte, les radicaux qui

complotent, les Irlandais qui murmurent, les libéraux qui attendent. Et puis, c'est la nomination de lord Rosebery, remettant pour un jour, tout en place. C'est, au *Foreign Office*, la première déclaration très franche, très politique, du jeune chef, homme d'Etat, acceptant l'héritage, tout l'héritage gladstonien, sans en excepter les principaux articles du programme de Newcastle, sans en excepter le *home rule*; c'est l'équivoque soudain dissipée, l'idée libérale affirmée et victorieuse! Mais c'est, à quelques heures d'intervalle, à la Chambre des Lords, la seconde déclaration de lord Rosebery, diplomate, très différente de l'autre et par le fond et par le ton; et, pour finir, c'est la surprise Labouchère, le vote de défiance escamoté, l'équivoque renaissant de soi-même, le nuage se reformant à l'horizon clair-obscur.

I

« M. Gladstone, avant de quitter l'arène, aurait pu se contenter de jouer son rôle qui est de toucher les cordes de l'émotion universelle. Il aurait pu parler en Anglais à tous les Anglais, et sa dernière harangue est une déclaration de guerre. » C'est ainsi que le grand journal de la Cité caractérise le discours d'adieu de M. Gladstone, premier ministre. Le reproche est un éloge. Il signifie qu'à un beau morceau de rhétorique morte, à l'élégie qui berce, M. Gladstone a préféré l'ode guerrière où la parole à l'éclat du cor sonnant le hallali. Cet inoubliable

discours « de flamme et d'énergie (1) », cette suprême manifestation de vie est bien l'oraison funèbre qui convenait au vieil athlète des joûtes parlementaires. ce n'est pas un comédien qui, le 1er mars, vient arracher des larmes au spectateur ; c'est l'homme d'armes tombant à son poste. Sa dernière flèche, qui n'est pas celle du Parthe, a touché le but. L'ennemi a été atteint,

Et la blessure est encore saignante.

Mais M. Gladstone est surtout un stratégiste qui a bien choisi le champ de bataille où finir. Il pouvait le choisir irlandais. Mais c'était courir le risque d'être enseveli dans un combat de défilé, avec, devant lui, la moitié de la démocratie anglaise qu'il voulait, ce jour-là, toute derrière lui. Il lui fallait de l'air et de l'espace... Aussi, se dégageant d'un coup d'aile des broussailles de la discussion locale, tout de suite il a gagné la hauteur pour, de là, fondre sur l'ennemi traditionnel, celui contre qui doit se faire instantanément l'union de toutes les forces libérales, contre l'obstacle héréditaire, la Chambre des Lords.

Le bill des conseils de paroisse revenait aux communes après deux amendements de la Haute Assemblée. C'est alors que M. Gladstone intervient. Il déclare tout d'abord qu'il accepte les deux amen-

(1) *Daily Telegraph*, 2 mars 94.

dements « pour sauver le bill ». Le jeu de raquette qui consiste à s'envoyer et à se renvoyer d'une Chambre à l'autre chaque projet de loi a suffisamment duré. Il veut arracher du naufrage l'œuvre « même mutilée d'une session qui représente le double de toute autre, par la quantité et l'intensité de ses travaux ». Mais la question n'est point, pour cela, close ; voici qu'au contraire, elle a atteint « un degré de particulière acuité et de particulière grandeur ».

C'est le sensationnel prélude de l'assaut. Une odeur de poudre flotte dans l'air. L'orateur s'est échauffé. Maintenant il s'engage à fond :

En 1880, un livre a paru sous ce titre : *Cinquante années de la Chambre des Lords*, et qui laisse l'impression que le rôle de cette Assemblée, au cours de cette période, a été « grièvement insatisfaisant » (*grievously unsatisfactory*). La question qui se pose aujourd'hui est précise : La Chambre Haute a-t-elle le droit de modifier ou d'annihiler le travail de l'autre Chambre ? Des différences, non d'une temporaire ou accidentelle nature, mais de conviction, d'habitudes d'esprit et de tendances fondamentales entre les deux Chambres ont créé un état de choses tel qu'il ne saurait continuer...

Le débat entre deux assemblées, si diverses d'origine et de caractère, une fois ouvert, doit marcher à sa conclusion (*go forward to its issue*).

Et puis, mettant, comme la pointe vive au réquisitoire du champion démocratique, cette menace :

Le conflit entre les représentants de la nation et ceux qui remplissent une Chambre dont les membres sont nommés d'office doit être tranché par la plus haute des autorités : la nation.

Le soir même, M. Gladstone était à Windsor ; le lendemain, 2 mars, il présentait sa démission à la reine. Sa Majesté « l'acceptait gracieusement », sans une expression de regret, sans autre témoignage de reconnaissance que l'offre de la pairie, une fois de plus renouvelée, par mesure de convenance, une fois de plus, avec déférence, repoussée. Le samedi 3 mars, sur le conseil de son hôte, elle mandait au château lord Rosebery. L'opinion publique avait devancé son appel.

En face de cette grande fin, amis et adversaires s'étaient inclinés, confondus dans une même respectueuse tristesse, un deuil, chez quelques-uns doublé d'une impression de délivrance, mais cependant sincère. Tous ont compris ou senti qu'avec M. Gladstone, quelque chose de la vie nationale disparaissait. Cette chute avait beau être escomptée, elle étonne tout de même et désoriente. Un vide s'est comme creusé au cœur du pays, sans qu'on découvre encore comment il sera comblé. De là, se mêlant à la tristesse, une curiosité et une angoisse. Angoisse et curiosité tiennent dans un nom, lord Rosebery.

Nul passage d'un règne à un autre ne s'effectue avec plus de célérité, sinon avec moins de bruit, que cette transmission de pouvoir d'un ministre à un ministre. Quand le roi meurt ou abdique, son héritier présomptif ne prend pas plus naturellement la couronne que lord Rosebery le gouvernement des mains de M. Gladstone. Il est désigné par toutes les craintes, mieux encore, par tous les espoirs. Il commande l'allégeance des neuf dixièmes du parti. On l'appelle, on le redoute, on l'attend. Il n'est pas nommé que déjà on le discute ; preuve qu'il existe ! Même pour passer le temps, on intrigue.

M. Labouchère, le franc-tireur du groupe avancé, lance dans la presse sa fameuse lettre à M. Marjoribanks, puérile tentative d'intimidation, fêtu de paille jeté, pour l'arrêter, en travers du courant populaire. Le bouillant radical appelle ses frères aux armes, dénonce le sacrilège sur le point de s'accomplir : « Depuis soixante ans, c'est un article cardinal de foi que le leader libéral appartienne aux Communes, où bat le pouls national (1). Nommer, comme chef de la croisade contre les lords, un lord, ne serait pas seulement le comble de l'illogisme, mais une insulte délibérée à la démocratie même. » Et à lord Rosebery, on oppose sir William Harcourt, au ministre qui n'est pas, le candidat malgré lui. Mais la voix porte dans le désert ; on ne l'écoute pas. Ceux qui daignent, par

(1) *Westminster gazette*, 3 mars 94.

hasard, l'entendre, ripostent en demandant (1) : « Depuis quand la qualification par accident de naissance est-elle devenue un principe libéral ou radical ? comme si ce n'était pas le droit de la démocratie de prendre son bien où elle le trouve, serait-ce dans le camp de la réaction. » D'ailleurs, tous ces propos sont vain bruit. Les événements précipitent leur cours. La mutinerie d'écoliers, magnifiée du titre de révolte radicale, s'apaise ; sir William Harcourt s'efface patriotiquement devant l'élu de la reine et de la nation. Lorsqu'il arrive, tout le monde se tait, l'accepte ! Aussi bien l'Angleterre nouvelle a-t-elle rencontré en lui l'homme d'État selon son cœur, ou plutôt selon son goût.

Archibald Philip Primrose, cinquième duc de Rosebery, arrive avec le charme de la nouveauté, non pas telle cependant qu'on ne le connaisse nettement original. Et c'est une première bonne fortune qu'étant démocrate et libéral, il le soit autrement que M. Gladstone ; par là, il évite le péril d'une comparaison. Il n'est pas la doublure qui remplace le premier rôle, pas même l'élève qui succède au maître.

Quelqu'un a fait cette très juste remarque que les favoris du peuple anglais appartiennent à deux types, le moral et le mondain. Lord Chatham, Robert Peel furent, avant le *G. O. M.*, les plus marquants

(1) *Daily News*, 3 mars 94.

échantillons du premier type. Plus tard, et tout de suite, l'Anglais s'est reconnu dans le *great commoner* qui débutait comme « ferme et inflexible tory ». Pendant plus de cinquante ans, il s'est admiré en M. Gladstone : image de ses qualités embellies, sans ses défauts de morgue et d'égoïsme. Il admirait la noblesse du caractère, « la conscience droite », source unique de toute action ; il admirait le combattant loyal dont les invectives ne s'adressaient qu'aux principes, mais respectaient la personne de ses adversaires, même de ceux « qui avaient trempé leurs flèches dans le venin » ; il aimait d'un instinctif amour l'homme qui l'avait conquis, l'orateur aux vives et impétueuses saillies, le magicien qui possède l'art d'absorber, « comme à travers une idéale vapeur, ses propres sentiments, haines ou tendresses, pour les lui retourner en pluie abondante (1). »

Mais, à la longue, pourtant, il commençait à se blaser sur la beauté morale, tout de même un peu monotone et surannée de son « chef ». Il était las des hautes vertus et fatigué de l'enthousiasme. Sa nature positive et froidement calculatrice, endormie à la musique des larges phrases, se réveillait plus souvent. La raison réclamait ses droits. Le peuple anglais allait demander bientôt, pour stimuler son intérêt, d'autres qualités et d'autres défauts. Une impatience d'autre chose croissait en lui. Quelques jours encore, et le mot de Lamartine serait monté

(1) *Spectator*, 10 mars 1894.

jusqu'à Gladstone : « Maître, l'Angleterre s'ennuie ». Et c'est à ce moment précis que se lève lord Rosebery, moins haut sans doute, mais pour cela plus proche de la génération présente.

Entre les deux, il ne faut pas noter les différences, mais les ressemblances. Nous ne découvrons que celle-ci : l'intelligence de la démocratie et la culture classique. L'un a traduit Horace, que l'autre sait par cœur (1) ; au demeurant, deux personnages très divers, et qui feraient l'objet d'un facile parallèle à la Plutarque.

Comme le jeune pair offre, avec le vieux gentleman, un contraste absolu, lui-même, à l'analyser, n'est qu'un assemblage de contrastes. Lord Rosebery, c'est l'être paradoxal et contradictoire, inquiétant et attirant par excellence ; on veut bien lui accorder l'ancêtre dont il se réclame, William Pitt. Que l'étude passionnée de Pitt ait exercé une forte influence sur la formation de son esprit, le développement de son caractère politique, il se peut. Mais, de fait, ce brillant seigneur écossais, chef d'un gouvernement libéral anglais, assez âgé pour posséder un passé, assez jeune pour garder de l'avenir; ce diplomate qui sait parler et sait mieux se taire, ce lord, ennemi des lords, cet aristocrate socialiste, cet impérialiste radical, ce ministre sportsman qui fait courir et dont le cheval serait, dit-on, le favori du

(1) *Daily Chronicle*, 5 mars 94.

Derby (1), cet imaginatif raisonnable présente dans l'histoire du parlementarisme anglais un mélange sans précédent, d'une très singulière saveur.

Dès lors, on comprend qu'il ait des amis partout, même (n'est-ce pas surtout qu'il faudrait dire?) parmi ses adversaires, mais, par contre, point ou peu de fidèles, qu'il soit sympathique à beaucoup, vaguement suspect à tous; qu'on mette sur son compte les théories les plus diverses. Le piquant, c'est qu'elles lui aillent toutes. Est-ce à dire qu'il n'en ait aucune, qu'il soit l'homme ondoyant et divers, le dilettante aux innombrables métamorphoses? Cela serait exagéré. Mais il nous apparaît trop intelligent, au sens littéraire du mot, pour que ses convictions ne s'assaisonnent d'une large dose de tolérance, voire d'un grain de scepticisme; et, pour conclure, il semble improbable qu'il puisse — lui qui peut tant — réaliser le type de l'orateur de sa définition : « celui qui a le pouvoir de croire que son adversaire est absolument dans le faux (2). « A moins pourtant que le scepticisme, cette affectation de cynisme, ne soit une dernière ruse et comme une suprême coquetterie pour dérouter le psychologue fasciné, dès l'abord, par l'énigmatique sourire du sphinx en habit noir, au nœud de cravate toujours le même, indifférent

(1) Le cheval de lord Rosebery fut, en effet, vainqueur au Derby de 1894, et sa victoire a été bruyamment célébrée dans tout le Royaume-Uni.

(2) *The Speaker*, 10 mars 94.

aux vagabondages de la mode : l'homme de toutes les hypothèses, de toutes les utopies « et du possible illimité ».

Le début de lord Rosebery a justifié beaucoup d'espérances, et, faut-il ajouter, quelques craintes.

Le 3 mars, il est officiellement chargé de la formation du ministère. Le choix même de ses collaborateurs, où il semble n'avoir guère été contrarié, est une première manifestation de ses tendances. C'est, outre un hommage à M. Gladstone, la manifestation très nette par le nouveau venu qu'il entend ne pas rompre avec le passé, qu'il veut amortir la secousse causée par le départ du pilote éprouvé, prévenir toute solution de continuité dans la marche générale des choses. Son ministère est la reproduction presque intégrale de l'ancien. Sir William Harcourt demeure chancelier de l'Echiquier, en même temps qu'il prend aux Communes la direction du parti. M. John Morley reste à l'Irlande où tout changement de personne équivaudrait à un changement de système. Lord Rosebery lui-même passe les affaires étrangères à lord Kimberley, le confident de sa pensée, pour assumer, avec le titre de premier lord de la Trésorerie et de président du conseil, le haut commandement de la politique tant intérieure qu'extérieure.

Le 5 mars, le nouveau gouvernement est virtuellement constitué. Le 12 mars peut être intitulé sa

première Journée des Dupes. Au *Foreign Office*, à trois heures, devant le gros du parti libéral, lord Rosebery expose son programme.

Sans doute, le nom de ses principaux lieutenants était significatif, pourtant un doute subsistait. Sa parole l'a dissipé. Très nettement, très courageusement, il accepte toute la succession gladstonienne : « Il n'y a pas de changement d'esprit, il n'y a qu'un très désastreux changement dans les hommes », affirme-t-il d'abord ; et cette phrase de son exorde donne l'exacte note du discours. Sur tous les points intéressants, lord Rosebery se montre libéral et progressiste. Aux ouvriers, il promet l'amélioration des conditions du travail ; aux Ecossais et aux Gallois, le désétablissement des églises écossaise et galloise ; au peuple, l'extension du suffrage, l'abolition du vote plural ; aux Irlandais, un bill en faveur des tenanciers évincés, en attendant mieux. Car le nouveau gouvernement ne répudie aucun des engagements de l'ancien, se reconnaît lié d'honneur envers l'Irlande. Aux impérialistes, il annonce la décentralisation ; aux conservateurs, l'accroissement des forces navales ; à l'Angleterre, de la gloire. Et, quant à la question brûlante, celle qui passionne l'opinion du jour, la question des lords, le jeune lord se campe en face d'elle dans une crâne posture de combat : « Une Chambre haute constituée comme est celle d'Angleterre, au milieu de la démocratie, devient une anomalie et un péril. » En lui, elle a ren-

contré un adversaire résolu. Ainsi s'exprime un de ses plus illustres membres. Ne croirait-on pas entendre un écho de la malédiction naguère lancée par d'autres lèvres, et le cœur de M. Labouchère n'a-t-il pas de quoi être réjoui ?

Aux Communes, c'est, joué par sir William Harcourt, le même air sur d'autres paroles. On ne saurait souhaiter plus de clarté ni de précision. Le parti libéral triomphe. Les conservateurs sont atterrés. Dans le troc de M. Gladstone contre lord Rosebery, ils escomptaient déjà un heureux coup de fortune. Le nouveau Premier n'était-il pas un des leurs, un égaré qu'on ramènerait quelque jour dans le droit chemin, l'enfant prodigue qui, tôt ou tard, doit revenir ? C'était, à tout le moins, un inconscient allié et tel qu'on n'en oserait guère souhaiter un à la tête de ses ennemis. Le sort l'avait placé le mieux du monde pour faire confortablement leurs affaires et servir la bonne cause en ayant l'air de la combattre. En somme, ils n'avaient qu'à se féliciter du quiproquo providentiel qui donnait pour chef aux whigs un lord, c'est-à-dire un tory. Ils vivaient dans ce rêve quand la réalité éclate, brutale. Le lord se révèle plus radical, plus révolutionnaire que le simple gentleman. Ils ont été les dupes de leur désir; de Charybde, ils sont tombés en Scylla.

Mais nous ne sommes encore qu'à la moitié de la journée.

A cinq heures, la Chambre haute est en séance.

L'adresse votée, lord Salisbury souhaite la bienvenue au nouveau ministre, qui sera, l'espère-t-il, « un ardent défenseur de la maison des lords ». Après ce vœu, d'une si courtoise ironie, le subtil marquis interroge le jeune Premier sur sa politique étrangère, sur ses intentions envers l'Irlande, et voici mise sur le tapis la question brûlante du *home-rule*.

Pressé de la sorte, lord Rosebery s'exécute avec bonne grâce. Il développe sa théorie « du membre prédominant dans l'association des Trois-Royaumes (*predominant partnership*). Nous la connaissons, c'est la théorie conservatrice, revue et corrigée pour le besoin libéral. C'est celle de lord Salisbury et des unionistes, séparatistes inconscients et illogiques, pour qui le Royaume-Uni n'est pas le tout homogène dont l'Angleterre est le morceau. Le Royaume-Uni est une société politique, militaire et commerciale, fondée pour la plus grande gloire et le plus gros profit du principal sociétaire. L'Angleterre en fait partie comme la Prusse fait de l'Allemagne, avec voix prépondérante, en vertu d'un privilège antérieur et supérieur. Et qu'on ne la querelle pas là-dessus, qu'on ne lui demande pas ses titres, sinon elle ripostera par l'argument du lion de la fable, qui se nomme

Et montre à nu ses droits comme des incisives.

Le point acquis, elle sera généreuse, ne refusera pas de condescendre à une reconnaissance d'égalité

nominale envers les autres, ces membres inférieurs d'un corps dont elle-même est à la fois la tête, le cœur et l'estomac.

Ce sont là vérités évidentes en soi et dont lord Rosebery était manifestement pénétré, lorsqu'à l'insidieuse question il répondit « que, sans doute, le vote du *home-rule* par un Parlement impérial ne saurait suffire à lui seul, qu'il y fallait adjoindre, pour le rendre exécutoire, le consentement de l'Angleterre ; qu'au surplus, il ne doutait point, à la différence de lord Salisbury, que ce consentement ne fût à la longue accordé sur la preuve fournie par l'Irlande qu'elle est devenue sage ; qu'ainsi, le sort de l'île-sœur est entre ses mains, et qu'elle est, en fin de compte, la maîtresse de ses destinées ». Le *home-rule* cesse d'être un épouvantail à l'Angleterre, puisqu'il devient la récompense de la bonne conduite irlandaise.

Ce discours est la seconde surprise de cette première Journée des Dupes. Le lendemain, seconde journée, troisième surprise.

M. Labouchère avait une revanche à prendre. L'occasion guettée s'offre à lui. La harangue ministérielle a troublé l'onde à souhait. Le monde politique est en désarroi. Les partis décontenancés se regardent, se demandent où ils en sont et qui l'on trompe. Si la doctrine de lord Rosebery, dans son deuxième discours, est la vraie, les lords ont eu rai-

son de rejeter le *home-rule;* sur un point capital, ils ont été les interprètes du sentiment anglais, et dans ce cas, que signifie le premier discours, cette charge à fond contre les lords?

Le malicieux frondeur profite de tout, du désordre général, de l'irritation irlandaise, de l'inexpérience du nouveau *whip* libéral, de l'heure tardive. La Chambre n'est plus au complet. Beaucoup de représentants, amis du Premier, ont fui la séance, pour dîner aux alentours. Bien vite, M. Labouchère propose et fait voter, par 147 voix contre 145, cet amendement à double entente, humble prière à la reine « d'abolir le pouvoir que possèdent à l'heure actuelle les personnes qui, faisant partie du Parlement sans avoir été élues, empêchent que des bills soient soumis à Sa Majesté ».

Vote d'embuscade, sans doute, mais de défiance, à point venu pour augmenter la confusion, qui étonne et embarrasse tout le monde, le vaincu d'abord, en quête de sa majorité de la veille dans cette Chambre houleuse et houleuse; le vainqueur lui-même presque effrayé de sa victoire et qui lui cherche des circonstances atténuantes, qui s'empresse de protester de ses bonnes intentions envers un gouvernement dont il n'a voulu que stimuler le zèle.

Vote d'enseignement surtout au ministre, mis d'un coup brusque en face d'une situation nouvelle.

II

Le Gladstonisme a vécu. Il n'est qu'une des formes particulières revêtues par l'idée libérale au cours du siècle. Mais le gladstonisme n'est pas le libéralisme. Bien des soi-disant libéraux n'étaient que des gladstoniens. La retraite du grand chef a dénoué le parti ; « hétérogène fagot dont il était le lien (1) » et qui se composait de quatre branches maîtresses, quatre rameaux d'espèces variées : *home-rulers*, non conformistes, vieux libéraux, ultra-radicaux, tous et chacun poursuivant ses fins distinctes et espérant par lui les atteindre et les atteindre immédiatement. Lord Rosebery, qui a reçu le legs des engagements de M. Gladstone, n'a pu hériter de son prestige personnel, de ce don qui le faisait capable « de dominer le cabinet, de vaincre l'obstination galloise, le soupçon irlandais, le fanatisme du Travail (2). » C'est que M. Gladstone était plus qu'un chef : il incarnait un mythe. Avec lui, c'est presque une religion qui s'éteint. De ses ruines, un culte nouveau va-t-il surgir, avec ses autels et ses rites ? un culte libéral rajeuni, modernisé ? Il se peut, mais, à cette heure, l'idée est singulièrement obscurcie ; elle subit une crise de transformation.

Le désordre est aussi bien hors du temple que

(1) *The Economist,* 3 mars 1894.
(2) *The Spectator* 3 mars.

dans le temple. Sous la pression des événements, une à une, les anciennes formules se brisent. Des hommes se fuient qui vivaient côte à côte, dans le même dogme; d'autres tentent des rapprochements autrefois jugés scandaleux, et l'anarchie est partout, sauf pourtant parmi les conservateurs, qui seuls savent bien ce qu'ils veulent et surtout ce qu'ils ne veulent pas, résignés à soutenir la politique extérieure du cabinet, mais résolus à combattre sa politique intérieure. Ailleurs, chacun hésite, cherche sa pente : le non-conformiste, qui croyait toucher au désétablissement de l'Eglise, fugace mirage, toujours poursuivi et toujours reculant;

L'Irlandais, qui craint, en renversant un cabinet suspect, de hâter l'avènement d'un cabinet hostile ;

Le radical, qui ne rêve que campagne contre les lords, et, malgré lui, s'inquiète d'avoir pour chef un lord ;

Le vieux libéral, habitué aux procédés économiques de M. Gladstone, et qu'effrayent les hardiesses de la jeune école financière ;

L'unioniste, enfin, prêt, le cas échéant, à sacrifier toutes ses préférences, son nom, ses origines, ses traditions, ses habitudes, à sa haine despotique du *home-rule*.

M. Chamberlain, qui offre au nouveau ministre je ne sais quelle neutralité armée, s'engage à lui faire crédit de temps, à ne le juger que sur ses actes, mais en proclamant bien haut qu'il observera jusque-là

une attitude de défiance prudente envers l'héritier de M. Gladstone ; l'homme à qui fut léguée, « entre autres articles indésirables, la suprême calamité d'une alliance avec la désaffection irlandaise (1). »

Et le désordre parlementaire n'est que l'image réduite du désordre universel, longtemps dissimulé derrière la grande figure de M. Gladstone. Sa disparition a comme dévoilé le mal. « Sa dernière bombe » à la Chambre des lords l'avait aggravé — pour le bien futur peut-être. Elle n'ébranle pas seulement l'édifice visé, mais le terrain où il reposait avec toutes les institutions du pays. Lord Rosebery peut jeter, sans mentir, la fière affirmation : « Debout nous sommes où nous étions » *(we stand where we stoond)*. Sans doute, lui n'a pas bougé ; c'est le sol qui, sous lui, vacille.

« L'idée est tout, l'individu rien, hormis son instrument heureux ou malheureux, habile ou malhabile. Avec ou malgré lui, avancée ou retardée d'un jour, l'idée, puissance active, fait son chemin, poursuit son évolution dans le monde. » Ce lieu commun est cher à la rhétorique moderne. Il est commode à notre paresse et à notre lâcheté, ennemie des responsabilités viriles. Mais, présenté de la sorte, il est faux et avilissant. Il nie le rôle des caractères ; il assimile les médiocres, qui sont le nombre, aux meilleurs, le figurant de la scène au grand acteur du

(1) *Daily Telegraph*, 5 mars 94.

drame historique, qui prévoit, prévient ou provoque l'événement. L'idée est une force que celui-là s'approprie. Par lui maniée, elle prend la couleur et la forme de son esprit, et comme la marque même de son tempérament.

L'Angleterre en est un exemple, où toutes les questions à l'ordre du jour, la constitutionnelle, l'irlandaise, la fédérale, et, pour tout dire, la question démocratique même, subissent le contre-coup de cette révolution gouvernementale que font l'abdication de M. Gladstone et l'avènement de lord Rosebery. Deux facteurs essentiels du problème moderne anglais sont changés. S'il n'est guère aujourd'hui possible de fixer la portée d'un tel changement, il n'est pas interdit, il peut être intéressant de chercher à la pressentir, de jeter dans cet inconnu le coup de sonde.

Il est des écueils qui sont à peine une gêne parce qu'on a pris l'habitude de les tourner. Mais quand le pilote a mis sur eux le cap, il n'est plus désormais permis de faire machine en arrière. Il faut s'y échouer ou les franchir. La Chambre des lords est de ce nombre. Longtemps la démocratie anglaise s'est accommodée de cet obstacle. Lorsqu'elle le rencontrait sur sa route, elle obliquait et oubliait. Elle n'a plus aujourd'hui cette ressource. M. Gladstone a tourné la proue du navire vers l'immobile banquise et ceux qui lui succèderont au gouvernail sont tenus d'aller de l'avant. Le conflit

entre une aristocratie stationnaire et la nation en marche prend un caractère aigu.

La Chambre des lords, en sa forme présente, est « une anomalie et un péril », parce qu'elle est un anachronisme. Sa composition, son mode de recrutement, son esprit la mettent en hostilité ouverte avec son temps. Sans doute, la dualité du pouvoir législatif est le principe moteur du régime constitutionnel; la démocratie, dit-on, a besoin d'être protégée contre ses propres entraînements. Il faut un contrepoids à l'omnipotence d'une Chambre élue, et qui maintienne entre les partis la tutélaire balance. Mais la Chambre des lords est un obstacle sans être un frein. C'est un rouage ou nuisible ou inutile, qui arrête plus qu'il ne retient.

Son vice capital est de ne représenter qu'un parti, le conservateur. Elle ne constitue donc pas l'élément d'équilibre, sa raison d'être; tout au contraire. Le gouvernement est-il libéral? il a cause perdue d'avance; est-il conservateur? d'avance, il a cause gagnée, à son tribunal de momies. Ce club tory n'est donc qu'une académie où la discussion n'est qu'un exercice de rhétorique frivole. L'école des hommes d'Etat est ailleurs. De cette maison « qui ne s'ouvre qu'en dedans (1) », la vie s'est comme insensiblement retirée. Ceux que leur grandeur condamne à n'en pas sortir s'y endorment, à moins qu'ils ne s'y révoltent, comme a fait lord Rosebery.

(1) *Daily News*, 3 mars 94.

De profonds politiques ont affirmé que lord Rosebery avait, moins que quiconque, qualité pour mener la croisade contre les lords, ses frères. Ils se sont vraisemblablement trompés. Quand viendra l'heure, lord Rosebery combattra la Chambre des lords avec d'autant plus d'efficacité qu'étant de la maison, il en connaît mieux les points faibles, et qu'il est plus facile de démolir « du dedans que du dehors ». Il la combattra avec d'autant plus d'âpreté que lui-même est sa victime. A son hostilité de penseur contre l'exorbitant droit de *veto* d'un législateur héréditaire et irresponsable s'adjoint, pour l'aggraver, le grief de l'homme d'action captif. Son activité s'irrite, prisonnière en cette cage d'or, ambitionne un champ plus large. Un ressentiment personnel perce dans sa déclaration de guerre à l'assemblée qui l'accapare. On y devine celui qui souffre de l'institution qu'il attaque, de ce privilège à rebours en vertu duquel, exclu du droit commun, il ne peut se lancer dans la vivante mêlée électorale. Cruelle déchéance pour un libéral, un radical, et par trop imméritée ! Bizarre et dangereuse anomalie, et qui fait trop beau jeu à l'accident de naissance. Ce sont les destinées même du pays mises à la merci d'un hasard. Imaginez l'aïeul de lord Palmerston, Ecossais au lieu d'Irlandais ; son petit-fils, au lieu de siéger aux communes, était relégué dans la prison des lords, et c'était toute l'histoire d'Angleterre changée peut-être ! Lord Rosebery n'a pas

exagéré ; l'anomalie devient ici péril. Mais l'irritation qui lui fait dénoncer si chaleureusement le mal ne lui a pas suggéré le remède.

A la suppression pure et simple, il ne faut point songer. Ces opérations ne sont pas dans les habitudes de nos voisins (1), qui ont le culte de leurs monuments historiques. Ils préfèreront le traitement par la méthode des vaccinations successives qui, n'élaguant pas le poison, rendent l'organisme réfractaire à ses attaques.

Tout d'abord, ils vont rencontrer une première difficulté de procédure, dans ce principe constitutionnel « que tout projet de réforme d'une Chambre ou de l'autre doit émaner de cette Chambre même (2). » Or, on ne voit pas bien celle des lords prêtant la main à ses adversaires, sollicitant l'abrogation de son privilège.

Mais, en supposant franchi ce premier pas, en supposant réduit le droit de *veto*, il restera encore à renouveler l'esprit de l'assemblée, qui est le véritable ennemi. Pour cela, c'est l'assemblée elle-même qu'il faudra renouveler. Le projet n'est pas sans avoir été discuté déjà. Jadis, il fut suspendu, telle une épée de Damoclès, au-dessus de la tête des lords récalcitrants, par deux lords au pouvoir, lord Grey

(1) Nous n'envisageons, bien entendu ici, que les classes dirigeantes ou aisées. Le peuple aurait sans doute moins de scrupules.

(2) *Spectator*, 17 mars 94.

et lord Sunderland. La création en bloc de cinq cents pairs inoculerait évidemment à la vieille assemblée un sang nouveau. Mais, outre ce qu'un tel moyen a de révolutionnaire en soi, et par là d' « objectionnable » au caractère anglais, on ne voit pas qu'il assure le résultat cherché. « Introduisez, écrit un sceptique qui connaît bien son monde, de riches libéraux à la Chambre haute ; avant un an, ils auront tourné casaque. Si, demain, on faisait pairs les grands marchands, les grands négociants, les grands colonistes, ils succomberaient avant le serment..... Aux hommes de cet âge et de cette expérience, l'esprit conservateur pousse avec les cheveux gris (1). »

Pour que la réforme soit efficace, il faut qu'elle soit mesurée, discrète, dosée aux nécessités de l'heure. Que, sans éclat, par exemple, on donne aux ministres le droit d'accès et de discussion dans les deux Chambres. Les débats en seraient immédiatement vivifiés. Qu'on donne aux lords le droit de se présenter aux suffrages et de siéger aux communes ; qu'on donne à ceux du dehors un droit d'entrée, à ceux du dedans un droit de sortie ; que la maison trop longtemps fermée soit ouverte, au moins entr'ouverte ; qu'entre elle et le monde vivant s'établisse un courant d'air salubre, et bientôt, par le jeu naturel des choses, l'harmonie va renaître entre l'institution et l'époque. La Chambre des communes en sera fortifiée ; la Chambre des lords n'en sera pas

(1) *Spectator*, 17 mars 94.

affaiblie. Ce que la tête aura perdu de stériles privilèges, vains branchages émondés, le tronc le regagnera en vigueur et en sève. Mais il faut oser mettre le fer à l'arbre, se décider à commencer, dût-on, même pour cela, recourir aux expédients. Le plus simple serait le meilleur. Un acte spécial, permettant à lord Rosebery de siéger aux communes, servirait d'engin-pilote, d'amorce à la réforme souhaitée. Du particulier, on passerait au général, et ce serait, au lieu de la révolution qui menace, une bienfaisante évolution.

L'emploi des moyens doux est politique ; il risque fort de n'être pas populaire. Il n'est pas sûr de conquérir l'adhésion des principaux intéressés, butés dans leur résistance ; il ne séduira pas davantage le sentiment démocratique, que cette résistance exaspère. Une grande partie de l'opinion est très surexcitée contre la Chambre des lords, qu'elle accuse de bloquer la route ; elle ne semble pas d'humeur à se contenter d'une victoire progressive et silencieuse ; elle attend des représailles soudaines et bruyantes. Le nouveau promu sera peut-être bien obligé de les lui fournir. Ce sera la part du feu, le gage de sa loyauté offert par le jeune lord à la démocratie britannique. Sans doute, il s'y résignera d'autant plus volontiers qu'à cette heure il a plus grand besoin d'elle.

Au passif de la succession gladstonienne figure la

lettre de change irlandaise. Tirée par le chef libéral au nom des quatre cinquièmes du parti, endossée par la majorité des électeurs des trois royaumes, elle est protestée par le plus influent des trois, l'Angleterre, qu'elle effarouche, cependant que, créancière obstinée, l'Irlande réclame, sinon l'immédiat payement, du moins la fixation d'un terme, une échéance, ce commencement d'exécution attestant la bonne foi du débiteur nouveau.

Lord Rosebery, tenu de réconcilier la rose avec le trèfle, est un ministre bien embarrassé. Sa position parlementaire est un miracle d'équilibre instable. Il ne peut satisfaire l'Irlande sans le consentement de l'Angleterre, qui le refuse ; mais il ne peut gouverner l'Angleterre sans la permission de l'Irlande, qui la met à prix ; et ce prix est précisément celui-là qu'il n'a pas le droit de mettre. L'Irlande, sa prisonnière, le tient captif. Elle fait sa majorité — courte et fragile majorité. La rivalité des partis, qui l'immobilise, le soutient. Pris entre des exigences contraires, son art est d'abord de ne mécontenter personne, mais après !

De cet art tout négatif ne sauraient s'accommoder bien longtemps ni la démocratie, ni le démocrate, progressiste deux fois et par héritage et par nature. Lord Rosebery ne voudrait et ne pourrait piétiner indéfiniment sur place. L'homme d'Etat, selon la formule d'Horace, le *tenax propositi vir*, qui poursuit de si loin ses desseins ténébreux, saura mener

ses compatriotes aux fins qu'il s'est fixées, sauf accident de route.

Son but, on le connaît : c'est le *home-rule* universel; sa condition, c'est le *home-rule* irlandais. La condition du *home-rule* irlandais impopulaire, c'est l'assaut populaire de la Chambre des lords. Cette politique est celle de la poudre aux yeux. « A la faveur du nuage soulevé par l'agitation contre les lords, le *home-rule* a chance de passer (1). »

La passion aveugle est une force au service de l'esprit froid et clair qui la dirige ; c'est la vapeur nécessaire à la marche de l'humanité en avant. Les plus durables révolutions se font par elle. Le démocrate qu'est lord Rosebery saura, au besoin, jouer les démagogues, fondre les deux questions : celle des lords et celle d'Irlande; maintenir entre elles deux une confusion, utile à l'Irlande et utile à ses projets. Il saura présenter le programme libéral comme le tout homogène, dont chaque article serait la fraction; car il sait bien qu'au moment où pénétrerait dans la dure cervelle de l'électeur anglais la ferme conviction que le *home-rule* et la journée de huit heures ne sont que les deux extrémités, les deux pôles d'une même indivisible réforme, le bloc à prendre ou à laisser, à ce moment-là, l'autonomie irlandaise serait proche, et qui sait, avec elle, derrière elle peut-être, la grande fédération rêvée !

Le principal obstacle viendra vraisemblablement

(1) *Specattor*, 17 mars 94.

de l'Irlande. Les Irlandais auront-ils la sagesse de laisser lord Rosebery maître de sa tactique? Ne vont-ils pas, à leur insu, faire le jeu des unionistes, en sommant le gouvernement de séparer les deux questions, pour atteindre plus tôt, tout de suite leur but unique : le *home-rule?* Ce sont des Celtes aux nerfs vibrants; leur pétulance fait le danger. Déjà la retraite du grand allié leur enleva tout sang-froid. Quand M. Gladstone dut quitter le pouvoir, sans reconnaissance pour tant de services, plusieurs crièrent à la trahison, « à l'abandon, par le capitaine, du navire en détresse (1). » Plus habile, Parnell eût négocié avec son successeur. Ils étaient gens à s'entendre.

Redmond, l'intransigeant du parti, préfère prendre une attitude de défiance hostile; il pose le dilemme des conditions. Les modérés gardent une soupçonneuse réserve, quand il serait prudent de feindre la confiance.

A pareille attitude, il est une excuse, au moins des circonstances très atténuantes. La question irlandaise a changé de caractère. Assurément il demeure vrai que le parti libéral est indissolublement engagé avec l'Irlande par les liens de l'intérêt et de l'honneur; qu'il se doit de trouver la solution du problème, « d'accord et non en antagonisme avec l'île-sœur ». « Les couleurs sont hissées au mât; seul

(1) *Newcastle Chronicle* 4.

un traître proposerait de les descendre (1). » Mais, sans les descendre, on en peut corriger l'éclat trop vif, ne serait-ce qu'en dressant d'autres drapeaux autour d'elle et qui se partageraient les yeux ! C'est peut-être pour elle le plus sûr moyen de victoire, mais c'est celui dont s'accommode le moins la susceptibilité d'un peuple fier irrité par tant de déboires.

L'Irlande a senti qu'avec Gladstone disparaissait, sinon le *home-rule*, comme on l'a dit, du moins quelque chose de la foi et de l'enthousiasme dans le *home-rule*. Elle ne s'est point trompée ; Lord Rosebery est *home-ruler* sans doute, mais avec sa tête plus qu'avec son cœur. Il croit au *home-rule* pour rétablir l'accord nécessaire entre sa patrie et l'Irlande ; mais il ne croit évidemment pas que « l'Angleterre existe à seule fin que l'Irlande soit séparée d'elle (2). »

« Par là, il n'en est que plus dangereux », écrit un conservateur sur le qui-vive. Le péril, selon lui, pour s'être modifié, n'a pas été diminué, bien au contraire. Le péril, c'est la croyance au scepticisme de lord Rosebery, *home-ruler*. Avec Gladstone, nulle équivoque ; on savait où l'on allait. Son successeur, par d'autres voies, est homme à conduire la nation plus loin qu'elle ne s'en doute... et qu'elle ne veut. Il perdra la confiance des Irlandais et, pour ce motif

(1) *The Speaker*, 10 mars 94. Paroles de M. John Morley.
(2) *Economist*, 3 mars 94.

même, gagnera celle des libéraux unionistes aux élections générales; puis, vainqueur, il reprendra son projet de fédération, dont le *home-rule* est l'article premier (1).

La crainte rend cet unioniste clairvoyant. Lord Rosebery est le créateur d'une forme politique pour le moins imprévue : le radicalisme impérial, étrange association de mots et plus étrange encore d'idées. L'école de J. Bright et de la petite Angleterre (2) a vécu. A sa place a surgi une école nouvelle qui prêche, au lieu du reploiement sur soi-même, du désintéressement égoïste de tout ce qui n'est pas enfermé par les trois mers, la doctrine de l'expansion.

Doctrine singulièrement vivace, en ce qu'elle flatte l'instinct national de lutte, de conquête, de vanité chauvine, qui tient toute dans ce mot : « jingoïsme », dont fut baptisée la politique de Disraëli. Mais cette politique, un peu grossière et primitive, lord Rosebery la rajeunit en y introduisant l'idée moderne de liberté.

En même temps qu'il personnifie — et c'est sa force — toutes les ambitions de sa race jusqu'en son rêve brutal d'universelle domination; qu'il annonce à ses compatriotes l'accroissement de leur puissance militaire et navale; qu'il étend partout où il peut prendre une main sournoise ou violente, il est l'apô-

(1) *Spectator*, 10 mars 94.
(2) *The Speaker*, 10 mars 94.

tre — et c'est son originalité — de la grande union naturelle de toutes les dépendances et colonies anglaises sur le pied de l'égalité et de la liberté ; de toutes, y compris l'Irlande, au préalable réconciliée par le *home-rule*. Lord Rosebery est *home-ruler* sur toute la ligne (*all round*). Ce qu'il veut, c'est la décentralisation, par quoi seule sera soulagé de son trop lourd fardeau le parlement impérial et maintenu l'empire.

L'expérience à tenter est séduisante et effrayante. « Le jour, écrit un incrédule, où les antipodes figureront sur le même pied que l'Irlande dans une Assemblée impériale, on pourra dire : *Finis Britanniæ*. Un tel empire serait aussi formidable qu'une fédération entre les fragments de cette planète qu'on suppose avoir oscillé jadis entre les orbites de Mars et de Jupiter (1) ».

Et pourtant, le problème est là, pressant et qui s'impose, le problème de demain : « l'être ou n'être pas » du Royaume-Uni. Ce problème, que lord Rosebery, le premier, entrevoit à travers la brume des temps, lui sera-t-il seulement donné de l'aborder ?

Un ami de celui qui vient de saisir si vaillamment la barre des mains du vieux pilote s'est écrié, non sans orgueil : « La ligne du vaisseau n'est pas changée ; il entre dans des mers inexplorées. »

L'image est juste ; elle ne dit pas toute la vérité.

(1) *Spectator*, 17 mars 94.

Entre le vaisseau et cette mer libre, que d'obstacles! Nous avons signalé les plus menaçants, sinon les plus dangereux, ceux qui sont comme les brisants à fleur d'eau d'une ligne d'invisibles écueils. L'homme qui, sans doute, saurait, — qui a fait voir qu'il saurait, — le cas échéant, tenir tête aux gros temps du large, sera-t-il aussi habile à louvoyer parmi les récifs du bord? Est-il même sûr de son équipage? Où il faudrait l'obéissance absolue, il risque de ne rencontrer qu'intermittente bonne volonté ou charitable complaisance. Il peut espérer secours de tous et ne peut se reposer sur personne, de sorte qu'on se demande, en fin de compte, s'il ne sera pas obligé de mettre bientôt à la côte pour s'y ravitailler, refaire ses forces, les matérielles et les morales ; s'il ne devra pas bientôt recourir au suffrage, s'adresser à l'âme de la nation pour prendre d'elle le souffle nécessaire à gonfler sa voile avant de tenter le grand passage!

Parmi les innombrables récits qui nous détaillent les faits et gestes de M. Gladstone, au lendemain de sa retraite, il en est un de saisissant : c'est celui qui nous le montre, au matin, seul, réfugié sur la North-Terrace de Windsor. De ce point élevé, dans une même synthétique vision, le spectateur découvrait toute la vallée de la Tamise et, plus loin, par delà la ville fumeuse, Eton, où l'écolier joua vers l'année 1833.

N'y a-t-il pas là, réunis et comme groupés autour d'une figure centrale, les éléments constitutifs d'une légende : la poésie du cadre, la mélancolie de la scène, la double mélancolie intense de cette fin de vie dans ce commencement presque douloureusement vague d'un jour anglais ; et encore la philosophie profonde, — légende de deuil et d'attente, — où se trouve exprimée, par la langue pittoresque des choses, l'incertitude de l'heure : *Sunt lacrymæ rerum*. Cette terrasse et cette école, voilà les deux extrêmes bornes entre lesquelles plus de cinquante ans de l'histoire anglaise se déroulent, toute une époque achevée sans retour, plus d'un demi-siècle de la vie d'un peuple, un fier passé personnifié dans ce vieillard qui semble, aux confins de la terre et de l'existence, interroger l'avenir.

Nouvelle Revue, Septembre 1894.

UN DÉMOCRATE TORY

Il est bien tard déjà et bien tôt encore (1) pour parler de lord Randolph Churchill. Il vient d'entrer dans la zone équivoque qui sépare l'actualité de l'histoire. C'est l'âge ingrat des grands hommes morts. Ils n'appartiennent ni au présent ni au passé. Mais le descendant de Marlborough est du petit nombre de ceux que protège, contre ce rapide effacement, une figure haute en couleur et de fier relief. Tentante en est l'esquisse, tandis qu'elle est encore proche de nous et visible au-dessus de l'horizon. Aussi bien, ce faux jour convient-il mieux peut-être que la clarté franche à ce visage tout de contrastes, à ce personnage situé à la lisière du siècle, en qui se heurtent deux époques et deux courants.

Ce n'est pas que lord Churchill soit une nature complexe. Le contraste n'est pas en lui, mais autour de lui, dans le milieu où il se démène et qu'il reflète. Son âme n'a point de ces retraites inexplorées, de ces coins d'ombre, de ces perspectives fuyantes, entrevues à la lueur de l'acte et où s'attarde l'œil du psychologue. Et s'il a la solidité du bloc, du moins, ce bloc n'est-il pas un prisme à facettes qui éblouis-

(1) Cette étude paraissait dans la *Nouvelle Revue* en juin 1895 et L. Rand. Churchill était mort au mois de janvier précédent.

sent par trop de clartés. Au rebours de tel noble dilettante, lord Churchill se présente tout d'une pièce et sur un même plan. Il fut un simple et un intuitif, le *vir non unius libri, sed unius rei*, l'homme non d'un seul livre, (il lisait peu), mais d'une seule chose, le combat. Il consentit à n'être que cela, même il y mit de la coquetterie, voire du cynisme. Par là, il fut original et fort. Volontairement insoucieux du passé, dédaigneux de la tradition, l'esprit franc des connaissances et des préjugés qu'y dépose la culture classique, il se jette dans la mêlée, sans le secours de la philosophie, de l'histoire, de l'érudition, sans les craintes, les remords, les scrupules aussi qui sont les *impedimenta* de la pensée savante en marche. Il s'y jette à corps perdu, sans jamais retourner la tête, le regard fixé en avant, sur l'avenir ; c'est une force fatale accomplissant l'œuvre de lutte dans le monde, un tempérament plutôt qu'une intelligence.

A ce vaillant qui se piqua d'être un moderne, ses compatriotes ont fait une oraison funèbre antique. Renouvelant une formule cicéronienne, la feuille de la Cité (1) s'écrie « qu'il doit louer les dieux tant pour l'opportunité de sa vie que pour l'opportunité de sa mort ». La formule est presque exacte. Être venu à l'heure juste pour incarner, en l'accélérant, une des phases les plus curieuses de l'évolution politique anglaise : voilà pour l'opportunité de la

(1) *Times*, 29 janvier.

vie. Ce rôle joué et quand il ne lui restait plus rien à faire sur la scène de ses exploits, avoir disparu, peut-être un jour plus tard qu'il n'eût fallu à sa renommée : voilà pour l'opportunité de sa mort.

Quelle fut la valeur absolue de l'œuvre? Le temps en décidera. Dès à présent, l'attitude de l'homme nous appartient. C'est celle d'un des plus pittoresques athlètes des joutes parlementaires et que j'entrevois d'ici se dresser, parmi ses contemporains marquants, au musée historique futur, la visière relevée, ceint de la cotte de mailles, la lance au poing, avec, au piédestal, cette épigraphe : un démocrate tory.

*
* *

Sur toute médaille frappée à cette image, s'inscriraient en exergue deux vers de Baudelaire :

> Ma jeunesse ne fut qu'un ténébreux orage
> Traversé çà et là par de brillants soleils.

C'est à la clarté de ces rayons réunis en faisceau qu'il faut regarder l'homme, ce qu'il voulut être et ce qu'il fut.

Au physique, un Quasimodo très atténué. Toute banalité est exclue de cette silhouette qui garde en sa laideur une élégance de race. Il y a du déséquilibre dans la structure et du désordre dans la figure, en tout, je ne sais quoi d'incohérent dans l'inachevé. Sur un corps grêle, une tête énorme aux

traits lourds et vagues qu'éclairent des yeux exorbitants, beaux tout de même, mais où l'on chercherait en vain le regard intérieur, deux verres grossissants qui déforment la réalité et la colorent, des yeux de peintre caricaturiste ou de visionnaire, non de penseur. On pressent, au premier aspect, le héros de destinées exceptionnelles. Et, de fait, l'orage domine cette carrière brillante et sombre qui n'est, à la bien voir, qu'une jeunesse prolongée, comme celle-ci n'avait été qu'une enfance continuée. Rarement, l'homme se découvrit mieux à travers l'enfant. Tel il nous apparaît pour la première fois à l'école d'Eton, bruyant, querelleur, hardi, la tête folle et le cœur chaud, tel nous le retrouverons quinze ans plus tard, dans l'arène de la politique, sur le champ de bataille électoral, à Westminster.

Lord Randolph Churchill, de la famille des Spencer Churchill, était le troisième fils du septième duc de Marlborough et l'arrière-petit-neveu par sa mère du tragique et fascinant personnage que fut lord Castlereagh. On découvrirait peut-être, dans ses hérédités, la clef de quelques-unes de ses étrangetés intellectuelles ou morales. Son adolescence est dénuée des anecdotes chères au biographe.

« Il n'y avait pas, dans toute l'école, écrit M. Brinsley-Richard, de garçon dont le rire fût aussi sonore ni aussi contagieux ; il n'y en avait pas de plus espiègle, de plus pétulant ; pour entrer dans une chambre, il préfé-

rait se ruer sur la porte et la forcer d'un coup d'épaule, plutôt que de recourir à la banale formalité de tourner la poignée. Rien ne lui était plus agréable qu'une collision avec le voyou, les jours de bagarre, à Eton ou à Windsor. Mais c'était le trait charmant de sa nature, qu'il se choisissait toujours des antagonistes beaucoup plus âgés et plus grands que lui-même ; en somme, un noble, vaillant, petit gaillard dont les escapades, encore qu'elles fissent froncer devant lui les sourcils à ses maîtres, les faisaient sourire dès qu'il avait le dos tourné. Il n'y avait nulle méchanceté dans cette nature. La malice qui étincelait dans ses grands et beaux yeux était pure malice enfantine, née de l'exubérance physique ».

Cette ébauche est déjà portrait. Le type est là, définitif, avec toutes ses lignes essentielles. La figure a pris son pli, le temps ne le modifiera plus que pour l'accentuer.

Dans l'étudiant d'Oxford, je reconnais l'écolier d'Eton, grandi et fortifié. Même activité, même joyeuse insouciance qui n'exclut pas le pouvoir d'un effort. Il se concentre, se ramasse en quelque sorte sur lui-même, pour conquérir le diplôme nécessaire et emporté par l'élan, il s'adjuge le luxe des « honneurs (1) », puis, il voyage à l'étranger.

Le voyage est le complément de toute éducation aristocratique anglaise. Il visite le continent, réside

(1) Branches supplémentaires concernant certaines matières spéciales.

en Autriche, erre par le monde en quête d'une distraction ou d'une vocation.

La vocation qu'il allait chercher bien loin se préparait pour lui, sans lui et chez lui. Nous sommes en 1874. L'Angleterre d'alors se résumait en deux noms : Disraéli, Gladstone. Les libéraux étaient au pouvoir, mais ils perdaient du terrain. Une administration de six années, une loi d'oscillation, et quelques fautes peut-être, faisaient la partie belle aux conservateurs. Le parlement fut dissous, les électeurs convoqués. C'était l'occasion guettée de lord Randolph Churchill. Le jeune seigneur désœuvré avait trouvé de quoi remplir et, qui sait? peut-être distraire sa vie. La politique s'offrait à lui comme une carrière de famille. Il s'y lança. Ses origines le prédestinaient au torysme. Le bourg de Woodstock était facile à enlever. Il s'y présenta. Elu, il entrait au parlement, sans surprise et sans éclat, ainsi qu'en la demeure de ses aïeux.

Jusqu'ici, rien que d'ordinaire dans l'aventure de ce jeune homme qui demande à la politique une occupation ou une étiquette, rien qui attire l'attention sur ses débuts et fasse prévoir l'avenir. Au parlement, sa personnalité reste noyée dans l'ombre, parmi la foule où ne le discerne pas l'œil de Disraéli, si habile pourtant à découvrir le talent à son aurore. En 1878 seulement, il sort un jour de cette demi-obscurité, par dénoncer le bill de M. Sclater-Booth, d'ailleurs très modéré, sur le gou-

vernement des comtés, « comme la plus radicale et la plus démocratique mesure, suprême déshonneur des principes tories ». Ainsi, jadis, le plus grand chef libéral du siècle débutait « comme ferme et inflexible tory ». Notre futur démocrate tory n'avait pas encore reconnu son chemin de Damas. Et pourtant ce discours était un premier éclair avant-coureur. C'était une déclaration d'indépendance, en même temps que de guerre, à ceux qu'il appelait déjà cavalièrement « la vieille clique » ; surtout c'était un trait de caractère. L'homme s'y dévoilait ardent, téméraire, irrespectueux. Après cela, il retomba dans le silence. Nous sommes en 1878. Son heure n'avait pas encore sonné.

Elle sonna en 1880. Le pays, las de la course au mirage de la politique impériale, la fièvre passée, la bourse vide, faisait volte-face. Repu de gloire au festin tory présidé par lord Beaconsfield, il revenait aux réalités solides du pot-au-feu gladstonien. L'Angleterre avait assez bataillé pour la Turquie d'Europe et d'Asie, pour l'Afghanistan, pour l'Afrique et pour le monde ; il était temps qu'elle songeât à elle-même. Sous le Jingo se réveillait l'homme d'affaires. Ce fut lui qui renvoya à Westminster une compacte majorité libérale. Le coup fut d'autant plus rude aux conservateurs qu'il était moins attendu. Une léthargie s'empara d'eux : ils acceptaient le verdict électoral comme un arrêt du destin

avec une résignation fataliste. Les vieux ressorts étaient usés, les anciens chefs, incapables de communiquer une foi qu'ils avaient perdue. Il fallait à une situation imprévue, nouvelle, des moyens nouveaux, un homme nouveau.

C'est alors que lord Randolph Churchill se lève. Il est l'homme indiqué de l'heure, de cette heure où l'audace tiendra lieu de tout, de savoir, d'expérience, presque de talent. Il est jeune, sans passé compromettant, sans gênants préjugés et audacieux — par-dessus tout audacieux — parce qu'il n'a rien à perdre et tout à gagner, et parce que l'audace est l'essence de sa nature à qui l'orage nécessaire a, jusqu'ici, manqué, mais qui, enfin, le trouve ou le crée. Lord Randolph Churchill se lève avec quelques amis de sa trempe, les sir Henri Drummond, les Gorst, il donne au « quatrième parti », hier mal vu de l'opposition, dédaigné de la majorité ministérielle, le poste de péril et d'honneur, à l'avant-garde. Sans hésitation, ni fausse honte, par le droit du plus fort, ici du plus hardi, le voici prenant la tête des gros bataillons conservateurs découragés qui s'étonnent, se rebiffent, le subissent et le suivent. « Car un parti, a dit Bolingbroke, est une meute : il suit l'homme qui lui a montré le gibier. »

Lord Churchill comprit qu'il fallait viser l'adversaire à la tête et au cœur. Gladstone était l'une et l'autre. Autour de ce nom magique, se groupaient, comme cristallisés, tous les sentiments d'affection,

de crainte, de haine du peuple anglais : légende terrible et fascinante où amis et ennemis confondaient leurs superstitions. Il devenait une puissance oppressive. Une chance se présentait au débutant *commoner* d'un de ces duels inégaux dont l'écolier d'Eton raffolait. La question Bradlaugh surgissait au parlement. C'était un admirable terrain d'attaque. Lord Randolph Churchill s'y campait, conjurait le ministre de ne pas faire appel à sa majorité pour placer « sur les bancs de la Chambre un athée avéré et un sujet déloyal ». Intervention doublement heureuse. Il mettait son adversaire dans la fâcheuse alternative ou de forfaire à la liberté, son principe, ou de froisser le sentiment public, alors que lui-même se posait en défenseur de la foi nationale. La victoire lui resta. C'était mieux qu'un avantage passager. Il avait osé porter le premier coup, coup sacrilège, à l'idole ; et il « vécut pour renouveler l'exploit (1) ». Le charme était rompu.

Déjà le duel allait s'agrandissant. Le nouveau chef tory insufflait un peu de son jeune fanatisme à ses troupes. Il leur montrait les masses électorales ébranlées, et la victoire au bout de l'effort. Ce fut pendant cinq années une campagne de tous les jours, sans répit et sans quartier. La fin y justifie les moyens. La fin est une : c'est le renversement de Gladstone. Les moyens sont multiples.

(1) *Times*, 25 janvier.

Partout, Churchill prend l'offensive. Sa tactique est l'assaut, son arme l'ironie, une ironie énorme, shakespearienne, homérique, où le sarcasme, enflé jusqu'à l'invective, semble jaillir des lèvres de quelque Achille moderne insultant Agamemnon. Il est l'homme « des vives et impétueuses saillies » qui s'avance par bonds, frappant d'estoc et de taille, et du pommeau, ennemis et alliés, tous ceux qui, par devant ou par derrière, l'arrêtent ou le modèrent. Nulle contradiction ne l'effraye ; il saute d'un extrême à l'autre, d'abord champion intransigeant du protectionnisme, en attendant qu'il soit l'avocat passionné du libre échange, « contre ce coucou pillard de Bright qui a volé sa théorie à Villiers » ; aujourd'hui requérant l'union avec l'Irlande par la contrainte, pour s'aviser, demain, que l'heure est venue de tendre une main secourable à l'île-sœur. Nulle riposte ne l'accable ; n'est-il pas, ce sportsman en politique, de la race rude du boxeur anglo-saxon à qui le coup reçu est une âpre jouissance, pourvu que le sien porte? Nulle objection ne l'émeut. La légèreté de son bagage de science ne le dessert pas trop, elle favorise l'aisance de ses mouvements. Il sait l'art d'éluder le problème technique, de glisser vite, patineur agile, « sur une glace sentie trop mince (1). »

C'est qu'à son argumentation tout en dehors d'orateur de plate-forme, il faut, non pas tant des

(1) *Times*, 25 janvier.

idées et des faits, que des images et des sons, et qu'un organe vocal vibrant, une imagination monstrueuse fournissent à sa logique le timbre et la couleur. Il est moins préoccupé de frapper juste que fort, et il se trouve qu'en frappant fort, il frappe juste ; car son instinct lui est un guide infaillible qui l'emporte à son but par la voie la plus brève et la plus sûre, la grande voie démocratique. Sur les lèvres du noble preux, la formule attirante alterne avec le trait qui blesse.

Il a su découvrir, puis entrer en communion avec l'âme obscure du peuple, ce grand courant caché qui s'ignore, et il se laisse porter par lui qu'il semble diriger. Il sait, au plus fort de la mêlée, mettre sur les aspirations ou les griefs de l'Anglais le mot juste qui fixe ou stigmatise, apôtre aussi enflammé du libre échange maintenant, de la réforme électorale et du gouvernement local que champion valeureux de la religion nationale ou qu'implacable dénonciateur des fautes de celui qu'il a baptisé « le Moloch du Mid-Lothian ». Toute flèche est bonne qui fait plaie : l'adoption de la clôture, « la perversion (1) de Gladstone au parnellisme (2) », la guerre d'Egypte, les désastres du Soudan, l'abandon de Gordon, la faiblesse envers le

(1) Expression toute anglaise qui s'oppose à conversion. La perversion est l'abandon de la cause bonne pour la mauvaise.

(2) *Times*, 25 janvier 1895.

Russe, l'aliénation des colonies, le cri du fermier en détresse sont comme autant de banderilles, de dards ou de glaives en ses mains d'écarteur, de picador, de toréador — car il est tout cela — pour harceler et exaspérer sa victime avant de l'achever.

Rien qui décèle l'apprêt dans cette éloquence furieuse et chaotique où tant d'éléments disparates se précipitent et se mêlent. C'est une puissance de la nature accomplissant sa fonction ; c'est le volcan qui fume et flambe superbement.

Mais ne nous laissons pas prendre aux apparences.

Ce torrent de lave ne s'épanche pas au hasard. A regarder les choses d'un peu près, on s'aperçoit que le calcul et la ruse s'allient étrangement à la spontanéité dans cette guerre de patience autant que de passion. Lord Randolph Churchill est un capitaine de génie peut-être, mais c'est un capitaine habile, très capable, le cas échéant, d'accepter la bataille rangée, mais qui prend tous ses avantages dans la petite guerre de broussailles, qui profite, comme pas un, des accidents de terrain, des imprévus de l'heure, qui excelle dans les rencontres de détail : un Marlborough, sans doute, de par la vertu du sang mais aussi, mais plutôt « un chef guerilla (1) », mieux encore, une façon de Duguesclin parlementaire.

Il allait recueillir les fruits de son labeur.

(1) *Times*, 25 janvier.

*
* *

Miné à sa base, ébranlé par cinq années d'incessants assauts, le colosse gladstonien ne tenait plus debout que par un miracle d'équilibre. Une défaite au parlement était le prélude de sa défaite devant le pays. Lord Churchill prenait le secrétariat de l'Inde dans une combinaison Salisbury. L'intervalle qui sépare sa nomination des élections est l'apogée de sa carrière.

Son activité fait face aux exigences d'un double rôle : celui de ministre et celui d'opposant. A vrai dire, le premier demeure l'auxiliaire et le subordonné du second. Nulle charge imprévue, nul succès, rien ne réussit à l'absorder, à l'éblouir, à le distraire de sa mission, rien, pas même le souci de sa candidature. Elle n'est pas, pour cela abandonnée à son sort. Une alliée s'est révélée, à Lord Churchill : lady Churchill, qui se jette, « n ouvelle duchesse de Longueville (1) », dans la bataille des partis. L'aventure fleure son XVIIe siècle. Elle nous reporte aux beaux jours de charmante folie qui s'appelèrent la Fronde. La noble dame a épousé la querelle de son mari. Elle mène en son nom la campagne, visite, catéchise, racole les électeurs, organise des meetings, argumente, fougueuse, mais gracieuse, et convainc ou séduit. Et c'est un romanesque et lumineux épisode que cette apparition qui tra-

(1) A. Filon, *Profils anglais.*

verse, tel un rayon de légère poésie, la prose épaisse de ces luttes.

Un épisode seulement. Pour lord Randolph Churchill, chef de la coalition, le devoir est ailleurs, au centre et au-dessus du combat, au point d'où il pourra le mieux en dominer les péripéties, au ministère. Le ministère n'est qu'un arsenal où il trouvera des armes ; la conquête du haut Birman, qu'une occasion d'accroître son prestige, une arme encore pour la continuation de la lutte à outrance. La défaite du parti gladstonien n'est que commencée. Il reste à l'achever. En effet, de premières élections avaient ramené M. Gladstone au pouvoir. Mais celui-ci, ayant inscrit le *home-rule* dans son programme, voit s'éloigner de lui ceux qui, jusque-là, avaient été ses plus fermes appuis. Privé de sa majorité dans le parlement, il a recours à un moyen suprême : l'appel au pays. C'est le moment que choisit lord Churchill pour attaquer son vieil antagoniste avec une recrudescence de furie, d'injustice et de bonheur.

Le gouvernement de M. Gladstone? Mais est-il permis de donner ce nom à l'incohérent spectacle étalé devant le monde, « à ses dix politiques irlandaises, dix-huit politiques égyptiennes, neuf politiques centre-asiatiques, au total, à ses trente-sept politiques...? » Le *home-rule* — que Churchill définira un jour, dans un suprême éclair, « cette absurdité philosophique, un corps avec deux centres de

gravité » — est-il autre chose « qu'une monstrueuse mixture d'imbécillité, d'extravagance et d'hystérie politiques » ? Et, enfin, l'appel adressé au pays, qu'est-ce donc, sinon « un évident plébiscite personnel, un expédient politique emprunté aux derniers et plus mauvais jours du second empire » ? Fallait-il « bouleverser une constitution afin de satisfaire l'ambition d'un vieillard pressé » ?

Nous voici parvenus en 1886. Le cap des tempêtes est doublé. Le pays a donné raison à lord Randolph Churchill. Une majorité unioniste est rentrée à Westminster. Pour récompense de ses services, et pour sa part des dépouilles, l'organisateur de la victoire reçoit, dans le ministère Salisbury, le titre de chancelier de l'Echiquier ; aux Communes, la direction du parti. L'expérience est intéressante. Voici le grand démolisseur mis, par son succès même, en demeure de bâtir. On va connaître sa mesure. On saura s'il n'est qu'un admirable instrument de destruction ou s'il possède en lui l'étoffe d'un homme d'Etat.

On vit bientôt qu'il en avait l'esprit peut-être, non le caractère ni l'humeur. Il ne sut se plier à cette loi primordiale de la solidarité ministérielle qui fait que le membre d'un cabinet n'est que la fraction d'un tout solidaire. Il ne put se résigner à ce rôle de fraction. Il s'isola. Il fut l'enfant terrible des siens.

Autant que ses principes, sa personnalité rebelle à toute discipline devint un élément de discorde. Il

prit comme un malin plaisir à contrecarrer ses collègues, tantôt les devançant, tantôt les retenant. Ce titulaire d'un des plus importants portefeuilles d'un ministère conservateur fit de la politique ultra-libérale. Il promit « le développement d'un système populaire de gouvernement local dans tout le royaume », si bien que les radicaux lui reprochaient le vol de leur programme. La vérité absolue, le sens historique étaient sans doute du côté du démocrate tory que, plus que jamais il se piquait d'être, mais non la souplesse, l'habileté, l'opportunité, toutes ces qualités secondaires sans quoi les dons supérieurs ne servent de rien. Non content de compromettre le gouvernement, il le contrariait. Lui qui l'engageait par d'imprudentes promesses. il se plaçait en travers de tous ses projets. Il refusait le renouvellement des droits sur le vin et le charbon, à Londres. Il tenait les cordons de la bourse, il refusait de les délier. Il refusait d'accéder aux exigences de l'amirauté et de la guerre pour l'augmentation de la flotte et de l'armée.

L'homme de progrès devenait l'obstacle à tout progrès. Une situation aussi fausse ne se pouvait indéfiniment prolonger. Lui-même se chargea de la dénouer. Il s'imaginait être la pierre angulaire de la maison que son départ mettrait à bas. Sa démission jetée comme un défi à la face de ses collègues les débarrassa et les remit d'aplomb.

En vérité, il y avait autre chose qu'une incompa-

tibilité d'humeur entre eux et lui. L'incompatibilité était entre lui et la fonction. Opposant par nature et par circonstance, il était resté au pouvoir un opposant. Seulement, ne trouvant plus d'adversaires en face de lui, il en avait cherché à côté de lui ou derrière lui : il tombait victime de la même force intérieure qui avait fait son élévation.

Le drame est tout joué maintenant. L'épilogue seul en reste à conter, mélancolique. Lord Randolph Churchill comprit tout de suite son erreur et qu'elle était irréparable. Les rangs des conservateurs s'étaient refermés sur sa fuite. Il pouvait se jeter entre les bras des libéraux prêts à s'ouvrir. Il était de ceux qui peuvent se contredire, mais non se renier. Au plaisir de la vengeance, il préféra la retraite plus digne. Et puis, peut-être, sentait-il déjà les premières atteintes du mal auquel il devait succomber. La réaction se produisait après l'action ; l'abattement, après la fièvre. Il s'éloigna, ce qui était le meilleur moyen d'être regretté. Il finit ainsi qu'il avait commencé, par le voyage. L'Afrique l'attirait, comme l'avenir. Sa destinée, à lui Churchill, n'était-ce pas d'être, sur toutes les routes du monde, un éclaireur ?

Il revint de là-bas avec la nouvelle d'un féerique empire découvert au nord du Cap, conquis sans coup férir, offert à la mère patrie par un de ses colons, la Rhodésia, une terre vierge où la pique du mineur n'avait qu'à s'enfoncer pour mettre à jour un trésor.

Mais, de ce pays de miracle, lui-même ne rapportait pas la guérison cherchée. La nostalgie de l'arène hantait ce jeune lutteur déchu. Il reparut au Parlement, méconnaissable. Il parla. Sa voix s'était assourdie. Il attaqua les parnellistes et les antiparnellistes. On ne retrouvait plus dans le regard morne la flamme d'antan. Une torpeur croissante pesait sur lui, symptôme trop clair de la paralysie prochaine. On eût dit voir s'éteindre l'intelligence dans ce corps terrassé. C'était à tous, témoins, admirateurs, victimes de sa vaillance passée, un poignant spectacle que celui de cette extinction progressive. Il tenta un suprême effort. Il partit pour le tour du monde. Le voyage, resssource désespérée, ne fit que hâter la fin. Ses amis eurent à peine le temps de le ramener d'Egypte. Du moins, ne fut-elle pas refusée à cet Anglais, la satisfaction de mourir sur le sol anglais. Il avait quarante-cinq ans.

Politiquement, il était mort depuis huit ans, depuis sa démission ; — encore plus tôt — depuis sa victoire. Dès lors, sa tâche était faite. Il ne pouvait que se survivre, à charge ou inutile à son parti. Les temps étaient changés ; il n'était vraisemblablement plus en lui, même sain de corps et d'âme, d'ajouter quelque chose à ses services passés, deux services éminents, l'un immédiat et temporaire, l'autre moins perceptible, mais plus durable.

D'abord, à l'heure sombre, il s'était présenté aux

siens comme l'homme providentiel. Ils le savaient sauvé de leur plus dangereux ennemi, d'eux-mêmes. Ils subissaient une crise de catalepsie morale. Les moyens doux n'avaient plus d'action quand lui vint placer de force sous leur narine « le flacon d'ammoniaque(1) ». Brusque, spasmodique avait été le réveil ; mais les conservateurs ne s'étaient plus rendormis ; ils s'étaient mis en marche, galvanisés, vers la victoire.

Pour opérer ce prodige, sans doute, la magie de sa parole et de son exemple n'aurait pas suffi. Il fallait la puissance d'une idée. Lord Randolph Churchill, penseur médiocre, philosophe d'occasion, vit, d'un coup d'œil, plus juste et plus loin que les plus éclairés de ses contemporains. Il ne se contenta pas de les secouer et de leur marquer le but, la victoire, il leur montra la route à laquelle ils tournaient le dos. Il les remit face à face avec la démocratie britannique. Il les conduisit, les poussa vers la nation comme à la source vive du pouvoir, cependant que lui-même emprunta sa force motrice au grand courant populaire. Des génies plus hauts que le sien, tel, à l'étranger, le féodal Bismarck, eurent ainsi l'intuition de cette vérité que nul antique parti ne saurait subsister désormais qu'en se transformant, en s'appuyant sur le peuple, le vrai, celui de l'usine, de l'atelier, du champ. Mais l'autocrate prussien s'arrêtait à mi-chemin. Il reconnaissait l'âme du peuple pour accaparer sa force. Il ne fut donc au

(1) *Times*, 29 janvier.

mieux, et qu'une seconde, un démagogue. Le lord fut plus habile, en étant plus généreux. Il comprit, ou plutôt il sentit, émule en cela de son grand rival, Gladstone, que le peuple serait à celui-là seul qui se donnerait au peuple tout simplement et sans calcul, qui s'efforcerait à améliorer sa condition matérielle et morale. Sa devise était : *Trust the people*, ayez foi dans le peuple. Il fut un démocrate tory.

Par là, peut-être, à son insu, cet adversaire de la tradition se rattachait à la grande tradition tory personnifiée à travers le siècle par les Pitt, les Peel, plus récemment par lord Beaconsfield dont il est l'héritier direct et le continuateur. Même il l'incarne plus complètement qu'aucun d'eux, puisqu'il est tory non seulement par la volonté, mais par le sang, qu'il est de ceux à qui Cobden, dès 1845, lançait cet éloquent appel entendu de lui :

Vous êtes l'aristocratie de l'Angleterre, vos pères ont conduit nos pères. Vous pouvez nous conduire encore. Le peuple anglais considère les gentilshommes de ce pays comme ses chefs. Moi qui ne suis pas des vôtres, je n'hésite pas à reconnaître qu'il y a en votre faveur, dans ce pays, une prédilection enracinée et traditionnelle. Mais vous ne l'avez pas conquise et vous ne la conserverez pas, en vous opposant à l'esprit de cet âge. Si vous prétendez mettre obstacle aux transformations décrétées par le destin, alors vous ne serez plus la gentry d'Angleterre (1) !

(1) CUCHEVAL-CLARIGNY, *Lord Beaconsfield et son temps.*

Et c'est ici qu'éclate la merveille du génie politique anglais, cette faculté de métamorphose et de rajeunissement à l'infini. L'étiquette subsiste, le moule se modifie avec l'objet. Tout insulaire est né évolutionniste. Le parti de la stagnation n'existe pas de l'autre côté de la Manche. Les tories devenus les conservateurs sont un parti de mouvement tout comme les wighs devenus les libéraux. Les deux grands partis poursuivent, fleuves jumeaux, leur course distincte, se devançant à tour de rôle, avec des zigzags qui, un instant, les écartent, pour d'autres fois se presque réunir. Généralement parallèles, entre eux il y a, les séparant, des souvenirs, des habitudes, pour parler comme le prince d'Aurec, « la manière ».

Celle de lord Rando'ph Churchill méritait d'être signalée. Sa manière — si l'on peut ainsi nommer cette incoercible nature — explique sa grandeur, sa chute, son histoire qui se développe droite, simple, logique, dominée par une nécessité supérieure, comme un poème d'Eschyle. Il était né pour la tempête. L'orage était sa raison d'être et son indispensable élément. Plus d'orage, plus d'ouragan, donc plus de grands coups d'aile sous les éclairs. Quand l'orage lui fit défaut, il tomba sur le sol à plat, d'où il ne se releva plus.

Nouvelle Revue, Juin 1895.

TROIS ALERTES

1er septembre 1896.

Elles sont loin déjà et près d'être oubliées. Elles troublèrent un instant, au commencement de l'année, la quiétude de l'Angleterre et celle du monde. Puis, le calme s'est rétabli. Ainsi, après le passage de nuages errants, le ciel se rassérène. Mais l'atmosphère reste lourde, chargée d'électricité. L'orage qui passa et gronda au-dessus de « la petite île » s'est-il définitivement éloigné, ou rôde-t-il encore aux alentours ? Ces trois incidents d'Arménie, de Venezuela, de Transvaal, ne furent-ils que des faits divers, sans causes certaines, sans effets notables ? ou ne furent-ils point les chiquenaudes initiales d'un mouvement dont l'amplitude nous échappe, d'un changement d'orientation de la politique anglaise ?... Cela, peut-être ; ceci plutôt, et sans doute, ceci et cela.

Simples accidents de la vie d'un peuple, ou prodromes de son évolution prochaine, ces événements sans lendemain, ou précurseurs d'autres plus grands qu'eux-mêmes, valent qu'on les rappelle, qu'on les contemple attentivement, qu'on en fixe la physio-

nomie fuyante déjà. L'incertitude même qui les enveloppe les grandit. Ils mettent à notre fin de siècle, raisonneuse et un peu terne, une clarté de fantaisie et presque d'épopée. Ils offrent à l'étude le double attrait de l'aventure et de l'hypothèse.

Ces trois nuages venaient des directions les plus opposées : de l'Asie, de l'Amérique et de l'Afrique.

Le premier s'était formé au-dessus de l'Arménie : la question d'Arménie, tel est le dernier nom de la question d'Orient, toujours ouverte (1). Commencée il y a plusieurs siècles, la désagrégation de l'empire ottoman continue sourdement. De temps à autre, une pierre se détache de l'édifice vermoulu, atteste que la ruine poursuit son œuvre. Parfois, une crise plus violente secoue « l'homme malade ». Les médecins, dans la crainte de la contagion, s'empressent à son chevet, lui administrent un docte narcotique et retournent à leurs affaires.

La tradition et les circonstances, plus que les traités, ont créé à l'Anglais parmi tous ses confrères en droguerie politique, une situation particulière. Médecin confidentiel du patient, il est dans cette posture fâcheuse qu'il ne lui peut rien prescrire sans l'aveu de la confrérie tout entière, qu'il a la responsabilité sans avoir l'autorité. L'ordonnance de la plus anodine potion doit être contresignée par

(1) Le dernier nom en 1896 ; depuis, elle s'est appelée la Crète.

chacun de ses associés. C'est le concert européen qui fixe le régime turc en 1856 : 1856, date décisive dans l'histoire de l'Orient moderne, le 89 de la Turquie, un 89 en avance ou en retard !

L'aréopage des puissances réunies à Paris s'est rendu coupable d'une contradiction. Il n'a su être ni généreux ni égoïste. Il a introduit dans l'organisme de l'empire, qu'il prétendait maintenir, un principe destructif de cet organisme ; il a décrété une sorte d'égalité des cultes et des peuples sur les territoires soumis à l'islamisme, féodalité religieuse et guerrière qui, précisément, repose sur une hiérarchie des races et des religions et proclame la supériorité du croyant sur le « giaour ». Par ainsi, il a jeté une étincelle dans une montagne de paille sèche ; il a allumé ou activé l'incendie qu'il s'était donné mission d'éteindre. Chez toutes les populations chrétiennes opprimées, il a suscité d'immenses espoirs d'indépendance qui ne se peuvent réaliser que par la rupture du lien commun musulman. La politique, au fond conservatrice de l'Europe, devait se borner à une réforme administrative et financière. Tandis qu'on a fait appel au sentiment national, qu'on a avancé l'heure dangereuse — pour les autres — de son éveil. Faut-il s'étonner si cette force vive, incompressible

Comme une onde qui bout dans une urne trop pleine,

fait déborder maintenant la chaudière ottomane !

Nous avons indiqué la cause principale du désordre. Les causes occasionnelles varient. Au fond, elles aussi se ramènent à une seule, toujours la même : le gouvernement turc, si l'on peut ainsi désigner un homme qui est le sultan. Le gouvernement vaut ce qu'il vaut et ce qu'il est. Abdul-Hamid vit dans la peur, règne par la peur. La peur, qui est le grand mobile de ses actions, est l'unique ressort de sa politique. Ce sont les terreurs de ce despote qui ont provoqué l'explosion arménienne.

Dans la crainte des Softas, le despote se livra aux Kurdes. Ces brigands devenus gendarmes, par la grâce de la poltronnerie impériale, changèrent d'étiquette, mais non d'habitudes. Les populations chrétiennes spoliées au nom de la loi, protestèrent, puis s'armèrent. Ce fut le point de départ de la rébellion. Le fanatisme religieux s'en mêla, attisa les haines ; les massacres d'Arménie provoquèrent des représailles, et bien vite, de proche en proche, l'incendie gagnait tout l'empire.

Les victimes jetèrent un appel désespéré vers l'Europe et vers l'Angleterre. De Londres même, un comité arménien dirige l'insurrection, parle en son nom, sollicite un secours, réclame l'autonomie.

En vérité, cet appel, à ce moment, enfermait l'Angleterre dans un cruel dilemme : y répondre, c'était courir les risques d'une méchante aventure ; y faire la sourde oreille, c'était abdiquer son rôle, déchoir de sa haute position dans le monde musulman.

L'établissement des Turcs en Europe est un anachronisme qui dure : il ressemble à ces monuments du passé, non au castel féodal fils du sol, planté sur le roc et solide comme lui, dont il semble jaillir, mais à ces architectures exotiques du caprice oriental en Occident, à ces mosquées lourdement fragiles, vestiges d'une domination et d'une époque finies. Il ne tient debout que par un miracle constant d'équilibre et par le respect universel. A ce point de vétusté, l'enlèvement d'une seule pierre entraînerait la chute de l'hétérogène édifice. Et la race arménienne ne constitue pas seulement cette pierre ; elle est plus qu'une principauté de l'empire, plus qu'une agglomération distincte. On la retrouve encore partout, mêlée en proportions diverses à la population musulmane, éparpillée sur toute la surface de cette mosaïque que figure l'Asie Mineure. L'Angleterre le sait bien, et qu'en travaillant à son autonomie, elle travaillerait à la dissolution de la communauté. Le moment serait-il bien choisi d'encourir l'inconnu d'un partage, toujours imminent et toujours ajourné ?... D'ailleurs si, puissance européenne et chrétienne, elle prétend à la protection des chrétiens d'Orient, puissance asiatique et mahométane, par l'Inde, elle doit des égards au sultan, chef spirituel des croyants. Le sultan, sans doute, s'est détourné d'elle, dont les remontrances troublaient sa léthargie, pour écouter la voix endormeuse du conseiller moscovite, d'autant mieux résigné à ses

vices qu'il a plus à gagner en agissant sur lui et par lui que contre lui. Mais le peuple, au fond, est demeuré anglophile : suite d'une tradition, de l'habitude prise de regarder vers Londres quand il se sent menacé d'un péril extérieur. On n'ose le décourager, ni surtout l'exaspérer par une volte-face qui ressemblerait trop à une trahison.

Pourtant le cri des milliers de victimes domine la voix de la politique. L'opinion est avec Gladstone, le vieil homme d'Etat, resté son guide sentimental, lorsqu'il dénonce, comme autrefois les atrocités bulgares, les atrocités de Sassim, « la goutte d'eau qui fait déborder le vase de l'iniquité turque ».

Mais ses chefs actuels sont des esprits autres qui ne suivent pas les emballements de l'opinion, des hommes sages qui pèsent le pour et le contre des choses, très incapables, pour la plus belle cause du monde, de s'embarquer à la légère sur la première galère venue, serait-elle turque. Donc, ils réfléchissent. Quel parti prendre en l'occurence ?

L'intervention isolée, c'était l'immédiat groupement contre soi de toutes les puissances jalouses ! L'intervention à deux par une démonstration combinée et simultanée d'une flotte anglaise dans le Bosphore et d'un corps russe devant Erzeroum ? Mais aucun des deux associés en projet ne se souciait de tirer pour les autres les marrons hors du feu. Mais la Russie, instruite par l'expérience ne se fiait plus à la gratitude des peuples : c'était assez d'une Bul-

garie d'Europe sur l'une de ses frontières ; elle n'éprouvait nulle envie d'aller créer, là-bas, sur l'autre frontière, de son sang et de son or, une Arménie indépendante, qui deviendrait bien, avec le temps, une Bulgarie d'Asie, une seconde Marche hostile barrant la route à ses progrès futurs ; nulle envie non plus de rehausser le prestige anglais en Orient. Et de l'autre côté, l'Angleterre ne souhaitait point davantage de mettre le Russe sur le chemin qui mène au golfe Persique. La *petite île* chrétienne avait failli, dans un beau mouvement, oublier l'essentiel précepte que « charité bien entendue commence par soi-même ». Ses hommes d'Etat le lui rappelaient à temps ; sir Hicks-Beach l'affirmait dans des meetings. Le cri des Arméniens massacrés appellerait, disait-on, la vengeance de Dieu sur l'Angleterre traîtresse. En vérité, pourquoi sur elle plutôt que sur d'autres ? Avait-elle envers les Arméniens des devoirs différents de ceux qui s'imposaient à toutes les nations ? Sa responsabilité morale n'était-elle pas partagée par l'Europe ? Le fier devoir de défendre l'humanité et la liberté est écrit dans sa conscience et dans sa tradition, soit ; mais non point dans les textes. Ce devoir doit se concilier avec la prudence, et le bon sens qui défend d'exposer le monde, et « la patrie à des maux pires que ceux qu'on veut guérir » ! A ce langage, reconnaissons l'Angleterre, l'Angleterre de la Pologne, du Danemark, de l'Italie, l'Angleterre prodigue d'exhortations, d'exci-

tations, de paroles et avare d'action. Cette voix était celle qui devait la toucher ; ce conseil, celui qui, en fin de compte, devait prévaloir.

Il prévalut.

Mais, ne pouvant ou ne voulant point agir, on parla. Le cabinet de Saint-James, par la bouche de ses deux *premiers* successifs, fit entendre la vérité au gouvernement de Stamboul. Rosebery tança le sultan ; Salisbury le morigéna. Ce fut tout. Pas tout à fait cependant. On suscita le concert européen, qui péniblement reconstitué par l'adjonction tardive de la Triplice, à l'Angleterre, à la Russie et à la France joua le rôle inglorieux des carabiniers d'Offenbach. Il exhiba une fois de plus le vaniteux mensonge de ce soi-disant accord des puissances. Le mal suivit son cours. La crise touchait à sa fin. Quand on fut las de tuer, les massacres cessèrent. La paix se fit toute seule : celle de Tacite, par la solitude.

De ce drame sanglant, l'Angleterre sortait amoindrie. Son rôle — ridicule — se résumait ainsi : elle avait blessé le sultan, déçu les Arméniens, irrité les Turcs. On avait pu dire que la question d'Arménie était sa fille (1). Elle s'était compromise sans profit. Et, considération inquiétante, la faute n'était pas tant celle de sa politique que de sa position : elle était seule.

(1) La question d'Arménie est un enfant de l'Angleterre. (*Gazette de Cologne*).

*
* *

L'incident arménien n'avait découvert et averti l'Angleterre qu'à moitié. Il lui avait seulement laissé entrevoir les inconvénients de son isolement. L'incident vénézuélien, dans sa brièveté aveuglante d'éclair, lui en montra le péril. A sa lueur, on vit, une seconde, les deux grandes nations anglo-saxonnes, en face l'une de l'autre, dans l'attitude classique des boxeurs, et comme faisant le cercle, attentifs autour d'eux, l'Europe et le monde. Puis, sans cause apparente, sans que la foudre fût tombée, qu'un coup ait été échangé, l'orage, qui grondait, s'enfuit, passa ; le ciel se rasséréna ; les bras, en position pour le duel, tombèrent; les poings s'ouvrirent.

Il est bien malaisé à définir et d'une bien curieuse physionomie, dans sa complexité, cet incident vénézuélien. Toutes sortes d'éléments s'y rencontrent, s'y heurtent, s'y mêlent : brutalité, sournoiserie, chicane, violence, rivalités hargneuses qui seraient tout ensemble celles de préhistoriques Incas en arrêt sur le même gibier, d'agioteurs modernes s'arrachant une valeur de bourse, de pionniers en guerre autour d'un filon d'or découvert, de paysans rapaces héritiers d'un pré mitoyen. Comédie héroïque et bourgeoise où Bas-de-Cuir donne la main au bonhomme Grandet, du Balzac amalgamé avec du Fenimore Cooper, il y a de tout cela dans le litige vénézuélien,

et il est tout cela. Exactement c'est, aggravée de légistes, une querelle de conquistadors léguée par le XVIe siècle au XIXe, et où le conquistador reparaît à la fin, qui met la main sur la proie convoitée !

Il y a quelque trois cents ans,

> Comme un vol de gerfauts hors du charnier natal,
> Fatigués de porter leur misère hautaine,

une nuée d'aventuriers de tous pays, Espagnols, Anglais, Hollandais, Français, s'abattit là ; ils ont fouillé la contrée, descendu et remonté les fleuves, traversé les forêts ; il se sont rencontrés, battus, refoulés et établis. Ces hordes nomades, ayant fait élection de domicile, devenues sédentaires et dépendantes d'Etats lointains, ne se sont pas pour cela rangées. Elles ont continué de batailler. Seulement, sur leurs querelles particulières, se greffaient les querelles des métropoles. Elles ont subi le contrecoup des conflits européens, changé de mains, sans que leur sort jamais se fixât. Entre ces colonies limitrophes que le hasard fit entrer dans la communauté régie par le droit des gens, comme entre les anciennes bandes, la guerre sévit à l'état endémique. Le silence ou l'ambiguïté des textes ajouta une incertitude de droit à l'incertitude de fait, lui donna une sorte de consécration solennelle. Les négociateurs de 1648, réunis en Westphalie pour régler le sort du monde, l'ancien et le nouveau, s'arrêtaient devant la question, n'osaient la trancher par un acte arbi-

traire, mais qui eût fait loi. Leur réserve n'était, sans doute, que la modestie de l'ignorance. Dans le cas, un peu de présomption eût mieux valu. Mais l'idée ne se présenta pas aux diplomates d'alors de traiter l'Amérique comme ceux d'aujourd'hui ont fait de l'Afrique, de se partager précisément des régions mal connues ou indécouvertes, ou, peut-être, n'y songèrent-ils point. De sorte qu'en 1691, après le traité d'Aranjuez, le problème n'était guère plus avancé qu'au commencement du siècle. Les débuts du XIXe, qui virent de si grandes révolutions territoriales, le laissaient quasi intact. En 1814, l'Angleterre succédait à la Hollande, et à ses droits indéfinis ; dix ans plus tard, la Capitainerie du Venezuela se détachait de l'Espagne pour devenir la République de ce nom, héritière de la métropole, de ses titres avec ses prétentions. Et voici en présence les deux adversaires d'aujourd'hui.

La querelle entre dans une nouvelle phase, la phase de la procédure qui n'exclut point la violence. Chicanière, elle se traîne tout au long du siècle, interrompue par les révolutions intérieures, abandonnée sans cesse et sans cesse reprise, sans aboutir à une conclusion. Le plus bref résumé des pourparlers ou des notes échangées au cours de ces cinquante ans remplirait un volume ; il couvrait des pages entières de cette inexhaustible gazette qu'est le *Times*. Vaines discussions, car derrière les nobles phrases, des appétits étaient aux aguets.

On n'avait pas oublié le propos du savant Humboldt, prédisant, il y a beaux jours, que les territoires contestés recélaient de l'or, beaucoup d'or. Déjà le fait avait justifié et dépassé le dire. L'exploitation avait commencé. Les pionniers anglais, en avance sur les chancelleries, étaient en train de résoudre par la pique le problème où s'escrimait vainement la plume des diplomates.

Le gouvernement anglais, c'est son devoir de chef et son intérêt, suit ses nationaux, pour les protéger. Il proposait bien encore des concessions à l'autre partie, mais réduites. Il négociait, mais il avançait toujours vers l'ouest, où était l'or, selon la formule du grand Frédéric : « prendre d'abord, et demander après » d'où est sorti le *Beati possidentes*. Il voulait, il allait mettre le monde en face d'un fait accompli. Le droit, on ne savait le démêler parmi cet imbroglio. Restait la force, qui était du côté de l'Angleterre. La fortune, précisément, la servait. Un parti de Vénézuéliens avait molesté quelques pacifiques Anglais. Cet attentat, si opportun, qui ressemblait au coup de main du chef des Palikares dans le Roi des Montagnes, quel admirable prétexte à une prise de possessions qui clôturerait le débat séculaire, sans coup férir sans tapage ni scandale !

Brusquement, la scène change. La querelle, locale et médiocre jusque-là, s'enfle, grandit, se transforme par l'entrée en lice d'un nouveau personnage. Entre les deux adversaires inégaux, les Etats-Unis

interposaient, telle une épée dont la pointe menaçait l'Angleterre, la doctrine de Monroë. Le président Cleveland lançait ce fameux message aux allures d'ultimatum, qui, à l'Europe une, opposait l'Amérique une. Elargissant le sens et le domaine de cette expression géographique, il déclarait, au nom de la grande République, prendre sous son égide tout ce qui portait le nom d'Américain. Il ne souffrirait pas qu'une puissance européenne opprimât un gouvernement quelconque, de ce côté-ci de l'Atlantique. Son honneur, aussi bien que sa sécurité, y étaient engagés, ne lui permettaient pas d'assister sans bouger à la spoliation par un étranger d'un Etat américain. Et, puisque le Venezuela était trop faible pour faire valoir ses droits, c'était aux puissants Etats-Unis d'intervenir et de les prendre en main.

Le litige soulevait de délicates questions que seul, pouvait équitablement résoudre un arbitrage. Les Etats-Unis seraient l'arbitre. D'office, ils évoquaient la querelle devant leur tribunal suprême. Une commission d'enquête américaine, nommée à cet effet, étudierait sur place les titres des parties, recueillerait les témoignages, produirait un avis. Après, le gouvernement de Washington statuerait.

Cette procédure était, toujours d'après le message, la seule juste, la seule digne. Pouvait-on, au demeurant, concevoir quelque chose « de moins naturel et de moins convenable » qu'une union politique entre Etats que séparait l'immensité de l'Océan ? L'Amé-

rique avait, dès la première heure, saisi cette vérité écrite sur la mappemonde. Elle se tenait à l'écart des affaires de l'Europe, lointaine et différente. A l'Europe, d'imiter cet exemple sage, d'abandonner l'Amérique aux Américains, pour que fût accomplie, selon l'interprétation de Cleveland, la volonté de Monroë.

Qu'est-ce donc, au juste, que cette doctrine dont le seul rappel faisait un tel bruit dans le monde (1) ? Quelle était sa valeur et sa portée ?...

Ce qu'elle était ? Rien de plus que la déclaration particulière d'un président des Etats-Unis, un acte de pure contingence, auquel le temps, la superstition et l'instinct d'une nation consciente de ses destinées, donnèrent l'autorité d'un axiome. Elle a été lancée en 1823 par Monroë avec la complicité de Canning et de l'Angleterre contre qui on la retourne aujourd'hui. Sa date l'explique. Née au lendemain des congrés de Troppau, Laybach, Vérone, elle est la protestation de l'Amérique contre l'Europe de la Sainte-Alliance, prête à intervenir en faveur de l'Espagne aux prises avec ses colonies révoltées. La liberté en fuite, naturalisée américaine, fait entendre au despotisme d'outre-mer qu'il ait à borner ses

(1) Les principaux éléments de l'exposé qui va suivre figurent dans la correspondance échangée pendant l'été de 1895 entre M. Olney, secrétaire d'Etat américain, et lord Salisbury Le message, qui résume la thèse américaine, accuse le désaccord entre les négociateurs : il crée le conflit.

prétentions au vieux monde et à lui laisser le neuf. Que les monarques ligués de Vienne, Paris, Berlin et Pétersbourg se fassent les gendarmes de la légitimité en Espagne, en Italie, ailleurs, fort bien. Mais leur puissance expire à la mer où commence la sienne. En face de la réaction étrangère, personnifiée par Metternich, elle devenait la patrie figurée par Monroë qui, à tous les envahissements possibles du dehors, oppose une double digue, une double règle : défense à l'Europe de fonder des colonies nouvelles en Amérique, — l'ère héroïque est close ; le continent nouveau n'est plus un champ à colonies ; — défense à un Etat européen d'imposer son système politique à un Etat américain. Et le principe se condense en une formule : l'Amérique aux Américains sous la haute protection du plus puissant d'entre eux, les Etats-Unis. Telle est la réponse du démocrate de Washington à l'aristocrate autrichien.

Cette doctrine — si c'en est une — est-elle internationale ? Est-ce un principe du droit des gens ? Non, sans doute. Il ne suffit pas de la volonté d'une seule nation, pour établir une règle qui les lie toutes. Il y faut encore leur assentiment unanime. S'applique-t-elle, du moins, au litige présent, à cette querelle de frontière par le fait que l'un des adversaires a des attaches avec l'Europe ? Oui, soutient Cleveland, car tenter d'étendre sa domination sur des territoires inoccupés, c'est bien violer la règle,

les deux règles posées en 1823. C'est tenter de coloniser d'abord et, par suite et surcroît, d'imposer son système politique à ce territoire envahi. — Mais raisonner de la sorte, n'est-ce pas répondre à la question par la question ? Si le territoire contesté appartenait vraiment à l'occupant, où serait l'usurpation, où, la violation de la règle ? Et c'est là le point en dispute. — L'arbitrage en décidera, répond Cleveland. — L'arbitrage, soit, mais limité à la Shomburgh-Line, objecte l'Angleterre. —L'accepter en le limitant, c'est poser une condition qui le nullifie, riposte le président. Il nous faut l'arbitrage illimité, englobant tous les territoires litigieux.

Dans ce cercle tourne le débat.

Internationale ou non, applicable ou non au cas qu'on veut résoudre par elle, la doctrine de Monroë, et ceci est certain, exprime dans son essence le sentiment national de soixante millions d'hommes. Elle parle à leur imagination, elle flatte leur orgueil. Le geste est beau de Cleveland, étendant sa main au-dessus du faible Venezuela (qui peut-être bien a tort) et disant à l'Angleterre : halte-là ! La doctrine est lointaine et vague. Ells prend sa source dans l'histoire première du pays. Elle est mieux qu'une théorie de savants, elle est une légende et une religion, une de ces forces vives dont l'évocation remue le cœur naïf des peuples. Elle bouleversa l'âme de celui-ci.

L'explosion d'une bombe ne produit pas plus

d'effet que la lecture du message au Sénat américain. La répercussion en fut immense. Une même vague d'enthousiasme « roula du Pacifique à l'Atlantique et du Canada au golfe », écrasant les quelques protestations de juristes scrupuleux, étouffant les quelques voix discordantes dans une vaste clameur chauvine. Tous les pouvoirs publics, toutes les fractions de l'opinion, républicains et démocrates réconciliés un instant, se donnèrent la main. Le jingoïsme triompha, se confondit avec le patriotisme. Sur vingt-huit gouverneurs consultés, vingt-six crièrent « hurrah » au message présidentiel. La Chambre des représentants, puis le Sénat votèrent à la vapeur le projet gouvernemental sur la commission d'enquête ; la commission fut nommée : tout cela, parmi un grand fracas d'armes remuées et de paroles belliqueuses.

L'Angleterre ne se laissa pas émouvoir par ces menaces et ces préparatifs. Très fermement et très habilement elle ramena la question sur le terrain général. Tout en tenant tête à l'orage, elle contesta la doctrine, montra ce qu'il y avait d'imprévu et d'intolérable dans cette prétention d'un Etat à fixer les limites d'un autre Etat, dans cette tentative de dictature qualifiée de médiation. Elle affirma les droits de souveraineté qui étaient siens et le caractère limité du différend qui ne regardait qu'elle seule et le Venezuela, nullement les Etats-Unis.

Cependant l'instant était grave. De quelque côté

qu'elle se tournât, elle ne rencontrait que visages indifférents, hostiles ou satisfaits. L'Europe, sans doute, était bien divisée entre deux sentiments contraires. La généralité redoutable de la doctrine de Monroë, visant tous les Etats du vieux monde, ne laissait pas que de l'alarmer un peu. La France, par exemple, avait des démêlés avec le Brésil qui ressemblaient par plus d'un côté à celui de l'Angleterre avec le Venezuela. D'autres puissances, la Hollande, l'Espagne, pouvaient d'un jour à l'autre se trouver en conflit avec l'Amérique, à propos de leur domaine colonial. L'instinct de la solidarité aurait fait pencher la vieille Europe vers Londres ; mais, en politique aussi, il est des raisons « que la raison ignore ». Un autre sentiment se faisait jour dans les commentaires de la presse continentale, dominait tout : le plaisir de la mésaventure arrivée au cabinet de Saint-James, une joie mal cachée de la mise en échec du lion britannique, que tempérait à peine une inquiétude pour soi, comme si, dans cet échec, tous et chacun savouraient la revanche de quelque antique affront personnellement subi. Certes, on blâmait le procédé de Cleveland ; mais on était bien aise tout de même que « l'arrogance américaine donnât une leçon à l'égoïsme anglais ». L'Angleterre put avoir, cette fois, la sensation directe de la réalité. Elle put se voir comme les autres la voyaient et mesurer, à son impopularité présente, l'étendue du péril futur : qu'elle se trouvât demain engagée en

un duel lointain, elle n'aurait à compter sur aucun proche secours. Elle devrait garder ses abords, en combattant dans l'autre hémisphère, se multiplier, être partout à la fois, armée et forte. Elle comprit qu'elle serait seule, et peut-être bien contre tous.

Mais l'Angleterre vaut dans les crises. Cette fois encore le danger lui rendit son énergie et sa décision : ayant répondu, elle arma en attendant.

Elle n'attendit pas longtemps. Un revirement facile à prévoir se produisait dans l'opinion américaine, revenue de son artificielle ivresse. La crainte, dit-on, est le commencement de la sagesse. Cette fois, la sagesse commença par la panique : la panique du marché.

En lançant son coup de trompette, Cleveland avait oublié qui il était et de quel peuple il présidait les destinées. Ses concitoyens étaient, ainsi que lui, des hommes d'affaires, donc pacifiques. Il se pourrait que, dans un duel à mort, l'Amérique écrasât l'Angleterre par le nombre, comme l'Angleterre avait fait de la Hollande *(and sink her into another Holland)*. Serait-ce seulement à l'avantage de l'Amérique ? En attendant, la grande république agricole et productrice en guerre avec la grande nation industrielle, sa principale partenaire dans le jeu de la vente et de l'achat, c'était d'abord et inévitablement la ruine pour toutes les deux, à commencer par celle-là, prise au dépourvu, sans organisation militaire.

Or la ruine précédait la guerre. Les Etats-Unis, d'après le message, étaient plus pauvres de quelque cinq milliards que les Etats-Unis d'avant. Aussi, la Wall-Street « était-elle bleue de malédictions à l'adresse du président ». La chambre du commerce protestait contre « sa politique de casse-cou ». Le léger bruit de l'or en fuite avait résonné au cerveau américain. Les voix des juristes s'élevaient plus fortes et plus nombreuses, et on y prêtait l'oreille. Elles disaient, ces voix, que la doctrine de Monroë n'était pas un principe du droit des gens, qu'elle n'avait que voir en cette querelle de voisinage, que l'insulte à l'Amérique était imaginaire et que la politique du message était une folle fantaisie.

En même temps, le sentiment de parti, qui n'osait s'exprimer d'abord dans la peur d'être taxé d'impatriotique, commençait à se réveiller. Les républicains flairaient dans le message une manœuvre électorale. Le président « avait voulu prendre le vent des voiles de ses concurrents ». Il avait cherché — le moyen n'est pas neuf ni spécial aux monarchies — dans sa politique extérieure une diversion à ses embarras domestiques, un succès. Il avait aussi tenté de confondre la cause de son parti avec celle de la patrie. L'élection était en vue. « On ne change pas de monture en passant le gué », surtout quand le gué est dangereux. Celui-là seul pourrait mener l'affaire à bonne fin qui l'avait lancée, pourrait débrouiller l'écheveau des négociations qui, du pre-

mier jour, en avait tenu tous les fils : spéculation hardie, mais qui pourrait bien se retourner contre son auteur. L'exécutif démocrate avait joué la carte forcée, le congrès républicain et la nation la lui laisseraient peut-être en mains. Visiblement la faction rivale se reprenait, « elle se désattelait du char présidentiel », ne se souciant guère de conduire une troisième fois Cleveland à la Maison Blanche ».

Enfin l'Eglise parla (elle n'en avait pas eu le temps encore, puisque l'incident tient dans une semaine). Elle parla au non du christianisme « d'océan à océan ». Elle fit chorus avec le commerce, les finances, le droit. Les clergymen, du haut d'innombrables chaires, dans les temples et en plein air, dans cent meetings, vitupérèrent de la bonne sorte la guerre et la monstrueuse iniquité (*wickedness*) de l'homme qui avait failli déchaîner ce fléau entre deux nations sœurs.

En somme, la république américaine avait fait un songe belliqueux. Elle s'avisait, à son réveil, qu'elle était tout bonnement une démocratie marchande et chrétienne. Parvenue, sans le voir, au bord du précipice, elle regardait et reculait. La monarchique Angleterre, qui ne s'était pas égarée si loin, n'avait que peu de chemin à parcourir pour se rencontrer avec elle sur le terrain de l'entente.

Des deux côtés de la mer, tous étaient prêts à écouter l'appel « au bon sens » de Gladstone, d'autant que derrière la raison et avec elle, par la bou-

che de Rosebery, l'orgueil murmurait son conseil : « L'histoire s'étonnera que deux grandes nations, au moment où elles allaient dominer le monde par le grand bienfait du christianisme et de la civilisation, aient préféré une guerre fratricide. »

Est-ce à dire que la réconciliation se soit accomplie instantanément entre les deux rivales? Non, sans doute. On se doit, entre grandes puissances, de revenir à la raison moins vite. Mais le vrai péril était écarté. Il résidait moins dans l'incompatibilité des intérêts réels aux prises que dans l'état des esprits, dans les amours-propres surexcités, dans la chute toujours à craindre, dans ce milieu surchauffé, de l'allumette incendiaire. Maintenant le danger s'atténuait. Chaque jour gagné diminuait les chances d'une collision redoutable dans l'égarement de la première heure. Le mot irréparable n'avait pas été dit. Cleveland n'était pas de la carrière. Il ignorait les nuances du langage diplomatique. L'outrance du sien ne tirait pas à conséquence. Quelque bon vouloir réciproque effacerait ces souvenirs et les gens d'affaire allaient pouvoir discuter sérieusement des questions qui les divisaient.

Il y avait bien une commission d'enquête nommée et qu'il faudrait occuper. Mais du temps s'écoulerait encore avant que ses membres aient achevé leurs recherches. Aussi bien pourraient-elles les conduire fort loin, à Madrid, à la Haye. Le voyage détendrait

leurs nerfs, rafraîchirait les passions. Là-bas, ils « consumeraient leurs jours dans d'austères études ». Dans l'atmosphère apaisante des bibliothèques, ils compulseraient les vénérables parchemins, ils interrogeraient les archives qui recèlent peut-être l'élixir de paix.

L'inquiétude diminuait. Elle n'était plus que l'agitation posthume de la tempête éloignée. L'Américain, être excitable, se calme comme il s'emporte. Et la période que nous traversons est fertile en émotions vives et brèves qui se succèdent et se supplantent. Un incident y distrait d'un autre.

*
* *

Le télégramme du Kaiser va précisément faire oublier le message du président, et le Transvaal, le Venezuela. Mais ce télégramme, qui crée un incident, n'est lui-même qu'un épilogue clôturant le drame, ou plutôt, car celui-ci commence à peine, un épisode qui l'éclaire d'un jour brusque : drame silencieux, lointain, passionnant, qui se déroule depuis dix ans dans l'Afrique du Sud, fait de petites et de grandes choses, d'ambitions mâles et de basses intrigues, de beaux coups d'épée et de guet-apens. Le vil et le merveilleux se mêlent à l'aventure, lui donnent un air du conte oriental des *Mille et Une Nuits* qui serait arrivé, du conte d'Ali-Baba et des quarante voleurs. Et rien n'y manque : ni le trésor, ni les qua-

rante voleurs, ni même le bon Ali-Baba. — Rien, hormis la lampe d'Aladin dont la clarté nous guiderait à travers toute cette ombre.

Il ne faut pas s'y méprendre : une métamorphose d'une incalculable importance et qui peut déplacer l'équilibre des forces modernes s'accomplit à l'heure qu'il est à l'extrémité de l'Afrique. Quelque chose est en train d'y naître, qui n'est rien moins qu'un monde et qui sera au continent noir, un jour prochain sans doute, ce que furent à l'Amérique et à l'Océanie les Etats-Unis et l'Australie. Il leur ressemble en ceci d'abord qu'il est anglo-saxon.

Avant le télégramme impérial, presque aucun bruit ne l'a révélé à notre curiosité distraite. Nul coup de trompette, nul discours retentissant n'ont signalé son existence commençante. Les empires de l'Angleterre se font un peu à la manière des continents sous-marins, en silence ; travail de madrépores, qui sentent qu'ils ont l'éternité pour eux. Un beau jour, un roc émerge hors des mers, puis deux, puis mille, soudés ensemble par leurs bases profondes, invisibles ; ils deviennent îlots ; les îlots se rejoignent, le continent se découvre.

Les Anglais œuvrent de la même sorte, avec moins de lenteur. Leurs plus splendides colonies ont d'humbles origines ; elles se sont faites, pour ainsi dire, toutes seules, par une nécessité de leur nature, sans presque qu'ils le veuillent.

Elles ne furent au début que des îlots perdus

parmi la sauvagerie, mais des îlots qui ont grandi, se sont épandus, sont devenus empires, fondateurs eux-mêmes d'autres empires. C'est à l'une de ces créations spontanées que nous assistons maintenant.

Des Anglais, explorateurs, marchands, désœuvrés, s'élancent vers l'Afrique. Ils y font halte. Ils fondent un établissement, ils se multiplient, ils pullulent, supprimant, christianisant, civilisant, refoulant devant eux les hordes indigènes. Partis du Cap, ils ont gagné les vastes étendues, dont les dessous sont plus précieux encore que la surface et qui s'éploient comme un océan terrestre inconquis, entre les fertiles plaines du Sud et les Grands Lacs, les vallées de l'Orange et du Limpopo, du Zambèze et les sources du Nil, aimantés, dirait-on, par la puissance de ce fleuve magnétique dont ils gardent les bouches.

Leurs avant-postes touchent à Nyanza, les jalons sont posés ; quelques années encore de patient labeur et la route sera faite, la route Royale qui reliera le Caire au Cap. Ainsi sera réalisé le rêve de cet aventurier en qui se personnifie le génie de sa race avide et forte, de ce Cecil Rhodes, originale figure dont l'esquisse déborderait le cadre de cette étude.

L'homme que l'admiration de ses compatriotes surnomma le « Napoléon du Cap » ne fut sans doute pas un scrupuleux ; mais les colonies ne se font

guère avec des scrupules. A l'origine de toute humaine entreprise, on trouverait des actes équivoques, si l'on cherchait. Au rebours des fleuves, clairs à leur source, troubles plus loin, il y a plus de boue que de cristal à la source des grands événements historiques.

Au fond, l'histoire est immorale, elle n'a souci que des résultats ; or, ici les résultats sont stupéfiants. Cet empire en formation, ébauché, est bien l'œuvre personnelle de Cecil Rhodes avant tout autre ; le valétudinaire guéri par l'Afrique l'a marquée de son empreinte.

Homme d'affaires et homme d'Etat, c'est lui, le directeur de la *South Africa British Company* devenue en 1889 la *Chartered Company*, qui, à la tête de quelques financiers cosmopolites, conçut l'idée d'exploiter les territoires aurifères situés au nord de la colonie (1), (le Matabeleland, le Mashonaland, le Khama, la Rhodésie) ; qui, plus tard, Premier du Cap, donna une ampleur et un essor extraordinaire à ses projets énormes. Ne fut-il, au départ, — que le spéculateur en quête de la fortune, entraîné ensuite hors de sa voie et au delà de son but par le hasard qui fit de lui l'ouvrier d'une œuvre plus grande que lui ? Ou bien, de prime abord, perçut-il d'intuition l'avenir et poursuivit-il ses hautes fins ? N'y eut-il

(1) Est-ce là qu'il faut placer les réserves d'or de Salomon ou de la Rome impériale, l'Ophir de l'antiquité, le Monomopata du XVIIe siècle ?... *(Fortnightly Review, Dicey).*

que concordance — coïncidence, entre l'intérêt de l'individu et celui de l'Angleterre, et dont celle-ci bénéficiera? Ou n'est-ce pas plutôt le contraire? Questions de psychologie, irrésolues encore par la passion amie ou ennemie? Le fait est là, l'œuvre multiforme et prestigieuse créée par le coup de baguette de ce magicien, qui suscite la civilisation où étaient le désert et la barbarie, dompte l'ogre « Lobengula », remplace les kraals par des villes, ouvre les mines d'or, sauve les mines de diamants (1), construit 1,350 kilomètres de voies ferrées, — organise le télégraphe, discipline les indigènes, improvise un empire, la Rhodésie, — en attendant les Etats-Unis d'Afrique qu'il dote de la devise : l'Afrique aux Africains.

L'ébauche était faite ; les échafaudages étaient posés du monument futur, qui avait grand air; le temps l'achèverait, sans lequel rien de durable ne se fonde, et qui pouvait trouver qu'on s'était déjà trop passé de lui.

C'est alors que le destin dressa devant l'audacieux architecte, un petit obstacle.

Exactement, l'obstacle préexistait à l'œuvre, il était dans l'œuvre même, à son côté. C'est le Transvaal planté comme une épine au flanc droit du jeune empire pour en arrêter la croissance, le Transvaal.

(1) A l'ouverture du Widwaterstrand (champ de l'or) au relèvement des mines de diamant de Kimberley se rattache la fondation de Johannesburg.

qui a nom Krüger, comme le Cap avait nom Rhodes, et qui refuse de se prêter, sous couleur de civilisation, aux expériences du dictateur anglais, d'écouter ses alliciantes propositions, de mordre à l'amorce de l'union douanière.

Ce bloc enfariné ne lui dit rien qui vaille.

Derrière l'union douanière il a flairé la fédération politique, et derrière celle-ci, l'engloutissement du Transvaal. Ces alliances avec plus grands que soi ne valent rien aux petits qui ont la fierté de rester eux-mêmes. Le Cap serait la Prusse de cette confédération africaine et l'histoire s'y recommencerait. Une méfiance, qui n'est qu'un pressentiment utile, avertit le président de la république hollandaise que l'étranger a pris le masque du progrès afin de se mieux glisser chez lui et l'asservir. La situation forme les caractères et dessine les rôles. Ici, elle l'accentue simplement. Krüger était l'homme prédestiné à tenir tête à Cecil Rhodes. Conservateur par tempérament, la nécessité patriotique le fit réactionnaire. Son parti en est pris : sans connaître peut-être le *timeo Danaos,* il repoussera le tentateur qui vient à lui les mains pleines ; il sera « le bâton irritant dans les roues du progrès ». La résistance de ce vieil entêté à recevoir la civilisation, pour parler comme les Anglais, sera d'autant plus imbrisable qu'elle n'est, au fond, que l'infaillible instinct de la conservation.

Il ne s'est pas réveillé un jour trop tôt. Le danger est proche ; il est entré dans la maison du Boër avec le flot d'étrangers attirés par l'or, mineurs ou spéculateurs de toutes races, anglais surtout,

Un tas de gens perdus de dettes ou de crimes

qui étaient le nombre et qui seraient devenus la force et la loi, s'ils n'avaient rencontré à temps, pour leur barrer la route, le ferme vouloir du paysan hollandais, aussi résolu contre l'invasion intérieure que contre l'extérieure. L'admission réclamée de ces Uitlanders à l'indigénat, c'était, en effet, et à brève échéance, la dissolution de l'élément national noyé dans cet afflux cosmopolite et la fin de l'indépendance. Le Transvaal, comme un fort assiégé, conquis sans lutte par la trahison du dedans, n'avait plus qu'à ouvrir ses portes à l'assiégeant anglais, dont l'étreinte l'enveloppe, et Cecil Rhodes qu'à recevoir les clefs de Prétoria.

Une fois ce suprême obstacle abattu, ce petit Etat libre disparaissant, îlot perdu qui, sur les cartes du sud africain, met comme une tache à l'immensité rose des possessions britanniques, le domaine de sa gracieuse Majesté s'épandrait, mer ininterrompue, depuis le Cap jusqu'aux lacs. Du coup, les Etats-Unis d'Afrique seraient fondés et d'autant plus unis qu'ils n'en feraient plus qu'un : l'Angleterre !

Le président Krüger, de loin, vit tout cela. Il refusa d'introduire le cheval de Troie dans la place ; il

repoussa la requête des Uitlanders. Les moyens doux, jadis préconisés par Metternich, avaient échoué. On recourut à d'autres.

Dans l'ombre plus ou moins proche des hommes de premier plan gravitent souvent des sujets moindres, mais qui leur ressemblent ou les rappellent : essais manqués de la nature à la recherche d'un type, ou reproduction de ce type, ébauches ou caricatures. Derrière le profil de Richelieu s'estompe la silhouette de l'Eminence grise, et Monrond grimace derrière Talleyrand. Il n'est pas même nécessaire que le sosie se meuve tout à côté de son modèle ; il suffit qu'il ait en commun avec lui l'air de famille et l'aventure. L'histoire associera au souvenir de Cecil Rhodes le nom de Jameson qui n'était ni son confident, ni son disciple, simplement parce que le hasard, un jour, a rapproché ces deux aventuriers, de race au fond pareille, bien que d'envergure et de destinée inégales.

Le docteur Jameson tenta de résoudre par l'épée le problème qui défiait l'effort, caressant et menaçant tour à tour, de la diplomatie anglaise. Il compromit seulement celui qu'il pensait servir.

Jusqu'à quel point le directeur de la Chartered Company, le Premier du Cap, fut-il partie dans l'attentat perpétré, au mépris de toute règle, contre la république hollandaise? On ne sait ; ou, si on le sait, on le tait. La complicité morale est probable : la connivence matérielle n'est pas impossible ; le

succès du reître aurait été le triomphe de l'homme d'Etat ; la suppression violente du Transvaal achevait son œuvre mieux que n'importe quel arrangement.

Le coup échoua. Krüger dispersa la bande et captura le chef. L'autre, le chef peut-être occulte, éprouva le contre-coup de cette entreprise malheureuse qu'il n'avait pas dirigée, mais qu'en vertu de l'adage : *Is fecit cui prodest*, on le soupçonna d'avoir inspirée. Sa fortune, la veille si brillante, y subit une éclipse, si même elle n'y sombra pas. Le gouvernement de la reine sait ne pas se raidir contre l'événement. Il se fut laissé faire — douce violence — le don du Transvaal conquis même en dehors du droit des gens. La victoire de Krüger éclaira sa conscience. Très correct et très politique, il se hâta de désavouer l'équipée de Jameson et de disgracier Rhodes.

Il ne mit pas plus de hâte à publier son blâme que n'en mettait, dans le même instant, le kaiser Guillaume à féliciter le président de la République hollandaise « d'avoir repoussé l'agression de brigands sans l'aide de puissances amies ».

Avec le télégramme, la scène change, comme tout à l'heure avec le message. Les deux incidents se ressemblent. Ils offrent la même structure ; ils suivent la même progression bondissante.

Ici, la querelle du Transvaal et du Cap passe des *Bushes* au tapis vert. Comme derrière Jameson et

Rhodes on découvre l'Angleterre, derrière le vieux Boër a surgi le César germanique.

Cette apparition déconcerte d'abord. Elle n'est pas inexplicable.

L'Allemagne, débordante, a cherché des débouchés au dehors ; elle s'est faite colonisatrice. Elle a jeté son dévolu sur l'Afrique australe. Mais elle est en retard ; là, comme ailleurs, elle a trouvé la place prise ou près de l'être par l'Angleterre. Naturellement, contre sa rivale, elle a cherché un point d'appui, le Transvaal, qui pourrait être la seconde pile du pont à jeter entre le Damaraland, à l'ouest, et l'établissement voulu à l'est.

Ceux qui regardent loin prêtent à Guillaume des ambitions qui dépassent la fondation d'un poste colonial. Sa politique africaine ne serait que l'humble servante de sa politique européenne. Il ne rêverait rien moins que d'englober dans un vaste système tous les membres de la grande famille germanique, épars dans le monde; et commençant par le Transvaal, concilié ou subjugué, il finirait par la Hollande. Prétoria ne serait ainsi que le chemin détourné, le plus long, mais le plus sûr, qui le mènerait à la Haye, et le télégramme à Krüger, après les politesses « aux cousins Boërs », que la préface à l'exécution d'un plan immense.

Joignez au mobile national la cause personnelle : le prince a pu céder à un mouvement de sa nature

diverse, calculatrice et passionnée ; caprice généreux ou bravade, besoin de paraître et d'étonner qu'on retrouve dans toutes les manifestations de l'Alcibiade allemand, qu'est le Hohenzollern, caporal, diplomate, musicien, acteur, protée, dont le cabotinisme fait l'unité. Les motifs les plus sévères se combinent aux plus frivoles dans cette intervention politico-théâtrale, qui est un petit coup d'Etat prémédité, avec les allures d'un coup de tête. L'homme de la dépêche songeait sans doute à son empire, et comme eût dit Louis XIV, « à sa gloire ». Il lui parut que son trait d'audace le mettrait en bonne posture devant les siècles. L'attitude de protecteur du faible, pour une fois et contre toutes les traditions familiales, plut à ce fort. Il voulut renouveler le geste de Cleveland !

Le geste eut le don de faire perdre à l'Angleterre le sang-froid qu'elle avait si bien gardé jusque-là. Aussi, le télégramme après le message, c'était trop. Elle laissa s'exhaler la bile qui s'amassait en elle depuis des semaines ; le lion se rebiffa sous la seconde piqûre. De quel droit cet intrus d'Allemand se mêlait-il de ses affaires avec le Transvaal, et qu'avait-il bien à y voir ? N'existait-il pas un traité qui justifiait toute sa politique africaine, le traité même qui, tout en proclamant l'indépendance de la République hollandaise, maintenait en faveur de l'Angleterre un certain droit de *veto* sur ses relations extérieures, une sorte de suzeraineté atténuée

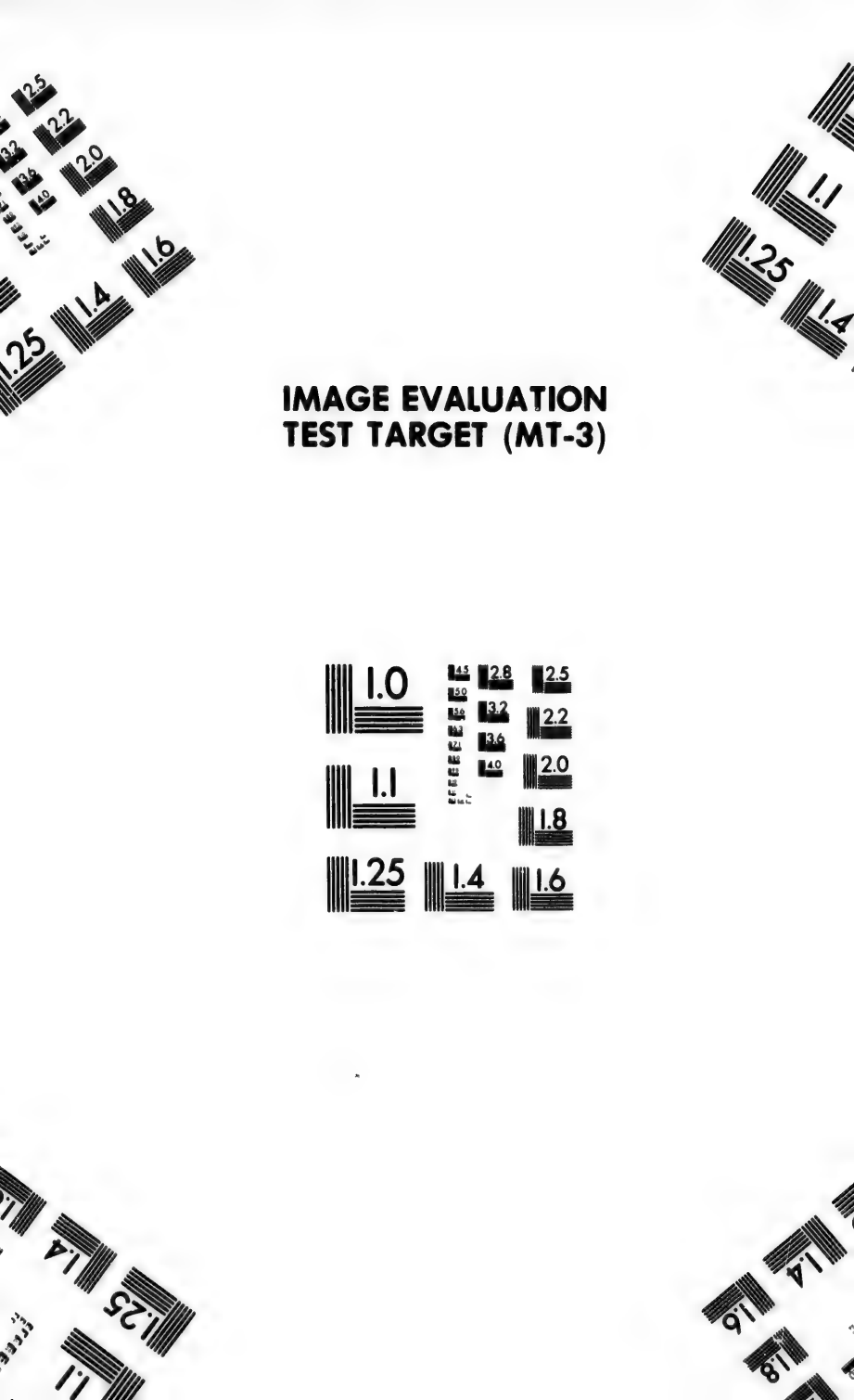


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)

du gouvernement de Saint-James sur celui de Prétoria !

Là-dessus on malmena le petit-fils oublieux des égards dûs à l'âge et au sang, au point de louer Krüger d'avoir repoussé une agression que la grand'-mère avait désavouée. Au nom de l'aïeule blessée, on donna des verges à ce gamin d'empereur.

A son tour, l'Allemand perdit patience. Il riposta sur le même ton, et ce fut de l'un à l'autre côté de la mer, entre chancelleries et nations, un bel échange de notes aigres et d'invectives, un duel de pamphlets et de caricatures où *maître Punch* vida son carquois de sarcasmes, pour le plus grand divertissement de la galerie européenne.

En fin de compte, point d'autre guerre. Rien qu'un refroidissement marqué entre les deux ci-devant quasi-alliés, le Teuton et le « hautain Breton ».

C'était pour l'Angleterre la troisième occasion, en quelques mois, de constater qu'elle était seule. Après cette dernière alerte, elle restait plus seule que jamais. Les circonstances la replaçaient de force, en face du grand, du pressant problème de sa politique extérieure future, dans une Europe et dans un monde renouvelés.

***

L'Arménie, le Venezuela, le Transvaal ne sont que les décors divers d'une même pièce, et ses péri-

péties : pièce d'allure shakespearienne, sans unité de temps, de lieu, d'action, mais une pourtant, d'une unité profonde par l'intérêt qui s'attache à son principal personnage, toujours présent, même lorsqu'il est caché dans la coulisse : l'Angleterre.

Depuis 1815, l'Angleterre est seule, parce qu'elle a voulu l'être. Napoléon vaincu et son œuvre défaite, elle s'est comme retirée de l'Europe. L'isolement est devenu sa règle de conduite, et pour ses hommes d'Etat le mot d'ordre auquel le temps et le succès donnèrent l'autorité d'un dogme. Le langage populaire le résumait d'un mot : Ne nous embarrassons pas de l'Europe *(no entanglements with Europa)*. Aux autres la guerre et sa fumée de gloire ; à nous les affaires sérieuses et le lucre solide. Ce fut sa doctrine de Monroë ; elle lui doit une partie de sa grandeur.

D'abord elle se détache de la Sainte-Alliance, non tant encore parce qu'elle en réprouve le principe que parce qu'il contrarie sa liberté et la distrait de sa tâche : la conquête du monde. Elle y a rencontré maint obstacle. Mais l'obstacle qui arrête le faible actionne le fort. L'élan nécessaire pour le franchir l'emportait bien au delà, accroissait sa vitesse : la détente du ressort était d'autant plus énergique qu'il avait été plus tendu. Chaque aventure qui mettait son œuvre en péril la laissait plus avancée.

Tandis que les Etats du continent se disputent

quelque mesquin lopin de terre, — pratique, Albion prend hypothèque sur l'avenir, plante son drapeau sur tous les champs promis à l'activité féconde des proches générations. Elle dédaigne les querelles de l'Europe ou ne s'y intéresse que dans la limite précise où elles affectent ses intérêts particuliers. Une seule fois, en 1856, elle s'est départie de cette réserve (même aujourd'hui elle se demande si elle ne s'est pas trompée) ; mais l'exception, à la bien voir, rentre dans la règle. Ce n'est point dans une pensée d'ordre général, ni pour l'amour de l'Europe qu'elle fit la guerre au Tsar, mais à cause d'elle seule, de son prestige de puissance orientale menacé — ou qu'elle crut menacé — par les progrès moscovites, acte unique et qui contraste avec son attitude ordinaire d'expectative curieuse. Sa politique est strictement celle de sa position géographique insulaire. Elle est l'Etat pondérateur, toujours attentif, même occupé ailleurs, et qui, discrètement, intervient de loin en loin, pour le maintien de l'équilibre, qui n'est pour elle que l'entretien des rivalités utiles par quoi l'Europe est immobilisée ou amusée.

Un jour, l'Europe s'est avisée du jeu et s'est trouvée dupe. C'est le jour où elle aussi fut gagnée par la fièvre coloniale.

De ce moment, l'ancien système ne suffisait plus. Des concurrents entraient en lice, d'autant plus impatients qu'ils se sentaient plus en retard. Et ils allaient disputer à l'Angleterre ce qui restait à saisir

de l'univers. Ils la surprirent en plein travail de conquête, n'ayant pas encore eu le temps de tout accaparer, mais s'étant déjà beaucoup assimilé, ayant englouti davantage et convoitant le reste. Elle était plus ou moins partout. Partout les nouveaux venus se trouveraient en face d'elle et de ses prétentions. Son empire infini la mettrait, sur tous les points du globe, en conflit avec cette Europe qu'elle avait fui, la rendrait infiniment vulnérable.

L'Angleterre s'est éveillée au péril. Ces trois alertes successives l'ont secouée de sa félicité torpide. Il lui a bien fallu se rendre compte que le rugissement du lion britannique, qui épouvantait les faibles, n'intimidait pas les forts ; que ce moyen de domination était usé et qu'il lui faudrait chercher autre chose. Inquiète, troublée de ces accidents qui traversaient des projets si bien établis, elle s'est trouvée acculée à un examen de conscience.

Elle avait voulu être seule ; elle constatait qu'elle était seule au delà même de son désir et que cet isolement, qui était une liberté, pourrait, le cas échéant, devenir un danger. Ces trois mécomptes de sa politique, sans cause apparente que le hasard, étaient peut-être tout de même les conséquences de cette politique. Ils étaient comme trois feux allumés à point pour éclairer sa route, l'avertir. A leur lueur vite éteinte, elle avait entrevu l'écueil, discerné l'état

de l'opinion, compris qu'elle n'était point aimée et pourquoi.

L'isolement l'avait conduite à l'égoïsme et à l'orgueil, car s'isoler, a dit un psychologue, c'est bien vite se préférer. Tels sont sans doute le droit et le devoir des nations et leur habitude. Mais l'Angleterre en avait abusé : elle s'était trop préférée. Grands et petits, tous, et chacun à tour de rôle, avaient eu à souffrir d'elle. L'immensité de ses gains représentait, en somme, l'immensité des pertes subies par les autres. Sa fortune n'était qu'une addition dont chaque unité, un succès à son actif, se soldait par un échec à leur passif. Affranchie par la mer des soucis qui les paralysaient, la petite île avait usé et abusé de son avantage géographique, profité de toutes leurs discordes pour prendre une avance qu'ils ne lui pardonnaient pas. Fait en partie avec les débris et sur les ruines des leurs, son empire colonial leur était un grief toujours présent et vivant, comme une insulte constante et qui grandissait avec lui : dans l'édifice colossal, chacun reconnaissait la pierre prise à sa maison.

L'Angleterre pourrait-elle indéfiniment braver cette inimitié? Le pourrait-elle au jour où elle ne saurait plus la diviser? Comment parer à cette menace? Quel parti prendre? La question est capitale.

« Persévérer dans la politique d'isolement et se fortifier, répondent les uns, les partisans de la tradition et du système qui a fait ses preuves. Après

tout, le phénomène dont l'Angleterre se plaint, l'hostilité du monde, n'est que l'application d'une loi universelle. Elle paye la rançon d'une grandeur qui isole les nations comme les individus. C'est l'isolement qui a fait la grandeur du Royaume-Uni que maintenant elle isole ; de cette grandeur, il fut la cause et il est l'effet; il en reste le signe et la condition. »

D'autres, plus novateurs, préconisent une alliance, mais laquelle ? et de quelle sorte ?... Sur ce point, entre ceux-ci mêmes, l'accord cesse.

N'exagérons rien cependant. Il ne s'agit pas d'une volte-face de la politique anglaise — le tempérament national est rebelle à ces brusques sauts — mais d'un souci, d'une inquiétude nouvelle qui pourrait bien être le prodrome d'un changement. Nous sommes à l'un de ces carrefours de l'histoire où l'avenir qui tend à s'émanciper du passé hésite ; il ne rebrousse pas chemin; il semble plutôt qu'il veuille obliquer. En un mot, en face d'une situation modifiée, certains reconnaissent la nécessité d'une politique modifiée.

« L'isolement, aujourd'hui, en Europe, disent-ils, c'est l'impuissance. Et l'Europe n'est pas seulement en Europe, mais dans l'Afrique, mais dans le monde entier sur lequel le lion britannique a posé sa griffe. Ce n'est pas tant l'Angleterre qui choisit une règle de conduite différente que les faits qui la lui imposent. Ils ont résolu pour elle — ou sont en train —

le problème de son attitude. Ils ont décidé qu'elle devait avoir quelques puissances avec soi — une au moins — ne serait-ce qu'afin de ne les pas toutes avoir contre soi. »

Une puissance? Mais laquelle? Ici naissent les divergences entre les partisans d'une politique rectifiée. Tout devient incertitude et contradiction. L'aiguille de la boussole, affolée, ne sait où se fixer, saute de Berlin, Vienne et Rome à Moscou, pour revenir à Berlin en passant par Paris, où elle ne s'arrête guère : il est entendu que la France est atteinte d'anglophobie chronique. L'oscillation est entre l'Allemagne et la Russie, qui la sollicitent diversement.

La tradition et l'usage induiraient plutôt l'Angleterre vers l'Allemagne, l'ancienne alliée, c'est-à-dire vers la triple alliance, *Club de digestion germanique*. Saxon et Teuton appartiennent à la même famille, présentent des affinités de caractère. Mais ce n'est point par là que se règlent les alliances, non plus que les sympathies. Même cette similitude de génie peut être un obstacle à l'entente : elle s'appelle vite rivalité.

En Angleterre, les Allemands, marchands besogneux et rapaces, se sont posés en concurrents *des boutiquiers* indigènes. Ailleurs, partout, ils sont des concurrents coloniaux redoutables par leur nombre, leurs facultés d'assimilation et leur appétit. Rien de

moins artificiel que le mouvement qui entraîne la jeune Allemagne hors du *Vaterland*. C'est le débordement du vase trop plein, l'émigration nécessaire dont le flot, ne trouvant tout près où se répandre, se déverse au loin sur les pays neufs. Mais là aussi il se heurte à des obstacles. Les sujets de Guillaume, derniers partis dans la course aux colonies, ont trouvé les meilleures places prises. Nullement découragés, ils ont cherché à s'introduire par infiltration chez le premier occupant, ou à côté de lui, en le refoulant; ils ont poussé leur effronterie de voleur — c'est l'Angleterre qui parle — jusqu'à offrir au volé cela même qu'ils lui avaient pris. *Inde iræ*. De là des heurts et d'incessants froissements depuis l'incident d'Angra-Pequena jusqu'au fameux télégramme qui a moins créé que révélé et aggravé l'inimitié sourde entre les deux nations et leur gouvernement. « Le peuple cordialement détesté de l'Anglais, c'est l'Allemand. » L'insulaire, à ses dépens et par l'observation de l'histoire, a insensiblement découvert que l'Allemagne de ses rêves ressemblait aussi peu à « l'Allemagne réelle que Bottom avec sa tête d'âne à l'amant délicieux qu'imaginait en lui le caprice de Titania »; que les Allemands, ces idéalistes en philosophie, étaient furieusement positivistes en affaires; que leur histoire, depuis quarante ans, était le chef-d'œuvre de l'égoïsme servi par la force et la rouerie; que tous, le Moscovite méfiant, comme l'Autrichien, l'*agneau docile*, avaient été

leurs dupes. Or l'Angleterre n'est point disposée à jouer les Ratons pour le Bertrand germanique. Donnant donnant. L'alliance anglaise qui vaudrait à l'Allemagne la paix en Europe, avec le *statu quo* sous l'hégémonie impériale, exposerait l'Angleterre au ressentiment de la France. En échange de ce coûteux service, l'Allemagne ne saurait procurer à l'alliée, moins que la paix hors d'Europe, c'est-à-dire toute liberté de s'y comporter à sa guise, et — ce qu'elle ne dit pas, mais ce qu'il faut entendre — de convertir en annexion l'occupation de l'Egypte et d'achever la conquête de l'Afrique australe. Tels seraient les termes du marché. L'Allemagne est-elle d'humeur à le consentir ? Et le voudrait-elle signer, le pourrait-elle tenir ? Oui, insinuent les partisans de l'alliance allemande. Non, pensent les autres, les sceptiques et ceux qui se souviennent. Et leur geste, vague encore, se tend à l'Est, vers le grand Empire du Nord.

L'Angleterre, selon eux, ne serait séparée de la Russie que par un malentendu. Il date de la guerre de Crimée. Bien plus tôt, dès 1844, Nicolas avait perçu ce qui échappait à l'intelligence entortillée des diplomates contemporains, que la rivalité des deux principaux intéressés en Orient était factice, qu'elle n'avait pas de raison d'être, parce qu'ils y poursuivaient des fins distinctes ; que leur entente sincère en vue du règlement à deux de toutes les

difficultés présentes ou futures les fortifierait, en les affranchissant de tout importun contrôle. C'était la mise de l'Europe à la porte de la Turquie et la confiscation de la faillite ottomane au profit du syndicat anglo-russe. La Russie apposait sa signature au projet ; le Tsar demandait à l'Angleterre d'y joindre la sienne.

Celle-ci s'est défiée ; elle a refusé la main tendue ; elle s'est retournée vers l'Europe, elle s'est trompée. Le concert européen, qui n'est que l'immobilité par la division, n'a épargné ni les guerres aux protecteurs, ni le désordre au protégé ; il n'a pas guéri l'homme malade ; il ne l'a conservé qu'en le diminuant sans cesse. Il est la cause, au fond, de tous les déboires anglais anciens et récents, en Orient et ailleurs.

Aussi, le vague regret de l'incompréhension du passé se manifeste-t-il à chaque occasion saisissable. Discrètement, on essaye de réveiller en Russie le souvenir du plan de Nicolas Ier.

L'effort fait dans le sens d'en démontrer les possibilités nouvelles nous surprend parfois, dans l'histoire de ces derniers temps, visible à peine, mais pourtant reconnaissable et qui explique certaines attitudes de l'aristocratie, de la presse et des hommes d'Etat d'outre-Manche : ces avances au grand empire du Nord.

Cette visite significative du prince de Galles à son neveu et les commentaires qui la suivirent, ces tentatives pour enguirlander le Tsar, ces menues poli-

tesses, sont comme des amorces jetées à la sympathie russe : indications légères, certes, mais où se révèle tout de même l'arrière-pensée.

En pareilles conjonctures, c'est le premier pas qui coûte. Il a failli être franchi. Le hasard, ce maître diplomate, était venu au secours de la vanité humaine, avait pris et rapproché les mains qui voulaient et n'osaient se joindre. Il a fourni à l'Angleterre l'occasion de l'entente souhaitée peut-être.

C'était au lendemain de la guerre sino-japonaise. La Russie, inquiète de la victoire du Japon, dont elle redoutait l'immédiat voisinage, aurait proposé au cabinet de Saint-James une intervention à deux, qui réduisait le succès du vainqueur à la portion congrue, ou fait entendre qu'elle en accueillerait volontiers l'offre. Il s'agissait d'infliger au traité de Simonoseki une amputation pareille à celle soufferte autrefois par le traité de San-Stéfano.

L'Angleterre devait saisir la balle au bond, entrer dans les vues de la Russie et, prenant le projet d'accord à son compte, l'agrandir, joindre à la question de l'Extrême-Orient celle d'Orient, à la question sino-japonaise l'arménienne, pour les régler toutes deux ensemble. Ainsi, les deux nouveaux alliés imposaient leur volonté unie sur le Bosphore en même temps qu'à Yokohama, prenaient à Pékin la clef de Constantinople, scellaient l'alliance par un fait, par un double service réciproque et simultané, réparaient la faute de 1856.

Lord Rosebery ne vit pas cela, ou ne le vit pas assez vite, ou ne le voulut pas voir. Il craignit de froisser le Japon, sans s'assurer la reconnaissance de la Chine. Spéculateur hardi, mais diplomate timide, il eut peur des complications. La vieille défiance jingoiste contre le Moscovite prévalut. Il tergiversa. L'Allemagne aperçut le joint et s'élança. Ce fut l'affaire d'un jour. Une triple alliance de la Russie, de l'Allemagne et de la France se substitua à l'entente anglo-russe, réfréna le Japon, couvrit la Chine.

Rien ne se perd, même en politique. L'Angleterre l'éprouvera. Le Japon lui gardera rancune de ses intentions ; la Chine lui en voudra de son inaction et se tournera vers l'Allemagne ; la Russie, quand viendra le jour, lui rendra la monnaie de sa pièce, en refusant l'intervention à Constantinople.

Ce fut comme une première alerte avant les trois autres. Au lendemain de cet incident, l'Angleterre se trouva seule ; seule, elle se retrouva dans l'affaire du Venezuela avec les sympathies mitigées de l'Europe ; seule, sans ces sympathies, dans l'affaire du Transvaal. Il est vrai que, dans l'entre-temps, elle a reconstitué le concert européen sur la question d'Orient. Etait-ce à son profit ?

*
* *

Ces leçons réitérées ont produit leur effet. L'Angleterre s'est émue. Connaissant qu'elle pourra compter sur les autres d'autant plus qu'elle pourra davantage compter sur soi, elle se fortifie en silence pour rendre son amitié plus précieuse ou plus redoutable son inimitié. Elle arme et médite.

Peut-être que les événements, la philosophie supérieure de l'histoire travaillent pour elle, préparent au problème qui l'obsède une solution souveraine et imprévue d'elle.

Contre le péril que lui crée l'animosité du vieux monde et dont la cause est surtout hors d'Europe, ce n'est pas de l'Europe qu'elle recevra le secours.

Allemande, russe, italienne ou autre, une alliance continentale ne saurait être qu'un expédient, limité dans ses termes et ses effets. L'Angleterre restera moralement isolée parmi ses voisines dont elle est trop différente et à qui elle porte ombrage.

Mais il est quelque part une nation de mêmes mœurs, de même langue, de même génie, sortie d'elle, qui a l'air d'être sa rivale, qui peut l'être occasionnellement, mais qui lui reste attachée par des racines invisibles et imbrisables. D'autres liens peuvent se superposer à ceux-là, les dissimuler : ils ne les remplacent pas. La réalité demeure supérieure

à toutes les secousses. Cette nation, c'est l'Amérique de Monroë et de Cleveland.

On a vu, on reverra John Bull et Jonathan se montrer le poing. Querelles de famille où l'étranger serait maladroit d'intervenir, querelles vives, mais qui, tôt apaisées, ne mettent pas en jeu l'honneur et ne peuvent rien contre la réalité essentielle : l'union par l'origine, et que l'intérêt a cimentée et tous les jours cimente.

L'Amérique productrice a trouvé le débouché nécessaire à son trop-plein de richesses dans l'Angleterre industrielle; elles vivent l'une et l'autre dans un échange perpétuel qui ressemble à la circulation du sang par tous les membres d'un même corps.

Entre elles, les différends ne sauraient être que des accidents, des explosions d'amour-propre. Leur rivalité est factice. Les colonies, pommes de discorde entre les gouvernements de la vieille Europe et l'Angleterre, les Etats-Unis n'en ont, ni n'en veulent (1). L'empire colonial selon la formule britannique, collection d'Etats disparates unis par le lien dynastique, diffère essentiellement de l'Etat fédéral fondé sur l'égalité de tous les membres adhérents.

(1) Ironique démenti des faits aux idées, aujourd'hui l'Amérique prend Cuba, Porto-Rico, les Philippines, etc. Ce sont ses conquêtes qui l'on faite conquérante. Quoi qu'on en dise, l'histoire se répète : ainsi la Révolution française qui s'annonçait d'abord comme l'émancipatrice des peuples, est devenue leur dominatrice, après les victoires de ses soldats.

Pas de place pour la colonie dans ce système dont elle dérangerait la savante harmonie. La grande république ne peut s'augmenter que par l'annexion consentie d'Etats proches, de cultures et d'institutions identiques ou analogues, par une sorte d'attraction sympathique groupant autour du noyau central les éléments de même nature épars autour de lui. Elle a englobé tout ce qui pouvait entrer dans son système. Reste le Canada, une proie tentante ; mais le Canada est loyaliste et les Etats-Unis ne sont pas plus conquérants que colons ; ils attendront que le Canada vienne à eux... s'il doit venir.

Voici donc, de chaque côté de l'Atlantique, deux puissances, deux nations de même sang (malgré que quelques chauvins aient pu dire qu'il faudrait bientôt un microscope pour découvrir un Anglais dans la vaste fourmilière américaine), deux peuples de même civilisation, deux grandes démocraties chrétiennes, marchandes, de passions identiques, qui se heurtent parfois, mais unies par l'intérêt, à la clarté de qui tous les malentendus, faits des fumées de la vanité, se dissipent comme vapeurs au soleil.

Par une coïncidence redoutable au reste du monde, il se trouve qu'au moment précis où l'Angleterre perçoit le danger de l'isolement, une évolution pareille s'accomplit dans l'esprit américain. C'était depuis près d'un siècle ici, depuis un siècle là-bas, le même principe sous la même formule : « Ne nous embarrassons pas des affaires d'Europe » ont répété

sur tous les tons les hommes d'Etat anglais whigs ou tories, conservateurs ou libéraux, du jour où fut close l'aventure napoléonienne. Ne dirait-on pas un écho du « Laissons l'Europe aux Européens et travaillons à la conquête des Etats-Unis », de Washington, dans la *Farewell Adress*, léguant à ses concitoyens la devise tutélaire que Monroë, trente ans plus tard, complétera par le cri additionnel : « Gardons l'Amérique aux Américains. »

Devises et formules ont fait leur temps. Le monde que les hommes voulurent diviser s'est mêlé, se mêle chaque jour davantage. L'océan qui séparait est devenu la grande route qui marche et relie. D'ailleurs, « le sang est plus dense que l'eau (1) ».

L'Angleterre, entraînée par sa pente, s'est retrouvée en Afrique, en Océanie, sur tous les points du globe, face à face avec cette Europe qu'elle voulut fuir. Au même moment, l'Amérique aussi va se trouver en contact et aux prises avec le vieux monde. C'est la conséquence de son progrès. En moins d'un siècle, elle a rempli son programme gigantesque qui devient trop étroit. Elle s'est conquise elle-même tout entière. Le *Far-West* est ravi

(1) *Blood is thicker than water*, proverbe anglais qui atteste la force du sentiment de parenté chez nos voisins. C'est ainsi que Walter Scott fait dire à l'un de ses personnages dans je ne sais plus lequel de ses romans : « Oui, oui, nous croyons à la sincérité de l'intérêt que vous nous portez; votre mère était notre cousine au sixième degré... »

à la barbarie. Et la vigueur de son élan l'emporte vers d'autres travaux. Ses infinies ressources exigent des débouchés sans cesse plus larges. L'Angleterre impériale les offre à l'Amérique.

Parvenus au même point, leurs destinées confluent sans se heurter. La violence des courants qui se joignent peut produire un remous et, à la surface, de l'écume. Ne nous méprenons point : ce choc n'est pas celui de deux forces ennemies. Une même nécessité, des périls analogues, des ambitions pareilles, énormes et terre à terre rapprochent les deux nations. Déjà, l'union ébauchée des deux branches, l'aînée et la cadette, de la famille anglo-saxonne, propage devant elle une ombre inquiétante. Elle domine les associations contingentes et temporaires. Le rêve ne se cache plus. « Unies, l'Angleterre et l'Amérique, maîtresses des richesses de l'univers, lui dicteraient la loi. » Oh! la loi pacifique, voilà bien le danger. Elle s'accomplirait doucement, invisiblement, la conquête qui menace le monde. Le monde — non tout entier, non le germain et le slave, que leur masse défend — mais le latin.

C'est entre celui-ci, sa culture antique, son fier idéal et la grosse civilisation des marchands anglo-saxons des deux côtés de l'océan qu'est engagé le duel.

En dépit des apparences, malgré les accidents, les grandes agglomérations humaines évoluent d'après des lois fixes, s'attirent et se repoussent en raisons

d'affinités et d'antipathies préétablies. La nature préside à ces combinaisons. Les volontés individuelles y sont de peu. La politique ne fait guère que les ratifier. Pour cette fois même, l'histoire pourra se passer d'elle.

Car cette union de l'Angleterre et de l'Amérique, ce sera l'alliance selon les temps nouveaux, l'alliance ethnographique, économique, sans conférences, sans traités ni discours, en un mot l'alliance moderne. Œuvre fatale des choses, elle semble avoir été pressentie par un homme de l'ancien régime, Talleyrand, qui, au lendemain de la guerre de l'Indépendance, écrivait :

« Il paraît d'abord étrange et presque paradoxal de prétendre que les Américains sont portés d'inclination vers l'Angleterre, mais il ne faut pas perdre de vue que le peuple américain est un peuple *dépassionné*, que la victoire et le temps ont amorti ses haines et que, chez lui, les inclinations se réduisent à de simples habitudes. Or, quiconque a bien vu l'Amérique ne peut plus douter maintenant que, dans la plupart de ses habitudes, elle ne soit restée anglaise, que son ancien commerce avec l'Angleterre n'ait même gagné de l'activité depuis l'époque de l'indépendance, et que, par conséquent, l'indépendance, loin d'être funeste à l'Angleterre, ne lui ait été, à plusieurs égards, avantageuse.

« L'identité de langage est un premier rapport dont on ne saurait trop méditer l'influence. Cette

identité place entre les hommes de ces deux pays un caractère commun... les met à même d'échanger avec un plaisir réciproque la plénitude de leurs pensées et la discussion de leurs intérêts, tandis qu'une barrière insurmontable sépare les peuples de différent langage entre qui toute transmission de pensée est un travail pénible et non une jouissance et pour qui le résultat de la conversation, après s'être fatigués de leurs efforts impuissants, est de se trouver mutuellement ridicules... Dans toutes les parties de l'Amérique que j'ai parcourues, je n'ai pas rencontré un seul Français qui ne se trouvât étranger, pas un seul Anglais qui ne se trouvât Américain » (1).

Nouvelle Revue, nos du 15 Janvier et 1er Février 1897.

(1) Passage cité dans une biographie de Talleyrand par Sainte-Beuve.

LE PREMIER DU CANADA

(Sir Wilfrid Laurier) (1)

C'est un Français d'Amérique, un catholique-romain, qui a été, aux fêtes du printemps 97, le héros de l'Angleterre protestante. Vraiment, au cours de sa triomphale tournée, le Premier du Canada fut le premier du Royaume-Uni. Dans les conférences, aux banquets, à Londres, à Liverpool, ailleurs, les ministres, les hommes d'Etat, et non les moindres, les Salisbury, les Chamberlain, les Rosebery, ont l'air, autour de lui, de simples comparses placés là pour le mettre en lumière et lui donner la réplique. Il les domine. Et ce n'est point sa qualité d'hôte qui lui vaut cet honneur, ni son mérite même. C'est la logique profonde des choses, d'accord avec l'intuition des foules : à cette apothéose de l'empire, le délégué du Canada personnifiait l'empire, l'empire d'aujourd'hui et celui de demain; mieux que cela, il le prouvait.

Ce Français, par le sang, la religion, le génie, « par l'accent aussi de sa parole, la grâce de sa dic-

(1) Voir la lettre de sir Wilfrid Laurier à la fin du volume.

tion, la politesse de ses manières, sa fidélité aux meilleures traditions de sa race » joint par une alliance heureuse au prénom anglais de Wilfrid le nom français de Laurier.

La nouveauté du spectacle a causé, de ce côté-ci de la Manche, un mouvement mixte de plaisir et de déplaisir. Chacun de nous retrouvera cette impression s'il s'interroge de bonne foi. Nous en sommes restés à l'image classique du vaincu, marchant les mains liées derrière le char de Rome. Ce descendant des vaincus, notre compatriote, debout au sommet du char qu'il conduit, qui entonne l'hymne au vainqueur et orne son triomphe, déconcerte nos habitudes d'esprit et nous laisse incertains. La vanité chauvine a tressailli, piquée légèrement, qu'un des nôtres ait servi et de si bonne grâce, à la glorification d'une race rivale, flattée secrètement qu'elle l'ait, entre tous, élu pour cet office. Au demeurant, il ne paraît pas qu'on ait cherché à comprendre. Le phénomène méritait mieux pourtant qu'une seconde de surprise suivie d'oubli. Il est de ceux qui comportent un enseignement, qui ouvrent à l'esprit de larges horizons.

Laurier est, avec Rhodes, dans une autre partie du monde, et avec une autre physionomie, d'un relief moins dur, mais également significatif, le plus original, peut-être, des grands acteurs de la scène politique anglaise. Il y fixe un des aspects les plus saisissants de l'évolution d'un peuple par-

venu à un exceptionnel degré de croissance : aspect unique et bien propre à frapper l'imagination.

Les unités éparses d'un monde en formation cherchent à se rejoindre, tendent à se grouper autour d'un noyau solide. Laurier paraît, leur fournit une voix, un exemple, une figure. Ce fut sa force, et son bonheur, que cette intime harmonie avec l'âme de son temps. Ajoutez à cela l'opportunité de son avènement au pouvoir, et il devient l'un de ces personnages prédestinés que le sort place aux carrefours de l'histoire, en avant-garde, pour marquer la route à ses contemporains, l'homme aussi qu'une nécessité supérieure fit surgir « au jour qu'il a fallu ».

N'est-ce pas Renan qui a dit, parlant des révolutionnaires, qu'ils n'étaient peut-être pas des géants, mais les ouvriers d'une œuvre géante ?... Je serais tenté d'appliquer ce jugement au Français-Canadien, qui fut aussi notre hôte agréable d'un jour : personnage de large envergure, il se révèle à nous grandi de toute l'immensité du décor — l'Angleterre au premier plan ; pour fond de tableau un monde, — de l'énormité des intérêts en jeu, de cette brume d'incertitude qui enveloppe l'œuvre et l'agent, une brume où l'on pressent déjà l'aube prochaine.

L'accueil fait à ce lointain sujet de la reine, l'enthousiasme qu'il a suscité sur son passage, la traînée lumineuse de pensées et de sentiments qu'il laisse derrière lui, la vision d'avenir qu'il évoque, — sans parler de la dualité de l'homme, de l'appa-

rente contradiction de sa race et de son rôle, — tout cela confère à Laurier, une valeur d'expression supérieure peut-être encore à son mérite qui est éminent.

Laurier nous a épargné la peine de le deviner, en s'expliquant lui-même.

Il est Français : là-dessus, aucun doute. Il l'est, dirai-je plus que nous, ou plutôt mieux, puisqu'il descend en ligne directe du siècle français par excellence, le XVIIe, époque où ses ancêtres franchirent la mer pour s'établir sur les bords du Saint-Laurent. Le temps, là-bas, n'a pas marché aussi vite qu'ici. Il a été moins destructif. L'afflux des choses extérieures n'a pas envahi ce morceau de patrie lointaine, et n'a pas introduit, dans l'héritage national transocéanien, d'éléments étrangers. La France ancienne n'a pas vieilli sur cette terre jeune. Elle y a gardé son visage et son allure. Ce dépôt des mœurs, des idées, des coutumes, des traditions, de la langue que tant d'alluvions foraines ont, chez nous, accru, amoindri, altéré, de l'autre côté de l'Atlantique s'est gardé pur de tout alliage. Wilfrid Laurier parle comme un honnête homme du grand siècle. Et ce n'est pas le moindre charme de sa causerie, au dire de ses intimes, que d'entendre tomber de ses lèvres, au milieu d'une large période classique, un de ces savoureux archaïsmes qui vous font retrouver, sous le Canadien du Nouveau-Monde, sous le ministre pro-

gressiste et le très moderne homme d'Etat, le fils du vieux sol, resté de sa province, de son terroir.

Et comme il parle, il pense et il sent : en français. Wilfrid Laurier est un latin, par la lucidité de son intelligence, par le goût des idées générales, par je ne sais quoi de chevaleresque dans l'humeur, et comme a dit un de ses nouveaux compatriotes que ne démentiront pas les anciens, « par la politesse de ses manières » ; par le cœur aussi. Il n'a pas oublié. Il a gardé la religion de la France absente, comme un capital auquel on ne touche point, comme un trésor caché au repli le plus profond de l'âme. Il a gardé, et il proclame la fierté de ses origines ; si bien que, dans cet étranger qui passait pour la première fois l'Atlantique au mois de juin 97, nous avons reconnu l'un des nôtres, pieux pélerin revenu, semblait-il, de par delà les mers, apporter à la terre ancestrale le tribut d'une tendresse intacte.

Pourtant, ce contemporain, à trois siècles et à plus de mille lieues d'écart, des Bossuet et des Fénélon, est un Anglais. Il l'est, sans arrière-pensée, sans regret, il le proclame aussi. Et il accepte, et il chérit l'allégeance. Il n'a pas pour cela, abdiqué sa première patrie. Dans cette âme large, l'Angleterre ne s'est pas substituée à la France, elle s'y est superposée : il a deux patries, voilà tout. Et, dans ce vaste empire britannique, il n'est pas un anglo-saxon, qui ait fait monter au jour du jubilé « une

plus fervente prière que ce sujet français de sa Majesté, pour que la reine vive et vive longtemps ! »

Comment s'est accompli un tel miracle sentimental ? Ceci est une page d'histoire actuelle, dont lui-même nous a donné la primeur. Là encore, il nous suffit d'écouter et de noter.

***

Rien ne pouvait faire prévoir, il y a soixante ans, quand s'ouvrait l'ère Victorienne, l'apothéose coloniale de 97. Le règne débutait sous de peu brillants auspices. L'empire, avec ses 32 colonies — nous sommes loin des 67 d'aujourd'hui — paraissait devoir se dissoudre plutôt que de s'agrandir. L'Australie était *terra incognita*. L'Afrique Australe n'était qu'une expression géographique. En Amérique, c'était pire. Le Canada non seulement français, mais anglais était en armes, et l'on pouvait craindre qu'il ne suivit l'exemple de sa grande voisine, et ne tentât, lui aussi, de se dérober au joug de la mère-patrie.

Dans cette minute critique, le nouveau gouvernement eut une inspiration heureuse et qui décida peut-être de la fortune du règne. Il remplaça la rigueur, qui avait provoqué le soulèvement des Etats-Unis, par la générosité. Il octroya au Canada un bienfait qu'il faut nommer dans la langue même du bienfaiteur, tant la chose qu'il dit est anglaise :

le *Self-government*, mot magique, d'une vertu si neuve, qu'autonomie traduit faiblement. C'est lui, le Self-government, cet *habeas corpus* des nations issues d'elle, qui synthétise le système politique de l'Angleterre. C'est lui qui, sous toutes les latitudes, sur tous les points de son immense domaine, — les pays de couleur, encore enfants, et l'Irlande irréconciliable exceptés, — lie à la couronne ce que la force lui a conquis, mais ce que la force seule ne lui saurait conserver.

L'expérience était neuve et hardie. Elle porta les fruits que l'on sait. En 1867, les différents Etats de l'Amérique anglaise fondaient une fédération : la « Dominion of Canada. » De loin en loin le vieil antagonisme de races se réveillait bien encore : témoin Mercier qui, il y a dix ans, prêchait la République française et libre sur les bords du Saint-Laurent. Néanmoins lentement, sûrement, l'apaisement se faisait dans les âmes. Une métamorphose profonde s'élaborait dans l'ombre. Un esprit nouveau naissait. La liberté avait accompli son œuvre. « Aujourd'hui, l'autorité de la Reine du Pacifique à l'Atlantique, repose, non sur la force, mais sur la volontaire et joyeuse allégeance de cinq millions d'hommes (1). L'Angleterre de 97 reçoit avec éclat le Premier du Canada « qui représente non une colonie, mais la fédération de huit colonies autonomes » ;

(1) Discours de Sir W. Laurier au banquet de Liverpool (12 juin 1897).

elle salue de ses acclamations le Délégué des populations de l'Amérique du Nord, anglaise et française, protestante et catholique, dont il proclame en retour le fervent loyalisme. Cela, cent cinquante ans après Montcalm, soixante ans après la rébellion, dix ans après Mercier. Vraiment, même il semblerait que cette guerre acharnée de deux races n'ait pas été toute stérile, que tant de sang versé, au cours de ce duel séculaire, ne l'ait pas été en vain. Les deux adversaires réunis en nation, n'ont gardé, de la lutte finie, que le souvenir de leurs vertus réciproques, et une plus haute estime mutuelle : « Mes ancêtres, a dit Laurier, ont combattu les soldats d'Angleterre sur maint champ de bataille. Nulle part, la valeur française et le courage anglais ne se sont rencontrés avec plus d'éclats que dans les forêts d'Amérique. Le sort de la guerre a fait, de mes concitoyens, des sujets britanniques. Leurs droits, leurs croyances, leur langue ont été respectés. Ils sont fiers de leur origine : ils ont aussi l'orgueil de leur gratitude. »

Ce sentiment anime tous ses discours, il y revient sans cesse, il l'exprime partout avec la même énergie et le même bonheur, nous forçant à y revenir aussi, puisqu'en somme il explique l'homme et son rôle.

« Dans les plaines d'Abraham, a-t-il dit encore « au banquet des Premiers, le général vainqueur et « le général vaincu tombèrent... Si vous allez à

« Québec, vous verrez un monument commémoratif « de cette bataille. Les monuments qui célèbrent « une victoire ne sont rares ni en Angleterre ni en « France. Celui-là, je crois, est unique au monde, « car il confond dans un même bloc celui qui vain- « quit et celui qui fut vaincu, Wolfe et Montcalm. « La dédicace, d'une rare noblesse, est telle : *Mor- « tem, virtus, communem, famam historia, monu- « mentum posteritas dedit.* En vérité, c'est le mo- « nument dressé à deux races égales en courage, en « renommée, en gloire. Cette égalité n'est pas seu- « lement dans la pierre, elle est partout dans le « Canada d'aujourd'hui qui a résolu le problème de « la tolérance religieuse et de la liberté civile et « politique. » On a dit « que les colonies naissent pour devenir une nation. » Laurier repousse ce futur pour son pays : « Le Canada est une nation ; la liberté est sa nationalité. »

Cette âme étrangère que la reconnaissance naturalisa anglaise — nous avons vu comment, — elle est l'âme de tout Canadien français. Et nous savons par quel sortilège, le Canada de Mercier est devenu le Canada de Laurier.

L'importance de cette transformation n'est pas exclusivement locale. Déjà, elle fait sentir son influence au large. Toutes les parties de l'empire britannique se tiennent moralement, sont solidaires les unes des autres. Le Canada vient de prendre la tête

du mouvement colonial. Lui-même, par ses progrès, s'est mis à l'avant-garde de toutes ces jeunes et vigoureuses communautés qui ne demandent qu'à marcher. La grande Confédération américaine est l'exemple heureux offert aux autres parties de l'empire et « qui n'est pas indigne de leur imitation. » Sa puissance de propagande est proportionnée à sa fortune. Et Laurier qui l'incarne, se trouve être, de par une investiture tacite universelle, le porte-parole sonore, non seulement de ses compatriotes d'Amérique, mais de tous les membres de la grande famille anglo-saxonne éparpillés dans le monde.

C'est un écho de ses discours à lui, qu'on entend dans les harangues de ce Georges Turner, Premier de Victoria, exprimant l'espérance « qu'avant un an, une seule voix pourra parler au nom de l'Australie unie, de même qu'une seule voix parle au nom de l'Amérique ». Et, n'est-ce pas encore comme un reflet de son rêve à lui, qu'on croit surprendre dans ce tableau d'avenir, esquissé par le même Turner, quand, laissant sa pensée franchir une étape de plus, il salue, au-dessus de la fédération prochaine l'image « du grand vieux drapeau de la grande vieille mère ? »

Par ainsi, il nous conduit à l'idée de l'unité impériale, où nous reconnaissons l'influence Canadienne. Car le meilleur champion de cette unité, c'est le Canada encore ; c'est lui qui a prouvé par son exemple que l'empire — là du moins où des races blanches sont en présence, la preuve reste à faire pour

les colonies de couleur — et la démocratie n'étaient pas deux termes ennemis. Le Canada, où les institutions libres se sont développées parallèlement avec le dévouement à la couronne, s'est comme chargé d'avance de réaliser le vœu terminal du duc de Devonshire, en offrant au monde le spectacle « d'une nation impériale à la fois et libre ».

Il n'est en tout cela rien qui ne sorte de la grande réforme initiale. Le principe du self-government jeté dans le monde, tout le reste en découle naturellement. Le Canada et Laurier ne sont pas des contingences heureuses, heureusement exploitées, en vue d'une fin politique. Ils sont des conséquences, et des plus éloquentes. Ils nous font prendre sur le vif le procédé de l'Angleterre, et nous révèlent le secret de sa stupéfiante fortune, secret bien simple en vérité. Alors que les autres Etats administrent les colonies, en égoïstes fermiers, pour eux-mêmes et non pour elles, et que les relations des uns avec les autres — voyez l'Espagne et Cuba, voyez l'Angleterre même avec les Etats-Unis — se terminent invariablement par la rupture et la guerre, l'Angleterre laisse la colonie maîtresse de ses destinées, respecte sa personnalité, ses intérêts. Elle ne confond pas unité avec uniformité, elle ne cherche pas à couler l'infinie variété des énergies humaines dans la rigidité d'un même moule. Elle les laisse libres de se développer selon leur loi intérieure. Elle a compris hautement sa mission, renfermée dans la devise

que lui légua John Bright : « l'Angleterre mère de nations vivantes ».

Au résultat, l'Angleterre positive ne fait pas un mauvais calcul. La générosité est un capital qui lui rapporte de beaux intérêts. La colonie, affranchie d'entraves, s'accroît, prospère pour le plus grand profit de la mère-patrie ; la colonie « joint à la fierté de l'autonomie » la fierté du lien britannique.

A l'Angleterre, la liberté est l'instrument de domination. Avec cette baguette magique elle a fait le Canada et Laurier ; le Canada par quoi s'illustre « la puissance des institutions britanniques à briser de tels obstacles que la race et la religion » ; (1) Laurier, le nom vivant d'une grande victoire anglaise.

A cette victoire, il faut le dire, le terrain avait été préparé de longue date par les événements, par le jeu des forces libres, qui s'appellent ailleurs le hasard, ce collaborateur parfois utile des plus beaux triomphes humains.

Nous avons esquissé l'histoire morale d'une colonie et d'un colon. Il resterait à étudier le sentiment colonial même, je veux dire, à signaler les tendances très diverses qui ont animé de notre temps les colonies et la métropole, et gouverné leurs relations à travers la seconde moitié du siècle, à suivre l'évolution de ce sentiment, ici et là, à montrer par

(1) Le duc de Devonshire à Liverpool.

quelles phases, et sous l'action de quelles influences il put passer de l'indifférence tout ensemble respectueuse et dédaigneuse d'un côté, railleuse de l'autre, à cet élan de tendresse mutuelle, ardente et presque mystique auquel nous assistons aujourd'hui.

Vers le milieu de ce siècle, les colonies n'étaient pas en faveur. J'entends qu'on se désintéressait un peu d'elles. C'étaient alors les beaux jours du libre-échange et de l'école de Manchester. Le libre-échange devait renouveler la face du monde. Il devait résoudre tous les problèmes, abaisser toutes les barrières, abolir aussi tout lien entre peuples autres que la sympathie, le lien colonial entre autres. Les colonies devenaient superflues, pire que cela ; une charge. On envisageait l'éventualité de leur séparation sans émotion. Elles étaient des enfants à qui l'on devait l'éducation du premier âge. L'éducation achevée, elles seraient maîtresses de leurs destinées : le devoir des parents cessait, et son pouvoir. Elles étaient libres de partir. Et c'était pensait-on, ce qui leur pouvait advenir de plus heureux « à elles et à nous ». Après tout les colonies n'étaient-elles pas des nations en devenir ?

Cette conception avait sa noblesse. Et peut-être la période de l'indifférence philosophique ne fut-elle pas sans quelque bien pour tous deux : la colonie mise à même de se développer sans entraves, de faire l'apprentissage de la liberté avec la responsa-

bilité ; et la métropole qu'elle garda efficacement de la faute contraire, l'excès de zèle et d'autorité, qui lui fit perdre l'Amérique. Mais ce bien pouvait devenir un mal. Le séparatisme menait à l'émiettement. Il ne pouvait qu'éloigner l'une de l'autre des nations nées pour s'entendre. De pareilles théories allaient tout droit, sous couleur d'éviter des chocs ou des froissements, à supprimer avec les liens tangibles, le sentiment de la famille. Ce respect de la personnalité coloniale ne ressemblait pas à de l'amour.

De l'autre côté des mers, un mouvement correspondant de recul aussi s'accomplissait. Les colonies se détachaient moralement. Elles ne comprenaient pas ce qu'il pouvait y avoir de généreux, de flatteur même pour elles, dans l'attitude de la mère-patrie. Elles y voyaient plutôt un rapetissement, une sorte d'abdication qu'elles attribuaient à la faiblesse de l'âge, à une sénilité commençante. Elles regardaient avec une ironie surprise « cette vieille contrée efféminée » que guettait la proche décadence. Et par un naturel retour, elles prenaient, à cette contemplation, une certaine satisfaction de soi-même. Elles se comparaient et se préféraient. Toute la sève, pensaient-elles, de l'arbre anglo-saxon, en fuite du tronc vieilli, se réfugiait dans les jeunes branches, et de même qu'un jour Rome ne fut plus dans Rome, il leur parut que l'Angleterre n'était plus en Angleterre, mais là où elles étaient. Ainsi l'orgueil, joint

à un certain patriotisme, développait en elles l'idée d'une séparation. Et, par une bizarre rencontre, les Etats-Unis, rejeton détaché, prospère, devenaient l'idéal commun, celui de la métropole, pour ses colonies, et celui des colonies, pour elles-mêmes.

Un jour, il y eut un réveil. Le protectionnisme qu'on pensait terrassé, se dressa devant l'Angleterre, partout dans le vieux monde et dans le nouveau, qui n'étaient pas le paradis commercial promis du libre-échange. Des barrières s'élevaient, plus hautes, chaque jour entre peuples barrant ou gênant le commerce de la grande nation marchande. Elle fit des réflexions. Il lui souvint qu'elle avait des colonies, que là-bas, elle était encore chez elle : elle les agrandit, elle en fit d'autres ; son empire si vaste s'accrut démesurément.

En même temps qu'elle se répandait au dehors, son génie se reployait en quelque sorte sur lui-même. Le sentiment de la solitude exaltait sa personnalité. En face de la concurrence étrangère, elle se dit qu'elle devait être très grande et très forte afin de se suffire. Elle prit l'âme de sa position, elle vibra d'un accès de patriotisme aigu, de *jingoïsm*.

Du coup, elle regagna la confiance des colonies. L'orgueil encore fut son auxiliaire dans cette reprise de possession. Les colonies prêtes à s'éloigner d'une nation en déclin et qui s'abandonnait, lui revinrent dès qu'elle releva la tête. Elles recommencèrent à sentir le prix de leur société avec une grande puis-

sance européenne dont la force les protégeait et les flattait. Chacune d'elles était fière, et se sentait agrandie d'être une fraction de ce vaste empire qui couvrait le cinquième de la terre habitable, comptait le quart des habitants du globe, et croissait tous les jours.

L'incident vénézuélien qui fit éclater le sentiment des colonies, leur fut, à elles aussi, le prétexte d'une révélation. Elles se reconnurent. Les rodomontades du Yankee, la menace d'une guerre déterminèrent le réveil. Un long frisson courut d'un bout à l'autre du monde britannique. L'attitude ferme de l'Angleterre fit le reste. La crise avait achevé de lui restituer sa famille lointaine. Après tout, ils étaient Anglais, eux aussi, les Australiens, les Canadiens, les Africains. « L'Angleterre était assez bonne pour eux ». Maintenant, si, fidèle aux théories de Manchester, elle leur avait dit : « Allez, enfants, volez de vos propres ailes, et que ma bénédiction soit avec vous » cette bénédiction, ou plutôt la rupture sous cette forme, du vieux lien qui unissait les colonies à la métropole, on n'en aurait pas voulu. Mais, à dire vrai, si les unes n'étaient pas disposées à l'accepter, l'Angleterre ne songeait plus à l'offrir. Un double courant précipitait l'une vers l'autre la nation mère et sa descendance. Sur tous les coins du globe où flottait le drapeau britannique, l'idée impériale grandissait avec le désir d'une plus intime union. La bonne graine levait qu'avait semée Lord Rose-

bery et l'Impérial Federation League, à qui vient de succéder la British Empire League, toutes ligues d'union, quel qu'en soit le programme ou le titre.

Il restait à donner un corps à ces sentiments, à objectiver ces tendances par un acte. Toutes proches l'une de l'autre, la métropole et ses colonies sont encore séparées par une zone neutre ; celle-ci vient d'être franchie sur un point, sur plusieurs points.

Le premier pas, a été accompli sur le terrain commercial, par les colonies, par le Canada, par Laurier. Il a offert à la métropole un tarif de préférence. C'est le présent de jubilé du Canada à l'Angleterre. Les circonstances en doublaient le prix et la portée.

L'Angleterre, précisément à cette époque, méditait une grave réforme, disons même, une grosse révolution économique. Le libre-échange faisait obstacle à l'unité impériale. Par lui, ces colonies assimilées à l'étranger, sur le marché de la Métropole, soutenaient péniblement l'écrasante concurrence de nations aînées, commercialement plus avancées. Un Zollverein impérial, une palissade de hauts tarifs, faisant le tour de l'empire britannique, avec à l'intérieur le libre-échange, isolerait l'Angleterre du monde pour la rapprocher de ses colonies. Elle y songeait, se demandant si l'heure n'était pas sonnée d'offrir le grand sacrifice économique à la grande pensée politique, à la cause supérieure de l'unité impériale. Sacrifice grand, en effet, qui bouleverserait ses habitudes, troquerait un principe

moteur dont les preuves étaient faites, et quelles preuves! contre les chances grandioses d'une fortune à venir. Le dogme était de ceux qui n'admettent pas de compromis. On ne transige pas avec le libre-échange des Bright et des Cobden. C'est « un bloc » infrangible. Borné à une partie du monde, même aussi vaste que l'Empire, il perdait sa vertu, il cessait d'être.

C'est le moment que Laurier choisit pour offrir à l'Angleterre une réduction de tarifs de 12 1/2 pour cent, qui sera de 25 pour cent, l'année prochaine. En face d'une forte opposition, sur un continent nettement protectionniste, il fait ce pas en avant vers le libre-échange battu en brèche dans son pays d'origine même; il rappelle la mère-patrie au principe qu'elle semble disposée à déserter : haute leçon donnée par le disciple et le fils au maître et à l'aïeul. Le libre-échange a fait la fortune de l'Angleterre, elle lui doit fidélité. Le don qu'offre le Canada est gratuit, il est de pure reconnaissance : il n'exige rien en échange. Pour le rendre plus acceptable, on l'a déguisé dans la forme. Le nouveau tarif s'offre à tous les pays mais sous une condition de réciprocité remplie par la seule Angleterre, qui en devient, du coup, l'unique bénéficiaire.

L'initiative était plus heureuse encore qu'il n'y paraît au premier aspect. Elle l'est diversement. Elle favorise l'émancipation commerciale des colonies, elles sert un grand dessein politique, ce que dans le langage diplomatique du XVIIe siècle on

pourrait appeler « le grand ouvrage de l'Angleterre, » en cette fin du XIXe siècle ; cependant qu'elle l'affranchit d'une chance redoutable.

Ce Zollverein, miroir aux alouettes des colonies, est-il bien sûr qu'il possède toutes les vertus dont on se plaît à le parer, de loin, d'avance ? Le Zollverein — protection au dehors, liberté au dedans, mais liberté obligatoire — serait-il un bienfait sans mélange, même pour les colonies ? Il leur ôte le droit de taxer les produits de la Métropole, leur principale cliente. Mais ce droit est une soupape de sûreté, dont il peut être nécessaire de jouer en temps de crise. Il serait plaisant que l'Angleterre, après avoir perdu une colonie pour avoir voulu la taxer, perdit les autres pour vouloir les empêcher de la taxer. Le Zollverein est une arme à deux tranchants. Excellente contre l'adversaire, elle peut blesser demain celui qui la manie (1).

La décision prise par le Canada épargne à l'Angleterre un essai périlleux. Il ne saurait plus guère être question, pour l'heure, de Zollverein. Quelques-uns de ceux que le projet avait pu séduire, s'en écartent. Un ministre, Chamberlain, je crois, a prononcé son oraison funèbre, déclarant « qu'il n'y toucherait plus avec une paire de pincettes. » Plus tard, si les temps changent, il pourra renaître de ses cendres. Maintenant il s'est éteint dans le silence.

(1) Voir « the new Impérialism » by Percy A. Hurd. Contemporary Rewiew. Août 97.

C'est à un autre point de vue que l'acte de Laurier est surtout intéressant. Economique par ses caractères apparents, il est politique par ses intentions et par ses effets. Il arrive à l'heure juste, préciser et simplifier une situation. Il va faire faire un pas décisif, peut-être en avant ou en arrière, à la cause de l'unité impériale. C'est une mise en demeure amicale à l'Angleterre de se prononcer. Amicale, mais pour cela, singulièrement plus embarrassante.

Dans l'occurence, il allait en coûter davantage à l'Angleterre d'accepter, qu'au Canada d'offrir. Le nouveau tarif mettait en jeu, immédiatement, des questions de droit international sous la forme des deux traités belge et allemand de 1862 et 1865.

Cette date déjà annonce leur caractère. Ils appartiennent à la période d'indifférence coloniale. Nous en connaissons l'esprit. L'Angleterre libre-échangiste, n'ayant plus rien à donner elle-même, parce que son principe accordait tout, avait, à la légère, sacrifié l'intérêt colonial à la Belgique et à l'Allemagne. Elle en avait fait un moyen d'échange. Elle avait, contre des avantages douteux, assuré aux produits de la Belgique et de l'Allemagne, dans ses colonies, le même traitement qu'aux siens propres. Sur toute l'étendue de l'empire, les marchandises allemandes et belges et — grâce à la clause de la nation la plus favorisée insérée dans la plupart des traités — les marchandises de toute provenance, étaient assimilées aux anglaises. Les colonies avaient

les mains liées vis-à-vis du monde. Leur essor commercial en fut comprimé pendant trente ans.

Aujourd'hui, le parlement canadien vote à l'Angleterre un tarif de faveur. N'est-ce pas en contradiction avec les termes « des deux malheureux traités ? » (1) La Belgique et l'Allemagne ne sont-elles pas en droit de protester ?

La position de l'Angleterre est délicate. Elle n'a de choix qu'entre deux partis : ou repousser le don, et le peut-elle et le doit-elle ? ou l'accepter avec toutes ses conséquences ?

L'Angleterre, en eut-elle même le désir, a-t-elle le droit de refuser le présent canadien ? Beau thème à disputes juridiques. Refuser, c'est en réalité modifier d'office une taxe régulièrement votée par la législature coloniale. Il semble, à consulter l'esprit et la lettre même du régime parlementaire, que le gouvernement britannique en soit aussi incapable que de modifier, à l'intérieur du Royaume-Uni, une taxe adoptée par le parlement. Et d'autre part, Laurier soutient que le nouveau tarif n'est pas en contradiction avec les fameux traités. Qu'interdisent-ils ? Les distinctions basées sur la nationalité de la marchandise. Or, le bénéfice de la réduction est accordé aux produits de la métropole non pas en tant qu'anglaise, mais qu'originaires d'un état libre. Et il ne tient qu'à la Belgique et à l'Allemagne de bénéficier du même traitement que l'Angle-

(1) Opinion de Salisbury.

terre; qu'elles l'imitent, qu'elles ouvrent leurs ports au Canada (1). Mais l'argumentation subtile n'a guère de chances de prévaloir auprès des intéressés.

Et puis, en supposant tranché le point de droit, reste la question politique. Quand il convint au Canada de taxer l'Angleterre, John Bull, au trait d'audace, « reconnut son enfant, le copeau de la vieille souche (2) ». Bon sang ne peut mentir. John Bull, lésé peut-être, mais flatté certes, s'inclina : « Aujourd'hui, il nous plaît de lever la taxe : John Bull protestera-t-il ? » L'Angleterre peut-elle empêcher ses colonies de lui prouver leur attachement ? opposer un veto à leurs élans généreux ? Le peut-elle contre elle-même, contre ses intérêts immédiats, évidents, et les plus hauts ?

Une seule solution rationnelle s'impose, accepter et dénoncer les traités. Et c'est à quoi Laurier voulut acculer la mère-patrie, et ce qui fait de cet acte du parlement Canadien proposé par lui, défendu par lui, enlevé par lui, un coup de maître dépassant étrangement le but d'utilité prochaine qu'il atteint en chemin.

« Il faudra que le Canada recule, ou que l'Angleterre avance », a dit le Premier d'Ottawa.

L'Angleterre a avancé. Le Canada avait fait le pre-

(1) Voir England's opportunity, Germany or Canada by Birchenough, Nineteenth Century, juillet, et dans le National Review, septembre, a colonial Chronicle.

(2) Laurier au banquet du Philarmonic-Hall.

mier pas. Obéissant à la logique, à son instinct, à la poussée de l'opinion, l'Angleterre vient de faire le second. Le 31 juillet, les traités étaient dénoncés. La métropole avait rendu sa politesse à la colonie. Au don colonial, elle répond par le sacrifice à l'empire, un sacrifice nécessaire qui portera ses fruits.

L'honneur reste à Laurier de l'avoir provoqué.

Pour mesurer toute l'importance de cette double détermination, il faut la rapprocher de deux autres faits, qui ne seraient que divers en d'autres circonstances, mais qui prennent, d'avoir été accomplis dans celle-ci, à peu près dans le même temps, et sous l'inspiration visible des mêmes sentiments, une valeur singulière ; le don, sans condition, à l'empire, d'un cuirassé par le Cap ; l'admission de juges coloniaux à la Cour suprême. D'accord avec le parti conservateur, le parti libéral anglais, dans ces trois événements salue avec raison « trois fruits du Jubilé ». Il y croit distinguer le commencement « d'une flotte commune, d'un commerce commun, d'une administration commune (1) ».

Faire l'empire, pour le prouver, voilà qui est bien anglo-saxon. Des actes, tels que ceux-là, sont mieux que des symptômes : ils sont les commentaires réels les plus éloquents aux paroles dont l'Angleterre a retenti à la fin de ce printemps inoubliable : des gages que la ferveur de leur loyalisme n'est pas

(1) Daily News, 31 juillet 97.

feinte qui éclata, d'une si intense et unanime spontanéité, confondant en une même vague unioniste, sans distinction de patries ni de partis, les pensées et les cœurs de millions d'hommes, créant, dirais-je, au-dessus de la poussière montée des luttes quotidiennes, une atmosphère plus pure, où n'atteint presque plus le bruit des passions politiques. Il faut lire les déclarations vibrantes d'enthousiasme des Reid, des Turner, des Seddon, des Laurier, dans ces assemblées, dans ces banquets en l'honneur des Premiers, délégués de toutes les parties du monde « quand chacun sentait son cœur gonflé d'orgueil, à la nouveauté, à la grandeur, au caractère unique du spectacle ». Avec des mots différents, toutes rendent le même son. Elles apportent à la mère-patrie l'hommage du loyalisme colonial. « Que le clairon sonne, les colonies seront là. » En attendant, elles veulent « contribuer à la dépense de l'empire, à la défense de l'empire », resserrer le lien impérial, élargir « la cité » (the citizenship).

De telles paroles aussi sont des faits. Ils donnent à l'unité impériale, restée jusqu'ici dans le domaine du rêve et qui garde encore assez de vague grandeur pour émouvoir l'imagination, sa physionomie et son allure. Dans l'état présent, l'empire est comme la statue colossale derrière un voile chaque jour plus transparent, qui en laisse pressentir les traits essentiels.

Comme il ressemble mal à l'empire de Beacons-

field « protégé par un haut tarif, » protégé et taxé par une autocratique Angleterre ! Il reposera, lui, sur la liberté qui l'a fait. L'unité impériale y aura pour contrepoids l'autonomie locale. Mais l'union des membres qui le composent deviendra plus intime ; la solidarité plus étroite.

Réclamant leur part de charges, les colonies obtiendront une part correspondante d'autorité, en vertu du vieux principe anglo-saxon : la taxe suppose la représentation. Cela commande ceci. Les colonies, devenues des nations, formeront, avec la métropole, une grande société libre, et le jour n'est peut-être plus très distant où tous les pays bretons, grands et petits, auront leur voix, petite ou grande, dans une assemblée souveraine, qui, tout en respectant l'indépendance locale de chacun de ses membres, dirigera la politique de l'association.

Sans doute, il faut compter avec ce puissant facteur, l'imprévu, dont le caprice peut avancer ou reculer les échéances, modeler selon des formes un peu différentes la vaste association d'hommes sur qui flotte le drapeau de l'Union-Jack. Au point où nous en sommes, il ne semble pas qu'il puisse en modifier radicalement les grandes lignes, dès aujourd'hui distinctes, et le pli que lui donnèrent des causes toujours agissantes. Il aurait déjà trop à défaire.

Macaulay, a dit Laurier, nous a montré un voyageur de Nouvelle-Zélande assis sur les débris d'une arche de London-Bridge ou sur les ruines de Saint-

Paul, songeant au passé, aux Egyptiens, aux Assyriens, aux Perses. L'événement a démenti ses prédictions. Le Néo-Zélandais est ici, pour contempler, non des ruines, mais un empire, tel que l'imagination d'un Macaulay ne l'avait pu rêver. Demain peut-être, il sera à la porte de Westminster, réclamant la place de la Nouvelle-Zélande dans ce hall historique, berceau de la liberté.

La logique, qui ne compte pas avec le temps, nous permet de le devancer et de jeter un coup d'œil sur l'avenir.

La contribution appelant la représentation, si les colonies persistent à vouloir la contribution, elles auront la représentation. Comment s'accomplira la dernière étape avant la métamorphose? Vraisemblablement sans secousse, comme la métamorphose même. L'empire nouveau sortira doucement et progressivement de son ancienne chrysalide. L'histoire de l'Angleterre et de ses institutions le prouve. Le temps et l'expérience y sont tout. La théorie et l'abstraction n'y interviennent guère. La nécessité y fit les constitutions et les réformes que la sagesse des hommes ratifia. Elle seule encore y décrètera les révisions utiles. Cet empire même d'aujourd'hui, qui épand ses rameaux sur une si grande partie de l'univers, quelle volonté particulière en a jeté la semence? Est-il autre chose « qu'une plante » librement poussée là, et qui a cru, et qui continuera de croître d'après une loi de développement intérieure?

N'est-il pas l'œuvre de la nature et d'un intelligent empirisme? Celui qui prendra sa place, quel qu'il soit, ne sera pas l'essai d'une formule nouvelle, éclose tout d'une pièce dans le cerveau d'un penseur ; il sera la consécration d'une réalité antérieure : quand il sera proclamé, il sera fait. La transformation devra s'accomplir d'elle-même. Elle sortira de l'accord spontané de la métropole et des colonies, celles-ci préalablement groupées en fortes unités, sur le modèle de la Confédération canadienne.

Est-ce à dire que l'initiative humaine se doive désintéresser de ce travail d'élaboration, que sa tâche soit nulle ? Bien au contraire, elle devra le contrôler, le diriger plus encore que le stimuler.

L'impérialisme ardent des colonies manque peut-être d'ampleur, il ne s'élève pas encore, sauf chez quelques rares esprits, jusqu'à la pleine conception des devoirs de la société, il reste méfiant, faute de comprendre. Dans un appel lancé de Londres, un des premiers personnages d'Australie, un Reid, ne verra qu'un coup tenté contre la fortune publique de l'Australie ; il répondra ironiquement à Goschen : « Les colonies qui veulent servir la cause impériale ont mieux à faire qu'à grever leur budget pour le plaisir pécuniaire de l'honorable gentleman. »

C'est que l'impérialisme des colonies est à petite portée, comme leur vision ; qu'il ne dépasse pas sensiblement celle du boulet de canon tiré des côtes,

finissant avec leur puissance et leur danger ; c'est que, très capable aux jours de crise, du sacrifice héroïque, il répugnerait peut-être encore au petit sacrifice quotidien, obscur et nécessaire qu'exige la vie commune. Il n'aperçoit pas encore assez nettement « que les batailles coloniales, qui sont batailles d'empire, peuvent être combattues à des milliers de lieues des rives coloniales. » Ce sera l'affaire considérable des hommes d'Etat, des penseurs, des pasteurs d'hommes des deux côtés de la mer, d'avancer par tous les moyens, conférences, ligues, écrits — l'éducation de ce sentiment impérial et d'en favoriser le progrès, de le délocaliser, sans hâte et sans répit, en attendant ; — en attendant que l'Empire, selon l'énergique expression de Laurier, soit devenu « un besoin. »

Une vérité domine le problème : le *statu quo*, suffisant aujourd'hui, ne le sera plus demain. Il faudra que les colonies reculent ou que les colonies avancent : le temps peut venir, le temps viendra où les colonies, satisfaites de leur condition présente, demanderont autre chose. « Nous sommes cinq millions au Canada, nous pouvons attendre. Quand nous serons dix millions, il nous faudra ou couper le câble qui nous unit à la Grande-Bretagne, ou devenir une portion de la Grande-Bretagne ». C'est encore Laurier qui a dit cela. Ce pionnier serait-il aussi un prophète ?

Nouvelle Revue, Janvier 1898.

UN ANGLAIS D'AUJOURD'HUI

Cécil Rhodes[1]

Un soir (2), il y a quelque dix ans, trois hommes s'étaient réunis pour discuter la fusion des mines de diamants de Kimberley. Ces trois hommes s'appelaient Beit, Barnato et Cecil Rhodes. Celui-ci, seul de son avis, demandait tout simplement que les profits de la Compagnie future servissent à la création d'un Etat au nord du Cap. L'entreprise, suivant lui, était hasardeuse mais digne d'être tentée. Cet avis étrange chez un financier déconcertait les deux financiers : hommes d'affaires avant tout, l'idée d'utiliser les mines de diamants pour la fondation d'un État leur souriait peu ; ils y flairaient une médiocre spéculation. Mais Rhodes était tenace et la discussion se prolongeait. De guerre lasse, Barnato laissa échapper son consentement : « A chacun sa marotte, dit-il ; puisque la vôtre est de faire un empire, il en faut bien passer par où vous

(1) Voir la lettre de M. Cécil Rhodes à la fin du volume.

(2) Quelques-uns des éléments de cette biographie ont été puisés dans le très curieux et suggestif ouvrage intitulé : « *Cécil Rhodes* » par Imperialist et Dr Jameson.

voulez. » La première bataille était gagnée; l'action s'était engagée à la fin du jour, et il était 4 heures du matin.

L'anecdote jette une clarté sur l'homme et, du même coup, sur le problème sud-africain qui est son œuvre et dont il reste un des facteurs essentiels.

Ce problème — ne faudrait-il pas dire ces problèmes? — posé par la géographie, compliqué d'ethnographie et d'économie politique, aggravé de passion, se ramène à une biographie : la sienne. De quelque côté qu'on se tourne, honnie ou exaltée, sa figure domine tout l'horizon, de la baie de la Table au Zambèze.

Il est comme la synthèse vivante de toutes les questions qui s'y pressent et qu'il a suscitées. Il les explique, il les éclaire, il les anime. Retracer les principales phases de cette pittoresque carrière, c'est dresser le bilan de tous les efforts tentés, de toutes les luttes soutenues, des vicissitudes subies depuis quinze ans par les peuples qui s'efforcent d'être, plutôt qu'ils ne sont; c'est refaire l'histoire chaotique d'un monde à sa naissance. L'Afrique du Sud avec ses races diverses, ses intérêts en conflit, ses espérances, ses possibilités, déroute le chercheur solitaire : il lui faut un fil conducteur pour se guider à travers ce labyrinthe. Qui le lui fournirait mieux que l'architecte même, l'homme dont le souverain caprice en a tracé les principaux détours?

*
* *

Un coup d'œil à la carte de l'Afrique australe la révèle géographiquement une, sous le manteau d'Arlequin dont l'a vêtue déjà la fantaisie européenne ou le jeu de la politique. Du côté de la mer, à l'ouest, comme au sud et à l'est, des montagnes ou des collines forment le talus extérieur d'un plateau immense qui s'épand à l'infini vers le nord. A l'intérieur, pas d'obstacles, torrents, déserts ou sommets, du moins pas de ces insurmontables barrières qui préparent, avec des régions distinctes, des Etats hostiles. Des contrées variées, sans doute, mais non irrémédiablement divisées, des cours d'eau largement étalés faits pour relier mieux encore que pour séparer : l'Orange, le Limpopo, le Zambèze, avec leurs affluents, arrosent une campagne de grandes promesses agricoles, là où sa nudité ne cache pas « le fabuleux métal » qui faisait passer la mer aux hommes d'autrefois ; enfin, un climat où le colon, — pasteur, laboureur, mineur, — vit, se multiplie, prospère.

De ces vastes étendues réellement inconquises, l'Europe a fait déjà une mosaïque à son image : mosaïque dont les parcelles ne sont point égales. Entre les établissements portugais de l'Est, — allemand de l'ouest, l'Angleterre, partie du Cap, s'est taillée sa part coutumière, qui est celle du lion. Ecartant ou refoulant devant soi les hordes indi-

gènes, elle s'est élancée vers le nord, au-delà du 22°, absorbant le Bechuanaland, le Matabeleland, le Mashonaland, franchissant d'un bond le Zambèze, s'élevant au Tanganyika, pour réunir ses conquêtes nouvelles, sous un nom qui en conte l'histoire, la Rhodésie.

La Rhodésie, ainsi devait s'appeler ce nouvel Etat qui n'est séparé du Haut-Soudan égyptien que par l'Afrique allemande orientale et par l'Ouganda, lui-même anglais. Restent, au sud, l'Etat d'Orange et le Transvaal; mais, serrées à étouffer entre les colonies anglaises et portugaises, sans frontières protectrices, les deux Républiques hollandaises n'ont qu'un jour lointain sur la mer par deux fenêtres étrangères : l'une anglaise déjà de Natal, l'autre portugaise encore de Delagoa-Bay.

La carte, chaque jour moins vide de noms, se zèbre de grandes raies noires, lignes continues ou séries de points : ce sont les chemins de fer et les télégraphes, coups de sonde de la civilisation jetés en pleine barbarie noire. L'Angleterre, pratique, commence par jalonner sa conquête. C'est sa façon de l'établir et de l'annoncer. Une voie ferrée, — elle avance à raison d'un mille et demi par jour, — rattachera demain le Cap à Bulawayo, capitale du Matabeleland, en passant par Kimberley et Mafeking. Une autre, œuvre non désintéressée de capitaux anglais, ou allemands, relie Pretoria à Delagoa-Bay ; une autre, Johannesburg à Pretoria, au nord,

à Natal à l'est, à Port-Elisabeth au sud, sans parler de ses ramifications. Une autre enfin, partie d'Untali pour aboutir à Beïra, met en communication par le Mozambique, la Rhodésie du nord, avec l'Océan Indien.

Le télégraphe est allé plus vite encore et plus loin. Une ligne ininterrompue monte de la baie de la Table au sommet de la Rhodésie, va finir sur les bords mêmes du Tanganyika où elle rencontre la ligne qui, de l'autre extrémité de l'Afrique, vient à travers l'Uganda unir le Caire au Cap (1).

C'est la carte de l'Afrique australe telle que Rhodes l'a faite. Il nous reste à voir comment.

*
* *

Peindre en rose (2) cette vaste étendue qui va de Cape-Town aux lacs, ce fut le rêve unique de ce grand réaliste, et sa passion, et son triomphe, avant sa faute, avant ce coup de pinceau fatal par lequel il tenta un jour, d'effacer la petite tache du Transvaal. C'était à quoi, le jeune étudiant d'Oxford égaré parmi ses Cafres, sur les confins du Velt, songeait, durant les heures de solitude morale, en triant le diamant. Attiré par son frère aîné, le planteur de coton, Herbert, il était venu là, il y a vingt-

(1) Ce n'est là qu'un simple aperçu incomplet des grandes lignes qui sillonnent l'Afrique australe.

(2) Couleur qui, sur les mappemondes anglaises, sert à désigner les possessions britanniques.

cinq ans, chercher la santé. Il l'y avait trouvée et il était en train d'y découvrir — ayant abandonné le champ pour la mine — la fortune et par surcroît, la puissance.

Les songes de ce grand garçon, presqu'un adolescent encore, de mise négligée, nous content ses biographes, silencieux, excentrique, méritent qu'on les dévoile. Nous les connaissons maintenant, parce qu'ils sont devenus des faits qui ont changé l'aspect du tiers d'un continent, et que sans lui, peut-être contre lui, ils continueront à le travailler. Du songe, ils n'avaient à vrai dire que l'amplitude et l'essor. Déjà, ils avaient la netteté d'un programme ; ils étaient des idées énormes et précises.

C'est l'instant de les expliquer, d'autant qu'elles ne lui vinrent pas en route, mais qu'elles marquèrent au contraire cette route, qu'elles précédèrent l'acte et le commandèrent, que la fortune ensuite ne leur fournit que des occasions de développement, que l'expérience leur fut seulement la pierre de touche qui en révéla la qualité, et qu'elles furent vraiment rectrices de cette destinée.

Si nous examinons de près ces idées, nous en trouvons deux ou trois seulement et simples.

La première — en date comme en logique — c'est de faire fortune. Ce cadet d'une famille anglaise de la fin du XIXe siècle, n'ignore point que le levier d'Archimède qui soulèverait le monde moderne,

est d'or et non d'acier. Il le proclame en toute occurrence. Certes, ce n'est pas lui qui, après l'écrasement des rebelles Taïpings eut refusé le prix de la victoire, la chambre pleine d'or offerte par le Fils du ciel. A Gordon, qui lui demande : « Qu'auriez-vous fait à ma place ? » Il répondra tout droit : « Je « l'aurais prise, et avec elle, toutes celles que le « Chinois aurait bien voulu m'offrir... A quoi ser- « vent les grandes idées sans argent ? Si nous avons « des idées imaginatives, il nous faut des pounds, « des shillings, des pences pour les réaliser. »

Car l'argent n'est pas le but à ses yeux, mais le moyen du pouvoir qu'il veut pour agir, pour accroître sa patrie si grande. La fortune n'est que le clou d'or où il accrochera sa puissance, solidement.

Et voici se dégager la seconde pensée maîtresse de notre insulaire :

Par une contradiction étrange, la grandeur de l'Angleterre a sa cause dans une faiblesse originelle. L'Angleterre, au rebours de tel autre peuple, la France « qui a son grand vin », les Etats-Unis qui sont un monde en soi, ne se suffit pas à elle-même. Elle ne peut nourrir que six millions de ses trente-six ou quarante millions d'habitants : les classes et non les masses. Il lui a fallu chercher au dehors, dans les relations étrangères, la force qui lui manquait au dedans. Elle est devenue « la grande boutique du monde », mais le monde s'est lassé d'être

son tributaire. Désespérant de soutenir la concurrence, il lui a fermé ses portes par des tarifs protecteurs ou prohibitifs. Exclue, pour ainsi dire de l'Europe, l'Angleterre ne peut compter que sur ses colonies, et leurs ressources et leur dévouement. Les colonies, plus dans l'avenir que dans le passé, la sauveront de l'anémie et de la pléthore. Elles lui fourniront les éléments de la vie qui lui manquent. Elles offriront un débouché à son surcroît de production, ainsi qu'à son excédent d'énergie. En même temps qu'un marché toujours ouvert à son commerce, elles assureront un admirable champ d'émigration à sa population trop dense.

Voilà ce qu'ignorent systématiquement les partisans de la « petite Angleterre ». Les utopistes, ce sont eux qui méconnaissent ces évidentes vérités, qui ne veulent pas voir que la politique d'expansion est moins une politique de vanité que de nécessité.

L'expansion est à l'Angleterre moderne la condition même de l'existence : « la surface du monde habitable étant limitée, il faut se hâter de prendre autant du monde que possible ». Aussi Rhodes s'efforcera-t-il de doter sa patrie d'un nouvel empire africain. Mais Rhodes se trompe de siècle. Son rêve héroïque et brutal retarde de trois cents ans. C'est un anachronisme. Il se heurtera à toutes sortes d'obstacles que n'ont point connus ses ancêtres, les Cortez, les Pizarre : au droit des gens, à la cou-

tume, aux convenances ; il choquera la « conscience européenne », cette vieille capricieuse, si impassible tour à tour et si chatouilleuse, que le massacre de trois cent mille chrétiens d'Arménie ne touche point, mais qui s'émeut dès que l'intégrité de l'empire ottoman est menacée et que les « bons turcs » fléchissent. Il ira, froissant des préjugés, bousculant les lois vénérables et autres, blessant et étonnant. Il causera même du scandale.

N'importe, il a prévu les orages, qui ne sauraient manquer au condottière spéculateur assez osé pour troubler l'apathie de ses compatriotes, éveiller la jalousie des puissances. Le but est là et il y marche. La vision de l'empire le hante et le guide. Et c'est elle qu'il a dans les yeux, lorsqu'au croisement des routes, à l'instant peut-être décisif de sa destinée, il refuse d'accompagner, puis de rejoindre son ami Gordon en Egypte, du moins par le chemin tout fait. Il s'en taillera un à lui même, qui, par la brousse et le long des lacs, pourrait le mener à Kharthoum. Sa tâche n'est pas là d'abord ; elle est ailleurs, dans cette Afrique Australe où le sort l'a conduit, qu'il s'est imposé la mission de conquérir pour la transformer.

Chez Rhodes, l'idée devance l'acte, mais l'acte suit de près l'idée au point de se confondre avec elle. Tout en méditant de sa fortune et de l'empire, il travaillait à l'une et déjà aussi à l'autre. Le sort l'aidait. Les

découvertes du Witwatersrand en 86, coïncidant avec la fusion, son œuvre, des mines diamantifères de Kimberley, vont faire de lui un roi de l'or, dans ce royaume de l'or. Fondateur « des Goldsfield of South Africa », le voilà riche, selon son vœu. Dans l'excitation du succès, se mêle chez lui à la joie du sportsman qui a réussi le coup difficile, celle de l'homme né pour l'action, en possession du moyen d'agir. En même temps que les millions, il avait conquis les puissantes relations financières qui devaient l'aider si efficacement et aussi le compromettre en infligeant à ses entreprises, les moins privées, je ne sais quelle couleur de spéculation louche. Il était l'ami des capitalistes, des Rudd, des Beit, des Barnato. Discrètement, il avait abordé la politique (1), seule route vers le nécessaire pouvoir. Le futur dictateur était déjà un conseiller écouté des autorités établies, auxquelles il allait tenter de communiquer sa foi.

La chasse obstinée à la fortune ne faisait donc point tort à ses grands desseins. Tout au contraire, ils bénéficiaient de son heureuse chance, de son influence croissante. Tout progrès de l'une avançait les autres. Il menait de front cette double poursuite de l'argent pour lui et de territoires pour l'Angleterre. L'expansion dans son esprit, n'a pas seulement la valeur d'une formule théorique. Lorsqu'il en faisait sa devise, il la voyait déjà réalisée. L'em-

(1) Il représentait le Barkly-west au parlement du Cap.

pire, il est déjà tout bâti dans sa tête, depuis la soirée mémorable où il a triomphé des hésitations des Beit et des Barnato, et dompté le sort. Si, dès à présent, il ne lui assigne point de frontières, ce n'est point incertitude, mais ambition de cette âme Anglo-Saxonne à qui toute limite est insupportable. Le Nord, tel est le domaine qu'il s'est fixé. Le nord, jusqu'où ? Il ne le sait pas, il ne le dit pas du moins, mais ce sera le plus loin possible.

Il n'est pas, d'ailleurs, guidé par le hasard de l'inspiration. Cet intuitif est aussi un observateur. Il a vu et entendu beaucoup de choses. Il a retenu le propos du vieux Boer prédisant que le Bechuanaland sera la clef de l'Afrique australe et il est de l'avis de ce savant explorateur et clairvoyant pionnier, l'Allemand Weber qui traçait, dès 1875, de ces territoires inoccupés, ce prophétique tableau : « Que ne deviendrait un tel pays, avec ses inépui-« sables ressources, s'il se remplissait d'émigrants « d'Allemagne... Le Transvaal, outre ses trésors « naturels et souterrains, offre au pouvoir européen « qui le posséderait un accès sur ces immensément « riches contrées qui s'étendent entre le Limpopo, « les lacs et le Congo... Il faudrait, par un continuel « influx d'immigrants, germaniser ce pays, jeter les « bases d'un empire allemand d'Afrique, qui serait « un des plus beaux et des plus précieux du monde, « poser dans l'hémisphère du sud les fondations « d'une Allemagne nouvelle ».

Volontiers, l'auteur de la Rhodésie eut apposé son nom au bas de ce jugement. Seulement l'empire que le Germain voulait offrir au Kaiser, il a résolu de le donner à la reine, et où Weber écrit Teuton, lui, dit Anglais.

Mais il n'y a pas de temps à perdre : il doit arriver le premier.

*
* *

Rhodes était prêt, matériellement et moralement. Il ne lui fallait plus que l'occasion. Un incident obscur de frontière le lui fournit : le moindre tremplin suffit à l'initial élan de tels hommes. Simple membre d'une commission de délimitation du Griqualand, nommé par le gouvernement du Cap, sans titre presque, et sans mandat spécial, il mène la négociation, seul. Les revendications du roi Mankoroane étaient fondées. L'Anglais n'avait qu'à céder, et qu'à reculer. Il avança, et sans violence, en achetant pour une obole, le territoire litigieux, tout le Bas-Bechuanaland.

Ce n'était point mal, déjà, mais le plus difficile restait à faire. Rhodes allait apprendre à ses dépens qu'il peut être moins malaisé d'accomplir la conquête, que d'en disposer. Il avait agrandi sa patrie, sans sa permission, et il se trouvait que sa patrie ne se souciait pas d'être agrandie : c'était trop cher. Et nous assistons à cette scène plaisamment signi-

ficative, de Rhodes frappant à toutes les portes, mendiant l'acceptation du don qu'on s'empressait de repousser. Le Cap n'en voulait pas. Plutôt que de lâcher sa proie, Rhodes s'adressa au gouvernement impérial, qui se résigna, non sans façons, ni conditions, à recevoir le présent forcé. Le Béchuanaland ne fut pas érigé à la dignité, trop onéreuse, de colonie, il devint simple pays protégé, administré aux frais communs du Cap et de l'empire. Rhodes n'en demandait pas davantage, pour commencer.

L'heure est intéressante.

Aux tiraillements et résistances de ce premier pas en avant, il a compris qu'il n'entraînerait pas d'un seul coup à sa suite le gouvernement de son pays : qu'il n'atteindrait pas le but rêvé de son voyage, mais resterait rivé aux monts de la Table, s'il ne coupait franchement le câble qui le rattachait à la lourde machine du parlementarisme officiel. Et l'idée avait germé dans son esprit pratique de l'instrument fort, docile, silencieux et mobile, nécessaire à son œuvre, d'une association indépendante de fait, souveraine, dont il serait l'âme et le bras. La « Chartered Company » était conçue.

De cette même campagne diplomatique date encore la première rencontre de l'Anglais avec le Boër : escarmouche d'avant-poste, où se tâtent les deux futurs adversaires.

Au lendemain même de la Convention de Londres

qui l'avait fait libre, le Transvaal devint conquérant par nécessité. Le président Krüger « qui n'avait pas six pence dans son trésor » inaugure la politique d'expansion. Il couvre le pays de raids, lance « ses entreprises de flibusterie » pour parler comme ses rivaux et maîtres dans le genre sur tous les territoires limitrophes, passe des traités avec les indigènes, séduit ou subjugue. Un coup de main heureux le rend maître d'un morceau du Zululand, qu'il s'incorpore immédiatement. Il cherche à s'emparer du Bechuanaland, la « Clef de l'Afrique australe ». Elle était déjà dans la poche de Rhodes, qui ne fermera point d'ailleurs la porte de son domaine, mais l'ouvrira toute grande, invitant le Boër distancé à entrer chez lui, à s'établir, à devenir fermier, pasteur, colon, à l'ombre du drapeau britannique.

Ainsi, les principaux traits de la politique de Rhodes se dessinent, avec l'article tête du programme ; initiative hardie qui ne compte que sur soi, s'allège de scrupules, va droit au but ; libéralisme doublé d'impérialisme, l'Afrique ouverte mais anglaise.

*
* *

Il fallait maintenant la prendre. Rhodes n'avait encore qu'un pied sur le seuil de ce vaste domaine. Le Bechuanaland n'était que le point de départ d'où s'élancer vers le Nord. Il ne s'y arrêta pas. L'essentiel est d'arriver le premier. Car c'est une véritable

course aux colonies qui s'engage entre le Boër, l'Allemand, l'Anglais et où l'Anglais, contrarié par son gouvernement, atteint chaque jour l'étape avant ses deux rivaux.

En 87, Pfeil, agent de l'Allemagne, brigue (1) une concession auprès de Lobengula. Rhodes déjoue sa manœuvre et il enlève la concession Rudd qui fournira une base d'action à la future Compagnie. L'année suivante, il escamote à la naïveté du même monarque des avantages plus sérieux encore. Le roi noir abandonnait à l'Angleterre un droit de préemption sur ses états, en plaçant le Matabeleland sous le protectorat de la Reine. C'est le traité de Moffat dont Rhodes arrache ensuite la ratification à l'inertie du Haut Commissaire du Cap, sir Hercules Robinson.

Entre les deux Anglais de tempérament si divers, ce fut là un beau duel que le vainqueur nous raconta plus tard, dans un moment d'humour. Le gouverneur du Cap résistait, sentant bien que si, cette fois, il cédait à ce terrible homme, il serait entraîné aux plus inquiétantes aventures. Sur le 22e degré de latitude, se livra la suprême bataille entre l'audace individuelle et l'inertie gouvernementale. Le 22e degré est le suprême rempart où s'abrite la pusillanimité officielle et qu'il faut lui faire franchir à tout prix.

(1) En réalité, il fut arrêté par une indisposition avant d'avoir atteint le Matabeleland, but de son voyage.

Sur le point de succomber, et pour vendre cher sa défaite, sir Hercules Robinson voulait obtenir de son adversaire qu'il fixât la limite extrême de sa marche. Pied à pied, il lui disputait le terrain. Il se cramponnait désespérément à ce 22e degré. Il hasardait, comme essoufflé de cette course vertigineuse à l'inconnu, un timide : « Il me semble que c'est assez ». — « Je dis (c'est Rhodes qui parle) à votre excellent gouverneur : Regardez le Blockhaus sur le mont de la Table. Pour nos bons aïeux d'il y a deux siècles, ce Blockhaus du mont de la Table était la borne de l'idéal. Où sommes-nous aujourd'hui ? Au 22e. — « Et ce n'a pas été sans peine, gémit sir Hercules ». Mais enfin, où vous arrêterez-vous ? — « Où je trouverai la place prise » — et je lui indiquai sur la carte la ligne sud du Tanganyika. Il fut un peu étourdi. Je lui remontrai que les grandes puissances avaient marqué la carte et n'avaient rien fait, ajoutant : Essayons de marquer la carte, nous aussi, et je sais que nous ferons quelque chose. — Vous devriez être satisfait avec la frontière du Zambèse — soupira-t-il — puis, il conclut d'un geste las : « Après tout, c'est votre affaire, je m'en lave les mains. »

Sir Hercules laissait à Rhodes carte blanche. Le dernier obstacle était abattu. Le British South Africa Company, devenait en 89 la Chartered Company avec Rhodes pour directeur. C'était la liberté et le pouvoir donnés à un homme. Avec un champ

d'action illimité, l'absence de tout contrôle, la « Chartered » comme on la désigne familièrement est l'instrument de conquête rêvée du financier qui ne veut ni frontières, ni entraves. Rhodes peut désormais peindre l'Afrique en rose, du Cap au Caire.

*
* *

L'ère des difficultés obscures est franchie. Nous entrons dans la période des résultats visibles. Le triomphe de l'homme coïncide avec l'épanouissement du système. Rhodes sort de l'ombre à moitié. A l'influence occulte, qu'il conserve, il joint le pouvoir nominal ; il prend le titre d'une partie de son rôle. Il est le « Premier » du Cap, en même temps que le directeur-administrateur de la Compagnie. Le gouverneur de la colonie, haut commissaire de la reine, est dans sa main : il est le maître.

S'il accepte le pouvoir, c'est avec le ferme dessein d'en faire profiter sa politique personnelle et, comme il l'a dit lui-même, « pour aller au Zambèse et pour y aller plus vite. »

Les traités qu'il a multipliés portent leurs fruits : des guerres qui entraîneront de nouveaux agrandissements. Lobengula prend les armes contre son protecteur. Le compagnon de jeunesse, l'agent à tout faire, diplomate, soldat, administrateur, Jameson sollicite des instructions. Rhodes lui répond dans la langue de Cromwell : « Lisez Saint Luc,

chapitre XIV, verset 31 (1) » et Jameson prend sa bible, lit. Le passage est belliqueux (du moins Jameson l'interprète ainsi). A travers la métaphore il a compris le vœu, il marche. Les Matabelés sont domptés ; Lobengula, l'ogre cafre qui a détruit des centaines de Kraals périt, mais Rhodes attache à sa personne les fils du roi vaincu. Il a fait vendre 50,000 actions à 25 shillings pour se procurer les fonds; après qu'il a frappé l'imagination du Cafre et du blanc par sa force, il les gagne par sa magnanimité.

La guerre du Matabeleland entraîne la soumission du Mashonaland, donne à la conquête un nouvel élan. De proche en proche, par voie de traités, de concessions, le nouvel empire atteint le Zambèze, le franchit, monte jusqu'aux grands lacs, parvient au Tanganyika, sa limite. Ce n'est pas que l'espace manque encore, mais Rhodes a rencontré là-bas l'obstacle qu'il avait eu tant de peine à vaincre au départ : l'obstacle gouvernemental ou diplomatique. Les vacillations et la faiblesse du cabinet de Saint James le retiennent encore : c'est la pression de Berlin sur Downing Street qui l'arrête, si près des sources du Nil !

« (1) Ou quel est le roi qui, marchant pour livrer bataille « à un autre roi, ne s'asseye premièrement et ne consulte « pour voir si avec dix mille hommes, il peut aller à la « rencontre de celui qui en a vingt mille ? » (*Saint Luc*, ch. XIV, v. 31).

Cette course effrénée aux territoires laisse pourtant derrière soi des traces durables. Rhodes ne se borne pas à marquer la carte, il tient sa promesse originelle de faire quelque chose et la conquête intérieure progresse parallèlement avec l'autre. Rhodes sait que le chemin de fer, le télégraphe sont les vrais conquérants modernes, qu'ils achèveront ce que l'épée a commencé. Et il dessine ces traits-d'union prodigieux qui doivent relier les points extrêmes de son domaine, Bulawayo au Cap, le lac Tanganyika à la baie de la Table ! La main d'œuvre, il l'a demandée au noir à qui la paix fait des loisirs et qu'il faut initier maintenant « à la dignité du travail » ; il l'a doté d'un code (1), le Glen Grey act et la Pax Britannica ont remplacé la sauvagerie cafre. L'auteur de la Rhodésie, — son inventeur disent ses adversaires (2), — fait briller aux yeux de l'Anglais, du Hollandais, du Colon, sans distinction de couleur, ni de race, les plus alléchantes promesses.

(1) C'est à vrai dire toute une Constitution qui règle l'état et la capacité de l'indigène, la condition de la propriété, l'administration locale, divise le sol en lots, organise des conseils de districts, etc... Aux yeux de Rhodes, les noirs sont de grands enfants auxquels convient un régime de « paternel despotisme », cette pensée domine tous ses rapports avec les « natifs. »

(2) Un de ceux-ci, M. Ashton, résumant ses griefs contre la Rhodésie, dans un article de la revue Progressiste, intitulé : « *A bas Rhodes* », conclut : pas d'or, pas de métaux précieux, pas d'agriculture, climat pestilentiel, rébellions incessantes.

Empruntant les mille bouches de l'amitié, de l'admiration ou de l'intérêt, il annonce à l'univers les merveilles de sa Rhodésie. A l'entendre, c'est un pays admirable, une terre promise aux flots des immigrants, où l'individu s'enrichira, où la race, témoin le Boër, atteindra le plus magnifique développement physique. Elle offre aux initiatives en quête d'emploi, la mine d'or probable, et le champ incomparable, et dont l'exploitation rapportera de gros dividendes. Rhodes connaît ses compatriotes, ils aiment le patriotisme comme la philanthropie avec intérêt de 5 pour o/o sur le placement. Aussi sait-il employer les arguments les plus propres à les toucher ou à les séduire ; tantôt son langage est celui d'un prospectus adressé par un financier à des marchands, d'autres fois, c'est celui d'un voyant qui serait le compatriote de Cook. Il annonce les temps futurs ; le Sud-Africain sera le paradis terrestre du touriste ; « des bateaux mus par l'électricité, vogueront sur le fleuve Zambèse ; les chutes de Victoria fourniront du pouvoir, pour l'éclairage des villes et d'autres entreprises. Le touriste Sud-Africain prendra son billet à Bulawayo par la grande ligne de l'Uganda, agrémentant son voyage de haltes, d'excursions à vapeur sur le Nyassa ou le Tanganyika, tout comme l'Anglais d'aujourd'hui prend son billet à Londres pour Glascow et les lacs Ecossais (1).

(1) *Cécil Rhodes*, par Imperialist.

Langage de marchand, langage de touriste, c'est toujours celui d'un Anglais pratique jusque dans la chimère...

Nous voici parvenus au sommet de cette fantastique carrière. Il faut s'y arrêter une seconde pour mesurer le chemin parcouru, et regarder le personnage qui, pour d'aucuns, donne au progrès une figure humaine et anglaise, en qui d'autres exècrent le monstre de l'ambition, l'apocalyptique « oiseau de proie qui a emprunté le corps de Rhodes, dont les griffes sont au Cap, et dont les ailes, tournant par-dessus la lune, effleurent les pyramides de l'Egypte » (1).

*
* *

Il est long le chemin parcouru en vingt ans par le jeune étudiant d'Oxford, trieur de diamants : « Il a taillé un magnifique empire à l'Angleterre au cœur de la sauvagerie africaine ». Sa puissance ne peut se définir que d'un mot : « la dictature ». Un sceptre invisible gouverne la moitié d'un continent. Du Cap au Tanganyika, un seul nom, Rhodes. L'empire qu'il a créé de toutes pièces est sien deux fois par ses droits d'architecte et d'acheteur. Après l'avoir bâti à force d'imagination, il l'a payé à force d'argent. L'Angleterre a reçu, mais a peu donné ; elle a

(1) La Semaine, supplément du *Wolksstem*. — Pretoria, République Sud-Africaine, mai,22 1807.

été au profit, et pas à la peine. C'est Rhodes qui, avec ses deniers ou avec ceux de ses amis, a soldé les campagnes, les chemins de fer, les télégraphes. Et le directeur de la Compagnie n'a pas nui au premier ministre du Cap. Sa politique d'expansion a enrichi la colonie mère en lui ouvrant des débouchés sans cesse nouveaux.

En somme, une activité universelle, un don de se multiplier soi-même qui lui permettait, tandis qu'il avançait toujours vers le Nord, de travailler à la prospérité intérieure du Cap et de la développer dans toutes ses branches : industrie, commerce, agriculture, sciences même et lettres (1) ; une clairvoyance qui lui faisait prédire le succès aux heures les plus sombres ; une volonté exerçant son ascendant sur les natures les moins chimériques : un Beit, un Barnato, voire un Rothschild versant vingt-cinq mille livres à la Compagnie en détresse « du geste dont il aurait jeté son argent à la mer » ; une éloquence familière, persuasive, sans rhétorique, intensément pratique, pesant de tout le poids de sa massive personnalité ; par-dessus tout, une belle confiance en son étoile : tels sont les traits distinctifs de ce grand aventurier, ou, si on l'aime mieux

(1) Il étudiait les moyens de combattre le phylloxéra ; importait dans la colonie les chèvres d'Angora, qui constituent une des richesses des fermiers du Karroo ; travaillait à la création d'une Université du Cap, etc...

tels sont — après la chance, — les principaux facteurs de son étonnante aventure.

Il fallait montrer, unis en faisceaux tous ces rayons à l'instant de leur plus vif éclat avant qu'ils se dispersent ou s'éteignent dans l'imminente éclipse.

*
* *

Tout ce que Rhodes a fait jusqu'ici, c'est de la conquête extérieure ou intérieure. Il a édifié le cadre de l'empire ; il lui faut maintenant l'emplir, mettre sur cette énorme ossature de la chair, faire une nation. Dans cette deuxième partie de sa tâche, la plus difficile, la plus délicate, il a été moins heureux que dans la première.

S'il y échoua, ce n'est point faute d'y avoir longuement pensé ; il perçut nettement le problème, il l'attaqua résolument, il ne parvint pas à le résoudre parce que le tempérament de l'Anglo-Saxon, l'emportant sur le programme de l'homme d'état, le fit verser du côté où il penchait naturellement.

Dans ce programme, l'expansion est l'idée complémentaire de l'union. Mais, en sondant la pensée de Rhodes on reconnaît bien vite l'antagonisme qui divise les deux termes.

L'expansion rêvée de lui, au fond, ce n'est pas seulement le recul indéfini des bornes de l'empire. C'est « l'expansion de la race anglaise, des idées anglaises, de la liberté anglaise, des principes

anglais ». S'il convoite l'univers, c'est afin de le rendre anglais, pour le bonheur il est vrai de l'univers, puisque, dans cet esprit demeuré insulaire, l'humanité s'identifie volontiers avec sa patrie, et le progrès de l'une, avec le triomphe de l'autre. Il est libéral, mais il est impérialiste. L'Anglais apportera avec lui la justice et la liberté pour tous, sans distinction de nationalité. Mais l'Anglais doit être partout la race dominante « et le drapeau suprême, le drapeau britannique » (1).

Ainsi définie, l'expansion exclut l'union lorsque celle-ci doit lier ensemble des hommes de sang, de mœurs et d'idéal aussi dissemblables que l'Anglais et le Boër.

Deux races, ou mieux deux types se disputent l'Afrique du sud, le Boër descendant d'immigrés hollandais ou de réfugiés huguenots, et l'Anglo-Saxon. Des traités auxquels ils n'eurent point de part ont réglé les positions respectives. Le Cap hollandais est devenu colonie anglaise en 1815. Un jour, une scission s'y est faite. L'élément irréductible à la domination étrangère a fui vers le nord sur ses antiques chariots : ce sont les Trekks, de 1848 à 1852, qui ont donné naissance aux républiques libres du Transvaal et d'Orange.

Rhodes a tenté de fondre ces deux races rivales en une nation ; ce fut sa plus haute conception, sinon sa plus étonnante. Il l'a partiellement réalisée. Au

(1) Personal réminiscences of Mr Rhodes By Dr Jameson.

Cap, il a réconcilié les deux éléments. L'Afrikander Bond (1) et son chef Hofmeyr ont adopté « l'homme au cœur africain » devenu le représentant des blancs dans le monde noir. Sans le traité de 84, qui rendait au Transvaal son indépendance, un instant perdue, le succès du fondateur d'empire eut peut-être été complet. Peut-être eut-il achevé l'unification commencée. Son échec est encore « un des fruits amers de Majuba Hill » (2). L'idée de la fusion, en passant la frontière, se heurtait aux instincts et à la susceptibilité d'un peuple nomade que les malheurs avaient rendu méfiant.

Ici le problème ethnographique se complique d'un problème politique. Rhodes crut les résoudre l'un après l'autre ou plutôt l'un par l'autre, à l'aide d'une conception très ancienne tout ensemble et très neuve : la fédération.

*
* *

La fédération, quelle admirable formule ! Alliant la diversité à l'unité, favorisant toutes les évolutions, permettant toutes les fins et tous les espoirs, par quoi se sont faits les Etats-Unis de Suisse et d'Amérique, par où passa aussi l'Allemagne impériale, avant la Prussification.

(1) Ligue pour la défense des intérêts Sud-africains.

(2) « et de cette politique de faiblesse gladstonnienne qui a créé une Irlande au cœur de l'Afrique australe » — *l'Angleterre, ses colonies*, par C. de Thierry, New-Review, avril 97.

Cécil Rhodes le sait bien, et lorsqu'il prône les vertus du régime seul capable « de souder ensemble » les membres de ce vaste corps, et qui procurerait à l'Afrique le libre-échange, l'unité des tarifs et des monnaies, avec beaucoup d'autres bienfaits, il ne va pas au bout de sa pensée. Il ne dit pas que tôt ou tard l'affirmation d'un principe d'équilibre, doit aboutir au déséquilibre, à la suprématie de l'élément le plus fort par le chiffre sans cesse grossissant de sa population, que la fédération calquée sur la Dominion of Canada sera impériale et qu'au dessus des petits drapeaux de clocher flottera le drapeau de l'Union Jack. Mais s'il ne le déclare pas expressément, cela ressort de ses gestes, perce dans ses discours ; ses amis ne cachent point qu'une telle politique « doive conduire au drapeau anglais pour tous ». Au surplus, l'histoire le proclame avec la logique.

L'ombre de ce drapeau a fait reculer le Transvaal mis en garde par l'expérience contre les projets Rhodésiens, repoussé dans ses tentatives de flibusteries et déçu peut-être dans ses lointaines aspirations. Maintenant, refoulé à l'intérieur de ses limites, il se refuse à en sortir, écarte la main d'association qui lui est tendue, et ne tombe pas dans le piège de l'Union Douanière.

Mais le Transvaal est nécessaire à la fédération. Réduite au Cap, à la Rhodésie, à Natal, englobant même l'Orange, elle demeure incomplète, précaire.

Les découvertes des mines d'or ont fait de la petite république Hollandaise, le plus riche des états sud-africains. Enclavé dans les colonies anglaises, il les sépare ; s'il persiste dans l'isolement, il sera la force centrifuge opposée à la force centripète de la fédération ; il annihilera l'œuvre de Rhodes et tiendra le dictateur en échec.

Cécil Rhodes n'est pas homme à se laisser arrêter par des scrupules. Il est de l'école des praticiens qui justifient les moyens par la fin. La caresse n'a pas réussi. Il tentera de l'intimidation, de la calomnie, voire de la violence.

C'est un beau conflit significatif qui met aux prises deux races et, dirai-je, deux âges de l'humanité en deux hommes, l'ancien sous les traits du Hollandais, pasteur de peuples, le patriarcal Kruger, et le moderne Rhodes, roi de l'or, Anglo-Saxon, lanceur d'affaires et fondateur d'Etats.

Il importe d'en préciser les conditions, parce que les amis de l'agresseur se sont efforcés d'égarer l'opinion en lui donnant le change. Leur thèse qui les exonère de toute faute hormis une irrégularité de forme, est captieuse. Le Transvaal serait la pierre d'achoppement du progrès africain sur laquelle, pour avoir voulu l'écarter, ils ont buté, voilà tout. Le duel présent serait, en somme, celui de deux rêves d'unification rivaux. Toute la question est de savoir lequel est le meilleur. Rhodes, il l'a

prouvé, représentait la politique de progrès opposée à la politique d'isolement, de recul. Le triomphe de Kruger serait la victoire de la stagnation et qui n'aurait pas même l'excuse d'être hollandaise, car, derrière le primitif Batave pointe le casque du Germain, appelé par l'impatriotique folie du Boër. Le choix se pose donc entre la « libérale hégémonie anglaise et l'officialisme de fer allemand ».

Tout cela est peut-être vrai, mais ceux qui le disent oublient que, si cela est vrai, c'est par leur faute ; que si Kruger représente l'immobilité, c'est que, sans doute, ils lui ont, d'avance, ôté les moyens du mouvement ; que s'il demande au dehors du secours, c'est qu'apparemment ils ont miné d'abord sa puissance intérieure, en fomentant chez lui la discorde (1).

Ils allaient chercher et trouver dans le Transvaal une arme contre le Transvaal. La petite république hollandaise est une image, en réduction, du Continent noir où se rencontrent toutes les passions qui le divisent, avivées par un perpétuel contact, où la question politique compliquée, envenimée d'une question de race est parvenue à l'état de crise. Elle devait fournir, aux desseins de Rhodes, un admirable bouillon de culture.

Les découvertes du Rand ont changé profondé-

(1) Voir « the Case for the Transvaal, by Reginald Statham. *National Review*, Mai 97. »

ment le pays. Elles l'ont enrichi et troublé. Elles ont amené chez ce peuple de laboureurs et de bergers, un flot d'étrangers, d'origine diverse, surtout anglaise. Ç'a été comme une vague énorme roulant de l'or dans beaucoup de boue qui, brusquement, aurait couvert toute la contrée. Une merveille très moderne a surgi du Veld : Johannesburg avec ses 140.000 habitants, ses 50 milles de rues « où l'on se promènerait tout un jour sans rencontrer un principe moral. »

Rhodes s'est institué le champion de la cause étrangère, au Transvaal, et il l'a pervertie. Le parti des Uitlanders (1) qui s'intitule « National » est devenu, grâce à ses menées sourdes, le parti de l'ennemi. Simple Comité de réformes, dévié de sa ligne, il n'a plus été qu'un instrument de guerre aux mains de spéculateurs cosmopolites. C'est le vieux jeu de l'ambition : diviser pour régner.

La politique à double fin est d'un heureux machiavélisme. En exigeant trop, sur le ton de la menace, sans doute, on court le risque de ne rien obtenir, mais on prépare les voies à l'intervention, on se ménage la ressource d'adresser des remontrances à l'adversaire, et de lui chercher une querelle avantageuse au nom de la liberté ! C'est toute l'histoire des intrigues de Rhodes au Transvaal.

La revendication par l'immigrant étranger de tous les droits civils et politiques, d'une naturalisa-

(1) La dénomination exacte est Union Nationale.

tion en bloc empêche de prêter l'oreille à ses légitimes sujets de plainte. L'Uitlander en a : l'élévation de l'impôt dont il paie les dix-neuf vingtièmes ; le prix des loyers, le tarif des avocats et autres gens de droit ; le manque d'eau — et résumant tous les griefs — la taxe sans représentation.

Des réformes s'imposeraient. Du coup, elles sont ajournées.

Le président qui a fait ses preuves de libéralisme, qui a autorisé ou encouragé la construction des voies ferrées, soutenu le projet d'une seconde Chambre où l'élément étranger aurait été représenté, manifesté en maintes circonstances le plus louable souci des intérêts du mineur (1), s'arrête net sur la pente. Il regimbe à l'intimidation. Peut-il, d'ailleurs, sans trahir le Transvaal, accorder la naturalisation à tous ces étrangers qui ne cachent pas leur intention de rester sujets de la Reine en devenant citoyens de la République ?... qui le resteraient au moins de cœur ? Autant décréter tout droit l'annexion à l'empire... le premier usage de leurs droits politiques que feraient ces naturalisés, ne serait-ce pas — les apôtres de l'égalité pour tous le disent, et c'est pourquoi ils la réclament — de plébisciter « soit

(1) Ses tendances démocratiques se sont affirmées à diverses reprises. Contre les tentatives d'accaparement de vivres, il a approvisionné le Transvaal de farines australiennes. L'amendement de la Gold Law lui a valu les remerciements de la Chambre des Mines.

l'union pure et simple, avec le drapeau britannique, soit l'indépendance avec la fédération africaine, et le drapeau anglais, et la suprématie anglaise »...

Donc, pour le Transvaal une seule politique nationale : la politique de réaction.

Mais sa résistance à l'injonction met un atout aux mains de l'Anglais : le sentiment populaire, qui ne voit rien des causes, mais s'irrite des effets, des réformes ajournées, de ce fâcheux arrêt ; le mécontentement suscité, puis habilement exploité, et qui pourrait s'enfler jusqu'à l'insurrection où l'étranger trouverait son compte. Il y a toujours quelque chose à pêcher en eau trouble. Au besoin on saura bien la troubler, si elle ne se trouble pas d'elle-même.

Ainsi, le mouvement réformiste, originellement spontané, populaire et pacifique, dégénère en complot, puis en révolution capitaliste (1). On soudoie les chefs du parti ; on fabrique des pétitions protestataires avec 38.000 signatures (2) ; on propose

(1) Un avoué, Ch. Léonard, qui a pour client « la crême des financiers » est le Président de l'Union Nationale et le meneur du mouvement, mouvement assez factice et superficiel d'ailleurs, semble-t-il. La population du Transvaal se répartit en 3 groupes : le capitaliste satisfait ; le mineur qui gagne 4 livres par semaine et vit de 25 schellings ; le commerçant indifférent à la politique. M. Réginald Statham, qui résume la situation, est un Anglais connaissant le pays à fond pour l'avoir habité longtemps.

(2) Le recensement de la population de Johannesburg relève 25.000 adultes Européens.

à la Chambre des mines la mise en réserve d'un fonds de 15.000 livres pour « améliorer » le Wolksraad, on va jusqu'à sommer Kruger, par un ultimatum, de rouvrir les Drifts. Les " Drifts " (1) sont rouverts.

Le Président a fait à la paix cette concession. Mais, en même temps, il envoie Leyds en mission secrète à Berlin : l'Allemagne est intéressée financièrement — par les capitaux qu'elle a engagés dans la construction ou l'exploitation des chemins de fer Transvaaliens — et politiquement, au sort du petit Etat menacé. En vain, le discours manifeste de Lionel Phillips, président de la Chambre des mines, veut mettre le feu au poudres. A toutes les provocations, Kruger oppose le sang-froid, garde la défensive. Il attend que l'adversaire se démasque, avec l'exaspérante patience du Boër à l'affût dans la brousse de Majuba-Hill, surveillant l'horizon où tout à l'heure luira la première tache rouge d'un uniforme anglais.

On sait le reste : à la fin de décembre, le coup d'Etat s'achevant en coup de tête : l'Anglais las de solliciter une imprudence d'un ennemi qui ne veut pas se découvrir, et se découvrant lui-même ; le Raid de Jameson à la tête de la police, fondant de Mafeking sur le Transvaal, la chevauchée de nuit, le 1er janvier 1896, le guide trop tôt disparu, la marche manquée, la troupe surprise par ceux qu'elle

(1) Conduites d'eau.

devait surprendre, défaite ou capturée ; à Johannesburg, le désarroi des révolutionnaires qui n'étaient pas prêts et demandaient l'ajournement de la révolution, un sursis à la délivrance ; l'indifférence étonnée du peuple pour ses sauveurs malheureux et le mot de Rhodes à la nouvelle du fiasco : « Le docteur nous a tous ruinés ! »

*
* *

Exagérait-il ?

L'effet de l'aventure sur l'œuvre et l'ouvrier fut double et de même sorte : elle les grandit, d'être restés debout, mais elle les affaiblit. Elle fit éclater aux yeux ce qu'il y avait de solide, mais aussi de fragile, d'incomplet et de factice dans ce prodigieux édifice improvisé par l'audace d'un homme. Il était trop neuf pour supporter sans dommage l'énorme secousse ; sans l'abattre, elle le lézarda ; elle disjoignit ce qui commençait à s'unir et sépara violemment ce qui tendait à se disjoindre : au loin même, elle eut une profonde répercussion.

L'émotion qui suivit le Raid, moins encore que le tapage causé par le télégramme de congratulation du Kaiser au Président, empêchèrent de mesurer d'abord toute la portée de l'acte. Et toutes les conséquences ne s'en développèrent pas immédiatement. A peine commençons-nous aujourd'hui à en démêler quelques-unes.

La sauvagerie africaine n'a pas regagné le terrain qu'on lui avait pris. Mais le progrès est suspendu. La civilisation est aux prises avec elle-même. La méfiance, l'hostilité, la désunion sont partout, faussant les rapports d'individus, de peuples et de gouvernements, qui ne sont pas exclusivement africains.

Dans l'Afrique australe, le Raid, nonobstant les blâmes officiels, a compromis le gouvernement impérial rendu solidaire des excès de ses agents qui sont des sujets moins désobéissants peut-être que trop pressés. L'Angleterre s'est aliéné les sympathies des Uitlanders, déçus par l'indifférence de la mère-patrie, qu'ils taxent d'égoïste abandon.

Le Raid a creusé le fossé entre l'Angleterre et le Transvaal. Malgré qu'à Pretoria on affecte de ne point confondre le gouvernement impérial avec la Compagnie (1), en dépit des explications échangées et des semi-satisfactions accordées, les deux Etats ne sont point amis. Il y a du sang entre elles. Il a été versé, c'est vrai, dans une de ces rencontres de grand chemin qu'ignore la diplomatie; mais il est anglais et il a été répandu par des Boërs. Et c'est l'orgueil anglais qui a souffert, et ce sont les intérêts

(1) Le thème des avocats de la République Hollandaise devant l'Angleterre, c'est que le Transvaal est hostile à la Compagnie, non au gouvernement impérial... que la Grande-Bretagne a été compromise par le concours du « Groupe Rhodésien, dont l'influence monstrueuse, anormale » a tout fait pour détruire son prestige dans l'Afrique australe. (F. Reginald Statham). *National Review,* mai 97.

anglais qui souffriraient encore, si le Transvaal fermait le Rand au Cap, enrichi par lui.

De là, entre les deux parties, un dialogue amer, sur un ton de menace. Au nom de la Convention de Londres, l'Angleterre revendique je ne sais quel droit de vague protectorat sur le Transvaal qui s'obstine à le lui dénier avec une énergie d'autant moins surprenante qu'il a été plus mal protégé et contre les nationaux mêmes du prétendant protecteur. Et tous deux arment. Le Président, sans provocations, se prépare aux éventualités, fait des lois de défense (1) sur la presse, sur les étrangers, qu'on lui reproche comme autant d'infractions à la fameuse Convention ; il cherche des alliés ou des sympathies au dehors, traite avec la République d'Orange, même il jette ses regards plus loin, si bien qu'à de certains jours, on redoute l'accident qui entraînerait la collision.

Au-dessous des dissensions politiques, les rivalités de race s'accusent, plus vivaces. L'Anglo-saxon et le Hollandais, réconciliés et presque fondus ensemble, s'observent de nouveau avec une jalousie défiante. La nation africaine est retardée, de combien d'années ?

Et ces divisions se reflètent jusque dans les as-

(1) Il a été forcé de transformer sa politique progressive en politique défensive « par une invasion qui était un crime, et par une révolution qui était une fraude ». (F. Reginald Statham). *National Review*, mai 97.

semblées parlementaires, troublent l'équilibre des vieux partis. L'Afrikander Bond et Hofmeyr qui avaient fait alliance avec Rhodes, ont ressaisi leur indépendance et déclaré la guerre à la Compagnie et au ministère qui ne lui seraient pas assez hostiles. Mais bien que le gouvernement du Cap, cédant à la pression hollandaise, ait stigmatisé le flibustier Jameson, blâmé Rhodes, exigé sa démission de premier ministre (6 janvier 97) et d'administrateur de la Chartered (26 juin 97), la colonie est menacée dans sa force vive par l'inévitable refroidissement de ses relations avec la république de Kruger.

La Compagnie elle-même, cause première du mal, en est la première victime. Elle n'est plus, Rhodes parti, qu'une société financière « sans âme, capable d'exigences shylockiennes ».

Deux conséquences encore du Raid, lointaines. Il a introduit dans la politique sud-africaine un facteur nouveau : l'Europe, réveillée par le coup de trompette du Kaiser, l'historique télégramme qui en même temps révéla au monde le vieil antagonisme de l'Angleterre et de l'Allemagne. Vingt mois passés sur des polémiques de chancelleries ou de presse, ont rétabli le calme, mais non l'accord. Le Transvaal, aujourd'hui, sépare l'Angleterre de la Triplice, grâce à Jameson et à Cécil Rhodes.

***

Lui-même, l'auteur de cette situation, a-t-il personnellement moins souffert ? Il est bien tôt pour le dire. Endommagé, il l'a été, mais non point écrasé. La stupeur du désastre passée, avec cette souveraine confiance qui est la moitié de sa force, il s'est ressaisi.

La réprobation silencieuse qui l'avait enveloppé d'abord, lui avait ôté ses moyens. Devenue la clameur publique accusatrice qui l'obligeait à se défendre, elle restitua à ce combatif toutes ses ressources, avec sa maîtrise de soi. Il se tût quelque temps. Mais ses apologistes, dédaignant de plaider les circonstances atténuantes, passaient à l'offensive, entamaient le panégyrique de l'homme et de son œuvre, dévoilaient ses nobles projets malheureux. On s'était mépris sur cette histoire. Le vrai coupable, c'était l'apparente victime, cet exécrable gouvernement du Transvaal, Kruger, qui a voué à l'Angleterre la haine d'Annibal contre Rome, Kruger, exilé volontaire, né au Cap, de parents qui n'ont pas pardonné aux Anglais l'abolition de l'esclavage, Kruger, émule d'Abdul-Hamid et sa législation de Prétoria « qui serait jugée scandaleuse si elle avait vu le jour à Yildiz-Kiosk ». — Le coup de force de Jameson n'avait qu'un objet, non la conquête, ni le vol, l'asservissement du Transvaal et la

saisie du Rand — mais la délivrance des frères opprimés. Il venait mettre fin au règne de la Terreur, apporter aux Boërs mêmes, la paix et la liberté. Vainqueur, il n'aurait profité de son triomphe que pour organiser le plébiscite, et c'est le Transvaal qui aurait choisi ses destinées et son drapeau. Rhodes était le Cavour de l'Afrique et d'une équipée — dont Jameson était le Garibaldi. — Un Garibaldi, moins le succès. Autres temps, autres mœurs. Le gouvernement de Lord Russel avait applaudi « comme un acte de justice et de générosité », la noble initiative du grand patriote italien se lançant au mépris des dangers et des codes, à l'assaut de la tyrannie légale. Mais le gouvernement de la reine, en 1895, désavouait « le flibustier » anglais coupable d'avoir, là-bas, pour des Anglais, joué sa vie et sa fortune.

Et le sophisme, qui n'en est pas tout à fait un, se frayait un chemin dans l'opinion, déroutée, incertaine.

On se demandait si l'inspirateur du Raid était un brasseur d'affaires ou un martyr. Rhodes exploitait cette incertitude, il payait d'audace, il montrait la carte — toute rose — il affirmait, en des meetings tapageurs — que sa carrière politique commençait à peine. Entre deux voyages à Londres, il réprimait une révolte des Matabélés, se faisait saluer « Père et Roi » par les Indunas dans une entrevue théâtrale sur le Kopje, au pied du Matopos. Il organisait sur son passage, à Durban, à Port-Elisabeth, ailleurs,

des manifestations sympathiques où le Boër mêlait ses acclamations à l'Anglais, et qui n'étaient pas toutes feintes. Ou bien il se recueillait dans son domaine de Groote Schuur. Et tel était le prestige fascinateur de l'homme, que ce Fredericksruhe d'un monde nouveau, s'érigeait en point de mire de tous les regards, regards de haine, de crainte, ou d'espérance, tournés vers l'ex-Premier du Cap, le directeur de la Chartered démissionnaire, le désavoué, disgrâcié et solitaire Cécil Rhodes, demeuré au-dessus des revers le personnage le plus important de l'Afrique australe et de l'Empire !

En débarquant à Douvres, le 24 janvier 1897, dans le voyage à Londres où il venait non en accusé, mais en témoin documenté, expliquer les dessous du Raid, à la Commission parlementaire des quinze, son pied ayant glissé, Rhodes tomba sur la passerelle tout de son long.

Pareille mésaventure échut à César mettant le pied sur le sol britannique. C'est ainsi que deux mille ans plus tard, le « Napoléon du Cap » fit sa rentrée dans sa patrie.

Quelques-uns, trop superstitieux, y virent un mauvais présage.

En vérité, cette enquête, qui ne réhabilita point le fondateur d'empire, ne tourna pas non plus à sa confusion totale ; même elle lui ménageait une revanche.

Elle nous le montrait sous un autre jour et dans une autre posture que ceux où nous étions accoutumés à le voir.

Elle ne modifia pas essentiellement l'image qu'il nous avait donnée de lui. L'homme triomphant jusqu'ici et jusqu'en ses plus stupéfiantes entreprises, allait rendre des comptes au monde représenté par quinze commissaires élus, qui étaient bien ses compatriotes, mais qui étaient aussi ses juges, et dont quelques-uns étaient d'irréductibles ennemis. Le brusque changement de fortune ne terrassa pas cette robuste nature. Au cours de cette interminable, mais rarement monotone procédure, il apparut tel qu'on pouvait l'imaginer, embarrassé quelquefois, plus souvent audacieux, agressif dans ses sorties jusqu'au cynisme, flagellant « l'onctueuse rectitude » de ses concitoyens, plaisantant son ministre, « l'homme aux orchidées » (1) ; humoriste à l'occasion, insinuant qu'il avait agi en simple particulier intéressé dans les affaires du sud ; couvrant ses directeurs, ignorants d'une affaire, « dont un des plaisirs était précisément que nul n'y fut initié » — ou, superbe, affirmant qu'il avait pris en main la révolution inévitable afin de « l'orienter et de la canaliser » — ou, mystérieux, dans la menace voilée, laissant entendre que cette fédération qu'il avait voulue anglaise, il serait de taille, peut-être

(1) Joseph Chamberlain.

encore, à la faire indépendante, à créer là-bas des Etats-Unis africains dont il serait le Washington.

De sa participation à l'intrigue sur laquelle on l'interrogeait, et dont il tirait gloire, l'enquête ne nous apprit guère que nous ne sachions ou soupçonnions déjà.

Son intérêt n'est point là. Elle a soulevé un coin du voile africain ; pour nous permettre de mieux apercevoir un homme, elle nous a découvert une nation. Elle cherchait les complices de M. Jameson, elle en a trouvé un : l'Angleterre.

***

Rien de plus émouvant, ni de plus significatif au point de vue de l'histoire, que ce procès complexe, institué pour donner satisfaction à la conscience publique et qui, insensiblement, dévie de sa route. Les chefs exceptés des partis opposants, le libéral William d'Harcourt, et le radical Labouchère, acharnés à maintenir le débat sur son terrain vrai, à poursuivre le crime, de quelque nom qu'il se targue, — tous les autres acteurs de cette pièce nous offrent le spectacle de l'affolement dans le désordre. Etrange exhibition, bizarre procès où, sous nos yeux, l'intrigue se brouille, les rôles se mêlent, s'intervertissent, où le Transval, du banc de l'accusateur, passe à celui de l'accusé, pour avoir soi-disant le premier violé une convention énigmatique

— où, par la plus étonnante, mais non la plus imprévue des volte-faces, le ministère public se transforme en avocat, et le réquisitoire, en plaidoirie.

Parmi le défilé des louches figures, sorties de l'ombre une heure, au milieu des réticences, des aveux, des contradictions, on parvient à reconstruire imaginativement l'affaire dont, sans en démêler les traits, on distingue la physionomie ; on en suit à travers le temps et l'espace, la ténébreuse filiation, on devine toute l'intrigue : là-bas, du fond de leur cabinet, dans la Cité, des directeurs, des millionnaires, qui organisent paisiblement « une invasion en commandite et une révolution à responsabilité limitée par actions » ; des négociateurs obscurs, un Rutheford Harris, secrétaire de la Compagnie, Eminence grise de Cécil Rhodes — qui conduisait les affaires d'état, possédait tous les secrets, tenait toutes les ficelles ; des fonctionnaires, un secrétaire impérial du Haut-Commissaire, Sir Graham Bower, un résident-commissaire et principal magistrat du Bechuanaland, Newton, mis dans la confidence, et se taisant ; des officiers, sir John Willougby, mi-dupes, mi-complices d'aventuriers sans mandat, ayant, on ne sait pourquoi, « la conviction sincère et absolue que l'invasion avait lieu avec l'assentiment des autorités impériales » ; un Haut-Commissaire du Cap, l'inénarrable sir Hercules Robinson que tout le monde mène par le bout du nez, qui se prête à tout, croit tout, accepte tout, même de jouer les

Deus ex machina, entre les révolutionnaires et le pouvoir établi, dans la révolution à venir — une femme, miss Flora Shaw, chargée de convertir un ministre à la politique Rhodésienne ; ce ministre — Joseph Chamberlain, ex-radical, néo-Jingoïste qui ne voulait rien savoir, se bouchait les yeux et les oreilles de crainte de voir ou d'entendre quelque chose — et qui, n'ayant pu être dupe, se réfugie dans l'équivoque — et derrière tous ces personnages, acteurs ou figurants qu'elle résume, une Angleterre, attentive dans la coulisse, se réservant de blâmer ou de profiter, selon l'issue.

Si tout cela ne disculpe point Rhodes, cela le grandit singulièrement. Il n'est plus l'individu isolé, coupable d'une faute réprouvée par la morale, et punie par les lois. On le punira bien, si c'est utile, mais en l'admirant. La majeure partie de l'opinion publique de l'autre côté de la Manche, faisant sien le jugement de l'évêque du Mashoualand, et du secrétaire des colonies, M. Joseph Chamberlain, le haussera au rang « des fondateurs de l'empire, de ces aventuriers sans l'audace illégale de qui l'Angleterre ne serait ni si grande, ni si forte. »

L'enquête aboutit à nous montrer en Rhodes le champion par excellence d'une race et d'une idée.

***

Les fêtes du Jubilé ont suivi et peut-être abrégé l'enquête. Rapprochement ironique qui invite à

penser. Il n'est pas seulement chronologique. L'enquête n'est-elle pas la préface historique du Jubilé ?

On s'est plu à voir, dans ces fêtes, surtout le couchant d'un règne. Il est autre chose encore et mieux que cela : une aurore peut-être. L'Angleterre, par cette halte solennelle qui lui permet de se contempler soi-même, un instant, dans sa gloire, célèbre sa grandeur passée et prépare sa grandeur future. Ce défilé où se rencontrent des hommes venus de tous les points du monde est plus que l'étalage d'une réalité flatteuse à l'orgueil britannique. Il nous est une vision d'avenir. Le Jubilé qui clôture une période, en ouvre une autre.

Métropole, colonies, ces deux termes ont vieilli. Ils n'expriment plus qu'imparfaitement la nature du lien qui unit entre eux, sous les plis du même drapeau, tant de peuples divers. Pour désigner le fait nouveau, il faut un mot nouveau : l'empire, vague, inquiétant, compréhensif. L'empire a suscité un état d'âme particulier, l'impérialisme qui, en retour, soutient l'empire. Par lui l'Anglo-Saxon, insulaire ou colon, l'indigène même, se reconnaît deux patries, une petite et une grande, la terre où il a vu le jour, et l'autre, l'empire. Il se sent vraiment citoyen de la moitié du monde. Une même puissance intérieure, une sorte de fluide magique, le *spiritus intus* du poète, circule à travers tous les anneaux de cette prodigieuse chaîne qui fait le tour du globe : lien matériel, sans doute, né de la communauté des

intérêts, mais moral aussi, mieux encore, sentimental; exaltation d'une force qui ne se croit ni ne se veut de bornes; orgueil énorme, piété. L'impérialisme est vraiment une religion, qui a ses apôtres, ses fidèles, à qui le fanatisme même ne fait pas défaut, le Jingoïsme, et qui va du théoricien Roseberry, à l'empiriste Jameson. Il rappelle la tendresse mystique « des Israëlistes vers Jérusalem » après la dispersion, autant que l'amour familial du home lointain. Et, remarquons-le bien : en s'éloignant de son foyer, il ne perd pas de sa chaleur, au contraire. Il brûle d'un feu plus vif, à la circonférence qu'au centre. Dans ce va-et-vient perpétuel, le courant de sympathie remonte avec plus de force vers l'Angleterre, qu'il n'en descend (1).

C'est qu'il faut bien le dire, en face des partisans de cette Grande Angleterre, se dressent ceux de la Petite Angleterre, hommes de bon sens plus que d'imagination, qui redoutent que leur patrie se noie dans l'Océan sorti d'elle; que la race se dissolve, mélangée à tant de races si différentes. L'empire les effraie. Ils se réfugient dans leur île.

(1) « Quand la Mère-Patrie est dans la peine, l'Empire frissonne de sympathie, jusqu'en ses frontières les plus reculées, quand c'est le tour d'une colonie, l'Angleterre, représentée par ses hommes d'états, reste froide et calculatrice, telle une étrangère... Il faut réagir contre la déloyauté de la métropole envers les colonies. » L'Angleterre et ses colonies. — C. de Thierry ("Colonies") The New Review, avril 1897.

Et, comme l'indifférence n'a pas de place ici, entre les deux partis, les deux croyances, les esprits positifs qui savent qu'on ne remonte pas la pente des temps, se préoccupent des solutions pratiques. Quelle forme concrète revêtira cette puissance nouvelle, qui groupe pour soi ou contre soi toutes les âmes anglaises : l'impérialisme ? Sur tous, le problème exerce la fascination de l'inconnu (1).

Inconnu, l'empire ne l'est pourtant plus tout à fait ; on nous a laissé deviner ce qu'il pourrait être, même nous l'avons entrevu grâce à Rhodes qui, par son œuvre, sa parole, sa faute, lui a donné une réalité anticipée. « Croyant de tout son cœur et de tout son esprit à l'empire », il a osé formuler son

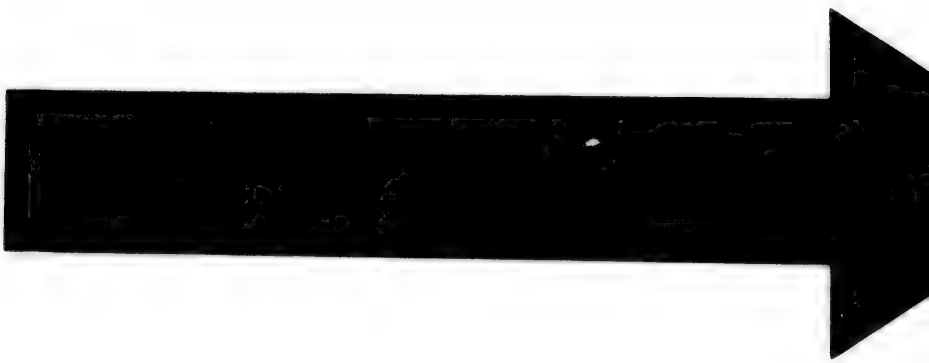
(1) « Nous tentons une grande expérience — a dit lord Salisbury — dans un discours de Jubilé où le lyrisme n'éclate qu'à la fin comme jailli de la réflexion, nous tentons la grande expérience d'essayer de maintenir un tel empire (il venait de constater la fragilité des entreprises analogues du passé) exclusivement sur la base d'une bonne volonté, d'une sympathie et d'une affection mutuelles. On parle d'union fiscale et d'union militaire...! Notre empire doit reposer sur une autre base ; il reposera sur le grand développement de sympathie, de pensées communes et de sentiments entre les hommes qui sont pour la plupart des enfants d'une même race et qui se glorifient du même passé historique.... Le succès dépendra de nos législatures. Qu'elles aspirent à jouer au-dessus des classes et des intérêts le rôle d'arbitre... elles créeront un empire tel que le monde n'en aura jamais vu et qui sera la marque d'une puissante étape dans la marche en avant de l'humanité. »

rêve de domination universelle qui est celui avoué ou secret de millions d'Anglais : « l'extension par la fédération de la puissance anglaise, des institutions, de la liberté, du gouvernement représentatif anglais à la plus grande partie de la terre habitable, fédération gigantesque qui guiderait le monde vers le règne de l'industrie et de la paix. »

Voilà l'horizon suprême de sa vision politique. Et l'idéal défini, sans perdre un jour, il s'est mis à l'œuvre pour sa part, sur le terrain qu'il avait choisi. Il est tombé, son entreprise gigantesque subit un temps d'arrêt ; peut-être la reprendra-t-il un jour....

En attendant, faut-il s'étonner si le peuple qui allait célébrer la fête de la grande Angleterre, a témoigné de quelque indulgence à l'homme criminel « par excès de dévouement à l'empire », à l'Angleterre toujours plus grande ?

Nouvelle Revue, Septembre 1897.



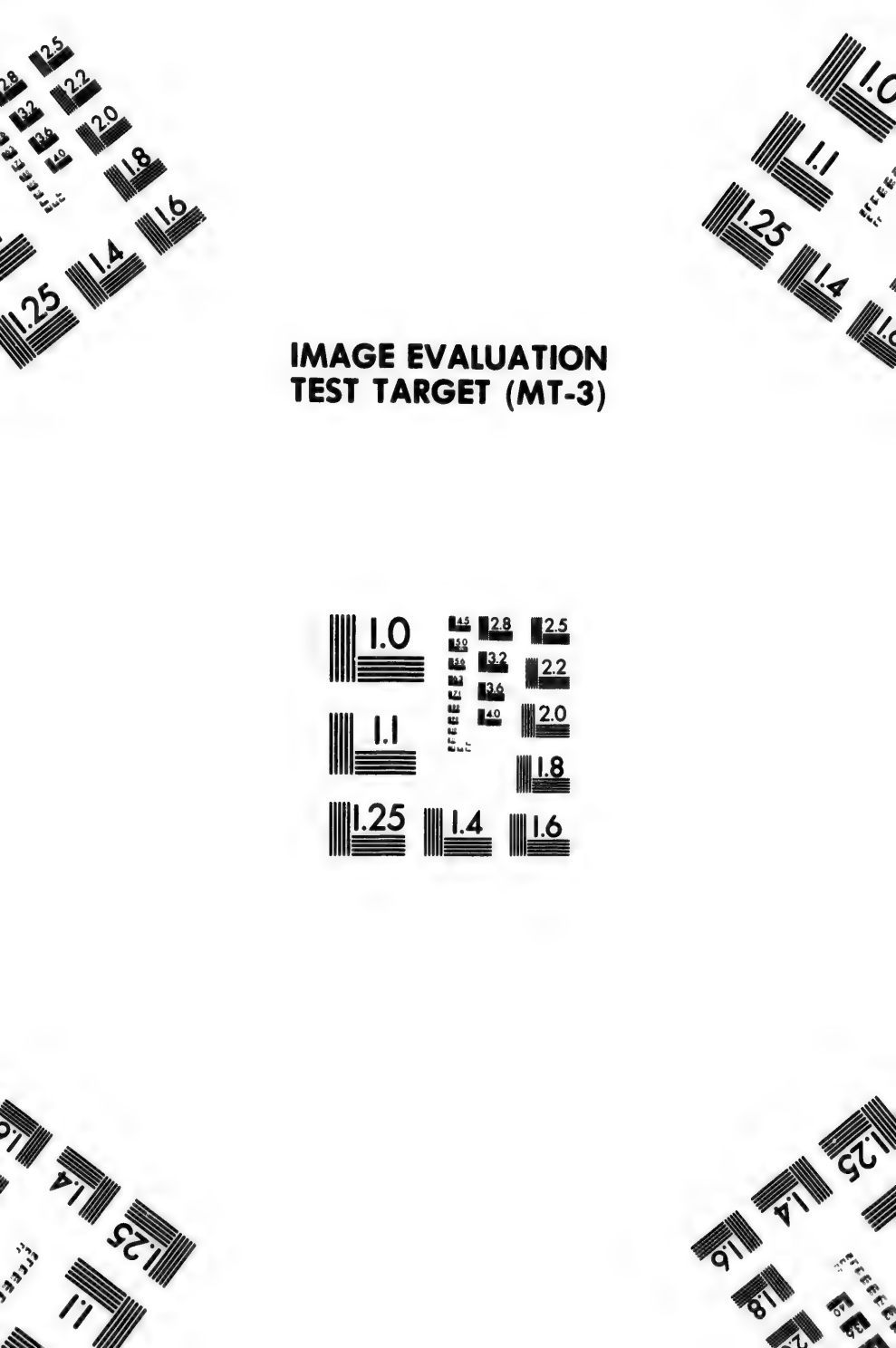


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)

AUXERRE. — IMPRIMERIE A. LANIER, RUE DE PARIS, 43.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

QUESTION D'IRLANDE

(Page 189)

Extrait du compte-rendu de la Séance de la Chambre des Communes (Mardi, 6 Avril 1893).

Mr MACARTNEY — The prime Minister was fond of appealing to the judgment of the civilized world; this was well illustrated by a French political writer of great eminence, Mr Hamelle, who, wrote :

« The supremacy of Great Britain which seems to be respected is, in reality, menaced. The Veto of the Lord Lieutenant is a theoretical right, stripped of all pratical sanction. What will happen if the Irish Parliament become obstinate ? An appeal will be made to the Comittee of the Privy Council. But the same difficulty confronts one here. How can the execution of the sentence be assured ? Even, in America, where the tribunal has tradition and public sentiment on its side, it has not always been successful ».

Mr Hamelle cites President Jackson's defiance of a decree of the supreme court, ordering Georgia to release prisoners : « John Marshall has pronounced « his verdict; let him execute it, if he can. »

Mr GLADSTONE asked if the honourable member would supply a reference ?

Mr MACARTNEY said the article appeared in the *Nouvelle Revue* of September 1, 1892.

(*Times 7 Avril 1893.*)

On trouvera ci-contre la lettre qui nous a été adressée par M. Macartney en réponse à nos remercîments pour la trop flatteuse mention qu'il avait bien voulu faire, en plein Parlement Anglais, de notre nom et de nos travaux.

May 3. 1895.

Cher Monsieur

A mon retour de la campagne j'ai trouvé votre carte dans laquelle vous vous exprimez en termes si flatteurs à l'égard de mon discours à la chambre du 6 avril. La connaissance si exacte et consciencieuse d'une question très compliquée et débattue avec tant acharnement chez nous, que vous avez montrée, m'a tenté de vous citer comme une autorité parfaitement impartiale.

Je vous prie cher Monsieur, d'agréer l'expression de la haute considération avec laquelle je me déclare votre très obligé et très reconnaissant serviteur

Wilfrid Laurier Macartney

à Monsieur le Conseiller de Préfecture
Paul Hamelle

LE PREMIER DU CANADA (Page 301)

(1) *Lettre de Sir Wilfrid Laurier*

CANADA.

Ottawa, 23 février 1898.

Monsieur,

Je suis profondément touché par votre lettre, & dans votre trop bienveillant article je trouve à toutes les lignes, la main indulgente d'un compatriote. L'expression est de vous, & je l'accepte de grand cœur. Je ne saurais assez vous dire à quel point je me suis reconnaissant de l'intérêt que vous portez à mon pays & à moi-même. Je n'ai certainement rien à reprendre à votre article, & je n'ai pas surtout à me prévaloir de l'invitation

politique de la co
-ration canadien
Vous avez pa
-ment saisi & re
le sentiment de
que les canadie
race française
-vent de leur orig
le sentiment mu
profond qu'ils ont des dev
leur impose les
nouvelles où ils o
placés par la lo
destin.

CANADA.

Je voudrais l'esp
qu'un jour — a
longtemps — vous
le Canada. Vous
-verez un pand
à observer sur les
un pays où se t
un état de chos
à mon avis, c
précédent idea

de la confédé-
nadienne.
avez parfaite
isé & rendu
ment de fierté
canadiens de
nçaise conser-
leur origine, &
tent un moins
n'ils ont,
des devoirs que
pose les conditions
où ils ont été
ur la loi du

CANADA.

ris l'espoir
nier — avant
s — vous visiterez
da. Vous éprou-
pand intérêt
r sur les lieux
où se trouve
de choses qui,
avis, est sans
nt identique

attendront avec impa-
tience la publication de
votre ouvrage, retardez
la pourtant, & venez au
Canada. Vous trouverez ici
un champ vaste pour
vos observations, & de
belles pages à ajouter à
votre oeuvre.

Recevez cher monsieur,
l'expression de ma
sincère gratitude, & de
ma respectueuse sympathie.

Wilfrid Laurier

Monsieur
Paul Hamelle
Conseiller de préfecture
à Belfort

[illegible]
reprendre à votre article,
& je n'ai pas surtout à
me prévaloir de l'invitation
que vous me faites, de
vous signaler les inexactitudes,

de faits qui auraient pu
s'y glisser. Il est évident
que vous connaissez à
fond ce pays, bien que
vous n'y soyez jamais
venu, pas du moins que
je sache. Laissez-moi
vous dire que vous avez
saisi avec une rare
clairvoyance & exposé
avec une claire netteté,
les problèmes dont
l'ensemble constitue
aujourd'hui la situation

un pays où se tro
un état de choses
à mon avis, est
précédent identiq
dans l'histoire.

Votre lettre es
datée de Belfor

Que de souvenir
les fois glorieux
pénibles, ce mo
évoque dans un
cœur qui aime
France, & qui a s
de tout ce dont elle
souffert."

Vous êtes à pr
un volume d'étu
anglaises. Je suis
de ceux qui disent

i se trouve
e choses qui,
vis, est sans
identique
stoire.
lettre est
Belfort.

emvenirs à
Moriens &
, ce nom
sans un
i aime la
qui a souffert
dont elle a
.

ttes à préparer
e d'études
. Je suis un
ui désormais

UN ANGLAIS D'AUJOURD'HUI (Page 329)

(1) *Lettre de M. Cécil Rhodes*

e 329)

15, St Swithins Lane,
London. E.C. April 8/98.

Dear Sir

thank you for your warm appreciation of my work it is the more pleasant as coming from a foreigner I hope that some day we may have the pleasure of meeting

V. C. Rhodes.